

Rapport annuel 1997



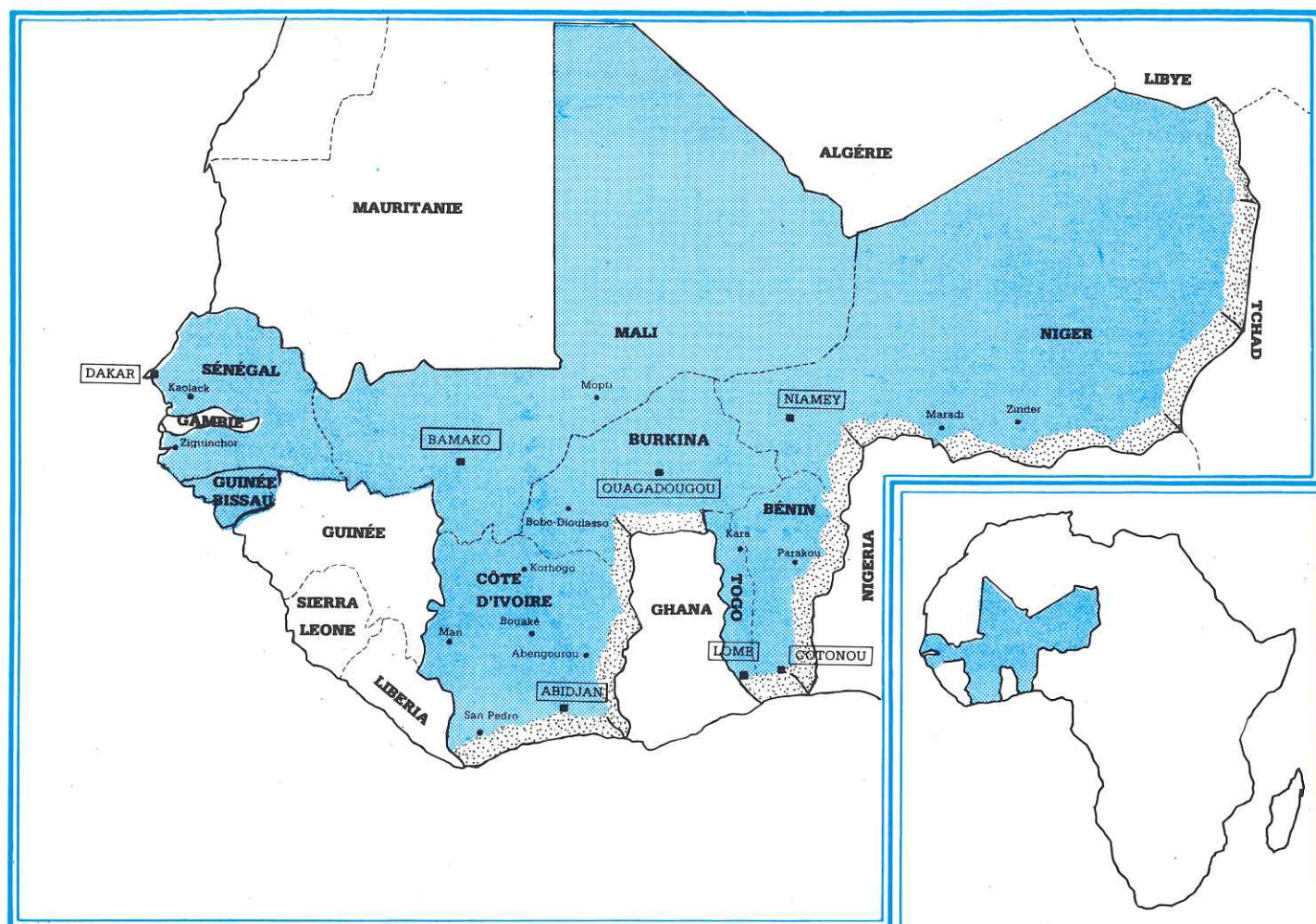
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Figurine mi-masque, mi-poisson-scie représentant le logo de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Il est reproduit sur toutes les pièces de monnaie émises par elle et sur toutes ses publications.

Rapport annuel 1997

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST





L'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), établie par le Traité du 14 novembre 1973 qui a remplacé celui du 12 mai 1962, regroupe les huit pays membres suivants, situés en Afrique de l'Ouest :

BENIN

MALI

BURKINA

NIGER

COTE D'IVOIRE

SENEGAL

GUINEE-BISSAU*

TOGO

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, dont le trente-cinquième exercice d'activité est ici retracé, est l'Institut d'émission commun de l'UMOA, chargé notamment d'assurer la gestion de leur monnaie commune, le Franc de la Communauté Financière Africaine (Franc CFA), celle de leurs réserves de change et de mettre en œuvre la politique monétaire commune.

N.B. - En l'absence de toute autre précision, les valeurs indiquées dans ce rapport sont exprimées en francs CFA.

*Adhésion de la Guinée-Bissau le 2 mai 1997.

COMPOSITION DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT DE L'UMOA

au 31 décembre 1997

*PRESIDENT : Son Excellence Monsieur Gnassingbé EYADEMA
Président de la République togolaise*

Son Excellence Monsieur **Mathieu KEREKOU**
Président de la République du Bénin

Son Excellence Monsieur **Blaise COMPAORE**
Président du Burkina Faso

Son Excellence Monsieur **Henri Konan BEDIE**
Président de la République de Côte d'Ivoire

Son Excellence Monsieur **Nino VIEYRA**
Président de la République de Guinée-Bissau

Son Excellence Monsieur **Alpha Oumar KONARE**
Président de la République du Mali

Son Excellence Monsieur **Ibrahim Mainassara BARE**
Président de la République du Niger

Son Excellence Monsieur **Abdou DIOUF**
Président de la République du Sénégal

Son Excellence Monsieur **Gnassingbé EYADEMA**
Président de la République togolaise.

COMPOSITION DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'UMOA

au 31 décembre 1997

*PRESIDENT : M. N'Goran NIAMIEN
Ministre de l'Economie et des Finances
de la République de Côte d'Ivoire*

République du Bénin

MM. Moïse MENSAH, Ministre des Finances

Albert TEVOEDJRE, Ministre du Plan, de la Restructuration Economique
et de la Promotion de l'Emploi

Burkina Faso

M. Tertius ZONGO, Ministre de l'Economie et des Finances,
porte-parole du Gouvernement

Mme Viviane Yolande COMPAORE, Ministre de l'Intégration Régionale

République de Côte d'Ivoire

MM. N'Goran NIAMIEN, Ministre de l'Economie et des Finances

N'Doli Théophile AHOUA, Ministre Délégué auprès du Premier Ministre,
chargé du Plan et du Développement Industriel

République de Guinée-Bissau,

MM. Issufo SANHA, Ministre de l'Economie et des Finances

Artur SILVA, Ministre des Pêches

République du Mali

MM. Soumaïla CISSE, Ministre des Finances

El Madani DIALLO, Ministre de l'Economie, du Plan et de l'Intégration

République du Niger

MM. Idé GNANDOU, Ministre des Finances, des Réformes Economiques
et de la Privatisation

Yacouba NABASSOUA, Ministre du Plan

République du Sénégal

MM. Papa Ousmane SAKHO, Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan

Mamadou Lamine LOUM, Ministre Délégué auprès
du Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, chargé du Budget

République togolaise

MM. Barry Moussa BARQUE, Ministre d'Etat chargé de l'Economie
et des Finances

Tcha Gouni ATI-ATCHA, Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre,
chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCEAO

au 31 décembre 1997

*PRESIDENT : M. Charles Konan BANNY
Gouverneur de la BCEAO*

République du Bénin

- Mme Amina TAIROU, Administrateur du Trésor
et Conseiller Technique aux Finances
- M. Léonard GBAGUIDI, Directeur Général du Trésor
et de la Comptabilité Publique

Burkina Faso

- MM. Lucien Marie Noël BEMBAMBA, Directeur du Trésor
Patrice NIKIEMA, Directeur Général de la Coopération
au Ministère de l'Economie et des Finances

République de Côte d'Ivoire

- MM. Julien Eba BOUADOU, Directeur Général
de la Comptabilité Publique et du Trésor
Ephrem ENOH, Conseiller Economique du Premier Ministre

République de Guinée-Bissau

- MM. Carlos ANDRADE, Directeur Général du Trésor
Issac Antonio MONTEIRO, ancien Ministre de l'Agriculture

République du Mali

- MM. Dionké DIARRA, Directeur National du Trésor
et de la Comptabilité Publique
Ousmane Issoufi MAÏGA, Secrétaire Général
au Ministère des Finances

République du Niger

- Mme Joëlle BOLHO, Trésorier Général
- M. Oumarou El HADJ, Secrétaire Général du Ministère des Finances,
des Réformes Economiques et de la Privatisation

République du Sénégal

- MM. Abdou Bame GUEYE, Directeur Général des Finances
Mame Cor SENE, Conseiller Technique au Ministère de l'Economie,
des Finances et du Plan

République togolaise

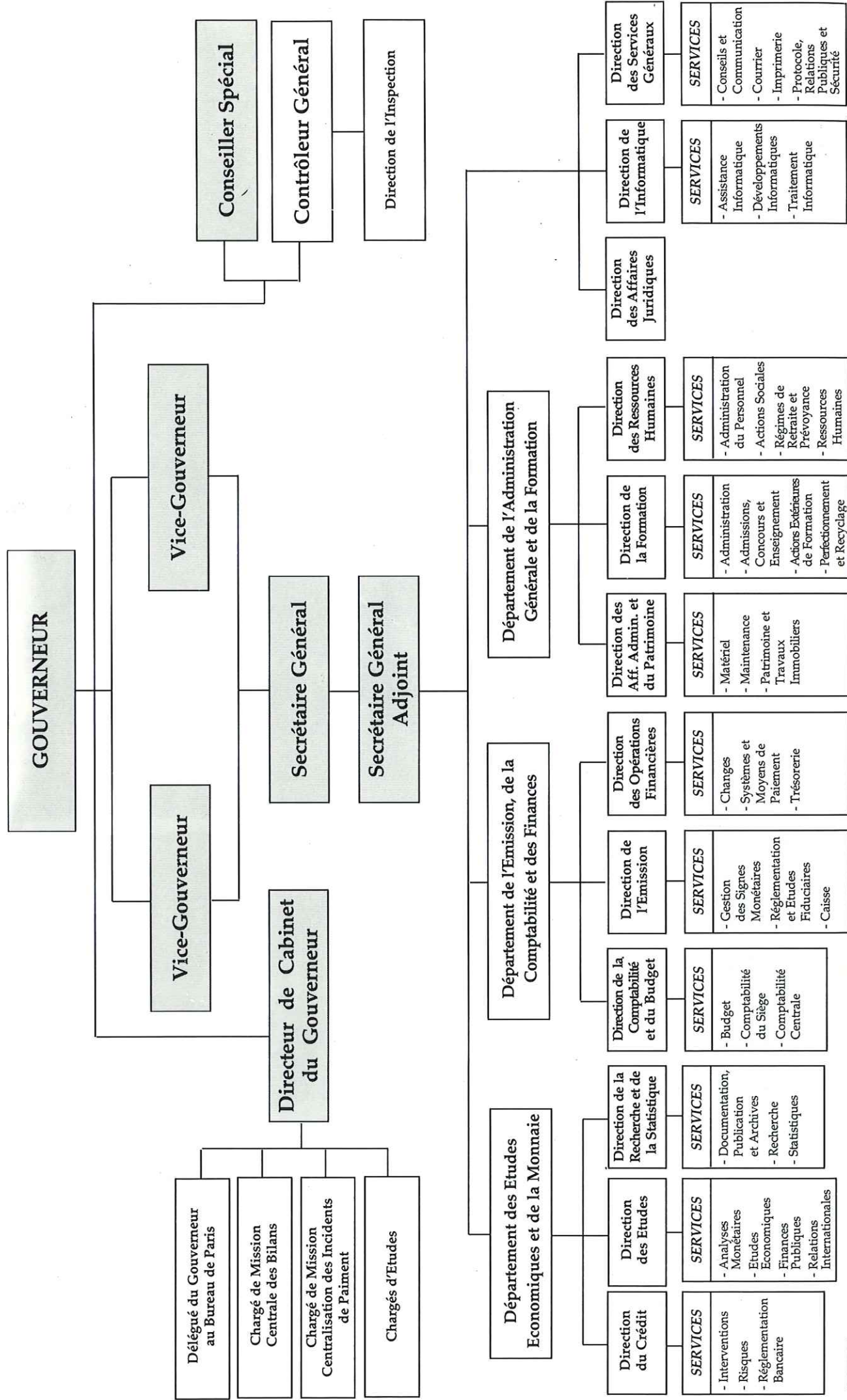
- MM. Jean-Claude Délava CODJO Secrétaire Général
du Ministère de l'Economie et des Finances
Bléza SOGOYOU, Directeur Général des Douanes

République française

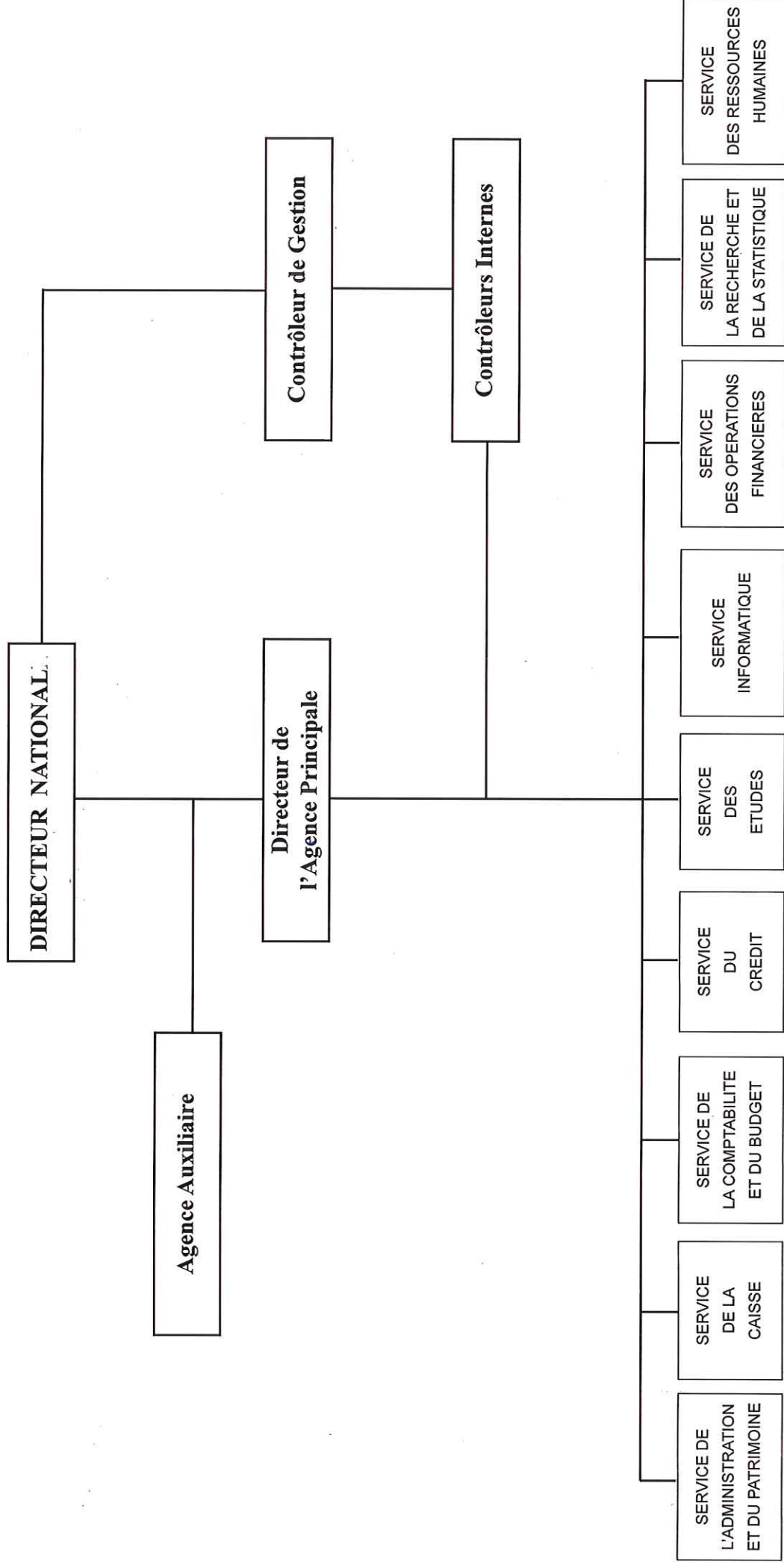
- MM. Jean LEMIERRE, Directeur du Trésor
au Ministère de l'Economie et des Finances
Serge ARNAUD, Directeur du Développement
au Ministère de la Coopération.

ORGANIGRAMME DU SIEGE DE LA BCEAO

AU 31 DECEMBRE 1997

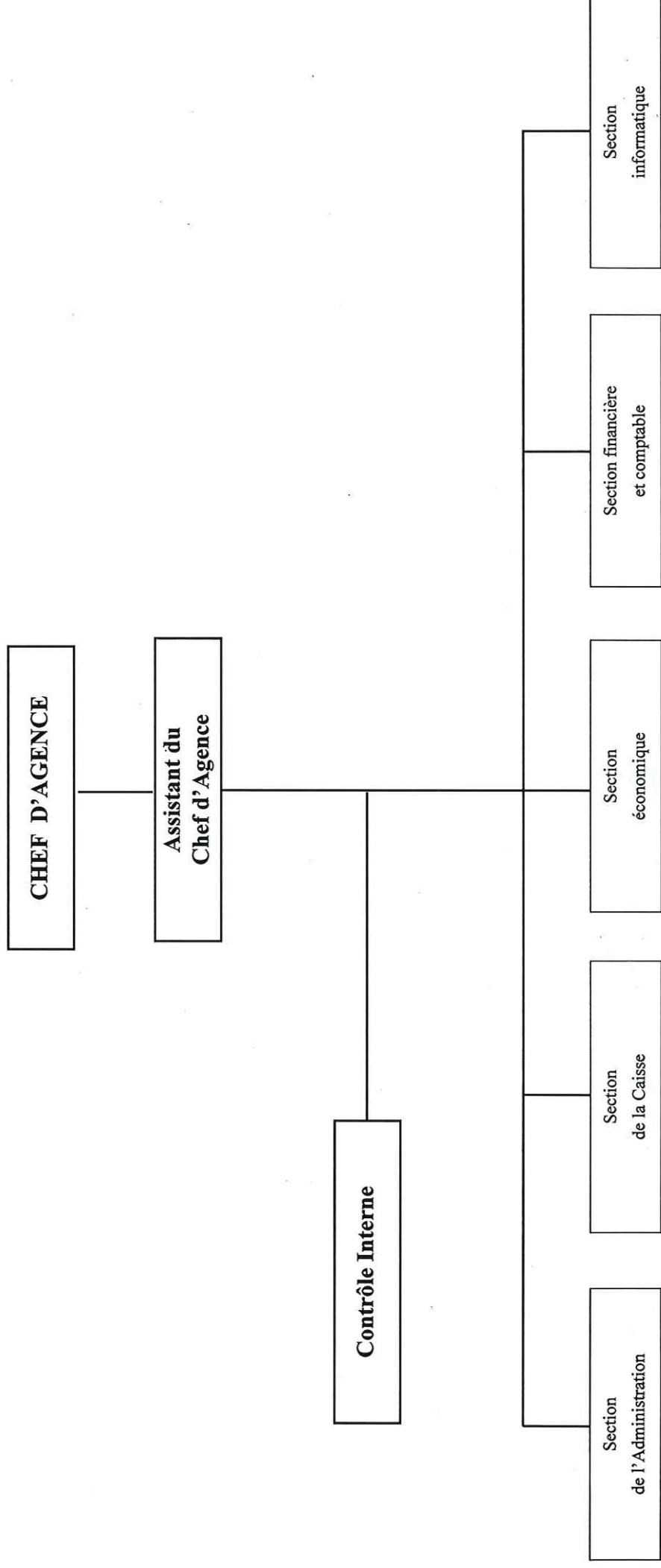


ORGANIGRAMME DES DIRECTIONS NATIONALES



ORGANIGRAMME DES DIRECTIONS NATIONALES (suite)

Agence Auxiliaire



GOUVERNEMENT

Gouverneur	: M. Charles Konan BANNY
Vice-Gouverneur	: M. Boukary ADJI
Vice-Gouverneur	: M. Damo Justin BARO
Secrétaire Général	: M. Michel Komlanvi KLOUSSEH
Secrétaire Général Adjoint	: M. Mbaye Diop SARR
Conseiller Spécial du Gouverneur	: M. Patrice KOUAME
Directeur de Cabinet du Gouverneur	: M. Emmanuel NANA

CONTROLE GENERAL

Contrôleur Général	: M. Patrice KOUAME
--------------------	---------------------

DEPARTEMENTS

Directeur du Département de l'Administration Générale et de la Formation	: M. Abderrahmane ALFIDJA
---	---------------------------

Directeur du Département des Etudes Economiques et de la Monnaie	: M. Yao Messan AHO
---	---------------------

Directeur du Département de l'Emission, de la Comptabilité et des Finances, Conseiller du Gouverneur	: M. Mamadou DIOP
--	-------------------

DIRECTIONS DES SERVICES CENTRAUX

Directeur des Affaires Administratives et du Patrimoine	: M. Siriki KONE
Directeur des Affaires Juridiques	: Mme Elisabeth DIAW-POTIN
Directeur de la Comptabilité et du Budget :	
chargé de l'intérim	: M. Soumaïla OUEDRAOGO
Directeur du Crédit	: M. Latégan David LAWSON
Directeur de l'Emission	: M. Amadou BACHIR
Directeur des Etudes	: M. Abdoulaye BIO-TCHANE
Directeur de la Formation : chargé de l'intérim	: M. Christian LECOINTRE
Directeur de l'Informatique par intérim	: M. Abdoulaye SECK
Directeur de l'Inspection	: M. Emile PARE
Directeur des Opérations Financières :	
chargée de l'intérim	: Mme Fatimatou Zahra DIOP
Directeur de la Recherche et de la Statistique	: M. Amadou Sadickh DIOP
Directeur des Ressources Humaines	: M. Léonce KONE
Directeur des Services Généraux	: M. Albert GRIMAUD

REPRESENTATION AUPRES DE LA COMMISSION DE L'UEMOA

Représentant résident du Gouverneur auprès de la Commission de l'UEMOA à Ouagadougou	: M. Mbaye Diop SARR
---	----------------------

BUREAU RATTACHE AU GOUVERNEMENT

Délégué du Gouverneur au Bureau de Paris	: M. Sié COULIBALY
--	--------------------

DIRECTIONS NATIONALES

Directeur National pour le Bénin	: M. Paulin COSSI
Directeur National pour le Burkina	: M. Moussa KONE
Directeur National pour la Côte d'Ivoire	: M. Tiémoko Meyliet KONE
Directeur National pour la Guinée-Bissau	: M. Luis Lopès Candido RIBEIRO
Directeur National pour le Mali	: M. Idrissa TRAORE
Directeur National pour le Niger	: M. Abdoulaye SOUMANA
Directeur National pour le Sénégal	: M. Seyni NDIAYE
Directeur National pour le Togo	: M. Ayéwanou GBEASOR

SIEGE SOCIAL

Dakar, Avenue Abdoulaye FADIGA
Boîte Postale : 3108
Tél. (221) 839 05 00 - Fax (221) 823 93 35
Télex : BCEAO 21 833 SG, 21 597 SG, 21 815 SG, 21 530 SG

BENIN

Cotonou, Avenue Jean-Paul II
Boîte Postale : 325
Téléphone : (229) 31 24 66 et 31 24 67
Télex : 5211 BCEAO COTONOU
Téléfax : (229) 31 24 65
Directeur de l'Agence Principale : M. I. L. DAOUDA
Parakou, Boîte Postale : 201
Téléphone : (229) 61 03 25 et 61 03 79
Télex : 5099 BCEAO PARAKOU
Téléfax : (229) 61 10 91
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. F. SONDJIO

BURKINA

Ouagadougou, Avenue Gamel Abdel NASSER
Boîte Postale : 356
Téléphone : (226) 30 60 15/16/17
Télex : 5205 BCEAO BF
Téléfax : (226) 31 01 22
Directeur de l'Agence Principale : M. B. S. BAMBARA
Bobo-Dioulasso, Boîte Postale : 603
Téléphone : (226) 98 04 44/45/46
Télex : 8228 BCEAO-BF
Téléfax : (226) 97 04 58
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. T. DIARRA

COTE D'IVOIRE

Abidjan, Boîte Postale : n° 01 1769 ABIDJAN 01
Téléphone : (225) 21 04 66 et 21 90 70
Télex : BC ABJ CI 23474 - 23761 - 22607
Téléfax : (225) 22 28 52
Directeur de l'Agence Principale : M. S. CISSE

Abengourou, Boîte Postale : n° 905
Téléphone : 91 37 15 - 91 38 15 et 91 39 15
Télex : 591 03 ABJ CI
Téléfax : (225) 91 31 76
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. N. ABBY

Bouaké, Boîte Postale : n° 773
Téléphone : 63 33 13 et 63 33 14
Télex : BCEAO BOUAKE 69 109
Téléfax : (225) 63 38 31
Chef de l'Agence Auxiliaire : Melle A. ALLOUKO

Korhogo, Boîte Postale : n° 54
Téléphone : 86 01 00 et 86 01 11
Télex : 631 06 ABJ CI
Téléfax : (225) 86 15 30
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. G. GONAT

Man, Boîte Postale : n° 1017
Téléphone : 79 02 67
Télex : BCEAO MAN 89 106
Téléfax : (225) 79 02 28
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. P. COULIBALY

San Pedro, Boîte Postale : n° 387
Téléphone : 71 21 74
Télex : BCEAO 91 130 SAN PEDRO
Téléfax : (225) 71 24 48
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. E. BOTY-BI ZORO

GUINEE-BISSAU

Bissau, Boîte Postale : n° 38
Téléphone : (245) 21 55 48 - 21 41 73 et 21 14 82
Téléfax : (245) 20 13 05 et 20 13 21
Télex : 289 BCGB 1
Adjoint au Directeur National : M. H. BORGES

REPRESENTATION AUPRES DE LA COMMISSION DE L'UEMOA

Avenue Gamal Abdel NASSER Ouagadougou,
BURKINA
Boîte Postale : 543 OUAGADOUGOU 01
Téléphone : 30 60 15
Télex : BCEAO 5205 BF
Téléfax : 30 63 76

MALI

Bamako, Boîte Postale : n° 206
Téléphone : 22 37 56 et 22 37 57
Télex : 2574 BCEAO BAMAKO
Téléfax : 22 47 86
Directeur de l'Agence Principale : M. M. SANOGO

Mopti, Boîte Postale : n° 182
Téléphone : 43 01 02 et 43 05 65
Télex : BCEAOMPT 8001 MJ
Téléfax : (223) 43 05 07
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. S. F. KANTE

NIGER

Niamey, Boîte Postale : n° 487
Téléphone : 72 24 91 et 72 24 92
Télex : BCEAO 5218 NI
Téléfax : 73 47 43
Directeur de l'Agence Principale : Mme M. AGALHEIR

Maradi, Boîte Postale : n° 265
Téléphone : 72 24 91 et 72 24 92
Télex : BCEAO 8244 NI
Téléfax : (227) 41 00 45
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. B. BAWA

Zinder, Boîte Postale : n° 133
Téléphone : 51 00 92
Télex : BCEAO 8226 NI
Téléfax : (227) 51 07 24
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. D. BOUREIMA

SENEGAL

Dakar, Boîte Postale : n° 3159
Téléphone : (221) 823 13 30 et 823 53 84
Télex : BCEAO SG 21839
Téléfax : (221) 823 57 57
Directeur de l'Agence Principale : M. M. GUISSSE

Kaolack, Boîte Postale : n° 79
Téléphone : (221) 941 13 86 et 941 13 87
Télex : BCEAO SG 74071
Téléfax : (221) 941 33 23
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. B. LY

Ziguinchor, Boîte Postale : n° 317
Téléphone : (221) 991 10 39
Télex : BCEAO SG 73027
Téléfax : (221) 991 16 59
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. A. BA

TOGO

Lomé, Boîte Postale : n° 120
Téléphone : 21 25 12 - 21 53 84 et 21 53 85
Télex : 5126 BCEAO TO
Téléfax : 21 76 02
Directeur de l'Agence Principale : M. K. S. GOZAN

Kara, Boîte Postale : n° 75
Téléphone : (228) 60 60 79 et 60 61 37
Télex : 7202
Téléfax : (228) 60 62 69
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. M. SANT'ANNA

BUREAU A L'EXTERIEUR DE L'UMOA (FRANCE)

29, rue du Colisée 75008 Paris, France
Tél (33) 01 42 25 71 60
Fax : (33) 01 42 56 00 37
Télex : BCEAO PARIS 650087

S O M M A I R E

MESSAGE DU GOUVERNEUR DE LA BCEAO	17
INTRODUCTION	19
I - L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	23
1 ENVIRONNEMENT EXTERIEUR	23
1.1 Conjoncture économique internationale	23
1.2 Marché des changes	24
1.3 Evolution des taux d'intérêt	27
1.4 Evolution des marchés financiers	27
2 ENVIRONNEMENT INTERIEUR	29
2.1 Généralités	29
2.2 Production	29
2.3 Revenus et prix	34
2.4 Finances publiques	36
2.5 Secteur extérieur	39
II - LA MONNAIE ET LE CREDIT	43
1 POLITIQUE DE LA MONNAIE ET DU CREDIT	43
1.1 Objectifs généraux	43
1.2 Moyens	43
2 EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES	49
2.1 Avoirs extérieurs nets et balance des paiements	49
2.2 Crédit intérieur	51
2.3 Masse monétaire	57
2.4 Epargne privée collectée par les banques et les caisses d'épargne	58
2.5 Concours de la Banque Centrale	59
2.6 Opérations du marché monétaire	64

2.7 Opérations du marché interbancaire	66
2.8 Opérations du marché des titres négociables	69
2.9 Base monétaire	69
III - LES AUTRES ACTIVITES DE LA BANQUE CENTRALE	73
1 GESTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE	73
1.1 Prélèvements et versements aux guichets	73
1.2 Composition de la circulation fiduciaire	74
2 EXECUTION DES REGLEMENTS A L'INTERIEUR DE L'UMOA	75
2.1 Mouvements de billets externes aux guichets des Agences	75
2.2 Dispositions entre les Etats membres de l'UMOA	75
3 EXECUTION DES REGLEMENTS AVEC L'EXTERIEUR	77
3.1 Opérations sur billets	77
3.2 Transferts scripturaux.	77
4 EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET DES CHANGES	78
4.1 Evolution du réseau bancaire	78
4.2 Programmes d'assainissement des banques	79
4.3 Dispositions réglementaires	79
4.4 Evolution de l'activité des banques	80
4.5 Activités des chambres de compensation	81
5 COOPERATION MONETAIRE	82
5.1 Relations avec le Fonds Monétaire International	82
5.2 Relations avec les autres institutions	82
6 AUTRES ACTIVITES DE LA BANQUE CENTRALE	84
6.1 Intégration économique des Etats membres de l'UMOA	84
6.2 Marché Financier Régional	85
6.3 Centrale des Bilans	86
6.4 Centralisation des Incidents de Paiement.	87
6.5 Promotion des institutions de financements décentralisées	88

IV - L'ADMINISTRATION ET LES COMPTES DE LA BANQUE CENTRALE ..91

1 VIE ET FONCTIONNEMENT DES ORGANES STATUTAIRES	91
1.1 Conférence des Chefs d'Etat de l'UMOA	91
1.2 Conseil des Ministres de l'UMOA	92
1.3 Conseil d'Administration de la BCEAO	95
2 PERSONNEL ET SERVICE	98
2.1 Organigramme et mesures individuelles	98
2.2 Personnel et formation	98
2.3 Informatisation	99
2.4 Réseau	101
3 COMPTES FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE	102
3.1 Analyse du bilan	102
3.2 Compte de résultat	105
3.3 Contrôle des comptes	106
RAPPORT SUR LE CONTROLE DES ETATS FINANCIERS DE LA BCEAO ..	109
RAPPORT D'OPINION DES AUDITEURS	109
RAPPORT SUR LE CHANGEMENT DE METHODE	111
NOTES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS	112
BILAN	114
COMPTE DE PERTES ET PROFITS	115
COMPTES HORS-BILAN	116

ANNEXE STATISTIQUE	A.1 à A.89
---------------------------------	-------------------



Bananeraie : banane douce (Togo)

MESSAGE DU GOUVERNEUR DE LA BCEAO

LES Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) se sont résolument engagés à relever les défis de la constitution d'un ensemble économique intégré, pour assurer leur insertion harmonieuse dans l'économie mondiale et le système de commerce international, afin de tirer profit des opportunités offertes par l'intensification de la mondialisation.

En effet, le processus d'unification des espaces économiques nationaux s'est renforcé en 1997, avec l'adoption d'un régime tarifaire préférentiel transitoire relatif aux échanges communautaires ainsi que de dispositions volontaristes devant aboutir dès 1998, à une véritable union douanière et en l'an 2000 à un marché commun. Dans le même ordre d'idées, il importe de mentionner les étapes importantes franchies dans le cadre de la création d'une bourse régionale des valeurs mobilières.

L'espace communautaire s'est par ailleurs élargi, avec l'adhésion de la Guinée-Bissau, effective depuis le 2 mai 1997. C'est l'occasion de saluer la volonté politique manifestée à travers cet acte, par les Autorités et le Peuple de la République de Guinée-Bissau, de partager avec les Etats membres de l'UEMOA, l'expérience menée depuis trente-cinq ans, d'une intégration monétaire achevée. Du reste, cette adhésion confirme, si besoin en était, la volonté d'ouverture de l'Union aux autres pays de la sous-région.

Sur le plan économique, l'Union a enregistré des acquis notables dans la recherche de la convergence des politiques et des performances macro-économiques. Les politiques économiques vertueuses, mises en œuvre au cours des dernières années, ont permis de consolider le retour de la croissance économique et la maîtrise des prix.

En particulier, l'année 1997 a été marquée par la poursuite des bonnes performances économiques et financières enregistrées par les Etats membres. En effet, la croissance du revenu a été, pour la troisième année consécutive, supérieure à celle de la population. La résorption des déséquilibres des finances publiques et des paiements courants s'est poursuivie et l'évolution des prix est restée sous contrôle. Les réserves de change de la Banque Centrale se sont renforcées, pour représenter, à la fin de l'année, l'équivalent de six mois d'importation de biens et de services.

C'est dire que les facteurs fondamentaux des économies, principaux déterminants de la valeur de toute monnaie, se situent à un niveau relativement satisfaisant. Ces ré-

sultats probants sont le fruit des actions vigoureuses de réforme engagées par les Etats et soutenues par la conduite d'une politique monétaire prudente de la Banque Centrale.

Les mesures entreprises devront être poursuivies et amplifiées, afin de permettre à l'Union de faire face aux défis qui l'interpellent au seuil du troisième millénaire. A ce titre, des dispositions devront être prises en vue d'approfondir le processus de convergence des performances macro-économiques.

En effet, les exigences du nouvel environnement international, en mutation rapide et profonde, commandent la poursuite de la mise en œuvre de politiques économiques de qualité, axées à la fois sur la stabilité du cadre de l'activité économique et la consolidation des équilibres macro-économiques internes et externes.

A cet égard, les Etats de l'Union ont pris le pari de figurer parmi les gagnants de la mondialisation, aux fins de relever le niveau de vie des populations et de faire reculer la pauvreté.

Charles Konan BANNY

Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest
Président du Conseil d'Administration

INTRODUCTION

L'environnement économique international a été marqué, durant l'année 1997, par la profonde crise financière et monétaire survenue en Asie du Sud-Est. Toutefois, les effets dépressifs de cette crise n'ont pas bridé l'économie mondiale dont le taux de croissance est ressorti à 4,1%. La modération de ces effets sur les autres régions du monde s'explique, en partie, par une demande intérieure en expansion.

Hormis le Japon, l'activité économique dans les Etats membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) s'est non seulement maintenue, mais encore consolidée. En effet, elle a progressé de 3,8% aux Etats-Unis, 3,1% au Royaume-Uni, 2,5% en Allemagne et 2,4% en France. Cette relative vigueur de l'activité a permis de stabiliser, voire de réduire le chômage dans certaines économies avancées. En outre, l'inflation a poursuivi sa décélération, en dépit de la vigueur de la croissance.

Dans les pays en développement, à l'exception de l'Europe centrale et orientale où la croissance a atteint 2,5%, en retrait de 1,3 point de pourcentage par rapport aux performances réalisées en 1996, la croissance économique s'est également accélérée. En Afrique, elle est ressortie à 5,0% environ, en liaison principalement avec les performances enregistrées par les Etats membres de la Zone Franc et ceux de l'Afrique australe.

Sur les marchés des changes, en relation avec l'accélération de la croissance économique aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, les devises américaine et britannique se sont appréciées face à la plupart des principales monnaies. Dans les économies émergentes du sud-est asiatique, en crise monétaire et financière, la plupart des monnaies se sont effondrées.

S'agissant des marchés financiers, l'année 1997 a été, à l'exception notable du Japon, favorable aux principales bourses des pays industrialisés, dont les indices ont enregistré des hausses substantielles. Par contre, les places financières des nouvelles économies industrielles du sud-est asiatique ont subi des reculs importants, malgré la mise en œuvre, par la communauté financière internationale, d'un vaste plan de sauvetage financier.

Reflétant la vigueur de l'activité dans la plupart des principales économies avancées, les cours moyens des produits de base exportés par les Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) sont ressortis, à l'exception du coton et du pétrole, en hausse par rapport aux tendances observées en 1996.

Dans ce contexte économique international globalement bien orienté, les Etats

membres de l'UMOA ont poursuivi la consolidation de leur croissance amorcée depuis bientôt quatre ans, sous l'impulsion des secteurs agricole et minier ainsi que de la libéralisation du commerce et du marché du travail. Ainsi le produit intérieur brut (PIB) de l'UMOA s'est accru de 6,0% pour la deuxième année consécutive. Le taux d'investissement est ressorti à 17,6% du PIB, en légère augmentation de 1,3 point de pourcentage tandis que l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation, a été contenue à 3,6%.

En matière de finances publiques, le déficit global s'est établi à 261,6 milliards, soit l'équivalent de 1,8% du PIB contre 1,3% durant la gestion précédente. Cette dégradation, enregistrée en dépit de l'amélioration du recouvrement des recettes fiscales, ressorties en augmentation de 9,4%, résulte essentiellement de la hausse de 20,8% des dépenses d'investissements dans les secteurs socio-économiques et du poids du service de la dette extérieure.

Sur le plan monétaire, la position extérieure nette créditrice des institutions monétaires s'est renforcée de 218,1 milliards, pour ressortir à 1 087,8 milliards à fin décembre 1997, reflétant notamment le rapatriement du produit des recettes d'exportation et l'afflux de capitaux privés dans le cadre de la privatisation d'entreprises publiques. Les réserves de change se sont chiffrées à 1 889,1 milliards, portant le taux de couverture de l'émission monétaire à 102,4% contre 100,4% une année plus tôt. En raison de la progression des crédits de campagne (46,0%), le crédit intérieur a augmenté de 9,1% contre 4,3% à fin 1996. Conformément à l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'est accrue de 7,4% pour se situer à 3 654,1 milliards.

Les interventions de l'Institut d'émission ont progressé de 6,0%, pour s'établir à 525,1 milliards, contre une contraction de 10,7% en 1996. Ce retournement de tendance s'explique principalement par l'importance du financement bancaire de la commercialisation des produits agricoles et les difficultés de la trésorerie publique dans certains Etats. En particulier, les concours aux Trésors nationaux sont passés de 333,6 milliards en 1996 à 350,7 milliards.

En considération de la maîtrise de l'inflation et compte tenu de la tendance générale à la détente des taux d'intérêt sur les marchés monétaires étrangers, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a progressivement réduit ses taux directeurs, en appui à la consolidation de la croissance économique. Le taux d'escompte et le taux des prises en pension ont ainsi été ramenés respectivement de 6,5% à 6,0% et de 6,0% à 5,50%. Le taux du marché monétaire de l'UMOA, pour sa part, s'est établi à 4,5% à fin décembre 1997 contre 5,0% un an auparavant.

La Banque Centrale a, par ailleurs, contribué aux travaux relatifs à l'accélération du processus d'intégration économique des Etats membres de l'UMOA, en particulier dans les domaines de la surveillance multilatérale des politiques et performances macro-économiques et de la mise en œuvre du marché financier régional. En outre, elle a poursuivi d'importants chantiers, parmi lesquels figurent la vulgari-

sation et la mise en place du cadre institutionnel du système comptable ouest africain (SYSCOA) ainsi que le démarrage du dispositif de centralisation des incidents de paiements.

En application de la décision de la Conférence des Chefs d'Etats en date du 10 mai 1996, le Gouverneur de la Banque Centrale a mené à terme les diligences relatives à l'adhésion de la Guinée-Bissau à l'UMOA. Cette adhésion est effective depuis le 2 mai 1997.

Conformément aux dispositions de l'article 64 des Statuts de la Banque Centrale, les comptes des Agences ont été vérifiés par les contrôleurs nationaux, désignés à cet effet par les Ministres chargés des Finances dans chacun des Etats membres de l'UMOA. La vérification de la comptabilité centralisée et la synthèse des observations des contrôleurs nationaux ont été effectuées par le commissaire-contrôleur nommé par le Conseil des Ministres de l'UMOA. Ce dernier a, en outre, procédé, conjointement avec le contrôleur désigné par la République française, à l'examen de l'application de la Convention de compte d'opérations.

I - L'environnement économique et financier

1 ENVIRONNEMENT EXTERIEUR

1.1 Conjoncture économique internationale

L'environnement économique international a été marqué, au cours de l'année 1997, par l'ampleur de la crise économique et financière survenue en Asie du Sud-Est. Partie de la Thaïlande durant le deuxième trimestre, la tourmente économique et boursière s'est rapidement propagée à l'ensemble des pays émergents de la région.

Les plans d'austérité, mis en place avec l'appui du Fonds Monétaire International et le soutien financier des principales économies industrialisées, ont permis de circonscrire les conséquences de la crise. La modération de ses effets sur les autres régions du monde a permis de limiter les pertes de croissance de l'économie mondiale à 1,0 point de pourcentage. Le taux de croissance de l'économie mondiale s'est ainsi établi à 4,1% en 1997.

Soutenue par une demande interne en forte progression, l'activité économique s'est non seulement maintenue, mais encore consolidée dans les principales économies avancées. Elle est ainsi ressortie à 3,8% aux Etats-Unis, en hausse de 1,4 point de pourcentage par rapport aux performances

réalisées une année plus tôt et à 3,1% au Royaume-Uni contre 2,3% une année auparavant. Elle a atteint 2,5% en Allemagne, en hausse de 1,1 point de pourcentage et 2,4% en France, contre 1,5% l'année précédente.

Au Japon, la croissance a été réduite à 0,3% contre 3,9% un an plus tôt. Les conséquences défavorables de l'atonie de la consommation privée, consécutive entre autres au relèvement de la taxe sur la valeur ajoutée durant le deuxième trimestre, ont été amplifiées par les effets de la crise asiatique.

Dans les pays en développement, la croissance s'est également accélérée. En Amérique latine, la progression du PIB a atteint 4,2%, contre 3,3% une année plus tôt. L'activité y a été essentiellement tirée par la demande intérieure, singulièrement en Argentine où la croissance économique est ressortie à 7,0%, contre 4,4% en 1996.

Dans les pays d'Europe centrale et orientale, l'activité économique a progressé de 2,5%, s'inscrivant en baisse par rapport au rythme de 3,8% enregistré une année auparavant. Cette situation est imputable essentiellement à l'essoufflement de la croissance en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Slovaquie, en relation avec les difficultés rencontrées dans la conduite des pro-

grammes de réformes structurelles et, dans une moindre mesure, l'effondrement des structures financières pyramidales dans les pays balkaniques. En Russie, l'économie est entrée en phase de stabilisation. Le PIB s'est accru de 0,4%, après la récession de 5% enregistrée en 1996.

En Afrique, l'impact de la crise asiatique est demeuré limité. La plupart des évolutions observées ont davantage relevé de mouvements cycliques et de considérations relatives aux structures des marchés des principales matières exportées. Pour l'année 1997, la croissance économique s'est située à 5,0%, en liaison principalement avec les performances des Etats membres de la Zone Franc et des pays d'Afrique australe.

La relative vigueur de l'activité économique mondiale a permis d'enregistrer une stabilisation, voire un début de réduction du chômage dans certains pays. Aux Etats-Unis, le taux de chômage s'est replié à 4,7%, niveau le plus faible enregistré depuis 24 ans. Au Royaume-Uni, il a été ramené à 5,0%, pourcentage le plus bas constaté depuis 17 ans. Une décrue est également amorcée en France, où le taux de chômage s'est établi à 12,2%, en recul de 0,4 point de pourcentage. Au Japon, il s'est stabilisé à 3,4%, en raison de la morosité persistante du climat général des affaires.

Par contre, le chômage s'est légèrement accentué en Italie, en Allemagne et au Canada, en se fixant respectivement à 12,4%, 11,8% et 9,2% de la population active, en liaison avec la progression modérée de l'activité économique. Dans les pays du Sud-est asiatique, le marché de l'emploi s'est fortement contracté, à la suite des licenciements massifs de travailleurs entraînés par les nombreux dépôts de bilan.

L'évolution des prix est restée maîtrisée dans les principales économies avancées, à l'exception du Royaume-Uni où les tensions inflationnistes ont persisté en rapport avec l'augmentation des salaires. L'inflation est ressortie à 2,1% au Japon, 1,8% en Allemagne, 1,7% aux Etats-Unis,

1,5% en Italie et 1,1% en France.

Dans les autres régions du monde, la hausse des prix a connu des tendances différenciées. En Asie, l'inflation a atteint 11,0% en Thaïlande, 3,7% en Malaisie et 3,0% en Chine, grâce à la conduite de politiques monétaires restrictives, consécutive à l'effondrement des cours des monnaies de la plupart des pays de la région.

En Europe centrale et orientale, la croissance économique, essentiellement soutenue par des politiques budgétaires expansionnistes dans un contexte de libéralisation des prix, a suscité des tensions inflationnistes. La hausse des prix a atteint 610,0% en Bulgarie et 140,0% en Roumanie. En Ukraine par contre, la tendance est à la décélération, l'inflation ayant été ramenée à 12,0%.

En Amérique latine, les politiques monétaires restrictives en vigueur ont permis un recul de l'inflation, à l'instar notamment du Brésil où la hausse des prix a été contenue à 5,5%.

En Afrique, l'inflation, quoiqu'en recul, est demeurée à un niveau relativement élevé, malgré l'amélioration des politiques économiques dans la majorité des Etats avec l'appui des institutions de Bretton Woods. La hausse des prix est ressortie à 20,0%, contre 25,2% en 1996. Les meilleures performances ont été enregistrées par les pays de la zone franc où l'inflation a été contenue à 3,5% dans les Etats membres de l'UEMOA et à 5,0% dans ceux de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC).

1.2 Marchés des changes

Soutenues par une croissance économique vigoureuse tout au long de l'année, les monnaies américaine et britannique se sont appréciées face à la plupart des principales devises. Par rapport au franc français, le dollar des Etats-Unis et la livre sterling ont enregistré des gains respectifs de 13,6% et 15,1%. Nonobstant la morosité de la conjoncture économique intérieure, le

UMOA - Variation des taux de change moyens annuels

	1996	1997	VARIATIONS
	francs cfa par unité monétaire		%
Droit de Tirage Spécial (1 DTS)	739,74842	802,72633	8,51
Unité de Compte Européenne (1 ECU)	640,65625	659,25308	2,90
Dollar des Etats-Unis (1 USD)	511,56808	583,74942	14,11
Deutschemark (1 DEM)	340,02309	336,62853	1,00
Lire italienne (1000 ITL)	331,66300	342,66550	3,32
Franc suisse (1 CHF)	414,24386	402,30539	-2,88
Livre sterling (1 GBP)	799,25783	955,80308	19,59
Florin hollandais (1 NLG)	303,47896	299,12231	-1,44
Franc belge (1 BEF)	16,52142	16,31455	-1,25
Yen japonais (1 JPY)	4,68635	4,83273	3,12

UMOA - Evolution des taux de change moyens trimestriels

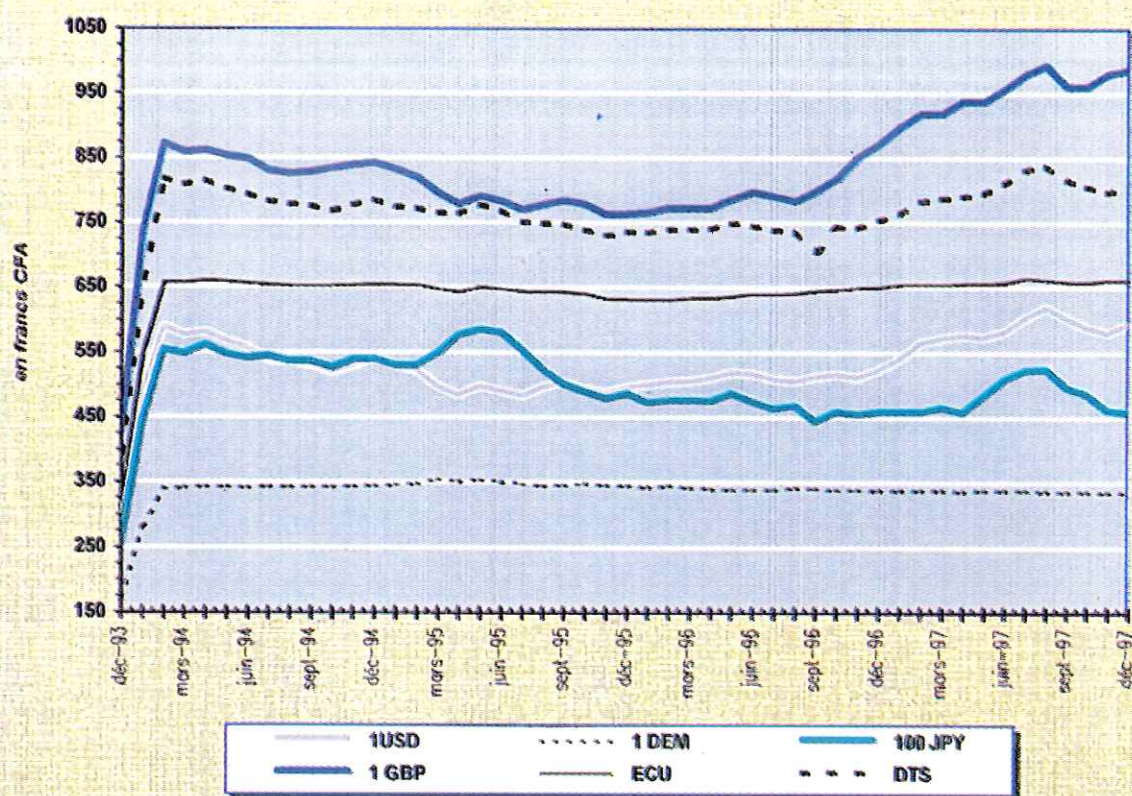
	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre
ANNEE 1996				
	francs cfa par unité monétaire			
Droit de Tirage Spécial (1 DTS)	763,62183	745,88067	728,12500	746,81867
Unité de Compte Européenne (1 ECU)	622,15767	637,82233	642,37200	649,79500
Dollar des Etats-Unis (1 USD)	553,40533	515,80667	509,39167	517,56100
Deutschemark (1 DEM)	321,23170	338,90193	340,10770	338,14109
Lire italienne (1000 ITL)	328,47600	331,70100	334,85267	340,06633
Franc suisse (1 CHF)	381,32817	414,80720	416,80250	402,30644
Livre sterling (1 GBP)	823,43700	786,38667	791,82033	847,88433
Florin hollandais (1 NLG)	286,35614	302,91233	303,30310	301,41241
Franc belge (1 BEF)	15,54880	16,48566	16,51573	16,41046
Yen japonais (1 JPY)	5,15955	4,79959	4,59584	4,58682

ANNEE 1997

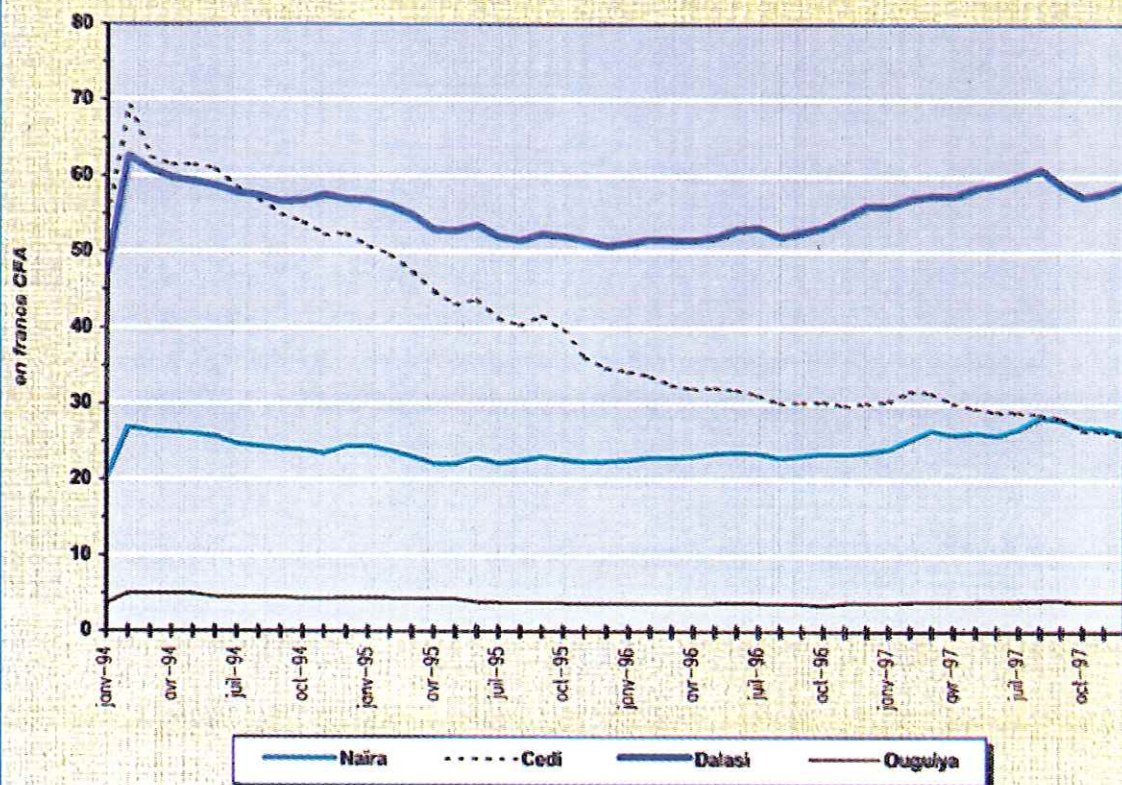
	francs cfa par unité monétaire			
Droit de Tirage Spécial (1 DTS)	778,67167	798,84500	829,91067	803,47800
Unité de Compte Européenne (1 ECU)	655,20567	657,87933	662,60567	661,32167
Dollar des Etats-Unis (1 USD)	559,38567	577,81533	609,51133	588,28533
Deutschemark (1 DEM)	337,47352	337,17153	336,84618	335,02290
Lire italienne (1000 ITL)	341,66633	341,81400	345,32300	341,85867
Franc suisse (1 CHF)	389,63831	400,01065	408,84315	410,72945
Livre sterling (1 GBP)	912,56000	944,91967	988,89633	976,83633
Florin hollandais (1 NLG)	300,28750	299,79425	299,10583	297,30164
Franc belge (1 BEF)	16,36097	16,34034	16,31639	16,24052
Yen japonais (1 JPY)	4,62029	4,84688	5,16432	4,69941

Source : BCEAO

Evolution des cours en francs CFA des principales devises



Evolution des cours en F.CFA des monnaies des pays voisins de l'UMOA (Données de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest)



yen a progressé de 2,5%, en raison de la bonne tenue du commerce extérieur et de la poursuite de l'assainissement des finances publiques dont le déficit est revenu de 5,3% à 3,4% du PIB.

Eu égard à la persistance des difficultés de l'économie allemande, qui ont entretenu des incertitudes quant à la capacité du pays à respecter les critères d'adhésion à la monnaie unique européenne, le deutschemark s'est inscrit, malgré la confirmation de la reprise économique, en léger retrait de 1% par rapport au franc français. Le droit de tirage spécial (DTS) s'est apprécié de 7,6%, tandis que la valeur de l'Unité de Compte Européenne (ECU) s'est accrue de 1,8%.

Dans les économies émergentes du sud-est asiatique, en dépit des nombreuses tentatives de sauvetage entreprises par la communauté financière internationale, la plupart des monnaies se sont effondrées sur les marchés des changes. Face au dollar des Etats-Unis, le bath thaïlandais, la roupie indonésienne, le ringgit malaisien, le peso philipin et le won sud-coréen ont enregistré les baisses les plus significatives, comprises entre 30% et 50%.

Du fait de son ancrage nominal au franc français, les cours moyens du franc de la Communauté Financière Africaine (F CFA) ont suivi une tendance identique à celle de la devise française. Ils se sont ainsi repliés vis-à-vis du dollar, de la livre et du DTS et légèrement appréciés par rapport au deutschemark. Ils se sont situés à un niveau quasiment stable par rapport à la lire italienne.

1.3 Evolution des taux d'intérêt

Dans un environnement mondial caractérisé par un repli de l'inflation, notamment dans les économies avancées, la plupart des principales Banques Centrales ont maintenu leurs taux d'intervention inchangés, à des niveaux relativement bas.

Ainsi, les taux d'escompte aux Etats-Unis (5 %), en Allemagne (2,5 %) et au Japon

(0,5%), ainsi que celui des prises en pension en France (4,6%) sont demeurés stables tout au long de l'année 1997.

Confrontée à des tensions inflationnistes, la Banque d'Angleterre a dû resserrer sa politique monétaire. Elle a relevé à cinq reprises son taux directeur, qui est ainsi passé de 6,0% à 7,25%. La Banque Centrale du Canada a également augmenté son taux d'intervention d'un demi-point de pourcentage, en le portant à 4,5% le 12 décembre.

En revanche, les Banques Centrales du Portugal, en novembre (de 5,5% à 5,3%), d'Espagne (de 5,0% à 4,75%) et d'Italie en décembre (de 6,25% à 5,5%) ont réduit leurs taux directeurs, en soutien à l'activité économique, dans un contexte de maîtrise de l'inflation. S'inscrivant dans cette tendance, le rendement des emprunts obligataires à long terme s'est détendu dans l'ensemble des principales économies avancées.

Sur les marchés des eurodevises par contre, les taux d'intérêt se sont légèrement appréciés, à l'exception des eurofrancs dont le loyer s'est sensiblement replié par rapport au niveau atteint une année plus tôt.

1.4 Evolution des marchés financiers

A l'exception de celle de Tokyo, l'année 1997 a été favorable aux principales bourses des pays industrialisés. Par contre, sur les places financières des nouvelles économies industrielles du Sud-est asiatique, les indices boursiers ont connu des baisses importantes.

La bourse de New-York a été soutenue par le dynamisme de l'activité économique et la relative maîtrise des prix. L'indice Dow Jones a progressé de 22,6%, contre 26% une année auparavant. Il a atteint le sommet historique de 8.259,3 points le 8 août 1997, en dépit des effets de correction technique à la baisse annoncés par les analystes.

Sur la place de Londres, l'indice Footsie s'est inscrit en hausse de 24,7%, après avoir progressé de 11,6% en 1996. En

raison de l'orientation favorable de la conjoncture économique, il a franchi à quarante reprises des seuils historiques, pour atteindre le niveau de 5.330,8 points le 3 octobre 1997.

A Francfort, l'indice Dax a enregistré les meilleures performances en Europe, en terminant l'année à 4.224 points. Il s'est apprécié de 46,7%, après avoir crû de 26,6% une année plus tôt. Cette performance a été obtenue malgré la relative fragilité de la croissance économique, l'accroissement sensible du chômage et, dans une moindre mesure, les retombées de la crise monétaire et financière en Asie du Sud-Est.

A Paris, l'indice CAC 40 s'est accru de 29,5%, après une augmentation de 26,5% en 1996. La reprise de l'activité économique et l'afflux de liquidité de la part des investisseurs, attirés par les placements en actions, ont permis à l'indice d'atteindre le niveau historique de 3.114 points le 3 oc-

tobre 1997, avant de clôturer l'année à 3.000 points.

Au Japon par contre, l'indice Nikkei s'est inscrit en recul de 21%, à comparer à la baisse de 2,5% enregistrée en 1996. Il s'est chiffré à 15.000 points en fin d'année. Cette contre-performance tire essentiellement sa source dans le ralentissement de la croissance économique et dans les effets de la crise des pays du Sud-est asiatique, sur la situation des établissements bancaires japonais, très engagés, pour la plupart, dans cette région.

S'agissant des marchés boursiers en Asie du Sud-Est, leurs indices ont fortement chuté au cours de l'année 1997. Cette baisse est ressortie à 18,1% à Hong Kong, 23,2% à Singapour, 34,7% en l'Indonésie, 37,8% aux Philippines, 38,6% en Corée du Sud, 48,6% en Malaisie et 53,0% en Thaïlande.

2 ENVIRONNEMENT INTERIEUR

2.1 Généralités

Dans les Etats membres de l'UEMOA, l'activité économique a continué de s'inscrire dans une dynamique de croissance, en relation avec la qualité des politiques macro-économiques mises en œuvre et l'approfondissement des réformes structurelles, en vue de créer les conditions d'une relance durable de l'investissement productif.

Le PIB de l'UEMOA a progressé, en termes réels, de 6,0% en 1997, soit au même rythme que durant l'année précédente. Ainsi, le taux de croissance économique s'est situé, pour la quatrième année consécutive, à un niveau supérieur à celui de la population.

Ces performances sont imputables principalement aux secteurs agricole et minier qui ont bénéficié de conditions de rentabilité plus attractives, à la suite notamment de la restructuration des filières. A ces facteurs, il convient d'ajouter le dynamisme de la branche des bâtiments et travaux publics. S'agissant de la demande, elle a été soutenue par la consommation, dont la part relative dans le PIB a accusé un léger fléchissement. Le taux d'épargne intérieure est ainsi passé de 14,2% en 1996 à 15,6% en 1997. Quant au taux d'investissement, il s'est établi à 17,6% contre 16,3% une année auparavant, en liaison avec la reprise des investissements publics dans les infrastructures socio-économiques.

2.2 Production

2.2.1 Production agricole

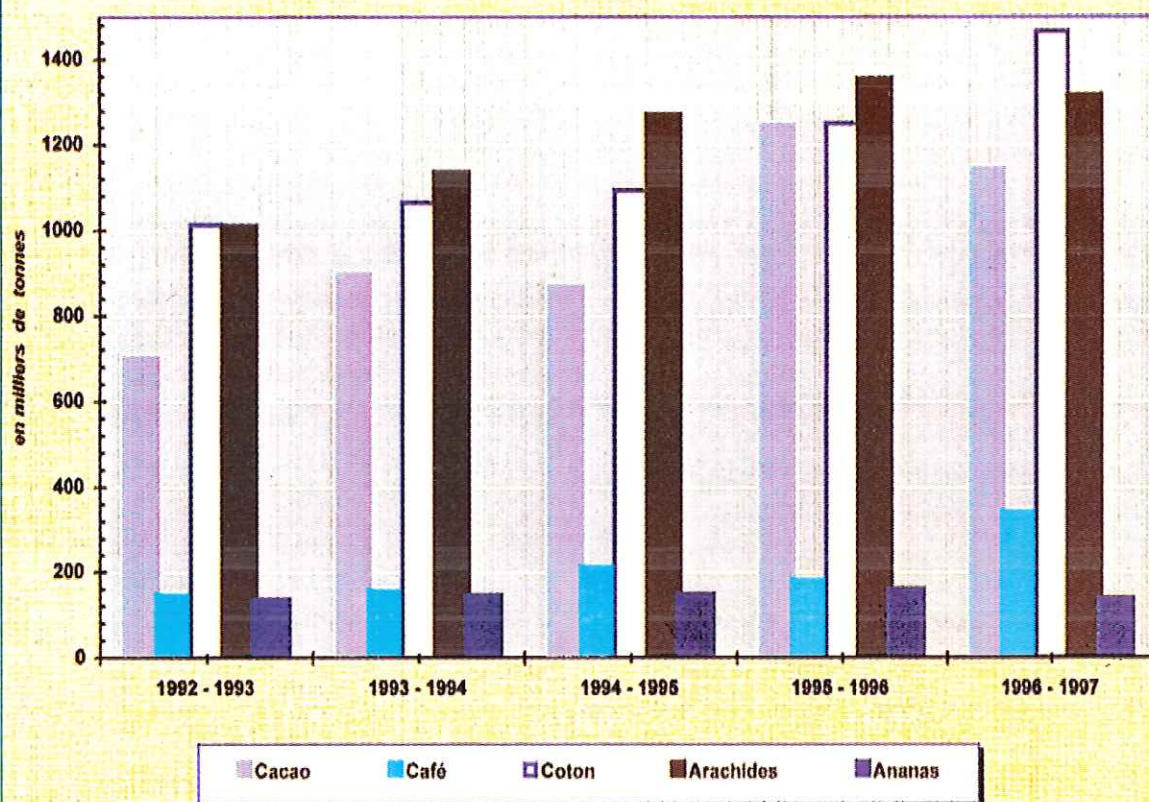
Les efforts de relance de la production agricole dans les Etats membres de l'UEMOA ont continué de concerner le renforcement de l'organisation du monde rural et la vulgarisation technique, à l'appui des mesures de libéralisation de la commercialisation interne ainsi que des relèvements successifs des prix aux producteurs opérés au cours des dernières années. Ces réformes, conjuguées à des conditions climatiques satisfaisantes, ont permis d'enregistrer, au cours de la campagne agricole 1996-1997, une nouvelle augmentation de la production.

a) Les cultures d'exportation

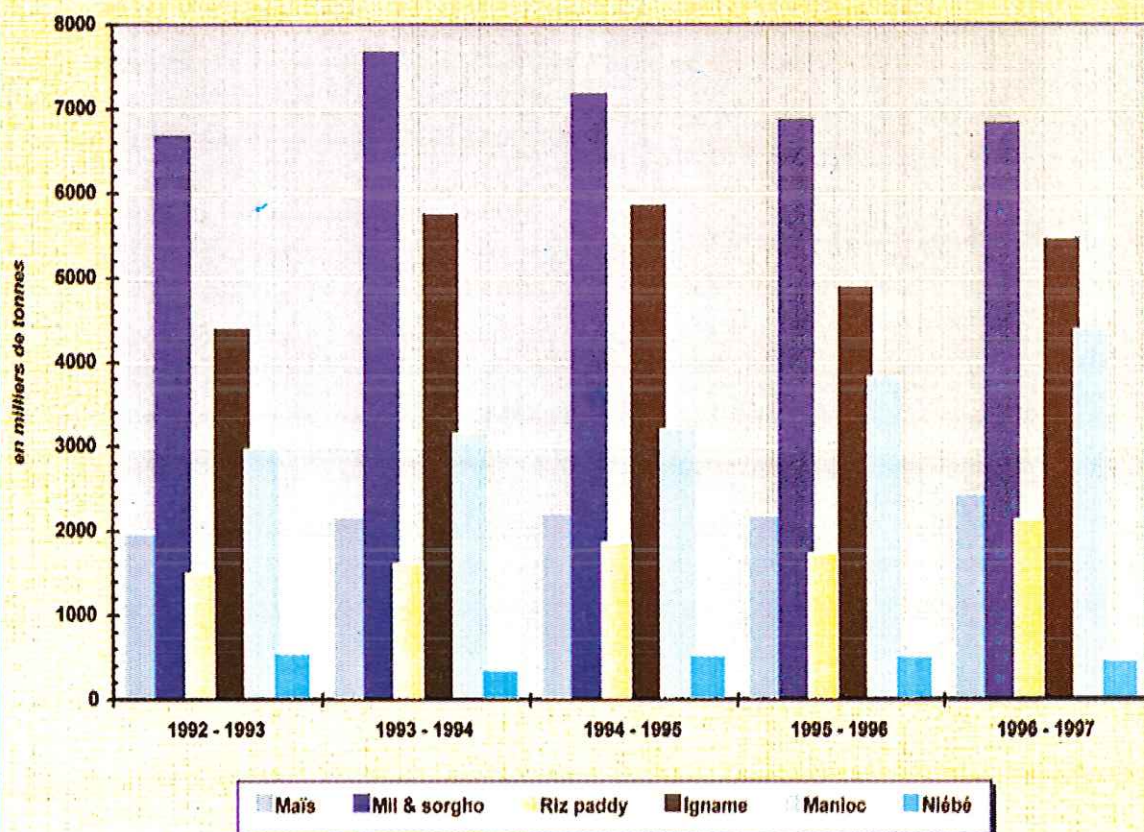
La production de **café** a connu un regain d'activité après plusieurs années de déclin, consécutives à la chute des cours mondiaux. La commercialisation s'est chiffrée à 340.000 tonnes, en hausse de 87,6% par rapport à la campagne 1995-1996. Cette évolution traduit les conséquences favorables des politiques de relance de la filière, notamment des efforts de régénération du verger entrepris depuis 1994, singulièrement en Côte d'Ivoire, dans le cadre de la politique de restauration du potentiel de production.

La **commercialisation de coton-graine** s'est établie à 1.464.600 tonnes, soit une progression de 14,3%. Ces perfor-

Productions agricoles d'exportation



Production de cultures vivrières



mances, observées essentiellement au Burkina et au Mali, où la production a atteint respectivement 343.100 tonnes et 454.000 tonnes, font suite à l'accroissement des surfaces emblavées et à l'amélioration des rendements.

La collecte de cacao est ressortie à 1.141.200 tonnes, en baisse de 10,4%. Cette contre-performance est principalement liée au recul de 10,7% de la collecte en Côte d'Ivoire, où elle s'est chiffrée à 1.130.000 tonnes au lieu de 1.264.800 tonnes de 1995-1996.

Les achats d'arachide à travers le circuit officiel se sont établis à 148.600 tonnes au Sénégal, s'inscrivant en baisse de 56,0%. Cette évolution résulte d'une diminution de 21,9% de la production et du dynamisme des circuits privés qui tirent parti de la libéralisation de la filière de commercialisation.

b) Les cultures vivrières

Stimulée par la réorientation de la demande en faveur des produits locaux, la production vivrière a été globalement satisfaisante dans certains pays du Golfe de Guinée. En revanche, elle a été déficitaire dans les pays du Sahel, en raison de la mauvaise répartition de la pluviométrie.

Au Bénin, les récoltes se sont établies à 4.421.400 tonnes, en accroissement de 15,8%. Les collectes de maïs, de sorgho, d'igname et de manioc se sont inscrites respectivement en hausse de 25,8%, 7,9%, 44,8% et 27,5% pour atteindre 696.800 tonnes, 119.000 tonnes, 1.410.100 tonnes et 1.856.500 tonnes. Une tendance haussière est également observée en Côte d'Ivoire où les cultures vivrières, ressorties à 8 585 600 tonnes, sont en progression de 5,2%. Les récoltes ont porté sur 935.600 tonnes de riz paddy, 629.000 tonnes de maïs,

3.400.000 tonnes d'igname, 1.895.000 tonnes de manioc et 1.630.000 tonnes de banane plantain. Au Togo, la production vivrière est ressortie à 2.974.000 tonnes, en accroissement de 4,9% par rapport à la campagne précédente.

Au Burkina, la production céréalière est estimée à 2.013.500 tonnes, en baisse de 18,9%. Il en a résulté un déficit de 159.800 tonnes. Au Niger, le déficit céréalier est ressorti à 151.270 tonnes. En s'établissant à 976.100 tonnes au Sénégal, la récolte céréalière a enregistré un recul de 20%, portant le déficit céréalier à 389.280 tonnes contre 152.500 tonnes une année plus tôt. Le Mali constitue la seule exception dans la zone sahélienne, avec une récolte céréalière en hausse de 8,7%.

2.2.2 Elevage

L'élevage a bénéficié des effets favorables de la poursuite de l'assainissement des circuits de commercialisation et de la libéralisation des activités du secteur.

Au Burkina, la valeur ajoutée du secteur de l'élevage s'est améliorée de 4,2% en 1997. L'effectif total du cheptel s'est chiffré à 19.738.800 têtes, en hausse de 2,7% par rapport à 1996. Avec 14.120.700 têtes, les ovins-caprins qui en représentent l'essentiel, ont progressé de 3,0%. Au Mali, les effectifs des bovins et des ovins-caprins sont évalués respectivement à 6.055.600 têtes et 14.529.800 têtes, en progression de 3% et 5%. Au Niger, la valeur ajoutée du secteur a progressé de 4,0%. Au Sénégal, la mise en œuvre des actions de sauvegarde du bétail et la constitution de réserves fourragères ont contribué à maintenir le taux de croît des ovins-caprins à 4,3% pour un effectif de 7.811.000 têtes. Celui des bovins a été plus faible (1,5%) pour un effectif de 2.913.000 têtes, tandis que la croissance des effectifs de volaille in-

dustrielle a été plus marquée, en atteignant 14,3% pour 5.637.000 têtes.

2.2.3 Exploitation forestière

L'indice de la production industrielle du bois a enregistré en **Côte d'Ivoire**, principal pays producteur, une baisse de 6,7% en 1997. Ce repli est imputable au renforcement des mesures de limitation de l'exploitation forestière.

2.2.4 Pêche

Les débarquements se sont ressentis de l'impact des prises intensives, opérées au cours des dernières années sur les ressources halieutiques. Au **Bénin**, les débarquements se sont établis à 42.000 tonnes, en quasi-stabilité par rapport à l'année précédente. En **Côte d'Ivoire**, la production halieutique d'origine industrielle s'est inscrite en baisse de 22,1%, pour se fixer à 23.500 tonnes. Au **Sénégal**, les données disponibles indiquent une stagnation (0,6%) des mises à terre, soit 419.000 tonnes, après une expansion de 16,2% en 1996.

2.2.5 Mines

Le secteur minier a connu un regain d'activité, induit par l'intérêt croissant des investisseurs privés nationaux et étrangers. D'une manière générale, la production est ressortie en hausse grâce à la reprise de l'investissement, en particulier dans le secteur aurifère. Seule l'extraction de pétrole brut a accusé un recul.

S'agissant des métaux précieux, les quantités d'or extraites au **Burkina** ont atteint 1.067,0 kilogrammes durant l'année 1997, s'inscrivant en légère hausse de 4,2%, en dépit de la fermeture provisoire de la mine de Poura en cours de réhabilitation. En **Côte d'Ivoire**, la production aurifère s'est chiffrée à 2.485,3 kilogrammes, en

progression de 21,0%. Celle de diamant a crû 3,7% pour se situer 306.600 carats. Au **Mali**, la production d'or s'est établie à 16.323 kilogrammes, soit une hausse de 147,9%, imputable à l'accélération de l'exploitation de la mine de Sadiola.

L'extraction d'uranium a porté sur un volume de 3.498,7 tonnes au **Niger**, s'inscrivant ainsi en accroissement de 5,3% par rapport à 1996. Cette évolution est essentiellement soutenue par la reprise de la demande extérieure, comme en atteste la progression de 10,6% des exportations qui se sont chiffrées à 3.320,6 tonnes.

La production de phosphates de calcium s'est accrue de 15,1% au **Sénégal**, pour se situer à 1.584.405 tonnes. Les exportations ont baissé de 24,0%, en raison de la transformation sur place d'une part croissante de la production. En effet, le volume des engrais solides produits par l'industrie locale a progressé de 23,9%. Au **Togo**, Les quantités extraites sont évaluées à 2.631.350 tonnes, soit une réduction de 2,7%. Suivant la même tendance, les exportations se sont repliées de 1,7%, pour ressortir à 2.686.640 tonnes.

L'extraction de pétrole brut a reflué de 17,6% au **Bénin**, pour se chiffrer à 455.100 barils, en liaison principalement avec le tarissement progressif des puits en exploitation. En **Côte d'Ivoire**, elle s'est située à 5.265.800 barils, en baisse de 9,4%. Ce repli résulte essentiellement de l'épuisement du gisement " Lion-Panthère ". Néanmoins, la production de gaz naturel a atteint 27.400 milliards de BTU, en hausse de 71,0%.

2.2.6 Production d'énergie électrique

La production d'énergie électrique de l'Union s'est, dans l'ensemble, orientée à la hausse, en liaison avec la

reprise de la croissance économique dans les Etats membres. Au **Bénin**, l'offre d'énergie électrique a augmenté de 6,7% en s'établissant à 332,3 GWH, grâce notamment aux importations en provenance des pays voisins. En **Côte d'Ivoire**, la fourniture d'énergie électrique s'est chiffrée à 2.760,0 GWH, soit une hausse de 11,4%, qui a concerné à la fois les sources de production thermique et hydraulique. Par ailleurs, dans le cadre de l'interconnexion régionale, la Côte d'Ivoire a exporté de l'énergie électrique vers des Etats de la sous-région, pour 950,7 GWH. En **Guinée-Bissau**, l'offre d'électricité s'est accrue de 4%, pour ressortir à 41,9 MWH, couvrant ainsi 85,5% de la consommation. Au **Mali**, la production d'électricité s'est chiffrée à 385,4 GWH, soit une augmentation de 14,7%. Au **Niger**, la production d'énergie n'a été que de 43,2 GWH, comparée à une consommation de 252,2 GWH. Cette contre-performance s'explique par la faiblesse structurelle de l'offre locale. Au **Sénégal**, la fourniture d'électricité a atteint 1.241,5 GWH, marquant une progression de 7,5%. Au **Togo**, l'offre d'énergie électrique, en se situant à 390,2 GWH, est ressortie en hausse de 1,5%.

2.2.7 Production industrielle

Les pays de l'Union ont poursuivi et renforcé les actions précédemment menées pour promouvoir un environnement propice à l'initiative privée. Ces réformes ont concerné notamment la privatisation des entreprises publiques du secteur marchand, la libéralisation du commerce, des prix et du marché du travail, dans un contexte de concertation accrue entre les partenaires sociaux. L'activité industrielle s'est raffermie, impulsée par la vigueur de la demande.

Au **Bénin**, l'activité industrielle a été bien orientée. Les productions de boisson, de farine de blé et de gaz ont enregistré des hausses respectives de 12,8%, 37,3% et 14,6%. Cette évolution favorable est essentiellement impulsée par la consommation intérieure.

Au **Burkina**, l'indice de la production industrielle s'est inscrit en hausse de 27,4%. Cette performance a concerné l'ensemble des branches. Les résultats les plus significatifs ont été enregistrés par l'industrie textile dont le dynamisme a été favorisé par l'augmentation de la collecte de coton-graine, ainsi que par les bâtiments et travaux publics (BTP), en rapport avec les chantiers de rénovation et de construction d'infrastructures hôtelières et sportives dans le cadre de la préparation de l'édition 1998 de la Coupe d'Afrique des Nations de football.

En **Côte d'Ivoire**, l'indice de la production industrielle est ressorti en progression de 11,9% en 1997, confirmant le regain d'activité du secteur, observé depuis près de trois années. A l'exception des branches " bois " (-9,8%) et " extraction de pétrole et mines " (-7,7%), toutes les autres branches ont contribué à la consolidation de l'activité industrielle, plus particulièrement les industries des matériaux de construction (44,3%), du secteur de l'énergie (20,3%), du textile (17,3%) et de la chimie (17,5%).

Au **Mali**, la production industrielle s'est accrue de 14,8% en 1997. Ce dynamisme de l'appareil industriel est principalement impulsé par les branches " textile " (27,8%) et " mécanique et énergie " (14,4%).

Au **Niger**, la production de savons et de détergents a augmenté de 6,3%, pour s'établir à 6.748,5 tonnes. Celle des bras-

series s'est située à 214.768 tonnes, en quasi-stabilité (-0,4%) par rapport au niveau enregistré une année auparavant.

Au **Sénégal**, l'activité industrielle a connu des évolutions différenciées. Les productions d'engrais, de ciment et de sel marin ont atteint respectivement 222.460 tonnes, 853.970 tonnes et 110.000 tonnes, en augmentation de 23,9%, 5,4% et 10,0% par rapport à l'année 1996. En revanche, la production d'huile brute et celle de tourteaux se sont repliées respectivement de 58,3% et 57,8%, en se fixant à 38.100 tonnes et 44.560 tonnes, en liaison avec la faiblesse de la collecte de graines durant la campagne arachidière 1996/1997. Cependant, l'huile raffinée a enregistré de meilleures performances avec une production de 99 560 tonnes, en progression de 18,2%. La production annuelle d'acide phosphorique a accusé un recul de 4,5%, alors que celle d'engrais s'est accrue de 23,9%, pour se chiffrer à 222.460 tonnes.

Au **Togo**, la valeur ajoutée du secteur industriel a progressé de 7,6% en 1997. La branche de la minoterie a enregistré de bons résultats tandis que celle de la brasserie a été caractérisée par une baisse d'activité.

2.2.8 Commerce intérieur

L'activité des entreprises du secteur tertiaire a bénéficié des performances des secteurs primaire et secondaire.

Au **Bénin**, la valeur ajoutée de la branche "commerce" en 1997 s'est établie à 222,5 milliards, en hausse de 8,2% par rapport aux performances enregistrées au cours de l'année précédente.

Au **Niger**, le chiffre d'affaires de cette branche "commerce" a enregistré au cours de la période, une assez forte

progression en se fixant à 146,1 milliards contre 115,4 milliards en 1996.

Au **Sénégal**, l'évolution est demeurée également haussière. La valeur ajoutée de la branche "commerce" en 1997 y a, en effet, atteint 648,3 milliards, en augmentation de 9,3%.

Au **Togo**, la valeur ajoutée de la branche "commerce" s'est fixée à 149,7 milliards, en hausse de 11,7% par rapport à l'année 1996.

2.2.9 Tourisme

En liaison avec les efforts de promotion entrepris durant les années récentes, le secteur touristique semble avoir amorcé, en 1997, une nouvelle dynamique dans les Etats de l'UMOA.

En **Côte d'Ivoire**, il a enregistré un important regain d'activité, notamment sous l'impulsion du tourisme d'affaires dont les recettes ont augmenté de 85,2%, en se fixant à 23,7 milliards sur des recettes touristiques totales de 52,8 milliards.

Au **Sénégal**, le chiffre d'affaires du secteur touristique s'est établi à 82,0 milliards en 1997, en légère hausse par rapport à celui de 77,8 milliards réalisé l'année précédente.

Au **Togo**, les recettes touristiques ont atteint 7,4 milliards, en nette progression de 32,8% par rapport à 1996. Les arrivées totales se sont, en effet, établies à 114.600 unités, correspondant à un accroissement de 41,0%.

2.3 Revenus et prix

2.3.1 Revenus

La politique de modération de la masse salariale de la fonction publique a

été poursuivie. En s'inscrivant à 858,1 milliards en 1997, la progression de la masse salariale dans les Etats membres de l'UEMOA, en effet, été limitée à 5,4%. Les revenus versés au monde rural se sont améliorés sous les effets conjugués de l'accroissement de la collecte et de l'augmentation des prix au producteur de cultures d'exportation. Au Bénin, ces revenus se sont établis à 72,1 milliards en hausse de 25,0%. Au Burkina, ils ont atteint 34,2 milliards, en accroissement de 62,7%. Au Mali, ils se sont fixés à 69,9 milliards, en augmentation de 11,1%.

2.3.2 Prix

Le niveau général des prix à la consommation laisse apparaître, à fin décembre 1997, une inflation relativement modérée de 3,6 % en moyenne dans l'UEMOA, en liaison notamment avec la politique monétaire prudente en vigueur et en dépit de la libéralisation des prix et des marchés de produits de consommation courante. Hors alimentation, la hausse des prix a été contenue en deçà de 2,0% dans la plupart des Etats membres.

S'agissant de la convergence des taux d'inflation, l'évolution des prix dans les Etats membres de l'UEMOA, à l'exception de la Guinée-Bissau, est ressortie, en glissement annuel, entre -0,1% et 7,2% en décembre 1997, traduisant une légère divergence par rapport à l'année 1996 pour laquelle la fourchette de variation se situait entre 2,8% et 6,6%

Au **Bénin**, le taux d'inflation s'est chiffré à 1,8%. Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse des prix des produits pétroliers, du ciment et des produits alimentaires. En ce qui concerne les produits alimentaires, le relèvement des prix a concerné en particulier les produits de consommation courante tels que les légumes, le poisson, les matières grasses et le maïs, en raison de leur faible disponibilité

sur les marchés intérieurs.

Au **Burkina**, le niveau des prix à la consommation est demeuré quasiment inchangé (-0,1%). Cette stabilité des prix masque des évolutions divergentes des composantes de l'indice général. En effet, les prix des produits alimentaires ont globalement augmenté de 10,7% en glissement annuel, contrastant avec la baisse de 7,1% des prix des produits hors alimentation.

En **Côte d'Ivoire**, la remontée de 5,2% du niveau des prix à la consommation est imputable, en grande partie, à l'augmentation des prix des produits alimentaires et du carburant, consécutive notamment à la poursuite de la libéralisation de ce dernier secteur.

En **Guinée-Bissau**, le taux d'inflation s'est établi à 16,8%, en rapport avec la hausse des prix du poisson et les anticipations qui ont prévalu lors des opérations de conversion du peso en franc CFA, à l'occasion de l'entrée du pays dans l'UEMOA.

Au **Mali**, la légère hausse de 0,9% de l'indice des prix a été principalement induite par les produits alimentaires.

Au **Niger**, les prix à la consommation ont progressé de 4,1%, en liaison avec l'importance du déficit céréalier ainsi que l'insuffisance de l'offre de fruits et de produits maraîchers et ce, en dépit d'une baisse sensible des prix des produits d'hygiène et de santé.

Au **Sénégal**, la hausse de 1,9% du niveau des prix à la consommation est due à l'augmentation des prix des produits alimentaires et des matériaux de construction.

Au **Togo**, la remontée de 7,2% de l'indice des prix à la consommation a résulté de pressions sur les prix des produits alimentaires et du transport, accentuées par le

relèvement de la taxe sur la valeur ajoutée.

2.4 Finances publiques

Les Etats membres de l'UEMOA ont poursuivi et renforcé les réformes précédemment engagées pour améliorer le recouvrement des recettes fiscales et maîtriser les dépenses publiques.

Les réalisations de recettes et dons sont ressorties à 2.991,5 milliards, en progression de 8,0% par rapport à 1996. Les recettes fiscales se sont accrues de 9,4%, pour s'inscrire à 2.235,4 milliards. Les recettes non fiscales ont progressé de 10,3% pour atteindre 354,8 milliards, soit 13,7% des recettes totales. Par rapport au PIB, les recettes budgétaires se situent à 17,6% contre 17,8% en 1996.

Les dépenses et prêts nets se sont chiffrés à 3.253,1 milliards, en hausse de 10,8%. S'agissant des dépenses courantes, elles ont augmenté de 6,1%, pour s'établir à 2.203,0 milliards ou 15% du PIB. Sous l'effet des diverses réformes de la Fonction Publique, notamment le contrôle et la réduction des effectifs, la masse salariale a progressé de

5,4% pour s'inscrire à 856,6 milliards. Elle a représenté 38,3% des recettes fiscales contre 39,8% l'exercice antérieur. Quant aux intérêts de la dette, leur montant a reculé de 3,8%, pour ressortir à 451,1 milliards, grâce à une meilleure politique d'endettement des Etats. Les dépenses d'investissement se sont inscrites en hausse de 20,8%, en se fixant à 1.045,7 milliards. Elles ont représenté 7,1% du PIB contre 6,5% un an plus tôt.

L'épargne publique s'est redressée de 2,1% du PIB à 2,6%. En revanche, le solde global hors dons s'est légèrement dégradé en se fixant à - 4,5% du PIB contre - 4,3% en 1996. Quant au solde primaire de base rapporté au PIB, il a reculé, pour s'établir à 3,1% contre 3,7% l'exercice antérieur.

Le déficit global est ainsi ressorti à 261,6 milliards ou 1,8% du PIB, contre respectivement 167,6 milliards ou 1,3% du PIB durant la gestion précédente. Cette situation est liée notamment à l'augmentation des dépenses d'investissement dans les infrastructures socio-économiques et, surtout, au repli des dons.

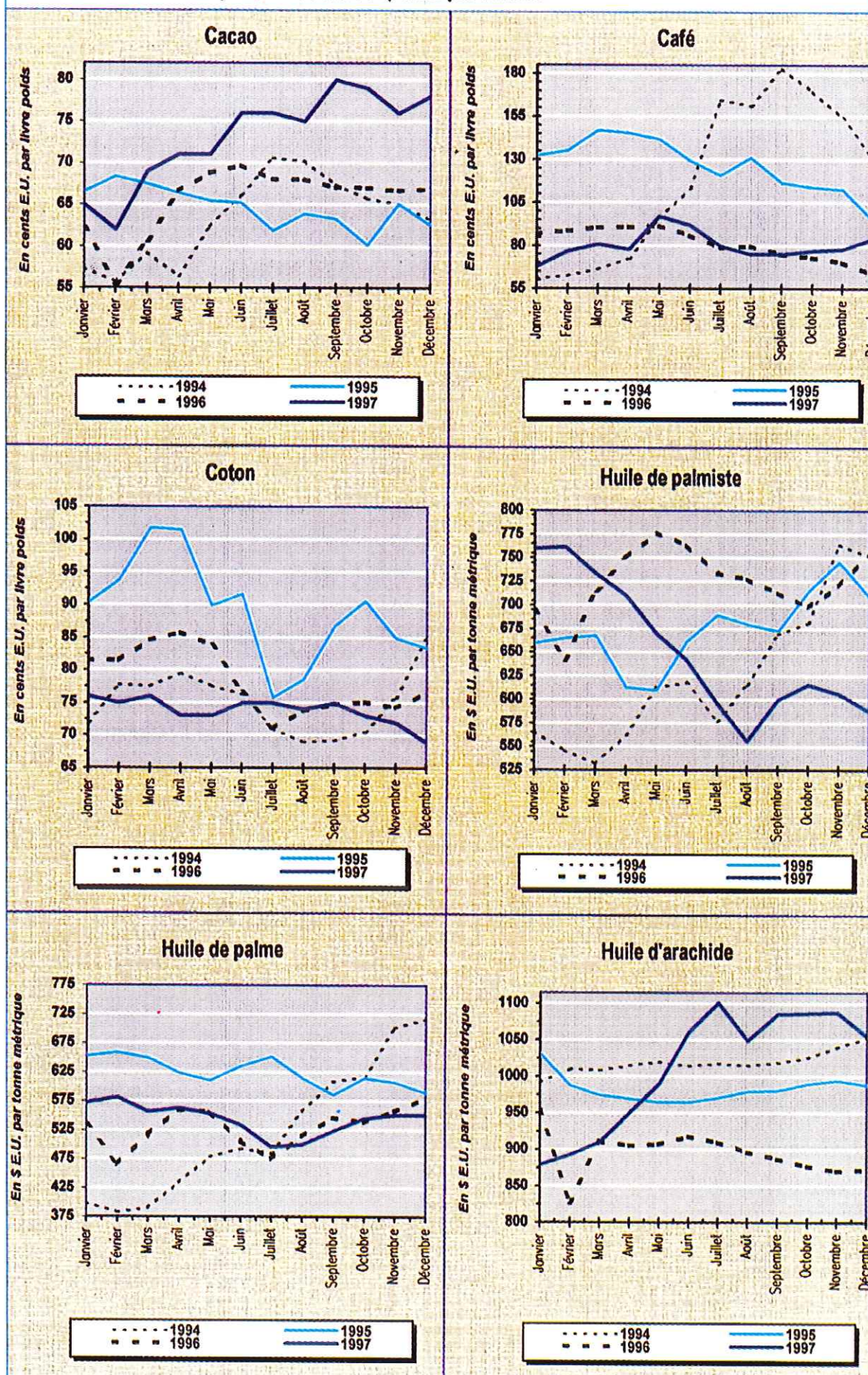
UMOA - Tableau des Opérations Financières des Etats (en milliards de francs CFA)

	1994	1995	1996	1997*
RECETTES TOTALES ET DONS	2.025,9	2.491,0	2.769,8	2.991,5
RECETTES TOTALES	1.626,2	2.095,7	2.365,5	2.590,3
Recettes courantes	1.626,2	2.094,9	2.364,6	2.590,2
Fiscales	1.352,6	1.756,1	2.042,8	2.235,4
Directes	304,3	439,8	509,5	586,8
Indirectes	1.019,8	1.290,2	1.501,4	1.610,9
Sur biens et services	267,2	335,7	416,0	468,6
Taxes sur les importations	611,7	776,7	879,7	969,1
Taxes sur les exportations	140,9	177,8	205,7	173,2
Autres	28,5	26,1	31,9	37,7
Non fiscales	273,6	338,8	321,8	354,8
Transferts des caisses de stabilisation et d'égalisation	112,7	135,9	70,1	84,0
Autres	118,3	150,7	177,4	187,7
Cotisations sécurité sociale	42,6	52,2	74,3	83,1
Recettes en capital	0,0	0,8	0,9	0,1
DONS	399,7	395,3	404,3	401,2
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS	2.554,2	2.828,7	2.937,4	3.253,1
DEPENSES TOTALES	2.561,3	2.834,3	2.941,6	3.248,7
Dépenses courantes	1.925,1	2.023,7	2.076,1	2.203,0
Salaires et traitements	721,6	769,4	812,7	856,6
Transferts de sécurité sociale	61,7	76,6	68,8	83,6
Subsides aux entreprises publiques	42,3	51,7	40,6	54,9
Autres dépenses courantes	564,8	611,7	685,3	756,8
Intérêts de la dette publique	534,7	514,3	468,7	451,1
Intérieure	70,2	64,2	56,4	61,7
Extérieure	464,5	450,1	412,3	389,4
Dépenses en capital	636,2	810,6	865,5	1.045,7
Sur financement interne	150,1	248,9	264,2	386,3
Sur financement externe	486,1	554,1	599,7	652,8
Autres dépenses en capital	0,0	7,6	1,6	6,6
PRETS MOINS RECOUVREMENTS	-7,1	-5,6	-4,2	4,4
SOLDE PRIMAIRE	85,7	337,4	493,0	52,1
SOLDE GLOBAL HORS DONS	-928,0	-733,0	-572,8	662,8
SOLDE GLOBAL	-528,3	-337,7	-167,6	-261,6
FINANCEMENT	532,7	369,1	175,9	285,6
INTERIEUR	-153,8	-87,7	-228,9	-9,8
Variation nette des arriérés	-151,3	-160,0	-194,6	-116,6
Financement bancaire	-14,5	43,7	-94,5	-112,6
Financement non bancaire	12,0	28,6	60,2	219,4
EXTERIEUR	686,5	456,8	404,8	295,4
Tirages sur emprunts	863,6	690,8	602,6	513,6
Amortissements dus	-615,9	-604,9	-518,9	-482,0
Variation nette des arriérés	-535,2	-7,3	-9,0	-107,8
Réaménagements de la dette	74,0	378,2	330,1	156,0
Erreurs et Omissions	-4,4	-31,4	-8,3	-24,0

* : Intégration des données de la GUINEE-BISSAU à partir de 1997.

Sources : Services nationaux.

Evolution des cours des produits de base exportés par l'UMOA



2.5 Secteur extérieur

2.5.1 Marchés des matières premières

Sur les marchés internationaux des matières premières, les cours moyens des produits de base, exportés par les Etats membres de l'UEMOA, se sont raffermis, à l'exception de ceux du coton et du pétrole.

Les cotations du cacao ont bénéficié de la fermeté de la demande mondiale face à une production en retrait de 221.000 tonnes, en liaison avec les effets négatifs du phénomène météorologique " El Nino ". Elles se sont ainsi inscrites en hausse de 17,4%. Les cours du café ont connu une augmentation de 33,9%, en relation avec les arbitrages de portefeuille effectués par les fonds de placement qui se sont massivement désengagés des marchés boursiers asiatiques.

A l'inverse, les cours du coton ont fléchi de 10,2%, en raison essentiellement du gonflement des stocks de clôture de l'ordre de 1,6 million de sacs et des anticipations relatives au fléchissement probable de la demande en Asie. Les prix du pétrole ont suivi la même tendance, en se repliant de 13,0% à la suite notamment du relèvement de 10% des quotas de production décidé par les Etats membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP).

2.5.2 Mobilisation des ressources extérieures

Les Etats membres de l'UEMOA ont continué de bénéficier du soutien financier de la communauté internationale aux programmes d'ajustement macro-économique et aux réformes structurelles, mis en place avec l'appui des institutions de Bretton Woods. Toutefois les entrées brutes de ressources ont été réduites de 48,3%, pour se chiffrer à près de 277,3 milliards.

Les concours des organismes multilatéraux sont ressortis à 217,2 milliards contre 377,0 milliards en 1996. En particulier, les ressources mobilisées auprès des institutions de Bretton Woods se sont établies à 155,0 milliards contre 308,0 milliards une année auparavant. Quant aux contributions de l'Union Européenne, elles se sont situées à 42,6 milliards contre 57,2 milliards l'année précédente. Celles du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) ont enregistré un léger repli, en se fixant à 9,1 milliards contre 9,3 milliards en 1996.

Les apports des partenaires bilatéraux sont ressortis à 60,1 milliards, accusant une baisse de 99,2 milliards. Les contributions de la France et du Japon ont régressé de 65,2 milliards et de 19,3 milliards, pour ressortir respectivement à 9,0 milliards et 16,7 milliards en 1997. En revanche, celles des Etats-Unis ont atteint 18,2 milliards contre 9,4 milliards un an auparavant.

Dans l'ensemble, la bonne conduite des politiques d'ajustement structurel a favorisé le maintien des flux de ressources en direction des Etats membres de l'UEMOA, nonobstant la tendance au repli observée en 1997. Le taux de mobilisation s'est fixé à 72,6% contre 80,6% un an plus tôt.

2.5.3 Dette extérieure

L'encours de la dette extérieure des Etats membres de l'UEMOA à fin décembre 1997 a atteint 15.720, 7 milliards contre 14.807,9 milliards à fin 1996, en progression de 6,2 %. Cette évolution résulte en partie de la prise en compte des données de la Guinée-Bissau dont l'impact s'établit à 3,6 %, ainsi que de l'appréciation des taux de change des devises de prêts. S'agissant du ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB, il s'est par contre amélioré, pour s'établir à 106,1% contre 110,1% l'année précédente.

Le service dû au titre de ces engagements est ressorti à 891,1 milliards, en baisse de 5,4 % par rapport au niveau atteint une année auparavant. Le ratio du service de la dette aux exportations s'est ainsi contracté de 26,2% à 22,0% en 1997. Par ailleurs, les règlements en faveur des créanciers ont accusé une baisse de 2,8% pour ressortir à 629,8 milliards d'une période à l'autre, du fait d'une accumulation d'arriérés de paiements, atténuée par une diminution des rééchelonnements.

L'amélioration du profil des indicateurs de la dette extérieure traduit la poursuite des efforts déployés par les Etats membres de l'UEMOA en vue de l'assainissement des finances publiques et de la promotion de la croissance économique. Toutefois, le fardeau de la dette continue d'exercer une pression considérable sur les ressources nationales, en absorbant environ 28,1 % des recettes fiscales contre 31,5 % l'année précédente.

Par ailleurs, l'année 1997 a été marquée par l'approbation, par les Institutions de Bretton Woods, des dossiers du Burkina et de la Côte d'Ivoire à l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), qui vise à alléger le fardeau de la dette de ces pays, à travers un effort concerté de tous les créanciers. Ils pourront ainsi bénéficier des interventions prévues dans le cadre de ce nouveau dispositif, au terme de leurs programmes d'ajustement en cours d'application ou de négociation. D'autres pays, en l'occurrence le Mali et la Guinée-Bissau,

pour lesquels l'analyse de soutenabilité de la dette est en cours, pourraient accéder à ce mécanisme. De plus, la Guinée-Bissau poursuit les négociations avec les partenaires bilatéraux pour la création d'un fonds multilatéral de désendettement, en vue du remboursement de certaines échéances dues aux créanciers multilatéraux et de son désengagement vis à vis des prêts non concessionnels de la BAD.

Au niveau de la dette commerciale, la Côte d'Ivoire a signé un accord définitif avec ses créanciers du Club de Londres, pour la restructuration de sa dette commerciale selon les termes du plan Brady. Cette opération augure d'une amélioration du profil de l'endettement extérieur de ce pays, mais également de la restauration de sa viabilité financière et partant, d'un financement harmonieux de son programme de développement économique et social. Quant au Togo, il a procédé au rachat, avec une décote de 87,5 %, de sa dette bancaire estimée à 40,6 milliards, avec l'appui financier de l'Agence Internationale de Développement (AID) et de la France.

Au cours de la période sous revue, l'impact de ces allègements a atteint 134,4 milliards contre 427,5 milliards un an plus tôt. En ce qui concerne les arriérés de paiements extérieurs, une accumulation nette de 91,5 milliards a été enregistrée par l'UEMOA contre une résorption nette de 7,9 milliards en 1996. Le stock d'arriérés progresse ainsi de 3,4 %, en se chiffrant à 3699,7 milliards.



Balles de coton dans une usine d'égrenage (Bénin) - Photo agriscope



Plantation de palmiers à huile (Côte d'Ivoire)

II - La monnaie et le crédit

1 POLITIQUE DE LA MONNAIE ET DU CREDIT

1.1 Objectifs généraux

Les directives de politique de la monnaie et du crédit pour l'année 1997, arrêtées par le Conseil des Ministres de l'UMOA lors de sa séance du 20 septembre 1996, ont mis l'accent sur la maîtrise de la liquidité intérieure, en vue d'assurer la stabilité des prix dans les Etats membres.

Pour atteindre ces objectifs, l'action de l'Institut d'émission devait continuer de s'appuyer sur une politique flexible des taux d'intérêt, associée à une politique dynamique d'open-market et une activation, en cas de besoin, du système des réserves obligatoires. Elle devait être soutenue par le renforcement de la surveillance de la position extérieure des banques et une application stricte de la réglementation des changes, notamment en matière de rapatriement effectif du produit des recettes d'exportation. Une attention particulière devait être accordée à la mobilisation de l'épargne nationale et des capitaux extérieurs et à leur alloca-

tion optimale, en vue du financement accru des investissements productifs et des infrastructures socio-économiques de soutien à l'initiative privée.

Au plan macro-économique, les mesures d'accompagnement préconisées par le Conseil des Ministres portaient sur la promotion d'un environnement juridique et réglementaire stable et transparent, la poursuite de l'assainissement des finances publiques, l'intensification des réformes structurelles, la diversification économique ainsi que l'intégration des productions et des échanges au sein de l'Union.

1.2 Moyens

1.2.1 Politique des taux d'intérêt de la Banque Centrale

Principal instrument de la politique monétaire, la politique des taux d'intérêt a visé la préservation de la valeur de la monnaie commune, tout en contribuant efficacement à la consolidation de la re-

prise économique dans les Etats membres de l'UMOA par la promotion de l'épargne et l'allocation optimale des ressources.

Dans un environnement caractérisé par la maîtrise de l'inflation, la Banque Centrale a inscrit sa politique de taux d'intérêt dans un processus de détente graduelle, en considération de l'évolution des conditions du loyer de l'argent sur les marchés monétaires étrangers, notamment en France. Aussi a-t-elle réduit d'un quart de point ses taux directeurs, à deux reprises. Le taux de ses prises en pension et le taux d'escompte ont été ainsi ramenés respectivement à 5,75% et à 6,25% à compter du 17 février 1997, puis à 5,50% et 6,00% à partir du 8 septembre 1997.

Sur le marché monétaire de l'Union, le taux d'intérêt, résultant de l'équilibre entre l'offre et la demande de monnaie centrale, a évolué dans le sillage des taux directeurs de l'Institut d'émission, en s'établissant à 4,50% à fin décembre 1997 au lieu de 5,00% un an plus tôt.

Sur le marché interbancaire, les taux pratiqués ont eu tendance à fluctuer à l'intérieur d'une fourchette comprise entre le taux des appels d'offres et celui des pensions de la Banque Centrale. Toutefois, les taux extrêmes sont demeurés hors de la fourchette. A fin décembre 1997, ils se sont situés entre un minimum de 3,30% et un maximum de 8,75% contre respectivement 3,00% et 7,75% en 1996. Ils se sont détendus au niveau de la plupart des échéances, pour ressortir, en moyenne, à 4,84% à un jour, 4,99% à une semaine, 5,31% à deux semaines, 5,54% à un mois et 5,75% à trois mois. Durant l'année 1996, ces taux s'étaient situés à 5,08% à un jour, 5,44% à une semaine, 5,48% à deux semaines, 5,84% à un mois et 5,32% à trois mois.

S'agissant des conditions de banques, le taux moyen de base bancaire s'est également détendu, en passant de 10,19% en 1996 à 9,74%. Le taux réglementé applicable à la petite épargne est resté inchangé à 3,50%.

Taux directeurs et taux du marché monétaire (% l'an)

Dates de changement	Taux d'escompte (T.E.S.)	Taux des pensions	Taux spécial des avances aux Trésors nationaux (a)	Taux moyen mensuel T.M.M.	Appels d'offres	
					Réguliers	Exceptionnels
4^{ème} trimestre 1996			5, 1685			
janvier 1997				5,0403		
06 janvier	6,500	6,000			5,000	
27 janvier	6,500	6,000			5,250	
février 1997				5,1179		
03 février	6,500	6,000			5,200	
17 février	6,250	5,750			5,000	
mars 1997				5,0000		
1^{er} trimestre 1997			5,0506			
avril 1997				5,0000		
mai 1997				5,0000		
26 mai	6,250	5,750			5,020	
juin 1997				5,0200		
16 juin	6,250	5,750			5,020	4,74
23 juin	6,250	5,750			5,020	4,70
30 juin	6,250	5,750			5,020	4,65
2^{ème} trimestre 1997			5,0079			
juillet 1997				5,0200		
07 juillet	6,250	5,750			5,020	4,60
14 juillet	6,250	5,750			5,020	4,75
21 juillet	6,250	5,750			5,020	4,70
28 juillet	6,250	5,750			5,020	4,70
août 1997				5,0200		
04 août	6,250	5,750			5,020	4,00
septembre 1997				5,0200		
08 septembre	6,000	5,500			5,020	3,80
3^{ème} trimestre 1997			5,0200			
octobre 1997				5,0200		
novembre 1997				5,0200		
17 novembre	6,000	5,500			5,020	4,00
décembre 1997				4,9697		
29 décembre	6,000	5,500			4,500	
4^{ème} trimestre 1997			5,0030			

(a) Taux applicable aux concours à l'Etat dans le cadre de l'article 16 des Statuts de la Banque Centrale.

Source : BCEAO

1.2.2 Politique des réserves obligatoires

Au cours de l'année 1997, les réserves obligatoires des banques ont continué d'être constituées sur la base des dépôts à vue et des crédits à court terme, hors crédits de campagne, et celles des établissements financiers à partir des crédits à l'économie nets des concours obtenus auprès des banques. L'assiette et les coefficients des réserves obligatoires ont été maintenus inchangés à 1,5% pour les banques et 5,0% pour les établissements financiers. Le nombre de banques assujet-

ties s'est élevé à 55 contre 52 un an auparavant et celui des établissements financiers a crû d'une unité pour se fixer à 9.

Le montant moyen des réserves effectivement constituées par les banques s'est chiffré à 510,6 milliards, à comparer au montant requis de 37,1 milliards. L'excédent global moyen, net des déficits constatés au cours de l'année, est ressorti à 473,5 milliards. Le montant moyen des réserves effectives des établissements financiers s'est chiffré à 1,0 milliard contre un volume moyen requis de 1,3 milliard, soit un déficit moyen de 0,3 milliard.

UMOA - Evolution des réserves constituées par les banques (en millions de francs CFA)

Périodes	Réserves requis	Réserves constituées	Déficit	Excédent net
16-12-1996 au 15-01-1997	33 015	422 654	0	389 639
16-01-1997 au 15-02-1997	33 707	512 208	0	478 501
16-02-1997 au 15-03-1997	34 975	487 388	88	452 325
16-03-1997 au 15-04-1997	37 868	511 190	91	473 231
16-04-1997 au 15-05-1997	36 393	559 585	0	523 192
16-05-1997 au 15-06-1997	37 955	570 699	0	532 744
16-06-1997 au 15-07-1997	37 971	568 901	0	530 930
16-07-1997 au 15-08-1997	37 309	570 603	0	533 294
16-08-1997 au 15-09-1997	38 491	550 764	0	512 273
16-09-1997 au 15-10-1997	38 153	545 898	1	507 744
16-10-1997 au 15-11-1997	38 271	506 396	0	468 125
16-11-1997 au 15-12-1997	39 040	420 206	286	380 880
16-12-1997 au 15-01-1998	39 245	411 720	163	372 312
Moyenne	37 107	510 632	48	473 476

UMOA - Evolution des réserves constituées par les établissements financiers (en millions de francs CFA)

Périodes	Réserves requis	Réserves constituées	Déficit	Excédent net
01-01-1997 au 31-03-1997	1 272	962	310	
01-04-1997 au 30-06-1997	1 345	1 005	340	
01-07-1997 au 30-09-1997	1 406	815	591	
01-10-1997 au 31-12-1997	1 206	1 218	-	12
Moyenne	1 307	1 000	307	3

Source : BCEAO

1.2.3 Accords de classement

Outil de contrôle a posteriori de la qualité des crédits distribués, les accords de classement visent à inciter les banques à détenir un portefeuille d'actifs sains. Ils conditionnent l'admissibilité des effets correspondants en support des interventions éventuelles de la Banque Centrale. Un accord de classement est requis pour tout crédit bancaire portant le total des concours octroyés à un même bénéficiaire au-delà d'un certain seuil (25 millions en Guinée-Bissau, 100 millions au Bénin, au Burkina, au Mali, au Niger et au Togo, 200 millions au Sénégal et 300 millions en Côte d'Ivoire). En deçà de ce seuil, le banquier peut solliciter ou non un accord de classement.

Au cours de l'année 1997, cent huit demandes d'accord de classement d'un montant global de 378,6 milliards ont été examinées par l'Institut d'émission. Quatre-vingt-huit dossiers, répondant aux normes exigées, ont été approuvés pour la somme de 196,8 milliards, ainsi répartis :

- au **Bénin**, vingt-sept dossiers ont été examinés dont vingt-six ont été agréés, pour 20,2 milliards,

- au **Burkina**, huit demandes, émanant d'un établissement financier, ont bénéficié d'un accord de classement pour 1,8 milliard, en faveur de divers clients, en support de mobilisation globale,

- en **Côte d'Ivoire**, vingt-six dossiers ont été traités dont vingt et un, portant sur la somme de 73,9 milliards, ont été approuvés,

- au **Mali**, sur les six accords de classement sollicités, cinq ont été agréés pour 68,7 milliards,

- au **Niger**, cinq demandes ont été soumises, dont quatre ont bénéficié d'un accord de classement pour 11,2 milliards,

- au **Sénégal**, sur huit demandes d'accord de classement examinées, six ont été agréées pour 2,7 milliards,

- au **Togo**, dix-neuf accords de classement ont été délivrés pour 18,3 milliards, sur vingt-neuf dossiers soumis à la Banque Centrale.

1.2.4 Opérations sur titres d'Etat

Dans le cadre de la restructuration du système bancaire, la Banque Centrale avait procédé à l'émission de titres publics, en représentation de concours qu'elle avait précédemment consolidés à la charge des Etats membres. La valeur nominale totale des titres qui était de 440,2 milliards à l'émission, est ressortie à 333,2 milliards à fin décembre 1997, compte tenu des remboursements semestriels effectués depuis la fin du mois de décembre 1994 pour un montant cumulé de 107,0 milliards.

Les cessions nettes cumulées sont ressorties à 320,8 milliards, représentant 96,2% de l'encours des titres émis. Elles ont permis de " stériliser " une partie importante des excédents de trésorerie des banques. En outre, ces actifs sont parfois utilisés pour servir de support de garantie sur le marché interbancaire de l'UMOA.

UMOA - Situation des titres au 31 décembre 1997 (en millions de francs CFA)

Cession des titres d'émission locale									Titres UMOA détenus par investisseurs locaux	
Pays	Montants des titres émis	Encours des titres émis	Cessions nettes cumulées	dont investisseurs locaux		dont investisseurs Umoa		Solde		
				Banques	Autres	Banques	Autres			
Bénin	44 329,8	33 323,9	33 323,9	32 373,9	400,0	550,0		0,0	36 450,0	0,0
Burkina	9 000,0	6 600,0	6 600,0	6 600,0	0,0	0,0		0,0	67 250,0	550,0
Côte d'Ivoire	186 128,1	141 722,6	129 400,0	7 050,0	50,0	121 750,0	550,0	12 322,6	0,0	0,0
Mali	23 900,0	17 900,0	17 900,0	16 550,0	0,0	1 350,0		0,0	19 100,0	
Niger	25 877,7	19 272,2	18 250,0	4 950,0	0,0	14 300,0		22,2	3 700,0	
Sénégal	143 739,1	108 481,4	108 481,4	91 181,4	1 950,0	15 350,0		0,0	24 100,0	
Togo	7 239,9	5 883,5	5 883,5	4 033,5	0,0	1 850,0		0,0	4 550,0	
Total	440 214,6	333 183,6	320 838,8	162 738,8	2 400,0	155 150,0	550,0	12 344,8	155 150,0	550,0

Source : BCEAO

2 EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

La situation monétaire de l'UMOA a été marquée en 1997 par le raffermissement de l'activité économique intérieure et la poursuite du soutien de la communauté internationale aux programmes d'ajustement économique et de réformes structurelles, mis en place par les Etats membres.

L'évolution des agrégats monétaires a été caractérisée par la consolidation de la position extérieure des institutions monétaires, l'accroissement du crédit intérieur et l'expansion concomitante de la masse monétaire.

2.1 Avoirs extérieurs nets et balance des paiements

2.1.1 Evolution d'ensemble

La position extérieure nette créditrice des institutions monétaires s'est améliorée de 218,1 milliards, pour se fixer à 1.087,8 milliards à fin décembre 1997. Cette performance s'explique par le renforcement du solde excédentaire des paiements commerciaux et les entrées nettes de capitaux non monétaires.

UMOA - Situation Monétaire Intégrée

	Sept.94	Déc.94	Sept.95	Déc.95	Sept. 96	Déc.96	Sept. 97	Déc. 97
Milliards de francs cfa								
Avoirs extérieurs nets	348,0	430,5	674,3	693,2	711,4	869,7	1 071,5	1 087,8
Banque Centrale	230,5	371,7	537,9	608,7	617,5	755,2	941,0	961,8
Banques	117,5	58,8	136,4	84,5	93,9	114,5	130,5	126,0
Crédit intérieur	2 273,2	2 504,0	2 625,7	2 846,4	2 852,6	2 989,8	3 124,0	3 262,2
Position nette des Gouvernements	890,6	897,5	994,0	985,9	1 008,4	946,1	1 116,8	1 010,9
Crédits à l'économie	1 382,6	1 606,5	1 631,7	1 860,5	1 844,2	2 043,7	2 007,2	2 251,3
ACTIF = PASSIF	2 621,2	2 934,5	3 300,0	3 539,6	3 564,0	3 859,5	4 195,5	4 350,0
Masse monétaire	2 469,9	2 775,5	2 948,8	3 166,2	3 137,0	3 401,2	3 459,6	3 654,1
Circulation fiduciaire	711,0	894,3	823,8	1 018,3	908,1	1 059,7	1 002,7	1 216,9
Dépôts en banque	1 743,8	1 854,8	2 094,2	2 118,4	2 192,5	2 306,6	2 421,7	2 399,7
Dépôts en CNE et CCP	15,1	26,4	30,8	29,5	36,4	34,9	35,2	37,5
Autres éléments nets	151,3	159,0	351,2	373,5	427,0	458,3	736,0	695,9

Source : BCEAO

UMOA - Evolution des Avoirs Extérieurs Nets des Institutions Monétaires

	Sept. 94	Déc. 94	Sept. 95	Déc. 95	Sept. 96	Déc. 96	Sept. 97 (a)	Déc. 97 (a)
Milliards de francs cfa								
Bénin	101,8	145,1	141,9	135,7	134,8	165,4	202,6	206,8
Burkina	140,4	145,4	214,5	217,6	228,7	217,0	214,2	193,5
Côte d'Ivoire-	-265,4	-169,8	-9,2	-20,3	-69,7	0,2	50,9	53,8
Guinée Bissau**	-	-	-	-	-	(-5,3)	23,9	20,8
Mali	108,9	93,6	129,9	98,8	178,9	190,5	159,3	183,4
Niger	25,7	10,4	17,1	9,5	6,5	2,1	2,4	-6,7
Sénégal	-224,5	-14,57	-99,4	-112,4	-89,3	-76,2	-4,0	13,2
Togo	32,8	30,6	21,8	17,6	10,5	2,2	7,9	5,7
UMOA*	348,0	430,5	674,3	693,2	711,4	869,7	1 071,5	1 087, 8

(*) Y compris avoirs non répartis et ajustements

(**) Guinée Bissau, à partir de 1997

(...) pour mémoire

(a) : non compris les données des banques liquidées

Source : BCEAO

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont accrus de 206,6 milliards, pour s'établir à 961,8 milliards. En particulier, les réserves officielles de change ont progressé de 277,4 milliards, induisant un relèvement du taux de couverture de l'émission monétaire de 100,4% à 102,4%. Elles permettent de couvrir 5,9 mois d'importation contre 5,1 mois un an auparavant. S'agissant des banques, leurs avoirs extérieurs nets ont augmenté de 11,5 milliards, en se chiffrant à 126,0 milliards.

2.1.2 Evolution par Etat

Au **Bénin**, la position extérieure nette créditrice des institutions monétaires s'est élevée à 206,8 milliards à fin décembre 1997, marquant une progression de 41,5 milliards. Ce résultat est imputable essentiellement aux rapatriements de produits de recettes d'exportation et à la mobilisation de ressources extérieures en appui au programme d'ajustement. Les avoirs extérieurs de la Banque Centrale se sont accrus de 7,2 milliards, pour se chiffrer à 79,9 milliards. Les banques ont renforcé leurs créances nettes

sur l'extérieur de 34,3 milliards, en liaison avec l'accroissement des prêts interbancaires régionaux et la constitution de dépôts de garantie auprès des correspondants étrangers.

Au **Burkina**, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont établis à 193,5 milliards à fin décembre 1997, en baisse de 23,5 milliards. Cette dégradation a concerné les banques, dont les disponibilités extérieures nettes se sont contractées de 24,8 milliards pour se fixer à 67,7 milliards. En revanche, la position extérieure nette créditrice de l'Institut d'émission s'est confortée de 1,3 milliard, atteignant 125,8 milliards, à la suite du rapatriement de produits de recettes d'exportation et de la mobilisation de ressources extérieures.

En **Côte d'Ivoire**, la position extérieure nette créditrice des institutions monétaires s'est fixée à 53,8 milliards, en hausse de 53,6 milliards par rapport à décembre 1996. Cette évolution fait suite à l'amélioration des avoirs extérieurs de l'Institut d'émission et des banques, ressortis en hausse

respectivement de 47,9 milliards et 5,7 milliards.

En **Guinée-Bissau**, la position extérieure nette des institutions monétaires s'est sensiblement redressée, en passant d'un solde débiteur de 5,3 milliards à fin décembre 1996 à un excédent de 20,8 milliards. Cette évolution s'explique par la bonne tenue des exportations et les entrées nettes de capitaux publics non monétaires. Elle a surtout concerné l'Institut d'émission dont la position extérieure, débitrice de 6,3 milliards à fin décembre 1996, est ressortie créditrice de 16,3 milliards un an plus tard.

Au **Mali**, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont situés à 183,4 milliards à fin décembre 1997, en diminution de 7,1 milliards. Ce recul a été induit par la faiblesse des entrées de capitaux non monétaires et du financement exceptionnel. La position extérieure de la Banque Centrale s'est fixée à 129,8 milliards, enregistrant une diminution de 2,0 milliards. Celle des banques s'est repliée de 58,6 milliards à 53,6 milliards.

Au **Niger**, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont chiffrés à -6,7 milliards à fin décembre 1997, accusant ainsi une baisse de 8,8 milliards. La position extérieure nette de la Banque Centrale, créditrice de 5,6 milliards en 1996, est devenue débitrice de 11,4 milliards. Les avoirs extérieurs des banques se sont par contre confortés de 8,2 milliards, pour atteindre 4,7 milliards, en relation avec la constitution de provisions auprès des correspondants extérieurs.

Au **Sénégal**, la position extérieure nette des institutions monétaires, débitrice de 76,2 milliards à fin décembre 1996, s'est sensiblement redressée, pour devenir créditrice de 13,2 milliards, en raison essentiellement de l'importance des entrées nettes de capitaux non monétaires. Cet accroisse-

ment est attribuable aussi bien à la Banque Centrale qu'aux banques qui ont renforcé leurs créances sur l'extérieur à hauteur respectivement de 77,0 milliards et 12,4 milliards.

Au **Togo**, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrus de 3,5 milliards, pour se fixer à 5,7 milliards, du fait notamment de la hausse des entrées nettes de capitaux non monétaires. Cet accroissement est imputable à la Banque Centrale dont la position extérieure nette, débitrice de 9,8 milliards à fin décembre 1996, est ressortie créditrice de 9,0 milliards à fin décembre 1997. La position extérieure des banques s'est en effet détériorée de 15,2 milliards, pour devenir débitrice de 3,3 milliards.

2.2 Crédit intérieur

Le crédit intérieur s'est situé à 3.262,2 milliards à fin décembre 1997, en hausse de 272,4 milliards, soit 9,1%, par rapport à l'année précédente. Cette évolution a concerné d'une part, les crédits à l'économie, en accroissement de 10,2%, en liaison avec la consolidation de la reprise économique, et d'autre part, les créances nettes du système bancaire sur les Etats, en progression de 6,9%.

2.2.1 Position nette des Gouvernements

Les engagements nets des Etats à l'égard du système bancaire ont enregistré une hausse de 64,8 milliards en 1997, en se fixant à 1.010,9 milliards. Cette évolution s'explique essentiellement par l'accroissement des concours de la Banque Centrale de 146,6 milliards, dont 30,6 milliards au titre des avances statutaires et 108,4 milliards au titre de l'utilisation des concours du FMI, partiellement compensé par l'augmentation de 93,2 milliards des dépôts publics auprès de l'Institut d'émission.

Au **Bénin**, la position nette débitrice du Gouvernement s'est légèrement confortée de 0,4 milliard, pour ressortir à 18,7 milliards à fin décembre 1997. Cette quasi-stabilité des engagements nets de l'Etat vis-à-vis du système bancaire fait suite à la réduction de 11,2 milliards des concours des banques, compensée par les incidences du reclassement du compte des réévaluations dans les engagements de l'Etat vis-à-vis du FMI pour 9,9 milliards.

Au **Burkina**, l'endettement net du Gouvernement à l'égard du système bancaire s'est accentué de 34,4 milliards, pour atteindre 40,7 milliards à fin décembre 1997. Cette hausse résulte du resserrement de la trésorerie publique que l'utilisation des tirages sur les ressources du FMI à hauteur de 10,1 milliards n'a pu atténuer. Il s'en est suivi un recours aux avances statutaires de la Banque Centrale et aux concours des banques qui se sont accrus respectivement de 5,6 milliards et de 1,9 milliard.

En **Côte d'Ivoire**, la position nette débitrice du Gouvernement s'est dégradée de 0,1 milliard pour se fixer à 540,1 milliards à fin décembre 1997, en relation avec la diminution des utilisations des concours du FMI. Les avances statutaires de la Banque Centrale ont, quant à elles, augmenté de 32,6 milliards, tandis que la cession de titres d'Etat à l'extérieur du pays et les crédits obtenus auprès du système bancaire ont accusé des baisses respectives de 17,2 milliards et 2,5 milliards.

En **Guinée-Bissau**, la position nette du Gouvernement est ressortie débitrice de 4,2 milliards contre une position créditrice de 2,7 milliards en 1996, du fait des retards accusés dans la mobilisation de concours attendus en appui au programme d'ajustement, notamment les fonds de compensation de la pêche.

Au **Mali**, la position nette du Gouvernement est ressortie créditrice de 22,4 milliards, en repli cependant de 13,2 milliards par rapport à fin décembre 1996, à la faveur de la consolidation des recettes budgétaires ainsi que de la mobilisation des concours extérieurs. Cette évolution a permis au Trésor malien d'une part, de ne pas recourir aux concours de la BCEAO et, d'autre part, de renforcer ses dépôts auprès du système bancaire. Les concours du FMI se sont accrus de 25,9 milliards (dont 11,3 milliards au titre des incidences du reclassement du compte de réévaluation dans les engagements de l'Etat vis-à-vis du FMI), tandis que l'encours du crédit contracté par l'Etat malien auprès du système bancaire s'est réduit de 2,9 milliards.

Au **Niger**, les engagements nets du Gouvernement se sont accrus de 29,3 milliards, en s'établissant à 74,5 milliards, en liaison avec la situation défavorable des finances publiques. Cette dégradation de la position nette du Gouvernement résulte d'une part, de l'utilisation du produit des tirages sur les ressources du FMI et de l'accroissement des concours des banques, pour respectivement 13,0 milliards (dont 3,2 milliards provenant du reclassement du compte des réévaluations des engagements de l'Etat vis-à-vis du FMI) et 2,6 milliards, et d'autre part, de la contraction de 16,7 milliards des dépôts publics dans les banques.

Au **Sénégal**, l'endettement net de l'Etat vis-à-vis du système bancaire est ressorti à 153,3 milliards au 31 décembre 1997, en baisse de 7,6 milliards, principalement sous l'influence des ressources mobilisées au titre des privatisations. Ainsi, les dépôts du Gouvernement auprès de la Banque Centrale se sont renforcés de 114,8 milliards. L'impact de ces opérations a été atténué par les incidences du reclassement du compte

de réévaluation dans les engagements de l'Etat vis-à-vis du FMI pour un montant de 26,0 milliards, l'accroissement de 6,8 milliards du découvert statutaire et le repli des dépôts publics dans les banques à hauteur de 52,1 milliards.

Au **Togo**, la position nette débitrice du Gouvernement s'est redressée de 1,7 milliard, pour se chiffrer à 44,3 milliards à fin décembre 1997, essentiellement du fait de la baisse de 17,4 milliards des concours de la Banque Centrale, partiellement compensée par l'accroissement de 14,0 milliards des concours du FMI (dont 3,2 milliards provenant du reclassement du compte de réévaluation dans les engagements de l'Etat vis-à-vis de l'institution de Bretton Woods).

2.2.2 Crédits à l'économie

Les crédits à l'économie se sont élevés à 2.251,3 milliards à fin décembre 1997, enregistrant une progression de 10,2%. Les crédits de campagne se sont accrus de 90,5 milliards et les crédits ordinaires de 117,3 milliards.

Au **Bénin**, l'encours des crédits à l'économie s'est situé à 71,7 milliards, correspondant à une baisse de 30,7 milliards, imputable essentiellement aux crédits ordinaires. La contraction des crédits ordinaires a été induite par le reflux de 33,5 milliards des concours à court terme, compensé en partie par l'augmentation de 2,8 milliards des concours à moyen et long terme.

Au **Burkina**, les crédits à l'économie se sont chiffrés à 165,8 milliards, en progression de 49,8 milliards. Cette augmentation s'explique par l'accroissement de 35,6 milliards des crédits ordinaires et de 14,2 milliards des crédits de campagne. L'accroissement des crédits ordinaires a concerné les crédits à court terme et ceux à moyen et long terme, pour respectivement 37,8 milliards et 12,0 milliards. Les sous-

secteurs des bâtiments et travaux publics, du commerce, des transports et des communications ont été les principaux bénéficiaires de ces crédits, en liaison principalement avec les préparatifs de l'édition 1998 de la Coupe d'Afrique des Nations de football.

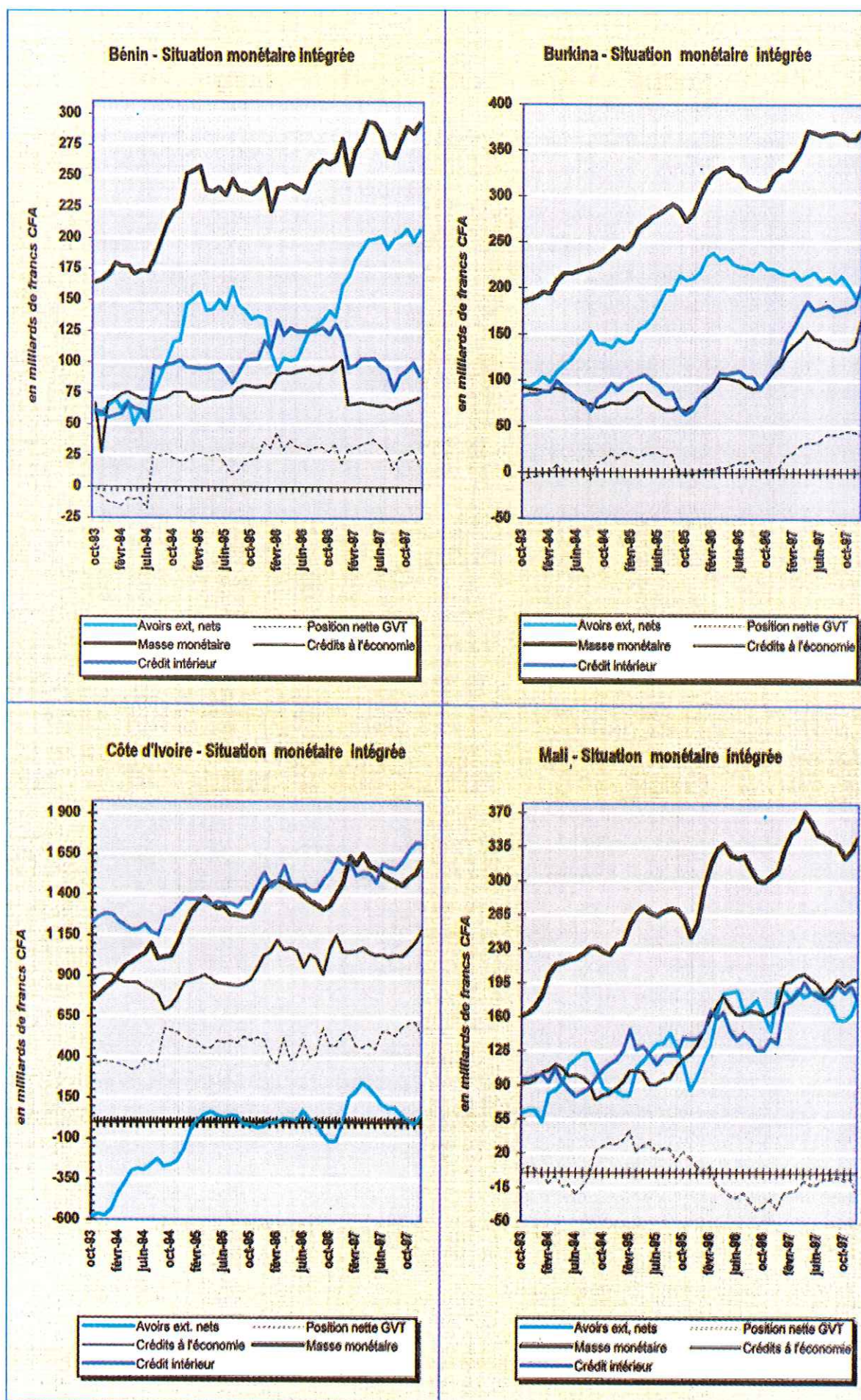
En **Côte d'Ivoire**, les crédits à l'économie se sont accrus de 129,8 milliards pour se situer à 1.182,8 milliards. Cet accroissement est imputable aussi bien aux crédits de campagne qu'aux crédits ordinaires qui ont crû respectivement de 70,4 milliards et de 59,4 milliards, pour s'élever à 248,4 milliards et à 934,4 milliards. L'importance des crédits de campagne s'explique par l'existence d'un stock relativement important de produits de base à la fin de l'exercice.

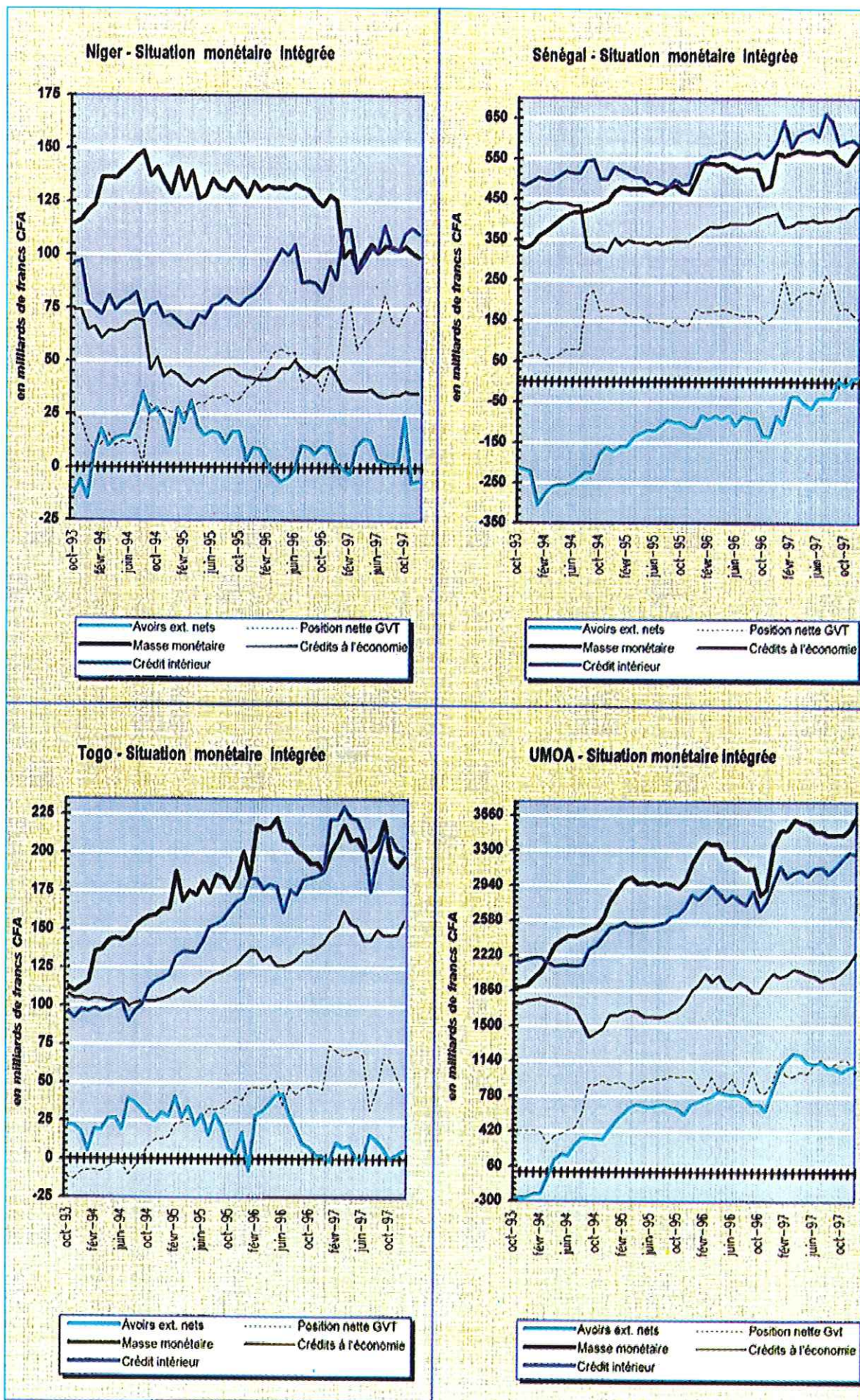
En **Guinée-Bissau**, les crédits à l'économie ont connu un léger repli de 0,3 milliard, en s'établissant à 7,6 milliards, en raison du désengagement de la clientèle, rendu possible par le rapatriement de produits de recettes d'exportation.

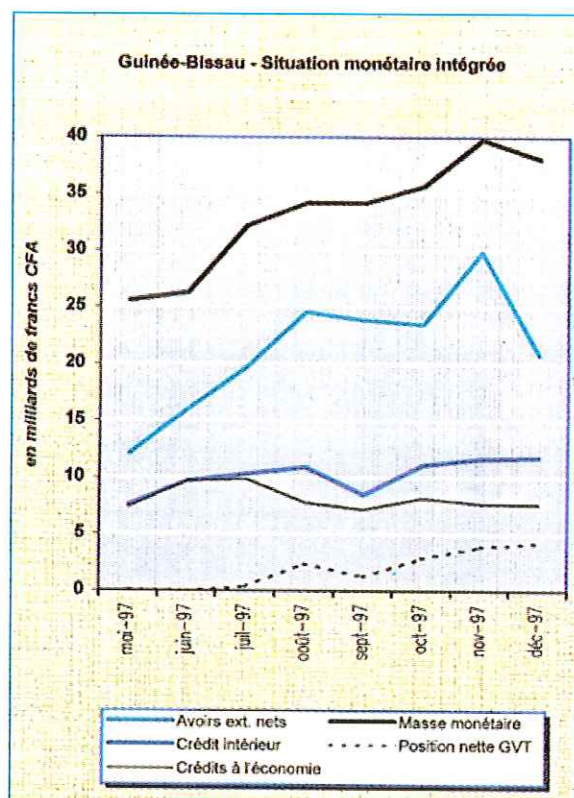
Au **Mali**, les crédits à l'économie se sont accrus de 27,2 milliards pour atteindre 200,4 milliards, en raison principalement de l'augmentation de 29,1 milliards des crédits ordinaires, orientés vers le financement des investissements et des activités commerciales.

Au **Niger**, les crédits à l'économie se sont chiffrés à 35,6 milliards, en repli de 7,7 milliards. Les crédits à court terme ont progressé de 3,8 milliards tandis que ceux à moyen et long terme ont diminué de 11,5 milliards. Les nouveaux crédits ont été orientés vers les industries extractives, le transport et le commerce.

Au **Sénégal**, les crédits à l'économie se sont fixés à 431,6 milliards, en hausse de 17,1 milliards, en raison de l'augmentation de 8,4 milliards des crédits ordinaires et de







8,7 milliards des crédits de campagne. Les crédits à court terme ont progressé de 8,1 milliards et ceux à moyen et long terme de 9,0 milliards. L'expansion des crédits a profité pour l'essentiel aux entreprises des secteurs chimique, alimentaire et du commerce.

Au **Togo**, les crédits à l'économie se sont établis à 155,7 milliards, enregistrant une hausse de 14,6 milliards, du fait principalement des crédits ordinaires qui ont crû de 11,7 milliards, pour se fixer à 147,8 milliards. Les crédits à court terme ont augmenté de 15,4 milliards tandis que les concours bancaires à moyen et long terme sont restés quasiment stables (-0,8 milliard).

2.2.3 Evolution des crédits recensés à la Centrale des Risques

Les utilisations de crédit, recensées à la Centrale des risques, se sont élevées à

2.259,2 milliards à fin décembre 1997 contre 2.093,2 milliards un an auparavant. Cette progression de 166,0 milliards s'explique par l'accroissement des crédits octroyés à tous les secteurs d'activité, à l'exception de l'industrie dont les financements se sont contractés de 43,8 milliards et des mines qui ont bénéficié de concours en baisse de 3,6 milliards. Les hausses les plus significatives sont localisées au niveau du commerce (113,5 milliards), de l'agriculture (79,0 milliards), des bâtiments et travaux publics (11,0 milliards) et des services divers (8,3 milliards).

La répartition par terme fait ressortir une prépondérance des financements à court terme qui augmentent de 187,6 milliards pour se situer à 1.540,1 milliards, représentant ainsi 68,2% des risques. Les crédits à moyen et long terme ont en revanche régressé de 21,6 milliards et correspondent à 31,8% des concours contre 35,2% un an plus tôt.

A fin décembre 1997, l'évolution des crédits recensés par pays se présente comme suit.

Au **Bénin**, l'encours des risques déclarés a connu une baisse de 23,1 milliards, en ressortant à 66,5 milliards, du fait de la contraction des crédits aux secteurs du commerce (15,3 milliards), de l'industrie (3,5 milliards), des services divers (2,7 milliards), des bâtiments et travaux publics (0,7 milliard), des mines (0,6 milliard) et des transports (0,4 milliard). En revanche, les concours octroyés au secteur agricole ont enregistré une légère progression (0,1 milliard). Ce repli général des concours a concerné à la fois les crédits à court terme pour 8,9 milliards et ceux à moyen et long termes à hauteur de 14,2 milliards.

Au **Burkina**, les utilisations de crédit recensées se sont établies à 138,1 milliards, en accroissement de 30,0 milliards. Cette

situation est imputable essentiellement aux crédits à court terme, en hausse de 26,6 milliards. Au plan sectoriel, les concours additionnels ont concerné en particulier le commerce (23,0 milliards), les bâtiments et travaux publics (6,2 milliards), le transport (5,1 milliards) et l'industrie (2,7 milliards). Les concours aux secteurs des services divers et de l'agriculture ont baissé respectivement de 3,8 milliards et 3,2 milliards.

En **Côte d'Ivoire**, l'encours des risques a connu une hausse de 31,9 milliards, en ressortant à 1.063,2 milliards. Cette évolution a essentiellement résulté de l'augmentation des financements en faveur du commerce (75,3 milliards), de l'agriculture (3,5 milliards) et des mines (2,7 milliards). Dans les autres secteurs, les crédits recensés se sont principalement contractés dans l'industrie (41,8 milliards) et le transport (8,1 milliards). Les concours additionnels ont bénéficié aux crédits à court terme pour 78,9 milliards tandis que les financements destinés aux investissements moyens et longs se sont repliés de 47,0 milliards.

Au **Mali**, les risques déclarés ont atteint 205,9 milliards, en progression de 64,3 milliards essentiellement en raison de l'augmentation des financements en faveur de l'agriculture (77,8 milliards) et des services divers (3,5 milliards). En revanche, ils se sont contractés dans les branches de l'industrie (8,4 milliards), du commerce (7,2 milliards) et du transport (1,1 milliard). Les concours additionnels se répartissent entre les crédits d'investissement (34,3 milliards) et les crédits à court terme (30,0 milliards).

Au **Niger**, les risques recensés se sont établis à 62,4 milliards, en légère progression de 0,7 milliard du fait exclusif des crédits à court terme. Au plan sectoriel, elle a essentiellement résulté de la hausse des concours octroyés aux secteurs des mines (3,1 milliards) et des bâtiments et travaux

publics (0,2 milliard), partiellement compensée par la baisse des financements en faveur du commerce (0,8 milliard), des services divers (0,9 milliard), de l'industrie (0,5 milliard) et de l'agriculture (0,1 milliard).

Au **Sénégal**, les crédits recensés, en se chiffrant à 584,7 milliards, se sont inscrits en hausse de 48,1 milliards. Cette progression s'explique par l'accroissement des crédits en faveur du commerce (22,5 milliards), des services divers (10,6 milliards), de l'industrie (6,4 milliards), des bâtiments et travaux publics (6,7 milliards), des transports (1,1 milliards) et, dans une moindre mesure, de l'agriculture (0,9 milliard). Les concours en faveur du secteur minier sont demeurés stables. Par terme, les concours additionnels ont essentiellement bénéficié aux crédits à court terme qui progressent de 45,8 milliards.

Au **Togo**, les risques déclarés se sont élevés à 138,4 milliards, enregistrant ainsi une hausse de 14,1 milliards, reflétée au niveau des crédits à court terme. Sur le plan sectoriel, cette progression, qui s'explique essentiellement par les concours aux secteurs du commerce (16,0 milliards) et du transport (5,3 milliards), a été partiellement compensée par la baisse des financements en faveur du secteur minier (8,6 milliards) et des bâtiments et travaux publics (0,5 milliard).

2.3 Masse Monétaire

La liquidité intérieure de l'UMOA s'est chiffrée à 3.654,1 milliards à fin décembre 1997, en accroissement de 7,4% par rapport au niveau atteint à fin décembre 1996. L'accroissement de la masse monétaire traduit le renforcement de la position extérieure des institutions monétaires et la hausse du crédit intérieur. Il est porté principalement par la circulation fiduciaire et les dépôts auprès des banques qui ont aug-

menté respectivement de 14,8% et 4,0%, pour se situer respectivement à 1.216,9 milliards et 2.399,7 milliards. Les autres placements (CCP et CNE) sont passés de 34,9 milliards à 37,5 milliards.

Au **Bénin**, la liquidité intérieure s'est inscrite en hausse de 4,7%, pour s'établir à 293,5 milliards, en raison de la progression de 17,2% de la circulation fiduciaire et de 1,1% des dépôts en banque.

Au **Burkina**, la masse monétaire s'est accrue de 13,2%, pour ressortir à 371,8 milliards. Cette évolution fait suite à l'augmentation de 23,3% de la circulation fiduciaire et de 6,1% des dépôts dans les banques.

En **Côte d'Ivoire**, la liquidité intérieure a connu une croissance de 8,2%, pour se situer à 1.609,4 milliards. Cette évolution est imputable essentiellement à la circulation fiduciaire, qui a crû de 20,8%, les dépôts n'ayant varié que de 2,2%.

En **Guinée-Bissau**, la masse monétaire s'est élevée à 38,2 milliards, en progression de 20,6 milliards. Cet accroissement est principalement lié à la hausse de 14,3 milliards de la circulation fiduciaire et de 6,2 milliards des dépôts.

Au **Mali**, la masse monétaire a augmenté de 8,7%, pour se chiffrer à 345,3 milliards. L'expansion de la liquidité globale a concerné la circulation fiduciaire et les dépôts qui se sont accrus respectivement de 7,7 % et 9,3 %.

Au **Niger**, la liquidité intérieure s'est contractée de 20,7%, pour se situer à 99,1 milliards, en raison de la baisse de 15,0% des dépôts et de 27,8% de la circulation fiduciaire.

Au **Sénégal**, la masse monétaire a crû de 3,8%, en se fixant à 581,4 milliards.

Cette croissance de la liquidité globale a concerné les dépôts (4,6%) et la circulation fiduciaire (0,6%).

Au **Togo**, la masse monétaire s'est établie à 196,6 milliards, en progression de 5,0%. La circulation fiduciaire et les dépôts se sont respectivement accrus de 0,2% et de 7,0%.

2.4 Epargne privée collectée par les banques et les caisses d'épargne

2.4.1 Evolution générale

L'épargne monétaire, mobilisée au sein de l'UMOA, est évaluée à 1.029,1 milliards au 31 décembre 1997, enregistrant ainsi une augmentation de 2,7%. Ces performances sont imputables aussi bien aux dépôts dans les banques qu'aux placements effectués auprès des caisses d'épargne qui ont marqué des hausses respectives de 2,6% et 7,8%.

L'épargne monétaire détenue par les ménages et les entreprises est ressortie à 28,2% de la masse monétaire et 7,0% du PIB de l'UMOA contre respectivement 29,5% et 7,5% en 1996.

2.4.2 Evolution par pays

Au **Bénin**, l'épargne du secteur privé, collectée par le système bancaire, s'est accrue de 8,4%, pour se chiffrer à 58,1 milliards. Cet accroissement s'explique principalement par l'évolution des comptes à régime spécial dont le montant s'est conforté de 16,3% pour atteindre 25,0 milliards. Cette épargne a constitué 19,8% de la masse monétaire contre 19,1% en 1996. Par rapport au PIB, elle a représenté 4,6% contre 5,6% en 1996.

Au **Burkina**, l'épargne monétaire s'est élevée à 83,4 milliards, soit une hausse de

16,5%. Cette évolution résulte de l'accroissement de 30% des dépôts à terme qui se sont chiffrés à 32,5 milliards. Sa part dans la liquidité globale est de 22,4% au lieu de 21,8% en 1996. Rapportée au PIB, elle est ressortie à 6,0% au lieu de 5,5% un an plus tôt.

En **Côte d'Ivoire**, le volume de l'épargne collectée par le système bancaire s'est fixé à 483,3 milliards, en diminution de 1,7% du fait de la contraction des dépôts en banque. La part de cette épargne dans la liquidité globale est passée de 33,1% en 1996 à 30,0%. Par rapport au PIB, elle représente 8,0% contre 8,9% en 1996.

En **Guinée-Bissau**, l'épargne intérieure s'est fixée à 1,0 milliard. Localisée uniquement au niveau des dépôts à terme, elle s'est accrue de 54,8%. Sa part dans la liquidité globale correspond à 2,7% contre 3,8% en 1996. Rapportée au PIB, elle ressort à 0,6% contre 0,5% un an plus tôt.

Au **Mali**, le volume de l'épargne collectée s'est élevé à 82,9 milliards, en hausse de 12,8 milliards. Cette évolution a surtout concerné les dépôts à terme dont le montant s'est renforcé de 10,0 milliards pour se chiffrer à 23,8 milliards. L'épargne drainée a représenté 24,0 % de la masse monétaire et 5,8% du PIB contre respectivement 22,1% et 5,2% en 1996.

Au **Niger**, l'épargne constituée par les particuliers et les entreprises auprès des banques et de la caisse d'épargne s'est située à 23,0 milliards, en retrait de 8,0 milliards. Elle est ressortie à 23,2% de la liquidité intérieure et 2,5% du PIB, contre respectivement 24,8% et 3,6% en 1996.

Au **Sénégal**, l'épargne monétaire du secteur privé s'est établie à 209,4 milliards, en hausse de 2,0%. Cette évolution est liée à l'accroissement de 8,8 milliards des dépôts dans les comptes à régime spécial, les dépôts

à terme ayant régressé de 4,7 milliards. La part de cette épargne dans la liquidité globale et dans le PIB a représenté respectivement 36,0% et 8,3% contre 36,7% et 8,3% en 1996.

Au **Togo**, l'épargne collectée par les banques et la caisse d'épargne s'est confortée de 18,0%, pour se chiffrer à 68,8 milliards, en raison de l'accroissement de 59,8% des dépôts à terme qui se sont établis à 36,4 milliards. Elle a représenté 35,0% de la masse monétaire et 8,4% du PIB contre respectivement 31,1% et 7,8% en 1996.

2.5 Concours de la Banque Centrale

2.5.1 Evolution globale

Les interventions de la Banque Centrale sont passées de 495,5 milliards au 31 décembre 1996 à 525,1 milliards au 31 décembre 1997. Cette évolution, observée essentiellement au cours du dernier trimestre de l'année, a été induite par un accroissement de 17,1 milliards des concours aux Trésors nationaux et de 12,5 milliards des avances aux établissements de crédit.

Les **concours aux Trésors nationaux** se sont accrus de 17,1 milliards, pour se chiffrer à 350,7 milliards. Cet accroissement est lié à l'augmentation de 35,8 milliards des concours statutaires de la BCEAO, ainsi qu'à la reprise de consolidations d'un montant de 6,6 milliards à la suite de l'intégration de la Guinée-Bissau dans l'UMOA. Ces mouvements ont été atténués par le recul de 25,3 milliards de l'encours des titres d'Etat détenus par la Banque Centrale.

Les mouvements sur les titres d'Etat se sont ressentis de la réduction progressive de l'encours des titres émis, en relation avec les amortissements semestriels.

UMOA - Concours de la Banque Centrale

	Déc. 96	Mars 97	Juin 97	Sept. 97	Déc.97
Milliards de francs CFA					
Concours aux Trésors nationaux	333,6	306,4	340,0	318,7	350,7
- Découverts en comptes courants (article 14)	294,6	298,2	332,4	311,4	331,1
- Tirages (article 15)	1,4	1,0	1,0	0,7	0,7
Total concours statutaires (article 16)	296,0	299,2	333,4	312,1	331,8
- Titres d'Etat	37,6	7,2	-	-	12,3
- Consolidations	-	-	6,6	6,6	6,6
- Mobilisations d'obligations cautionnées (article 12)	-	-	-	-	-
Concours aux banques et établissements fin.	161,9	80,3	82,7	53,9	174,4
dont :					
. (ex-ONCAD + PASFI)	(102,5)	(47,1)	(37,5)	(15,6)	(84,2)
Total des interventions	495,5	386,7	422,7	372,6	525,1
Variations trimestrielles (en %)	22,5	-22,0	+9,3	-11,9	40,9
Variations annuelles (en %)	-10,7	-19,6	-6,3	-7,9	6,0

Source : B.C.E.A.O.

Ainsi, les cessions nettes cumulées sont ressorties à 320,8 milliards contre 333,1 milliards à fin décembre 1996, soit un taux de cession de 96,2% contre 89,8% un an plus tôt.

Les concours statutaires de la Banque Centrale se sont élevés à 331,8 milliards, en hausse de 35,8 milliards. Cet accroissement a résulté d'une progression de 36,5 milliards des découverts en compte courant, atténuée par l'amortissement des concours à long terme pour un montant de 0,7 milliard.

Les **interventions en faveur des établissements de crédit** ont évolué de 161,9 milliards au 31 décembre 1996 à 174,4 mil-

liards, soit une hausse de 12,5 milliards. Le recours additionnel des banques aux facilités de l'Institut d'émission est à lier à l'importance des financements de la campagne de commercialisation agricole, les crédits primaires ayant atteint 286,9 milliards contre 196,5 milliards un an plus tôt.

Les demandes de refinancement, exprimées par les établissements de crédit, ont été satisfaites à hauteur de 25,2 milliards sur le marché monétaire, 65,0 milliards sur les autres guichets ordinaires de refinancement et 84,2 milliards sur le guichet exceptionnel des titres PASFI (Programme d'Ajustement du Secteur Financier).

UMOA - Refinancement des crédits à l'économie

	Déc. 1996	Mars 1997	Juin 1997	Sept. 1997	Déc. 1997
Milliards de francs CFA					
Crédits à l'économie	1 811,0	2 086,7	2 013,6	2 030,9	2 251,2
Variations (en %)	+12,4	+15,2	-3,5	+0,9	+10,8
Refinancements des crédits à l'économie	161,9	80,3	82,7	53,9	174,4
- Concours aux banques et établissements financiers	161,9	80,3	82,7	53,9	174,4
- Obligations cautionnées	-	-	-	-	-
- Variations des ref. (en %)	+113,3	-50,4	+3,0	-34,8	+223,6
Part des crédits à l'économie refinancés auprès de la BCEAO (en %)	8,9	3,8	4,1	2,7	7,7

UMOA - Répartition des refinancements des crédits à l'économie selon les guichets

	Déc. 96		Sept. 97		Déc. 97	
	milliards FCFA	%	milliards FCFA	%	milliards FCFA	%
Marché Monétaire	22,0	13,6	0,0	-	25,2	14,4
Autres guichets ordinaires	37,4	23,1	38,3	71,1	65,0	37,3
Guichet exceptionnel	102,5	63,3	15,6	28,9	84,2	48,3
TOTAL	161,9	100,0	53,9	100,0	174,4	100,0

2.5.2 Evolution par pays

L'analyse des interventions de la Banque Centrale fait apparaître des évolutions contrastées par pays.

Au **Bénin**, les interventions de l'Institut d'émission, constituées exclusivement d'avances au titre du marché monétaire, sont revenues de 2,0 milliards à fin décembre 1996 à 1,0 milliard à fin décembre 1997. Le découvert statutaire de l'Etat, resté nul au cours de la quasi-totalité de l'année, a enregistré en fin de période de faibles utilisations pour un encours maximum de 0,4 milliard qui a été résorbé au 31 décembre 1997.

Au **Burkina**, les concours de la Banque Centrale sont passés de 25,9 milliards au 31 décembre 1996 à 42,6 milliards. Les utilisations statutaires sont ressorties à 27,3 milliards contre 21,6 milliards un an plus tôt, marquant ainsi une hausse de 5,7 milliards. Les tirages sont restés à l'intérieur du plafond statutaire.

En **Côte d'Ivoire**, les interventions de l'Institut d'émission ont baissé de 0,8 milliard,

pour se situer à 318,1 milliards. Cette évolution résulte du reflux de 22,0 milliards des refinancements en faveur des établissements de crédit et de l'accroissement de 21,2 milliards des concours au Trésor. La contraction des créances sur les banques et établissements financiers est imputable principalement aux mobilisations de titres PASFI qui ont reflué de 18,3 milliards. Quant aux engagements du Trésor, ils ont été marqués par l'augmentation de 38,4 milliards des utilisations au titre de l'article 16 des Statuts de la BCEAO, atténuée par le dégonflement de 17,2 milliards des titres d'Etat. Les concours à l'Etat ont été contenus à l'intérieur du plafond statutaire.

En **Guinée-Bissau**, les interventions de l'Institut d'émission se sont établies à 8,7 milliards dont 6,6 milliards de créances consolidées. Les utilisations au titre des avances statutaires, en ressortant à 2,1 milliards, se sont situées à l'intérieur du plafond de 2,6 milliards. Les banques et établissements financiers n'ont pas recouru aux facilités de l'Institut d'émission.

Au **Mali**, les concours de la Banque Centrale, constitués de titres d'Etat pour

3,0 milliards au 31 décembre 1996, sont ressortis nuls au 31 décembre 1997. Les banques ont recouru aux refinancements de la Banque Centrale durant la période de commercialisation agricole. Pour la troisième année consécutive, le Trésor n'a pas fait appel aux facilités monétaires.

Au **Niger**, le montant des concours de la Banque Centrale s'est établi à 35,3 milliards, en baisse de 4,0 milliards, en relation avec le reflux des concours à l'Etat et des refinancements aux établissements de crédit. La baisse des créances sur l'Etat est liée au dégonflement de 2,6 milliards des titres d'Etat. S'agissant des tirages au titre de l'article 16, ils sont demeurés en dépassement par rapport au plafond statutaire.

Au **Sénégal**, les interventions de la Banque Centrale sont passées de 64,6 milliards au 31 décembre 1996 à 99,0 milliards, soit une

progression de 34,4 milliards, induite notamment par les avances aux établissements de crédit. Les refinancements en faveur des banques et établissements financiers se sont accrus de 29,1 milliards, en liaison notamment avec l'accroissement des besoins de financement de la campagne agricole. Au cours de l'année 1997, les utilisations des concours statutaires ont évolué à l'intérieur du plafond.

Au **Togo**, les interventions de la Banque Centrale se sont chiffrées à 20,4 milliards contre 41,8 milliards au 31 décembre 1996. La contraction de 21,4 milliards est imputable principalement aux concours aux Trésors nationaux. La résorption progressive des tensions sur la trésorerie publique, durant le second semestre, a permis de ramener ces concours à 15,9 milliards en décembre 1997, à l'intérieur du plafond statutaire. Cette performance a été facilitée par des entrées de ressources liées à la cession d'actifs financiers et à un prêt du Japon.

Evolution par pays des concours de la Banque Centrale (en milliards de francs CFA)

	1994	1995		1996		1997	
	Décembre	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
BENIN	1,7	2,5	8,9	0,0	2,0	0,0	1,0
Trésor public	1,7	2,5	8,9	0,0	0,0	0,0	0,0
-Article 16	1,7	2,5	8,9	0,0	0,0	0,0	0,0
-Titres d'Etat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ets de crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	1,0
BURKINA	25,5	22,6	25,5	23,1	25,9	30,3	42,6
Trésor public	25,2	22,3	22,7	22,2	21,6	27,4	27,3
-Article 16	23,1	21,8	22,6	22,2	21,6	27,4	27,3
-Obl. caut.	0,4	0,5	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
-Titres d'Etat	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ets de crédit	0,3	0,3	2,8	0,9	4,3	2,9	15,3
COTE D'IVOIRE	434,5	246,5	333,3	257,1	318,9	204,0	318,1
Trésor public	299,3	166,5	180,2	189,6	178,7	175,1	199,9
-Article 16	171,5	150,4	141,5	188,6	149,2	175,1	187,6
-Titres d'Etat	127,8	16,1	38,7	1,0	29,5	0,0	12,3
Ets de crédit	135,2	80,0	153,1	67,5	140,2	28,9	118,2
GUINEE-BISSAU						7,0	8,7
Trésor public						7,0	8,7
-Article 16						0,4	2,1
-Consolidations						6,6	6,6
Ets de crédit						0,0	0,0
MALI	18,4	12,0	4,6	0,0	3,0	13,0	0,0
Trésor public	18,4	12,0	4,6	0,0	3,0	0,0	0,0
-Article 16	18,4	11,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-Titres d'Etat	0,0	0,2	4,6	0,0	3,0	0,0	0,0
Ets de crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13,0	0,0
NIGER	27,2	31,9	38,9	32,1	39,3	35,0	35,3
Trésor public	26,1	27,6	34,1	29,0	34,7	28,9	32,1
-Article 16	20,5	27,6	26,4	29,0	31,9	28,9	32,1
-Titres d'Etat	5,6	0,0	7,7	0,0	2,8	0,0	0,0
Ets de crédit	1,1	4,3	4,8	3,1	4,6	6,1	3,2
SENEGAL	145,5	58,7	109,4	55,9	64,6	60,3	99,0
Trésor public	133,4	52,9	108,7	55,2	61,5	58,4	66,8
-Article 16	57,8	51,1	44,3	55,2	60,0	58,4	66,8
-Obl. caut.	1,3	1,8	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0
-Titres d'Etat	74,3	0,0	62,7	0,0	1,5	0,0	0,0
Ets de crédit	12,1	5,8	0,7	0,7	3,1	1,9	32,2
TOGO	32,5	32,4	34,2	36,4	41,8	23,0	20,4
Trésor public	24,0	31,4	31,9	32,7	34,1	21,9	15,9
-Article 16	24,0	31,4	28,6	32,7	33,3	21,9	15,9
-Obl. caut.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-Titres d'Etat	0,0	0,0	3,3	0,0	0,8	0,0	0,0
Ets de crédit	8,5	1,0	2,3	3,7	7,7	1,1	4,5

Source : BCEAO

2.6 Opérations du marché monétaire

Au cours de l'année 1997, l'activité sur le marché monétaire de l'Union a été marqué par l'amélioration de la liquidité intérieure. Quarante-six appels d'offres ont été organisés, dont vingt-deux injections et vingt-quatre reprises de liquidité.

Les soumissions d'offres se sont chiffrées en moyenne à 45,4 milliards contre 16,5 milliards en 1996. Le volume moyen des offres retenues s'est élevé à 24,2 milliards au lieu de 13,2 milliards un an plus tôt. Au total, les émissions de bons BCEAO ont porté sur un montant global de 475,4 milliards dont un minimum de 5,5 milliards et un maximum de 30,1 milliards. Le taux d'intérêt marginal des adjudications a oscillé entre 3,8% et 4,0%.

S'agissant des demandes d'avances, elles se sont fixées, en moyenne, à 10,7 milliards contre 20,9 milliards en 1996. Le montant moyen des avances retenues s'est établi à 10,0 milliards soit 93,5% des besoins exprimés, contre 20,4 milliards ou 97,6% un an auparavant. Le taux marginal a fluctué entre 5,0% et 5,5%.

Bénin

En moyenne, les offres de placement se sont élevées à 6,1 milliards et ont été retenues à hauteur de 6,0 milliards, contre respectivement 4,9 milliards et 3,0 milliards en 1996. Les demandes d'avances se sont situées en moyenne à 0,4 milliard et ont été intégralement retenues. Un an auparavant, elles étaient quasiment nulles. A fin décembre 1997, les besoins exprimés se sont élevés à 1,0 milliard contre 2,0 milliards douze mois plus tôt.

Burkina

Les offres ont atteint en moyenne 3,1 milliards, soit une contraction de 0,5 milliard par rapport à 1996. Elles ont été retenues à hauteur de 2,9 milliards contre 3,3 milliards précédemment. Le volume moyen des demandes d'avances s'est élevé à 1,6 milliard, en hausse de 1,3 milliard. En moyenne, les avances ont été accordées pour 1,5 milliard contre 0,3 milliard en 1996. Au 31 décembre 1997, elles se sont situées à 0,7 milliard, en hausse de 0,3 milliard.

Côte d'Ivoire

Les offres moyennes se sont chiffrées à 7,5 milliards contre 1,7 milliard un an plus tôt. Elles ont été retenues à hauteur de 7,3 milliards au lieu de 1,5 milliard en 1996. Les demandes d'avances se sont inscrites en moyenne en recul de 16,3 milliards en 1996 à 6,6 milliards. Les avances consenties ont fléchi de 16,0 milliards à 6,2 milliards. Les besoins satisfaits ont accusé une baisse de 3,7 milliards, pour ressortir à 15,4 milliards.

Guinée Bissau

Les soumissions de placement, ressorties en moyenne à 0,5 milliard, ont été intégralement retenues. Aucune demande d'avances n'a été exprimée.

Mali

Les soumissions de placement se sont élevées, en moyenne, à 2,7 milliards contre 2,0 milliards un an plus tôt. Les offres retenues sont ressorties à 2,5 milliards, en progression de 0,8 milliard. S'agissant des demandes d'avances, elles ont baissé de 0,8 milliard à 0,5 milliard et les avances retenues de 0,7 milliard à 0,4

milliard. Aucune avance n'a été accordée à la fin de l'année.

Niger

Le volume moyen des offres a progressé de 0,1 milliard en 1996 à 1,3 milliard en 1997. Elles ont été retenues à hauteur de 1,2 milliard en moyenne contre 0,1 milliard en 1996. Il a été enregistré deux demandes d'avances d'un montant global de 2,5 milliards entièrement satisfaites. Toutefois, en moyenne annuelle, les montants sont ressortis quasiment nuls.

Sénégal

Les demandes d'avances sont restées quasiment nulles, s'établissant à 0,5 milliard en moyenne contre 0,6 milliard un an plus tôt et ont été retenues dans leur intégralité. A la fin de l'année, les avances accordées ont été de 8,1 milliards, alors

que les demandes exprimées atteignaient 18,1 milliards. Un an plus tôt, les besoins satisfaits s'étaient élevés à 0,4 milliard. S'agissant des propositions de placement, leur volume moyen a légèrement progressé de 3,0 milliards en 1996 à 3,1 milliards. Les offres retenues se sont chiffrées à 2,8 milliards contre 2,7 milliards en 1996.

Togo

Le volume moyen des offres s'est accru de 0,9 milliard en 1996 à 1,1 milliard. Les placements retenus sont passés de 0,8 milliard en 1996 à 1,1 milliard. Le montant moyen des demandes d'avances s'est élevé à 1,1 milliard contre 0,5 milliard en 1996. Les avances moyennes retenues ont progressé de 0,4 milliard, pour s'établir à 1,0 milliard.

Marché monétaire par compartiment (moyenne par séance, en milliards de francs CFA)

	ANNEE 1997		ANNEE 1996		V A R I A T I O N S			
	Montant	Montant	Montant	Montant	Soumissions proposées		Soumissions retenues	
	Proposé (a)	retenu (b)	proposé (c)	retenu (d)	Montant (a)-(c)	%	Montant (b)-(d)	%
OFFRES	45,4	24,2	16,5	13,2	28,9	175,1%	11,0	83,5%
Bénin	6,1	6,0	4,9	3,0	1,2	25,2%	3,0	98,5%
Burkina	3,1	2,9	3,6	3,3	-0,5	-14,9%	-0,4	-12,3%
Côte d'Ivoire	7,5	7,3	1,7	1,5	5,8	338,2%	5,8	386,7%
Guinée-Bissau	0,5	0,5			0,5		0,5	
Mali	2,7	2,5	2,0	1,7	0,7	36,7%	0,8	45,6%
Niger	1,3	1,2	0,1	0,1	1,2	1 229,2%	1,1	1 104,2%
Sénégal	3,1	2,8	3,0	2,7	0,1	3,8%	0,1	4,8%
Togo	1,1	1,1	0,9	0,8	0,2	19,0%	0,3	33,9%
BCEAO	20,0	0,0	0,3	0,1	19,7	6 566,7%	-0,1	-100,0%
DEMANDES	10,7	10,0	20,9	20,4	0,7	3,6%	-10,4	-51,1%
Bénin	0,4	0,4	0,0	0,0	0,4		0,4	
Burkina	1,6	1,5	0,3	0,3	1,3	424,7%	1,2	414,4%
Côte d'Ivoire	6,6	6,2	16,3	16,0	-9,7	-59,7%	-9,8	-61,5%
Guinée-Bissau	0,0	0,0						
Mali	0,5	0,4	0,8	0,7	-0,3	-35,9%	-0,3	-48,7%
Niger	0,0	0,0	2,4	2,4	-2,4	-98,0%	-2,4	-98,0%
Sénégal	0,5	0,5	0,6	0,6	-0,1	-17,2%	-0,1	-23,9%
Togo	1,1	1,0	0,5	0,4	0,6	117,9%	0,6	151,8%
BCEAO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	

Source : BCEAO

Marché monétaire par compartiment (situations de fin d'exercice en milliards de francs CFA)

	ANNEE 1997		ANNEE 1996		V A R I A T I O N S			
	Montant	Montant	Montant	Montant	Soumissions proposées		Soumissions retenues	
	proposé (a)	retenu (b)	proposé (c)	retenu (d)	(a)-(c)		(b)-(d)	
					Montant	(%)	Montant	(%)
OFFRES								
Bénin								
Burkina								
Côte d'Ivoire								
Guinée-Bissau								
Mali								
Niger								
Sénégal								
Togo								
BCEAO								
DEMANDES								
Bénin	45,7	25,2	21,9	21,9	23,8	108,7	3,3	15,1
Burkina	1,0	1,0	2,0	2,0	-1,0	0,0	-1,0	0,0
Côte d'Ivoire	0,7	0,7	0,4	0,4	0,3	75,0	0,3	75,0
Guinée-Bissau	25,9	15,4	19,1	19,1	6,8	35,6	-3,7	-19,4
Mali	0,0	0,0						
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sénégal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	
Togo	18,1	8,1	0,4	0,4	17,7	4 425,0	7,7	1 925,0
BCEAO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	

Source : BCEAO

2.7 Opérations du marché interbancaire

Au cours de l'année 1997, le volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires au sein de l'UMOA a progressé de 3,0 milliards, pour se situer à 26,8 milliards. Parallèlement, l'encours moyen des prêts d'échéance postérieure à la date de valeur des adjudications a augmenté de 8,7 milliards, en ressortant à 32,2 milliards. Les opérations interbancaires ont concerné une

large gamme d'échéances allant d'un jour à un an. Les compartiments à un jour, une semaine et un mois sont demeurés les plus actifs. S'agissant de la fourchette des taux, le minimum a augmenté de 3,0% à 3,30% et le maximum de 7,75% à 8,75%.

La situation du marché a peu varié. En effet, les places les plus actives sont demeurées celle d'Abidjan qui a concentré 62,0% des besoins satisfaits et celle de Cotonou qui est la principale pourvoyeuse de ressources de l'UMOA.

Evolution des taux interbancaires (moyenne pondérée)

Période	1 jour	7 jours	14 jours	1 mois	3 mois
Janvier	4,65%	5,50%	-	5,63%	-
Février	4,97%	5,10%	-	5,95%	6,00%
Mars	5,05%	4,74%	-	5,71%	-
Avril	5,06%	4,95%	6,00%	5,49%	6,00%
Mai	4,99%	5,25%	5,00%	5,60%	6,00%
Juin	5,07%	5,44%	5,00%	5,64%	-
Juillet	5,08%	5,00%	-	5,27%	-
Août	5,12%	-	5,00%	4,88%	-
Septembre	4,30%	4,69%	-	5,48%	4,75%
Octobre	4,53%	-	5,88%	5,47%	6,00%
Novembre	4,49%	4,50%	-	5,71%	-
Décembre	4,75%	4,76%	4,99%	5,67%	5,72%
Moyenne	4,84%	4,99%	5,31%	5,54%	5,75%

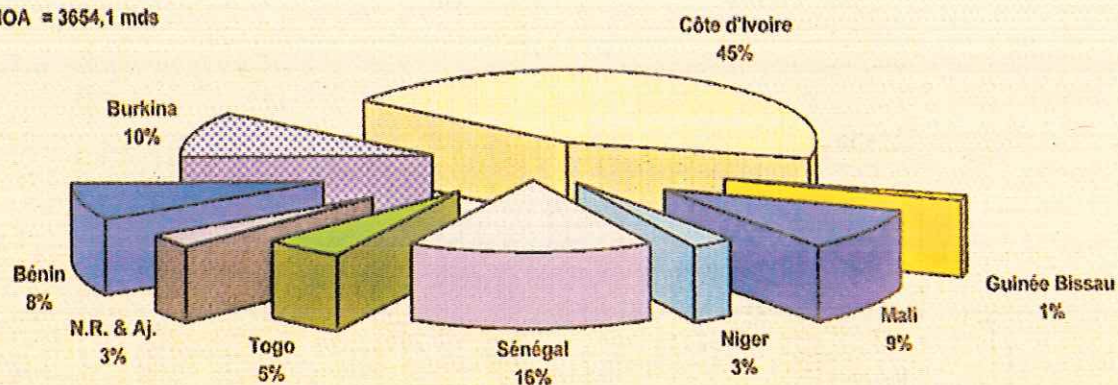
Source : BCEAO

Prêts interbancaires dans l' UMOA (en millions de francs CFA)

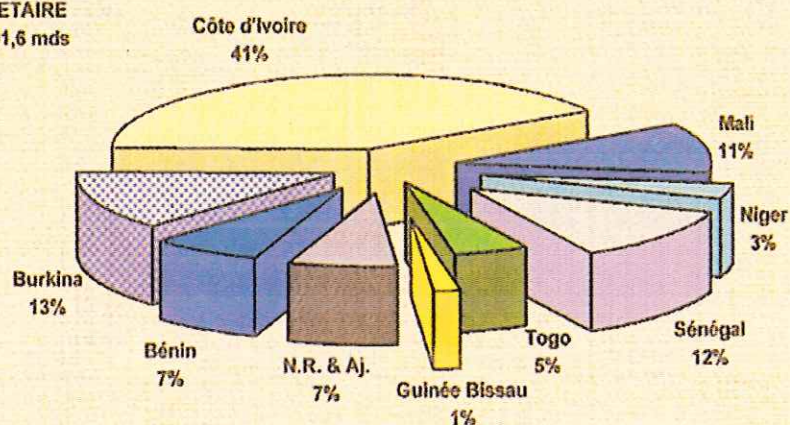
Période	Montant moyen		Encours moyen des prêts d'échéance postérieure à la des adjudications	Fourchettes des taux date de valeur	Durée des prêts
	Total	dont UMOA			
Janvier	12 903	6 975	39 783	4,00% à 6,50%	1 jour à 1 an
Février	27 314	7 370	38 670	4,00% à 7,00%	1 jour à 1 mois
Mars	21 194	7 272	34 814	4,00% à 6,50%	1 jour à 1 mois
Avril	16 747	4 836	32 474	4,50% à 6,00%	1 jour à 1 mois
Mai	11 562	5 334	22 973	4,50% à 7,50%	1 jour à 1 mois
Juin	19 083	6 420	29 583	4,00% à 7,50%	1 jour à 8 mois
Juillet	18 831	3 550	31 943	4,50% à 8,25%	1 jour à 6 mois
Août	32 176	7 530	33 357	4,00% à 6,25%	1 jour à 6 mois
Septembre	18 467	4 244	27 066	3,80% à 8,75%	1 jour à 1 an
Octobre	39 848	7 204	27 861	3,80% à 8,25%	1 jour à 9 mois
Novembre	37 424	8 020	28 645	3,80% à 8,25%	1 jour à 6 mois
Décembre	65 963	8 613	39 390	3,30% à 7,25%	1 jour à 1 an
Moyenne	26 793	6 447	32 213		

Source : BCEAO

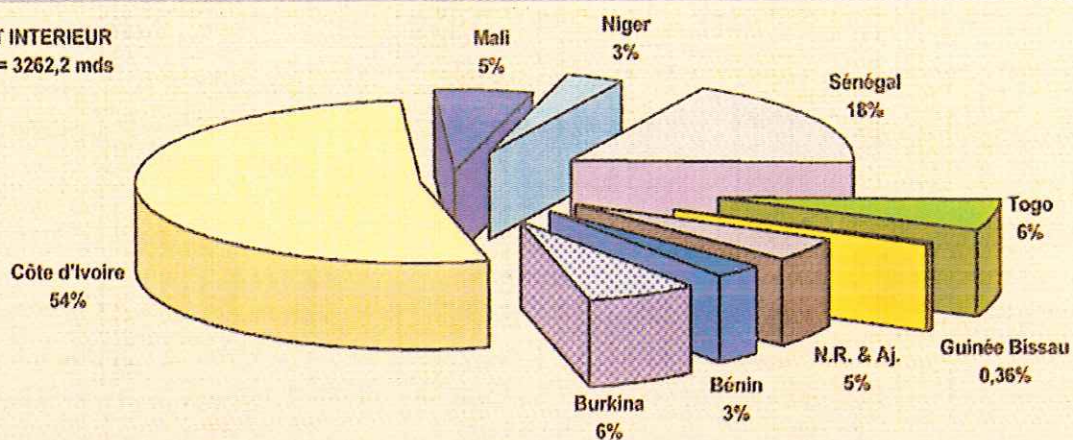
MASSE MONETAIRE
UMOA = 3654,1 mds



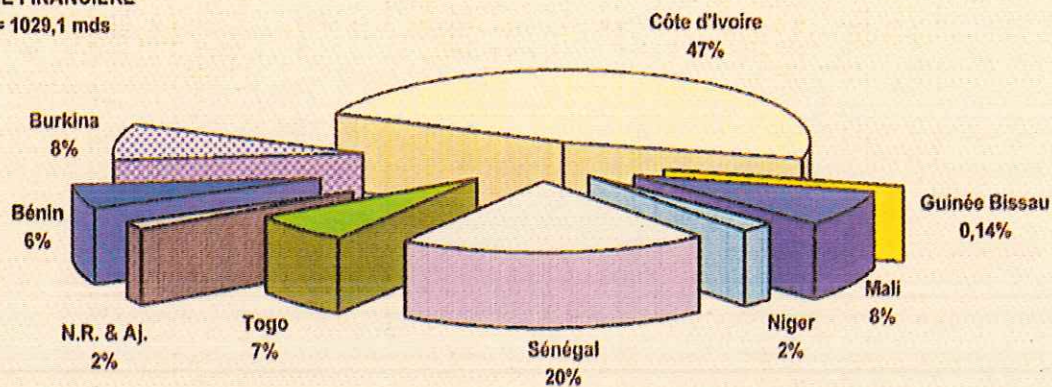
BASE MONETAIRE
UMOA = 1501,6 mds



CREDIT INTERIEUR
UMOA = 3262,2 mds



EPARGNE FINANCIERE
UMOA = 1029,1 mds



2.8 Opérations du marché des titres de créances négociables

Le marché des titres de créances négociables a connu, au cours de l'année 1997, un regain d'activité, à la faveur de l'entrée en vigueur, à compter du 1^{er} juillet 1996, des dispositions réglementaires relatives aux conditions d'émission des bons du Trésor, des bons de la BCEAO et des autres titres de créances négociables émis par les entreprises, les banques, les établissements financiers et les institutions financières régionales.

Outre les bons de la BCEAO, émis dans le cadre de la régulation de la liquidité bancaire, plusieurs émissions de titres de créances négociables ont été enregistrées, sur des supports variés, pour un montant total de 68,8 milliards :

- une émission de certificats de dépôt a été réalisée par une banque pour un montant total de 2,0 milliards au taux fixe de 6,13%, pour une durée à l'origine de 5 ans ;

- deux émissions de bons des établissements financiers, d'un volume total de 6,8 milliards, ont été effectuées respectivement en Côte d'Ivoire et au Sénégal. En Côte d'Ivoire, les ressources levées ont porté sur des tranches de trois, six et douze mois, pour la somme globale de 6,0 milliards, à des taux d'intérêt variant entre 7,25% et 8,75%. Au Sénégal, des émissions d'un volume de 0,8 milliard ont été effectuées pour une durée initiale de trois ans au taux de 7,50% ;

- deux émissions de billets de trésorerie ont été réalisées par une société au Sénégal pour un montant global de 45,0 milliards dont 25,0 milliards par l'intermédiaire de deux banques. D'une durée de douze mois, ces émissions ont été effectuées

au taux de 5,75% ;

- la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a émis des bons d'institutions financières régionales à hauteur de 15 milliards, au taux fixe de 6,0%, pour une durée de sept ans.

2.9 Base monétaire

La base monétaire s'est chiffrée à 1.501,6 milliards à fin décembre 1997, en progression de 166,8 milliards, principalement sous l'effet du renforcement des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission. Cette évolution s'est traduite notamment par une augmentation de 171,6 milliards de la circulation fiduciaire. Les réserves des banques ont fléchi de 6,4%, tandis que les dépôts divers ont progressé de 7,0%. Le multiplicateur de monnaie s'est fixé à 2,4 contre 2,5 en 1996.

Au **Bénin**, la base monétaire s'est accrue de 19,9% pour s'établir à 105,4 milliards, en relation avec l'accroissement de 18,4 milliards des concours nets à l'Etat. Cet accroissement est porté par la circulation fiduciaire et les réserves des banques, qui ont augmenté respectivement de 17,3% et 29,9%, pour se fixer à 80,7 milliards et 24,0 milliards. Le multiplicateur de monnaie s'est établi à 2,7 contre 3,1 un an plus tôt.

Au **Burkina**, la base monétaire s'est inscrite en hausse de 155,6 milliards en 1996 à 193,1 milliards, en relation avec la croissance des crédits nets à l'Etat. Cette évolution traduit une augmentation de 5,5 milliards des réserves des banques et de 32,1 milliards de la circulation fiduciaire. Le multiplicateur de monnaie s'est, pour sa part, replié de 2,0 à 1,9.

En **Côte d'Ivoire**, la base monétaire a augmenté de 65,0 milliards, pour ressortir à 615,7 milliards. Cette hausse résulte d'une progression de 31,3 milliards des concours

nets à l'Etat et de 48,0 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale, atténuée par un repli de 21,9 milliards des concours aux banques et établissements financiers. L'élargissement de la base monétaire s'est reflété au niveau de la circulation fiduciaire, en hausse de 98,6 milliards. Le multiplicateur de monnaie centrale s'est ainsi fixé à 2,6, soit le même niveau qu'en 1996.

En **Guinée-Bissau**, la base monétaire, qui a atteint 22,3 milliards, a été constituée à hauteur de 92,0% par la circulation fiduciaire. Le multiplicateur monétaire s'est élevé à 1,7.

Au **Mali**, la base monétaire a crû de 7,7% pour se chiffrer à 162,7 milliards, sous l'impulsion de la hausse des concours nets à l'Etat qui se sont fixés à 29,2 milliards, atténuée par le recul de 2,0 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale. La circulation fiduciaire, en augmentation de 9,3 milliards, a constitué le principal facteur explicatif de cette évolution. Le multiplicateur de monnaie est demeuré stable à 2,0.

Au **Niger**, la base monétaire s'est repliée de 13,7 milliards pour se chiffrer à 50,6 milliards, en relation avec la contraction de 16,9 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale ressortis à -11,4 mil-

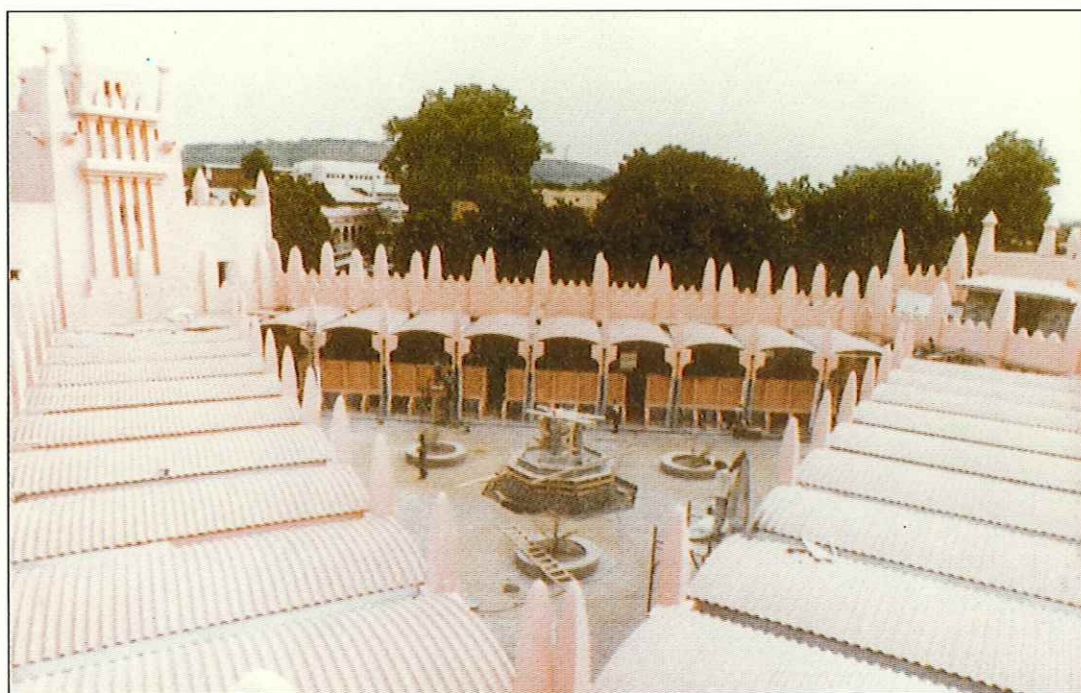
liards. Au niveau des composantes, la circulation fiduciaire a porté cette variation, en diminuant de 16,1 milliards. Le multiplicateur de monnaie centrale est resté inchangé à 1,9.

Au **Sénégal**, la base monétaire est passée de 168,7 milliards en 1996 à 174,7 milliards. Cette variation s'explique par la hausse de 76,9 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et de 29,1 milliards des concours aux banques et établissements financiers, dont les impacts ont été atténués par ceux de la baisse de 50,8 milliards des Autres Postes Nets et de 49,2 milliards des crédits nets à l'Etat. Au niveau des composantes, les réserves des banques ont enregistré une progression de 4,9 milliards et la circulation fiduciaire de 0,9 milliard. Le multiplicateur monétaire s'est chiffré à 3,3, en hausse de 0,1 point.

Au **Togo**, la base monétaire a augmenté de 0,1 milliard pour ressortir à 70,8 milliards. L'accroissement de 18,8 milliards des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission a été partiellement compensé par la baisse 6,2 milliards des crédits nets à l'Etat et de 9,3 milliards des Autres Postes Nets. Les niveaux des composantes de la base monétaire sont restés relativement stables. Quant au multiplicateur monétaire, il s'est accru de 0,1 point pour se fixer à 2,7.



Marché de gros de Bouaké (Côte d'Ivoire)



Reconstruction du marché rose de Bamako

III - Les autres activités de la Banque Centrale

1 GESTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE

Au cours de l'exercice 1997, les opérations effectuées aux guichets de la Banque Centrale ont continué d'être marquées par un recours accru aux billets.

1.1 Prélèvements et versements aux guichets

Les prélèvements et les versements de billets et pièces de monnaie aux guichets de l'Institut d'émission se sont inscrits en progression de 11,0 %, pour ressortir à 1.115,7 millions de signes monétaires représentant, en valeur, la somme de 4.825,9 milliards.

1.1.1 Les prélèvements

Les prélèvements ont porté sur 598,9 millions d'unités de signes monétaires, en hausse de 60,2 millions. En valeur, ils se chiffrent à 2.486,1 milliards, soit une augmentation de 389,8 milliards.

Les billets ont représenté 520,2 millions de vignettes pour une valeur de 2.482,4

milliards contre 465,4 millions de vignettes d'une valeur de 2.092,7 milliards au terme de l'exercice précédent. Ils se répartissent comme suit :

Coupures	millions de vignettes	en %
10.000	151,3	29,1
5.000	151,4	29,1
2.500	27,1	5,2
1.000	99,5	19,1
500	90,9	17,5
	520,2	100,0

En nombre, les grosses coupures (10.000 francs et de 5.000 francs) ont représenté 58,2 % des billets en circulation.

Les sorties de pièces de monnaie ont porté sur 78,7 millions d'unités contre 73,3 millions en 1996. D'une année à l'autre, leur valeur est restée quasiment stable, à 3,7 milliards. En nombre, elles ont concerné l'ensemble des valeurs faciales, en particulier les pièces de 10 francs et 100 francs qui ont représenté respectivement 24,9% et 20,1%. Leur répartition a été la suivante :

Pièces	millions d'unités	en %
250	3,9	4,9
100	15,8	20,1
50	12,6	16,0
25	11,1	14,1
10	19,6	24,9
5	12,5	15,9
1	3,2	4,1
	78,7	100,0

1.1.2 Les versements

Les versements sont passés de 466,1 millions d'unités pour une valeur de 2.065,2 milliards en 1996 à 516,8 millions d'unités pour une valeur de 2.339,7 milliards en 1997.

Les billets reçus aux guichets de l'Institut d'émission se sont établis à 508,9 millions de vignettes pour une valeur de 2.339,0 milliards, au lieu de 466,1 millions de coupures d'une valeur de 2.065,2 milliards en 1996. Cette hausse a concerné l'ensemble des coupures, à l'exception de celle de 2.500 francs.

S'agissant des retours de pièces aux guichets, ils ont progressé de 0,7 million d'unités, pour se situer à 7,9 millions. En valeur, ils sont passés de 0,5 milliard en 1996 à 0,7 milliard.

1.2 Composition de la circulation fiduciaire

Le montant des billets et monnaies en circulation s'est accru de 170 milliards, pour s'élever à 1.300,0 milliards à fin décembre 1997.

La circulation fiduciaire a atteint son maximum saisonnier à fin décembre 1997, en se situant à 1.232,2 milliards contre 1.130,0 milliards un an auparavant. A cette date, sa composition fait ressortir un report plus marqué sur les grosses coupures.

Le minimum saisonnier s'est situé à fin septembre 1997, pour une valeur de 1054,1 milliards contre 968,4 milliards un an plus tôt. A ce niveau, on note un recul des grosses coupures au profit des petites valeurs faciales.

Composition de la circulation fiduciaire						
	Minimum		Maximum		Fin d'exercice	
			Pourcentage de la valeur			
	30/09/1996	30/09/1997	31/12/1996	31/12/1997	1996	1997
Billets	95,2	195,0	95,8	96,1	95,8	96,1
Pièces	4,8	5,0	4,2	3,9	4,2	3,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : BCEAO

2 EXÉCUTION DES REGLEMENTS A L'INTERIEUR DE L'UMOA

2.1 Mouvements de billets externes aux guichets des Agences

Au cours de l'exercice 1997, les mouvements de billets, d'un pays à l'autre au sein de l'UMOA, se sont chiffrés à 610,9 milliards contre 774,9 milliards l'exercice précédent, en baisse de 164,0 milliards.

Les billets émis en Côte d'Ivoire continuent de représenter une part importante des billets déplacés, soit 39,4%. Le Bénin et le Burkina ont enregistré une baisse significative des entrées en billets déplacés.

2.2 Dispositions entre les Etats membres de l'UMOA

Les flux nets de capitaux entre les Etats membres de l'UMOA sont passés de 754,6 milliards en 1996 à 751,9 milliards en 1997, soit un repli de 2,7 milliards. Cette légère baisse a concerné l'ensemble des

Etats, sauf le Burkina et la Côte d'Ivoire.

Au **Bénin**, le solde négatif des échanges s'est accentué, en passant de 51,4 milliards en 1996 à 81,3 milliards. Cette évolution s'est opérée essentiellement en faveur de la Côte d'Ivoire dont les émissions vers le Bénin se sont contractées de 37,6 milliards.

Au **Burkina**, la situation nette des transactions est ressortie positive de 5,9 milliards contre des flux nets négatifs de 12,3 milliards en 1996, sous les effets conjugués de la baisse des émissions de 10,8 % vers les autres Etats membres de l'UMOA et l'accroissement de 11,4 % des flux en provenance desdits Etats.

En **Côte d'Ivoire**, le solde excédentaire des transactions a quasiment doublé, après avoir enregistré une baisse de 60 % en 1996. En effet, il s'est élevé à 225,5 milliards, s'inscrivant en progression de 107 milliards, en liaison avec la réduction des

BCEAO - Mouvements de billets externes aux guichets des Agences (millions de francs CFA)*

	EXERCICE 1996			EXERCICE 1997			VARIATIONS		
	ENTREES	SORTIES	SOLDES	ENTREES	SORTIES	SOLDES	ENTREES	SORTIES	SOLDES
Bénin	245 977	67 539	178 438	109 569	68 839	40 730	- 136 408	1 300	- 137 708
Burkina	83 024	118 738	- 35 714	76 150	101 937	- 25 787	- 6 874	- 16 801	9 927
Côte d'Ivoire	107 264	279 710	- 172 446	88 774	240 546	- 151 772	- 18 490	- 39 164	20 674
Mali	50 878	93 705	- 42 827	52 662	86 303	- 33 641	1 784	- 7 402	9 186
Niger	52 673	86 055	- 33 382	53 015	49 282	3 733	342	- 36 773	37 115
Sénégal	78 023	26 180	51 843	73 318	15 720	57 598	- 4 705	- 10 460	5 755
Togo	157 054	102 966	54 088	157 384	48 245	109 139	330	- 54 721	55 051
UMOA	774 893	774 893	-	610 872	610 872	-	- 164 021	- 164 021	-

Source : BCEAO

* Mouvements de fonds inter-agences des billets émis par la Guinée-Bissau négligeables (entrée dans l'UMOA le 2 mai 1997).

émissions et l'accroissement des réceptions en provenance essentiellement du Mali, du Niger et du Togo.

En **Guinée-Bissau**, les transactions intra-communautaires se sont soldées par un déficit de 118 millions.

Au **Mali**, le déficit des échanges intra-communautaires s'est situé à 78,1 milliards contre 38,3 milliards en 1996, du fait de l'augmentation de 13,5 milliards des sorties de capitaux et surtout du recul de 26,3 milliards des entrées, imputable aux mouvements de capitaux en provenance de l'ensemble des autres Etats membres de l'UMOA.

Au **Niger**, le solde négatif des dispositions est ressorti à 49,1 milliards contre

23 milliards en 1996, en raison de l'augmentation de 13,6 milliards des sorties de capitaux et de la baisse de 12,5 milliards des entrées.

Au **Sénégal**, l'excédent des flux est passé de 16,8 milliards en 1996 à 0,2 milliard, en liaison notamment avec la contraction de 41,3% des transactions en provenance de la Côte d'Ivoire.

Au **Togo**, le solde excédentaire des échanges s'est effrité de 25,3 milliards pour se chiffrer à 2,2 milliards. Cette évolution est consécutive à l'accroissement de 44,7 milliards des sorties de capitaux qui ont atteint 87,2 milliards.

BCEAO - Dispositions entre les pays de l'UMOA (en millions de francs CFA)

	Flux nets 1996			Flux nets 1997			Variations
	Reçus	Emis	Soldes	Reçus	Emis	Soldes	
			(1)			(2)	(2) - (1)
Bénin	101 057	152 437	-51 380	71 030	152 332	-81 302	-29 922
Burkina	76 791	89 057	-12 266	85 472	79 529	5 943	18 209
Côte d'Ivoire	322 970	204 475	118 495	359 832	134 297	225 535	107 040
Guinée-Bissau	...		...	500	619	-119	-119
Mali	43 773	82 097	-38 324	17 502	95 611	-78 109	-39 785
Niger	22 770	45 785	-23 015	10 345	59 400	-49 055	-26 040
Sénégal	90 503	73 662	16 841	73 874	73 641	233	-16 608
Togo	69 951	42 469	27 482	89 383	87 205	2 178	-25 304
SIEGE	26 765	64 598	-37 833	43 961	69 265	-25 304	12 529
TOTAL	754 580	754 580	0	751 899	751 899	0	0

Source : BCEAO

3 EXECUTION DES REGLEMENTS AVEC L'EXTERIEUR

3.1 Opérations sur billets

Au cours de l'exercice 1997, les opérations sur billets avec l'étranger ont concerné exclusivement les rapatriements de billets francs français. Elles ont porté sur un montant de 29,6 milliards, en augmentation de 11,6 milliards par rapport à l'exercice précédent.

3.2 Transferts scripturaux

Les transferts de fonds, exécutés par l'intermédiaire de la Banque Centrale, se sont soldés à la fin de l'exercice 1997 par une sortie nette de 1,3 milliard contre 123,9 milliards un an plus tôt.

Les règlements bancaires sur l'extérieur se sont élevés à 954,1 milliards à fin décembre 1997, en progression de 94,6 milliards. Les transferts reçus par les banques se sont chiffrés à 958,3 milliards, en augmentation de 166,0 milliards. Ces évolutions se sont traduites par une entrée nette de fonds de 4,2 milliards contre un

solde déficitaire de 67,2 milliards en 1996.

Les Trésors et autres organismes publics ont transféré à l'extérieur de l'UMOA, principalement au titre du règlement du service de la dette publique, 623,7 milliards contre 615,9 milliards en 1996. Les concours financiers reçus de la communauté internationale se sont inscrits à 616,3 milliards, en hausse de 11,5%. Le déficit des opérations des Trésors et organismes publics s'est par conséquent chiffré à 7,4 milliards contre une sortie nette de capitaux publics de 63,4 milliards en 1996.

S'agissant des règlements effectués par l'intermédiaire de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO), les émissions se sont limitées à 0,1 milliard, tandis que les transferts reçus se sont élevés à 2,0 milliards, marquant ainsi une régression par rapport à l'exercice antérieur. En définitive, les opérations de la BCEAO avec les autres banques centrales membres de l'AMAO se sont soldées par un excédent net de 1,9 milliard, en recul par rapport au niveau de 6,7 milliards réalisé en 1996.

U.M.O.A - Flux nets de transferts (en millions de francs CFA)

	Transferts reçus		Transferts émis		S o l d e s	
	1996	1997	1996	1997	1996	1997
Banques	792.289	958.278	859.478	954.110	- 67.189	+ 4.168
Trésors et organismes publics	552.525	616.333	615.903	623.702	- 63.378	- 7.369
A.M.A.O.	6.959	2.047	297	109	+ 6.662	+ 1.938
Total	1.351.773	1.576.658	1.475.678	1.577.921	-123.905	- 1.263

Source : BCEAO

4 EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET DES CHANGES

4.1 Evolution du réseau bancaire

L'effectif des banques agréées dans l'UMOA s'est accru de quatre unités au cours de l'année 1997, pour s'établir à cinquante-huit.

Le renforcement du réseau bancaire de l'UMOA résulte d'une part, des agréments accordés à ECOBANK-Burkina et à la Bank of Africa-Burkina Faso, et d'autre part, de la prise en compte de deux établissements en activité en Guinée-Bissau, la Banco Totta & Acores S.A. (BTA) et la Banco Internacional Da Guiné-Bissau (BIGB), à la suite de l'adhésion de ce pays à l'UMOA.

La Barclay's Bank C.I. a changé de dénomination pour devenir la Compagnie Bancaire de l'Atlantique en Côte d'Ivoire (CO-BACI), après son rachat par la Banque Atlantique de Côte d'Ivoire (BACI).

Le réseau des établissements financiers s'est renforcé de deux unités, pour ressortir à vingt-huit établissements, en liaison avec les agréments accordés à la Société Burkina-bail et à la Société Malienne de Financement (SOMAFI), spécialisées dans les opérations de crédit direct et de crédit-bail.

Par ailleurs, la Société Générale de Crédit Automobile du Sénégal (SOGECA) a changé de dénomination, pour devenir la Société Financière d'Équipement, afin d'en assurer la conformité avec la diversification de ses activités.

Répartition des établissements de crédit par pays

	31 décembre 1996				31 décembre 1997			
	Banques	Ets.		Guichets	Banques	Ets.		Guichets
		Fin.	P1	P2		Fin.	P1	P2
Bénin	5	4	84	-	5	4	84	-
Burkina	5	3	58	38	7	4	61	38
Cote d'Ivoire	15	7	166	3	15	7	166	3
Guinée-Bissau	...		...	2	-	2	-	
Mali	7	1	67	--	7	2	68	-
Niger	6	2	14	--	6	2	15	-
Sénégal	9	5	60	1	9	5	60	1
Togo	7	4	82	3	7	4	82	3
UMOA	54	26	531	45	58	28	537	45

N.B. P1 = guichets permanents ; P2 = guichets périodiques et bureaux.

Entrée de la Guinée-Bissau dans l'UMOA en mai 1997.

Source : BCEAO

4.2 Programmes d'assainissement des banques

Le processus d'assainissement du système bancaire de l'UMOA a été marqué par des résultats probants enregistrés dans le cadre de la restructuration des ex-unités Méridien BIAO et par la reprise des activités des banques islamiques exerçant dans certains Etats membres.

La restructuration de la Banque pour le Financement du Commerce et des Investissements du **Burkina** (BFCI-B) est en bonne voie, avec la cession envisagée de 51% des parts de l'Etat dans le capital de la banque, au groupe Société Générale de France et à la Société Financière Internationale (SFI).

En **Côte d'Ivoire**, la Banque Internationale pour l'Afrique de l'Ouest (BIAO-CI) dont la privatisation a été autorisée à hauteur de 70%, est à la recherche d'actionnaires susceptibles de jouer le rôle de partenaires techniques et financiers. L'encours net des titres émis dans le cadre du Programme d'Ajustement du Secteur Financier (PASFI) s'est chiffré à 120,9 milliards, en réduction de 11,6 milliards à la suite des amortissements effectués en 1997.

Au **Mali**, le Gouvernement a accepté, dans le cadre de son soutien à la Banque Internationale pour le Mali (BIM-SA), de subordonner le remboursement de son prêt participatif d'un montant de 3,0 milliards, à la restructuration complète de la banque et au remboursement de sa créance sur le Méridien International Bank Limited (MIBL). La BIM-SA est également à la recherche d'un partenaire technique et financier. La Banque Islamique du **Niger** pour le Commerce et l'Investissement (BINCI) a ouvert ses guichets le 7 juillet 1997.

Au **Sénégal**, la réhabilitation de la Banque Sénégal-Tunisienne reste liée à sa recapitalisation et à l'apurement de ses pertes.

Au **Togo**, au cours d'une assemblée des obligataires, la décision a été prise d'entreprendre les démarches nécessaires pour transformer la Société Nationale d'Investissement et des Fonds Annexes (SNI-FA) en banque. Les rapports provisoires des études stratégiques en cours de réalisation font ressortir la nécessité de restructurer la Caisse d'Epargne du Togo (CET) et la Société Nationale d'Investissement et des Fonds Annexes (SNI-FA).

S'agissant des recouvrements de créances gelées et des remboursements des dépôts dans les établissements de crédit liquidés, leurs montants cumulés ont atteint respectivement 185,6 milliards et 137,8 milliards à fin décembre 1997 contre 120,0 milliards et 99,0 milliards l'année précédente. Les actions engagées en vue du recouvrement des créances sur le Groupe Méridien, n'ont pas encore enregistré de résultats significatifs.

4.3 Dispositions réglementaires

Lors de sa session du 3 juillet 1997, le Conseil des Ministres de l'UMOA a décidé du principe de l'institution d'un agrément unique pour les établissements de crédit installés dans l'UMOA. Les modalités d'application de cet agrément restent à définir.

En ce qui concerne les fonds interbancaires de garantie, le Conseil a décidé, en sa séance du 16 décembre 1997, d'exclure du plafond des concours consentis aux dirigeants et au personnel, les engagements de garantie, dans l'attente du réaménagement global du dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit.

4.4 Evolution de l'activité des banques

Les ressources du système bancaire se sont chiffrées à 3.505,5 milliards au 31 décembre 1997, enregistrant ainsi une progression de 5,6%. Cette évolution est imputable principalement à l'accroissement de 247,3 milliards des dépôts et emprunts et de 28,7 milliards des fonds permanents. En particulier, les dépôts et emprunts à terme ont crû de 142,1 milliards. Les autres ressources des banques ont baissé de 91,6 milliards.

Les emplois bancaires se sont inscrits en hausse de 9,4%, pour se chiffrer à 3.311,2 milliards. Cette évolution s'explique exclusivement par l'augmentation de 336,9 milliards des crédits, les autres emplois ayant déchu de 51,6 milliards.

S'agissant des crédits à moyen et long terme, ils ont représenté 7,6% des nouveaux financements bancaires à l'économie. Sur la base de l'ensemble de ces évolutions, la trésorerie des banques a accusé une baisse de 100,9 milliards, pour se situer à 194,3 milliards à fin décembre 1997.

UMOA - Evolution des emplois et ressources des banques (en milliards de francs CFA)

	Décembre 1996 (1)	Décembre 1997 (2)	Variations en valeur 3=(2)-(1)	Variations en % 4=3/1
1 CREDITS	2.134,7	2.471,6	336,9	15,8%
- Crédits à long terme	269,8	267,4	-2,4	-0,9%
- Crédits à moyen terme	504,1	532,0	27,9	5,5%
- Crédits à court terme	1.219,5	1.503,4	283,9	23,3%
Dont crédits de campagne	204,8	298,7	93,9	45,8%
- Opérations de crédit-bail & assimi.	1,7	2,5	0,8	47,1%
- Crédits en souffrance	139,6	166,3	26,7	19,1%
dont douteux et litigieux (a)	98,0	123,2	25,2	25,7%
(a)/crédits	4,59%	4,98%		
2 AUTRES EMPLOIS	891,2	839,6	-51,6	-5,8%
dont Titres d'Etat	328,5	317,0	-11,5	-3,5%
Immobilisations financières	151,5	192,6	41,1	27,1%
Autres immobilisations	95,0	109,5	14,5	15,3%
A TOTAL EMPLOIS (1+2)	3.025,9	3.311,2	285,3	9,4%
1 FONDS PERMANENTS	268,6	297,3	28,7	10,7%
2 DEPOTS ET EMPRUNTS	2.656,3	2.903,6	247,3	9,3%
- A terme	1.350,4	1.492,5	142,1	10,5%
- Comptes disponibles	1.305,9	1.411,1	105,2	8,1%
3 Divers	396,2	304,6	-91,6	-23,1%
B TOTAL RESSOURCES (1+2+3)	3.321,1	3.505,5	184,4	5,6%
4 DEFICIT OU EXCEDENT (B-A)	295,2	194,3	-100,9	-34,2%
5 DISPONIBILITES	-64,4	-79,2	-14,8	23,0%
6 BANQUES ET CORRESPONDANTS (net)	-251,8	-128,6	123,2	-48,9%
- emplois	532,6	508,0	-24,6	-4,6%
- ressources	280,8	379,4	98,6	35,1%
7 BANQUE CENTRALE	21,0	13,5	-7,5	-35,7%
- concours	146,7	121,6	-25,1	-17,1%
- dépôts	125,7	108,1	-17,6	-14,0%

Source : BCEAO

4.5 Activités des chambres de compensation

Au cours de l'exercice 1997, le volume des valeurs échangées en chambre de compensation est ressorti à 11.120,0 milliards, en hausse de 7,6 %.

Cette évolution, qui prolonge la tendance haussière amorcée en 1992-1993, a concerné toutes les places, sauf celle de Guinée Bissau où les activités de la chambre n'ont pas encore démarré. Les transactions ont progressé entre un minimum de 4,68% au Bénin et un maximum de 23,28% au Burkina en 1997.

UMOA - Valeurs échangées en chambre de compensation (en milliards de francs CFA)

	1992-93	1993-94	1994-95 (1)	1994-95	1996 (a)	1997 (b)	Variation en % (b-a)/a
Bénin	161,2	295,1	409,6	327,7	448,4	469,4	4,7
Burkina	215,8	180,1	341,3	273,0	511,9	631,1	23,3
Côte d'Ivoire	3 133,1	4 309,9	6 764,7	5 411,8	6 633,5	7 003,5	5,6
Guinée-Bissau	-	-	-	-	-	-	-
Mali	189,5	326,8	450,3	360,2	712,3	768,2	7,8
Niger	58,2	62,1	113,0	90,4	95,8	114,5	19,5
Sénégal	950,0	1 066,6	1 695,9	1 356,7	1 600,7	1 728,8	8,0
Togo	59,6	195,2	357,9	282,6	328,6	404,5	23,1
Totaux	4 767,4	6 435,8	10 132,7	8 102,4	10 331,2	11 120,0	7,6

(1) Exercice de quinze (15) mois : octobre 94 - décembre 95, à la suite de l'alignement de l'exercice social sur l'année civile

N.B. : La place de Bissau n'a pas encore démarré ses activités.

Source : BCEAO

5 COOPERATION MONETAIRE

5.1 Relations avec le Fonds Monétaire International (FMI)

Les opérations effectuées par la Banque Centrale avec le Fonds Monétaire International, pour le compte des Etats membres de l'UMOA, se sont soldées, à fin décembre 1997, par des entrées nettes de ressources de 14,6 millions de DTS soit 12,5 milliards contre 74,8 millions de DTS ou 55,8 milliards un an plus tôt. Cette contraction est essentiellement liée à la baisse des concours du FMI et la hausse des rachats de monnaie.

Les tirages bruts se sont élevés à 106,7 millions de DTS pour une valeur de 86,3 milliards contre 169,6 millions de DTS, soit 126,4 milliards en 1996. Tous les tirages ont concerné des ressources administrées, exclusivement au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée (FASR).

Les rachats de monnaie, relatifs principalement aux remboursements, sont ressortis à 90,7 millions de DTS, soit 72,8 milliards contre 86,4 millions de DTS évalués à 64,3 milliards l'année précédente. Ces opérations ont dégagé des pertes de change de 1,9 milliard contre des gains de 2,6 milliards en 1996.

Les engagements nets des Etats membres de l'UMOA vis-à-vis du FMI, au titre tant de l'utilisation des ressources générales que des prêts de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) et de la Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée (FASR), se sont globalement établis à 933,4 millions de DTS, enregistrant ainsi une hausse de 2%.

Les paiements d'intérêts et de commissions se sont élevés à 6,1 millions de DTS, pour une contre-valeur de 5,0 milliards contre 12,1 millions de DTS, soit 9,0 milliards l'année précédente. Ils ont concerné les commissions versées au titre de l'utilisation des ressources générales (1,6 million de DTS) et le règlement des intérêts au titre de l'utilisation des ressources administrées (4,5 millions de DTS).

Le règlement de la majeure partie de ces charges a nécessité l'acquisition de 56,9 millions de DTS, équivalant à 50,9 milliards, pour le compte des Etats dont les avoirs en DTS ne permettaient pas les paiements requis.

Par ailleurs, le FMI a versé 4,7 millions de DTS ou 4,1 milliards aux Etats membres de l'UMOA, au titre de la rémunération de leurs positions créditrices contre 3,7 millions de DTS, soit 2,7 milliards en 1996.

Dans le cadre du réajustement de ses avoirs en monnaie des Etats membres, régi par l'article V, section 11 de ses Statuts, le FMI a revu à la hausse, au 30 avril 1997, de 1,8 million environ, ses avoirs en francs CFA dans les livres de la Banque Centrale, en relation avec la dépréciation de l'ordre de 6,2% du franc CFA vis-à-vis du DTS.

5.2 Relations avec les autres institutions

Dans le cadre du renforcement de la coopération monétaire, la Banque Centrale a participé aux différentes réunions du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CE-

DEAO). Le Comité a tenu trois sessions, organisées respectivement les 15 et 16 mai à Conakry, le 22 août à Abuja et le 5 décembre à Dakar.

Au cours de leurs assises, les Gouverneurs ont pris note de la poursuite de la tendance à la baisse des opérations du mécanisme de compensation de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO), en liaison avec le processus de libéralisation de la réglementation des changes des Etats membres et le développement de la composante informelle du commerce intra-communautaire. Les transactions nettes, enregistrées au cours de la période allant de septembre 1996 à août 1997, se sont élevées à 4,5 millions d'unités de compte de l'Afrique de l'Ouest (UCAO), en retrait de 7,6% par rapport à l'exercice précédent. Les transactions financières ont représenté 88,5% du total des règlements transitant par le mécanisme de compensation.

Les Gouverneurs ont poursuivi leurs réflexions sur les modalités d'introduction de nouveaux instruments de paiement, susceptibles de contribuer à l'intensification des échanges intra-communautaires. Ils ont également décidé de la mise en place, pour

compter du 1^{er} janvier 1998, d'un **Fonds de Crédit et de Garantie** dans le cadre du mécanisme de compensation de l'AMAO.

Le Comité des Gouverneurs a également procédé à la revue de la mise en œuvre du **programme de coopération monétaire de la CEDEAO**. Dans la perspective d'organiser une véritable convergence des politiques et des performances économiques et financières des Etats membres, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté, sur proposition des Gouverneurs, a institué, lors de sa vingtième session des 28 et 29 août 1997 à Abuja, un Comité *ad hoc*, comprenant les Chefs d'Etat de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Ghana, du Nigeria et du Togo. Ce comité a pour mission d'insuffler l'impulsion politique nécessaire à l'accélération de la mise en œuvre, par les Etats membres, des réformes indispensables à l'avènement d'une monnaie régionale crédible.

Par ailleurs, les Gouverneurs, réunis le 22 septembre 1997 à Hong Kong, en marge des Assemblées annuelles des Institutions de Bretton Woods, sont convenus, après plusieurs tentatives de reprise normale des activités du **Centre Africain d'Etudes Monétaires (CAEM)**, du principe de sa fermeture.

6 AUTRES ACTIVITES DE LA BANQUE CENTRALE

6.1 Intégration économique des Etats membres de l'UEMOA

Le processus d'intégration des économies de l'UEMOA a été marqué, au cours de l'année 1997, par la poursuite du programme de libéralisation des échanges intra-communautaires et l'approfondissement de la surveillance multilatérale des politiques économiques.

6.1.1 L'unification des espaces économiques nationaux

Une étape importante a été franchie dans la mise en place de l'union douanière, avec le renforcement du régime tarifaire préférentiel transitoire des échanges communautaires. En effet, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres de l'UEMOA a décidé, lors de sa session du 23 juin 1997 à Lomé, de l'application, à compter du 1^{er} juillet 1997, d'un abattement tarifaire additionnel de 30% pour les produits industriels originaires agréés, portant ainsi à 60% la préférence communautaire pour lesdits produits.

La prochaine étape concerne la mise en place, à partir du 1^{er} juillet 1998, de dispositions transitoires devant aboutir à l'institution effective, dès le 1^{er} janvier 2000, d'une union douanière. Tenant compte de l'hétérogénéité des structures tarifaires des Etats membres, le Conseil des Ministres de l'UEMOA a, lors de sa session du 29 novembre 1997, retenu le schéma ci-après :

- la mise en œuvre d'un tarif extérieur commun (TEC), caractérisé par une structure tarifaire uniforme (0%, 5%, 10%, 20%) pour compter du 1^{er} janvier 2000 et l'orga-

nisation par les Etats membres de la convergence tarifaire requise en 1998 et 1999 ;

- le maintien, au cours de l'année 1998, du niveau d'abattement tarifaire en vigueur pour les échanges intra-UEMOA, à savoir 60% pour les produits industriels originaires agréés, et l'application d'un abattement tarifaire de 80% pour lesdits produits durant l'année 1999 ;

- le désarmement tarifaire interne intégral à partir du 1^{er} janvier 2000.

6.1.2 La surveillance multilatérale des politiques macro-économiques nationales

La Banque Centrale participe avec la commission de l'UEMOA et la BOAD, au secrétariat conjoint de la surveillance multilatérale des politiques et des performances macro-économiques des Etats membres de l'UEMOA. A cet égard, elle veille notamment à la mise en cohérence des orientations de politique économique avec les directives de politique de la monnaie et du crédit.

Les directives de politique économique, arrêtées par le Conseil des Ministres de l'UEMOA pour l'année 1997, ont été axées sur la maîtrise de l'inflation et l'organisation d'une convergence accrue des performances budgétaires des Etats membres. Elles mettent également un accent particulier sur la réorientation des dépenses publiques vers les investissements socio-économiques de base, ainsi que sur la résorption des arriérés de paiement des Etats.

Tenant compte des progrès enregistrés par les Etats membres depuis la mise en place du dispositif de surveillance multilatérale des politiques et des performances

macro-économiques, le Conseil des Ministres a décidé, lors de sa session de septembre 1997, de ramener de 50% à 40%, la norme relative au ratio de la masse salariale aux recettes fiscales. Il a également recommandé la réduction du taux d'inflation en deçà de 3% et la réalisation d'un taux de croissance réelle minimum de 5%.

Les données disponibles pour l'année 1997 traduisent, d'une manière générale, le respect de la plupart des normes de convergence. La faiblesse du rapport des investissements sur ressources intérieures aux recettes fiscales constitue, cependant, un facteur de préoccupation.

Afin de renforcer la pertinence, la comparabilité et la fiabilité des indicateurs de convergence, le Conseil des Ministres a adopté, lors de sa session du 16 décembre 1997, des directives relatives à l'harmonisation du cadre des lois des finances et au règlement général sur la comptabilité publique, ainsi qu'un règlement faisant de l'indice harmonisé des prix à la consommation la mesure officielle de l'inflation dans les Etats membres.

6.2 Marché financier régional

Les principales actions menées par la Banque Centrale dans la perspective de la mise en oeuvre du Marché Financier Régional de l'UEMOA ont été articulées autour des axes ci-après :

- le transfert, au cours de séances de travail organisées du 15 au 17 janvier 1997 à Dakar, des "dossiers" relatifs à la Bourse Régionale de Valeurs Mobilières et au Dépositaire Central - Banque de Règlement, au Conseil d'Administration des deux sociétés, mis en place en décembre 1996 à Cotonou ;

- l'organisation de la mise en place du Conseil Régional de l'Epargne Publique

et des Marchés Financiers ;

- l'assistance multiforme aux deux structures centrales privées du marché et au Conseil Régional ;

- les actions de communication et de recherche de financements concessionnels pour le projet.

6.2.1 Assistance de la BCEAO au Conseil d'Administration des deux structures privées

Le Conseil d'Administration de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières et du Dépositaire Central - Banque de Règlement a entamé l'immobilisation et la dématérialisation des valeurs cotées à la Bourse des Valeurs d'Abidjan, en vue de leur transfert à la côte régionale

Appuyé par la Banque Centrale, il a également procédé à l'acquisition des équipements et logiciels informatiques ainsi qu'à l'aménagement des locaux du site central et des Antennes Nationales de la Bourse (ANB).

6.2.2 Mise en place du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers

Les démarches entreprises par la Banque Centrale ont abouti, le 3 juillet 1997 à Dakar, à la signature de la Convention portant création du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers, chargé d'une part, d'organiser et de contrôler l'appel public à l'épargne et d'autre part, d'habiliter et de contrôler les intervenants sur le marché financier régional.

A la suite de la ratification de la Convention par les organes nationaux compétents des Etats membres de l'UEMOA, le Conseil des Ministres a procédé, au cours de sa séance du 11 septembre 1997 à Dakar, à la nomination des membres du Conseil Régional. A la fin de

l'année, il restait à pourvoir deux postes, à savoir ceux du représentant de la Guinée-Bissau et d'un expert comptable. Le Conseil Régional ainsi constitué a été solennellement installé le 20 octobre 1997 à Abidjan.

Le transfert des dossiers entre la Banque Centrale et le Conseil Régional a eu lieu au cours d'un séminaire organisé les 21 et 22 octobre 1997, consacrant la fin de la mission confiée par les Autorités de l'UEMOA au Gouverneur de la BCEAO, de conduire les diligences nécessaires jusqu'à la mise en place des structures centrales du marché.

6.2.3 Assistance de la BCEAO au Conseil Régional

A la demande du Conseil Régional, la Banque Centrale a mis à la disposition de l'organe de tutelle du marché, pour une période de trois mois, une équipe d'assistance technique. L'équipe avait pour mission d'appuyer le Conseil Régional, dans les diligences nécessaires à l'ouverture de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, en attendant la mise en place des structures techniques du Conseil.

Les actions menées ont permis d'élaborer le cadre réglementaire des activités du marché, ayant abouti en particulier à l'adoption par le Conseil des Ministres, le 28 novembre 1997 à Ouagadougou, du "Règlement Général relatif à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle du marché financier régional de l'UEMOA". En application de ce Règlement Général, le Conseil Régional a adopté, en sa session du 29 novembre 1997, des instructions relatives à :

- l'organisation de l'appel public à l'épargne au sein de l'UEMOA ;
- l'agrément de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières ;
- l'agrément du Dépositaire

Central/Banque de Règlement ;

- l'agrément des sociétés de gestion et d'intermédiation (SGI) ;
- l'agrément des sociétés de gestion de patrimoine ;
- l'habilitation des apporteurs d'affaires, conseils en investissements boursiers et démarcheurs ;
- la délivrance des cartes professionnelles ;
- l'application d'un barème des tarifs pour la délivrance des visas, des agréments et des cartes professionnelles.

Doté des moyens réglementaires nécessaires pour l'exercice de sa mission, le Conseil Régional a autorisé un appel public à l'épargne, agréé treize sociétés de gestion et d'intermédiation et délivré quarante-sept cartes professionnelles en faveur de personnes physiques appelées à travailler dans les structures agréées.

La définition du cadre réglementaire ainsi que l'agrément et l'habilitation des acteurs du marché créent les conditions requises, au plan réglementaire, pour le démarrage des activités de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières. Celle-ci devrait en effet être opérationnelle en 1998, en liaison avec la conduite à terme des actions de dématérialisation des titres cotés à la Bourse des Valeurs d'Abidjan et des tests des installations, équipements et logiciels informatiques.

6.3 Centrale des bilans

Les travaux relatifs à la création de la Centrale des Bilans de l'UEMOA ont principalement concerné la promotion du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA), la production des outils techniques et pédagogiques d'accompagnement du SYSCOA ainsi que la préparation des textes

relatifs aux structures nationales et communautaires devant organiser l'environnement institutionnel du nouveau référentiel comptable. L'ensemble de ces actions ont visé l'entrée en vigueur harmonieuse du SYSCOA, à compter du 1^{er} janvier 1998.

6.3.1 Outils techniques et pédagogiques du SYSCOA

Des outils techniques et pédagogiques du SYSCOA ont été produits, à l'effet de contribuer à l'assimilation aisée et à la bonne application du nouveau référentiel comptable. Il s'agit du guide d'application, des tableaux de passage, du Système Minimal de Trésorerie, de la liste intégrale des comptes et états financiers ainsi que des plans et supports de formation. En outre, le règlement du Conseil des Ministres portant adoption du SYSCOA a été publié, en 1000 exemplaires, au Bulletin Officiel de l'UEMOA, sous la forme d'une édition spéciale.

Par ailleurs, deux sessions de formation de formateurs, chargés d'assurer la vulgarisation du SYSCOA dans les Etats membres de l'UEMOA, ont été organisées sur l'initiative de la Banque Centrale. Elles ont regroupé d'une part, du 10 au 14 mars 1997 à Dakar, des experts-comptables et d'autre part, du 17 au 21 mars 1997 à Abidjan, des enseignants de comptabilité et des experts de Directions Générales des Impôts.

6.3.2 Environnement institutionnel du SYSCOA

La Banque Centrale a obtenu des Ministres chargés de l'Economie et des Finances, la prorogation du mandat ainsi que l'extension du domaine de compétence des Comités Nationaux du SYSCOA dont les représentants, réunis en mars 1997 au Siège de la BCEAO, ont apporté une contribution significative à la rédaction des projets de textes relatifs aux structures nationales et

communautaires à instituer :

- le Conseil Comptable Ouest Africain (CCOA), structure communautaire de normalisation comptable,
- le Conseil Permanent de la Profession Comptable (CPPC), structure communautaire de réglementation de la profession comptable,
- le Conseil National de la Comptabilité (CNC),
- l'Ordre National des Experts Comptables et des Comptables Agréés (ONECCA),
- les Centres de Gestion Agréés (CGA).

Les textes relatifs à ces différentes structures ont été adoptés et ont fait l'objet, le 28 novembre 1997, de directives et règlements du Conseil des Ministres de l'UEMOA.

6.4 Centralisation des incidents de paiement

La centralisation des incidents de paiement est entrée en phase opérationnelle, le projet de loi uniforme sur les instruments de paiement ayant été adopté par les Etats membres de l'UEMOA. A cet effet, la Banque Centrale s'est attelée à la mise en œuvre de la Centrale des Incidents de Paiement, notamment en ce qui concerne les principales diligences suivantes :

- l'acquisition et l'installation des équipements informatiques (serveurs et micro-ordinateurs) dans les Agences Principales de la Banque Centrale ;
- la formation des agents de l'Institut d'émission et des établissements teneurs de comptes, appelés à prendre en charge la centralisation des incidents de paiement ;
- l'information et la sensibilisation

des établissements teneurs de comptes, des Autorités Judiciaires, des chambres de commerce et des sociétés de télécommunication.

Au niveau des sites où le logiciel de gestion de la centralisation des incidents de paiement informatique a été installé et testé, il a été procédé à la normalisation des instruments de paiement (chèque, carte bancaire, billet à ordre et lettre de change) ainsi que la constitution du Fichier national des Comptes Bancaires (FICOB) qui recense l'ensemble des comptes de chèques ouverts dans les livres des établissements teneurs de comptes.

Au niveau de l'Agence Principale choisie comme site pilote, à la constitution des bases de données dans le serveur de collecte s'est ajoutée l'alimentation du serveur de diffusion. Aussi, est-il devenu possible à toute personne située à l'intérieur comme à l'extérieur de l'UMOA, de s'assurer de la régularité d'un titre de paiement, en composant directement le numéro audiotex/vidéotex attribué au serveur de la Centrale des Incidents de Paiement.

6.5 Promotion des institutions de financement décentralisées

Le cadre juridique applicable aux institutions de financement décentralisées est intégralement entré en vigueur dans l'ensemble des Etats membres de l'UMOA au cours de l'année 1997.

Le Projet Appui à la Réglementation des Mutuelles d'Épargne et de Crédit, initié par la Banque Centrale, en coopération avec le Développement International Desjardins (DID) en est à sa troisième phase de réalisation. Ce projet bénéficie de l'appui

de l'Agence Canadienne pour le Développement International (ACDI) à hauteur de 5,5 millions de dollars canadiens. Les actions prioritaires visées par le projet concernent l'appui à :

- la mise en place et au fonctionnement de structures pérennes au sein des Ministères chargés des Finances de chaque Etat membre de l'UMOA, afin de permettre à celles-ci d'accomplir efficacement les fonctions qui leur sont dévolues par la réglementation sur les coopératives d'épargne et de crédit et autres systèmes financiers décentralisés (SFD) ;

- la concertation et l'harmonisation des pratiques au sein de l'UMOA tant des institutions coopératives d'épargne et de crédit et autres systèmes financiers décentralisés, que des structures chargées de leur surveillance.

Dans le cadre du **Programme d'Appui aux Structures Mutualistes d'Épargne et de Crédit (PA-SMEC)**, soutenu par le Bureau International du Travail (BIT) sur financement du Royaume de Norvège pour un montant de 2 millions de dollars US, la Banque Centrale a réalisé des banques de données sur les systèmes financiers décentralisés. Sur la base des données arrêtées au niveau de l'UMOA, les ressources des SFD ressortent à 60,6 milliards en 1995 (dont 30,8 milliards de dépôts) contre 42,2 milliards (dont 19,3 milliards de dépôts) en 1994. Quant aux encours de crédit, ils se sont élevés à 41,6 milliards contre 24,3 milliards un an auparavant. Le nombre de membres est passé de 402.934 en 1994 à 646.621.

Par ailleurs, le PA-SMEC a initié des séances de formation à l'intention des responsables de formation au sein des Systèmes Financiers Décentralisés.



Capitaines frais débarqués par les pêcheurs artisanaux (Sénégal)



Récupération d'une parcelle de Tanne (terre salée) par les paysans, vallée de Nguindir, Sédhiou (Sénégal)

IV - L'Administration et les comptes de la Banque Centrale

1 VIE ET FONCTIONNEMENT DES ORGANES STATUTAIRES

Au cours de l'exercice 1997, les instances ont tenu leurs assises, conformément aux dispositions du Traité constituant l'Union Monétaire Ouest Africaine et des Statuts de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest qui lui sont annexés.

1.1 Conférence des Chefs d'Etat de l'UMOA

La Conférence des Chefs d'Etat de l'UMOA s'est réunie le 23 juin 1997 à Lomé. Le sommet a été présidé par son Excellence Gnassingbé EYADEMA, Président de la République Togolaise, son Président en exercice. Etaient également présents :

- S.E. Mathieu KEREKOU, Président de la République du Bénin ;

- S.E. Blaise COMPAORE, Président du Burkina Faso ;

- S.E. Henri Konan BEDIE, Président de la République de Côte d'Ivoire ;

- S.E. Nino VIEYRA, Président de la République de Guinée-Bissau ;

- S.E. Alpha Oumar KONARE,

Président de la République du Mali ;

- S.E. Ibrahim Maïnassara BARE, Président de la République du Niger ;

- S.E. Abdou DIOUF, Président de la République du Sénégal.

Ont pris part aux travaux :

- Monsieur Kwassi KLUTSE, Premier Ministre du Togo ;

- Monsieur Charles Konan BANNY, Gouverneur de la BCEAO ;

- Monsieur Moussa TOURE, Président de la Commission de l'UEMOA ;

- Monsieur Boni YAYI, Président de la Banque Ouest Africaine de Développement.

En outre, les Ministres des Finances des Etats membres de l'UEMOA ainsi que des représentants d'institutions internationales ont assisté aux travaux.

L'ordre du jour de la Conférence a été consacré à l'examen de la situation économique, financière et monétaire des Etats membres de l'UMOA, à travers les rapports du Gouverneur de la BCEAO, du Président

de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et du Président de la Commission de l'UEMOA. Les Chefs d'Etat ont, par ailleurs, adopté les actes additionnels soumis par la Commission de l'UEMOA.

Analysant le **rapport du Gouverneur de la BCEAO**, les Chefs d'Etat ont noté, avec satisfaction, les progrès enregistrés par l'UMOA, sur les plans économique, financier et monétaire, depuis leur session du 10 mai 1996. Ils ont invité le Conseil des Ministres à poursuivre les réflexions en vue d'arrêter les mesures devant permettre une accélération de la croissance économique, d'en améliorer la qualité afin qu'elle contribue à mieux lutter contre la pauvreté. A cet égard, la Conférence a souligné l'importance de la création effective d'un marché sous-régional et félicité le Gouverneur de la BCEAO pour les actions entreprises dans le cadre du renforcement de l'intégration financière.

Après l'examen du **rapport d'activités du Président de la BOAD**, la Conférence a apprécié l'appui apporté par cette institution aux efforts de développement des Etats membres. Les Chefs d'Etat ont réaffirmé l'importance du rôle de la BOAD dans le schéma d'intégration de l'UMOA et souligné la nécessité d'inscrire ses stratégies dans une dynamique de régionalisation économique accrue, d'accélération de la croissance et de promotion du secteur privé.

Sur la base du **rapport du Président de la Commission de l'UEMOA**, faisant le point de l'état d'exécution du programme d'actions arrêté par la Conférence lors de son sommet tenu le 10 mai 1996 à Ouagadougou, les Chefs d'Etat ont constaté, avec satisfaction, les progrès réalisés dans le processus d'intégration de l'UMOA. La Conférence a invité les Etats membres à prendre, à temps, les mesures nécessaires

à la consolidation et à l'accélération de la mise en œuvre du schéma d'intégration tel que défini dans le Traité de l'UEMOA.

La Conférence a adopté l'Acte additionnel fixant les attributions, la composition et les principes directeurs d'organisation et de fonctionnement de la Chambre Consulaire Régionale. Par ailleurs, les Chefs d'Etat ont adopté une déclaration sur la sécurité et la paix en Afrique de l'Ouest et du Centre, dénommée déclaration de Lomé de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

1.2 Conseil des Ministres de l'UMOA

Au cours de l'exercice 1997, le Conseil des Ministres de l'UMOA a été présidé par Monsieur N'Goran NIAMIEN, Ministre de l'Economie et des Finances de la République de Côte d'Ivoire.

Durant la période sous revue, les changements ci-après sont intervenus dans la composition du Conseil des Ministres :

. **au Burkina**, Mme Viviane Yolande COMPAORE, Ministre de l'Intégration Régionale, a été désignée membre du Conseil ;

. **en Guinée-Bissau**, M. Issufo SANHA, Ministre de l'Economie et des Finances et M. Artur SILVA, Ministre des Pêches, ont été nommés membres du Conseil des Ministres, à la suite de l'adhésion de la République de Guinée-Bissau à l'UMOA ;

. **au Mali**, M. El Madani DIALLO, Ministre de l'Economie, du Plan et de l'Intégration, a été désigné membre du Conseil ;

. **au Niger**, M. Ahmadou MAYAKI a remplacé, le 13 juin 1997, M. Jacques NIGNON, en qualité de Ministre de l'Economie et des Finances et M. Yacouba

NABASSOUA, Ministre du Plan et de la Privatisation, a été désigné membre du Conseil des Ministres. A la suite du remaniement ministériel intervenu le 1^{er} décembre 1997, M. Idé GNANDOU a été nommé Ministre des Finances, des Réformes Economiques et de la Privatisation, en remplacement de M. Ahmadou MAYAKI.

Au cours de l'exercice, le Conseil des Ministres a tenu **quatre sessions ordinaires et un séminaire ministériel.**

Au cours de la séance ordinaire du 26 mars 1997 à Lomé, le Conseil a noté, avec satisfaction, la bonne orientation d'ensemble des principaux indicateurs macro-économiques. Afin de consolider cette tendance, les Ministres ont insisté sur la nécessité de poursuivre des réformes structurelles et des politiques macro-économiques propres à conforter la reprise de la croissance économique. A cet effet, ils ont confirmé la tenue d'un séminaire sur l'accélération de la croissance économique dans les Etats membres de l'UMOA, les 10 et 11 avril 1997 à Yamoussoukro, en République de Côte d'Ivoire. En outre, le Conseil a adopté les propositions de la Banque Centrale relatives à la modification de la loi-cadre portant définition et répression de l'usure. Au titre de la Commission Bancaire, les Ministres ont été informés des résultats des travaux de la vingt-septième session de la Commission.

S'agissant de la Banque Ouest Africaine de Développement, le Conseil a approuvé les propositions relatives aux conditions d'adhésion de la Guinée-Bissau à la BOAD, ainsi qu'aux termes de référence d'une étude stratégique des activités futures de financement et d'appui de l'institution. Les Ministres ont pris connaissance de l'état d'exécution du budget, du recouvrement des créances et de la situation des ressources de la banque.

Au cours de la séance ordinaire du 3 juillet 1997 au Siège de la BCEAO à Dakar, le Conseil des Ministres a approuvé les conclusions de la revue à mi-parcours des objectifs de la politique de la monnaie et du crédit pour l'année 1997, ainsi que les conclusions du séminaire ministériel tenu à Yamoussoukro, les 10 et 11 avril 1997, sur l'accélération de la croissance économique dans les Etats membres de l'UEMOA. Il a également fixé le taux de l'usure et retenu le principe de l'agrément unique des établissements de crédit de l'UMOA. Le Conseil a, en outre, examiné les principales conclusions du rapport du groupe de travail de la Zone Franc sur la relance de l'investissement privé.

Les Ministres ont pris connaissance du rapport du Gouverneur sur la situation économique, financière et monétaire des Etats membres de l'UMOA, du rapport annuel de la BCEAO pour l'exercice 1996, ainsi que des dossiers relatifs à l'adhésion de la Guinée-Bissau à l'UMOA.

Au titre de la Commission de l'UEMOA, le Conseil des Ministres a examiné le rapport semestriel sur la surveillance multilatérale des politiques et performances macro-économiques des Etats membres. Après avoir suivi avec intérêt les développements relatifs à l'état de mise en œuvre de la surveillance multilatérale et analysé la situation économique des Etats, le Conseil a approuvé les propositions d'orientation de politique économique pour l'année 1998. Il a également adopté le projet de recommandations visant l'amélioration du fonctionnement des Comités Nationaux de Politique Economique (C.N.P.E.).

Les Ministres ont, par ailleurs, pris acte du programme minimum de politiques communes de production et d'échange au sein de l'UMOA. Ils ont, à cet égard, adopté une recommandation invitant d'une part,

les opérateurs économiques à s'impliquer dans la réalisation de ce programme et, d'autre part, les institutions financières, notamment la BOAD, à soutenir les projets qui s'y rattachent. Les membres du Conseil ont eu un échange de vues sur les modalités de transfert à l'UEMOA de certains biens immobiliers et mobiliers du Secrétariat Général et du Centre Régional d'Information et de Documentation Commerciale de l'ex-Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO).

S'agissant de la Commission Bancaire de l'UMOA, le Conseil a adopté la proposition de modification de l'annexe à la Convention portant création de cet organe. Il a été, en outre, informé du déroulement de la 28^{ème} session de la Commission.

Au titre de la BOAD, le Conseil a approuvé le rapport d'activité de l'Institution pour l'exercice 1996, les comptes clos au 31 décembre 1996, ainsi qu'une requête d'appui institutionnel auprès de la Commission de l'Union Européenne.

Le Conseil a pris connaissance de divers dossiers en information, relatifs notamment au projet d'émission de titres d'emprunt de la BOAD dans les Etats membres de l'UEMOA et à la convention d'ouverture de crédit et de financement entre la Caisse Française de Développement et la banque.

Au cours de la séance ordinaire du 11 septembre 1997 à Dakar, le Conseil des Ministres s'est félicité de la poursuite, durant le premier semestre de l'année 1997, de l'amélioration des principaux indicateurs macro-économiques. Il a salué la récente réduction des taux directeurs de la Banque Centrale et a exhorté les banques de l'Union à répercuter cette baisse sur les taux appliqués à la clientèle. Le Conseil a invité les Etats membres à continuer d'accorder

une attention particulière à la stabilité et à la convergence des prix et souligné la nécessité de poursuivre et de renforcer les mesures d'assainissement des finances publiques.

Les Ministres ont arrêté les directives de la politique de la monnaie et du crédit pour l'année 1998. Ils ont, par ailleurs, approuvé le rapport semestriel du Gouverneur de la Banque Centrale sur l'état de l'Union. Ils ont procédé à la désignation des contrôleurs externes des comptes de la BCEAO pour les exercices 1998 et 1999. Par ailleurs, Ils ont été tenus informés de l'état d'exécution des programmes de restructuration du système bancaire de l'UMOA.

Dans le cadre de la mise en place de l'organe de tutelle du Marché Financier Régional de l'UMOA, le Conseil a procédé à la nomination des membres du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers. Monsieur Léon NAKA a été nommé Président dudit organe pour une durée de trois ans.

Au titre de la Commission Bancaire, le Conseil a été informé des conclusions de la 29^{ème} session de cet organe.

Au titre de la BOAD, les Ministres ont examiné et approuvé le dossier relatif au réaménagement du texte instituant le Fonds de Stabilisation des Titres. Ce texte permet à la BOAD de prendre en compte d'autres supports pour ses emprunts internes, en plus des obligations. Ils ont également approuvé les conclusions de l'étude d'opportunité de la création d'un Fonds de Privatisation dans l'UEMOA et autorisé l'institution à engager l'étude de faisabilité de ce projet. Les Ministres ont, par ailleurs, pris connaissance de divers dossiers d'information concernant notamment les directives générales pour la préparation du budget de l'exercice 1998 et l'actualisation des perspectives financières de la BOAD.

Au cours de la séance ordinaire du 16 décembre 1997 à Ouagadougou, le Conseil s'est félicité de la poursuite de l'amélioration des principaux indicateurs macro-économiques. Il a, en outre, pris connaissance des dossiers relatifs aux programmes monétaires des Etats membres pour l'année 1998, au budget de la BCEAO pour l'exercice 1998, aux opérations et résultats des banques au titre de l'exercice 1996.

Au titre de la Commission de l'UEMOA, les Ministres ont adopté deux directives en vue de l'harmonisation du cadre juridique et comptable des finances publiques, l'une fixant les principes fondamentaux des lois de finances et l'autre portant règlement général de la comptabilité publique. Par ailleurs, le Conseil a décidé de soumettre à la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement, un projet d'Acte additionnel instituant au sein de l'UEMOA un Fonds structurel, complément indispensable à la création d'un marché unique sur le territoire communautaire.

Les Ministres ont pris connaissance des rapports d'étape relatifs à l'élaboration du code communautaire des investissements et au schéma d'harmonisation des fiscalités intérieures indirectes. Ils ont également pris acte du rapport semestriel de la surveillance multilatérale des politiques et performances macro-économiques des Etats membres de l'UMOA.

Au titre de la BOAD, le Conseil a approuvé les comptes et adopté les perspectives financières actualisées au titre de la période 1997-2001. Il a également approuvé les conclusions de la 9^{ème} mission d'audit biennal de cette Institution. Les Ministres ont été informés de l'état du portefeuille des prêts et participations, du budget d'équipement et de fonctionnement de l'exercice 1998 et du rapport d'exécution de l'émission des bons BOAD.

Au titre du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers, les Ministres ont pris note de l'agrément donné, le 15 décembre 1997, à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, au Dépositaire Central/Banque de Règlement et à des sociétés de gestion et d'intermédiation ainsi que de la délivrance de cartes professionnelles à de futurs intervenants.

En séminaire résidentiel, organisé les 10 et 11 avril 1997 à Yamoussoukro, les Ministres de l'UEMOA, préoccupés par le niveau des performances économiques, certes appréciable mais encore peu élevé pour assurer le plein-emploi et permettre un recul durable de la pauvreté, ont mené des réflexions et formulé des recommandations pertinentes visant à engager les économies des Etats membres sur le sentier d'une croissance accélérée et auto-entretenu.

1.3 Conseil d'Administration de la BCEAO

Le Conseil d'Administration de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest a tenu quatre réunions ordinaires, sous la présidence de Monsieur Charles Konan BANNY, son Président statutaire.

Durant l'exercice, le Conseil a connu des changements dans sa composition :

- pour le Bénin :

M. Léonard GBAGUIDI, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique, a été nommé Administrateur en remplacement de M. Michel ZOUNON.

Mme Amina TAIROU, Administrateur du Trésor et Conseiller Technique aux Finances, a remplacé M. Estève RUSTICO.

- pour le Niger :

M. Abdou SOUMANA, Secrétaire Général du Ministère des Finances et du Commerce, a succédé à M. Amadou SEYDOU.

M. Oumarou EL HADJ, Secrétaire Général du Ministère des Finances, des Réformes Economiques et de la Privatisation, a été ensuite nommé en remplacement de M. Abdou SOUMANA.

Au cours de la séance du 26 mars 1997 à Lomé, le Conseil d'Administration, après analyse de la situation économique et monétaire de l'UMOA à fin décembre 1996, s'est félicité de la bonne orientation des principaux indicateurs macro-économiques. Il a particulièrement insisté sur la nécessité de renforcer les mesures d'assainissement des finances publiques et d'orienter les politiques économiques vers un accroissement de la productivité.

Les Administrateurs ont émis un avis favorable sur les propositions de la Banque Centrale relatives à la modification de la loi cadre portant définition et répression de l'usure. Ils ont pris connaissance de l'état d'avancement du projet de création du Marché Financier Régional et de l'état d'exécution des programmes de restructuration du système bancaire de l'UMOA.

Au cours de la séance du 2 juillet 1997 au Siège de la BCEAO à Dakar, le Conseil a arrêté, sur proposition du Comité National du Crédit de la Guinée-Bissau, le programme monétaire de ce pays pour l'année 1997. Il a approuvé les diligences accomplies dans le cadre de la transformation de la Banque Centrale de Guinée-Bissau en Direction Nationale de la BCEAO et adopté le budget de cette Direction pour la période allant du 2 mai au 31 décembre 1997.

Les Administrateurs ont émis un avis favorable sur la revue à mi-parcours des objectifs de politique de la monnaie et du crédit au titre de l'année 1997.

Le Conseil a également approuvé les comptes et le rapport d'exécution du budget de la Banque Centrale pour l'exercice

1996. A cet égard, il s'est félicité des résultats obtenus dans un contexte marqué par l'impact des réformes de politique monétaire et d'assainissement du système bancaire.

Les Administrateurs ont pris connaissance du rapport du Gouverneur sur l'évolution de la situation économique des Etats membres de l'UMOA depuis la modification de la parité du franc CFA en 1994, des résultats de l'action monétaire en 1996, ainsi que des rapports des Présidents des Comités Nationaux du Crédit pour le premier trimestre 1997. En outre, ils ont pris acte de l'évolution récente des opérations de l'AMAO, ainsi que des relations des Etats membres de l'UMOA avec le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale.

Au cours de la séance du 10 septembre 1997 à Dakar, le Conseil a examiné la situation économique, financière et monétaire de l'Union. Les Administrateurs ont salué la récente baisse des taux directeurs de la Banque Centrale et ont recommandé un suivi attentif de l'évolution des prix ainsi que la poursuite des réformes structurelles de nature à accélérer la croissance. Ils ont approuvé le rapport semestriel du Gouverneur de la BCEAO sur l'état de l'Union.

Le Conseil a également approuvé le plan d'évolution du système d'information de la BCEAO. Il s'est félicité de la qualité de ce projet dont l'envergure permettra à la Banque Centrale de moderniser son système informatique et de communication.

Les Administrateurs ont pris connaissance de divers dossiers d'information au nombre desquels figurent les conditions de mise en place du cadre légal et institutionnel du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA), l'état d'exécution des programmes de restructuration du système bancaire de l'UMOA, les relations entre les

Etats membres et les institutions de Bretton Woods ainsi que les opérations de l'AMAO.

Au cours de la séance du 15 décembre 1997 à Ouagadougou, le Conseil a noté avec intérêt la poursuite de l'amélioration des principaux indicateurs macro-économiques de l'UMOA. Les Administrateurs ont recommandé le suivi rapproché de l'évolution des prix, afin de consolider les acquis en matière de stabilité et de convergence à l'échelle régionale. Ils ont également souhaité le renforcement

des politiques structurelles et sectorielles visant à réduire les entraves à la production et aux échanges au sein de l'UEMOA.

Le Conseil a arrêté, sur **proposition des Comités Nationaux du Crédit, les programmes monétaires des économies de l'UMOA au titre de l'année 1998 et les schémas de financement de la campagne agricole 1997-1998.**

Au titre de la gestion de l'Institut d'émission, le Conseil a adopté le budget de la BCEAO pour l'exercice 1998.

2 PERSONNEL ET SERVICE

2.1 Organigramme et mesures individuelles

L'organigramme de la Banque Centrale n'a pas subi de changement dans sa structure, au cours de l'exercice 1997. Sur le plan des mesures individuelles, les décisions ci-après ont été prises :

- M. Mamadou DIOP, précédemment Directeur National pour le Niger, a été affecté au Siège en qualité de Conseiller du Gouverneur et, cumulativement, Directeur du Département de l'Emission, de la Comptabilité et des Finances,

- M. Siriki KONE a été nommé Directeur des Affaires Administratives et du Patrimoine,

- M. Adoulaye SECK a été nommé Directeur de l'Informatique par intérim,

- M. Abdoulaye SOUMANA a été promu Directeur National pour le Niger.

- M. Abderrahmane ALFIDJA, Directeur du Département de l'Administration Générale et de la Formation et M. Séga SANOGO, Directeur de la Formation ont fait valoir leurs droits à la retraite.

2.2 Personnel et formation

2.2.1 Effectif

L'effectif du personnel de la Banque Centrale se chiffre à 3 466 agents au 31 décembre 1997, soit 968 agents d'encadrement et 2 498 agents de recrutement local. Il se répartit comme suit par centre d'activité (en nombre d'agents) :

- Siège	707
- Directions Nationales	2.648
- Bureau de Paris	10
- Représentation auprès de l'UEMOA	9
- Secrétariat de la Commission Bancaire de l'UMOA	92

2.2.2 Formation

Le Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB) a poursuivi ses actions de formation en faveur du personnel de la BCEAO, des agents des Administrations, des banques et des établissements financiers.

Au titre des cycles longs diplômants, la formation de la 18^e promotion s'est achevée en avril 1997. Il a concerné 41 stagiaires et a enregistré un taux de réussite de 90 %. Celle de la 19^e promotion, qui a démarré le 4 novembre 1996, a regroupé 29 stagiaires issus des Administrations, des banques et des établissements financiers des Etats membres de l'UMOA ainsi que des agents de la Banque Centrale de la République de Guinée. Les participants effectuent depuis le 3 novembre 1997, un stage d'application dont la fin est prévue en avril 1998. Les enseignements au titre de la 20^e promotion, composée de 22 stagiaires, ont débuté en novembre 1997 et devraient se poursuivre jusqu'en avril 1999.

Le cycle spécial de formation de 18 agents d'encadrement de la Banque Centrale recrutés en 1996, entamé en octobre 1996, a pris fin en mars 1997. Dans le cadre de la politique de promotion interne, la Banque Centrale a organisé des concours

professionnels d'accès à l'encadrement moyen et à l'encadrement supérieur. Une formation est prévue en 1998 pour les candidats qui auront été retenus.

A fin décembre 1997, le nombre de cadres formés par le COFEB, depuis sa création en août 1977, s'élève à 1.120 dont 508 pour le compte de la BCEAO.

Au titre des cycles courts, plusieurs séminaires et cours ont été organisés dans le cadre de la formation continue et de la coopération avec des institutions partenaires.

Dans le cadre du programme de renforcement des capacités de leurs centres de formation, bénéficiant de l'appui financier de l'African Capacity Building Foundation (ACBF), la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) ont organisé cinq cours portant respectivement sur le commerce international des produits de base, la programmation et les politiques financières, les politiques de change, l'ajustement structurel et les stratégies de croissance en Afrique. Ces cours ont été essentiellement animés par des cadres des deux Banques Centrales.

Les actions de formation, menées respectivement en collaboration avec la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et la Banque de France, ont concerné notamment les métiers de cambiste, les marchés financiers et les programmes d'ajustement.

Les cours et séminaires organisés, dans le cadre des actions de recyclage et de perfectionnement du personnel de la Banque Centrale, ont concerné 175 agents et ont porté sur les thèmes suivants :

- l'utilisation des machines à compter,
- les techniques de contrôle de gestion et d'audit,
- la méthodologie de la recherche,

- les gestionnaires de bases de données et l'approche client-serveur,
- les nouveaux logiciels bureautiques,
- les enquêtes de conjoncture et les techniques quantitatives.

S'agissant des actions de formation continue, deux agents de la Banque Centrale ont suivi un stage auprès de l'Institut du Fonds Monétaire International (FMI).

A l'instar des années précédentes, des conférences, portant sur des thèmes d'actualité, ont été organisées pour compléter les programmes d'enseignement. Les thèmes retenus ont porté sur " l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ", " la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières ", " la Bourse des Valeurs : rôle et place dans une économie moderne " et " l'Organisation Mondiale du Commerce : les engagements et les attentes des pays africains ".

Par ailleurs, neuf secrétaires ont été inscrites aux cours préparatoires du Brevet de Technicien Supérieur. En outre, vingt-six agents ont suivi les enseignements du Centre International de Formation de la Profession Bancaire (CIFPB) et de l'Institut Technique de Banque (ITB). Des cours de perfectionnement en langue anglaise ont été dispensés à cinquante-cinq agents.

2.3 Informatisation

Le premier schéma directeur informatique de la Banque, élaboré en 1988, a vu la réalisation de plusieurs applications opérationnelles. Il a permis à la Banque Centrale de s'approprier l'outil informatique et de découvrir des besoins latents à l'origine d'exigences de plus en plus fortes de la part des utilisateurs.

L'évolution de l'environnement réglementaire et technologique, des métiers et des procédures de la Banque Centrale nécessite une modernisation d'envergure de son système d'information et de ses moyens

de télécommunication. A cet effet, un plan d'évolution du système d'information et de mise en place d'un réseau privé de télécommunication a été élaboré.

2.3.1 Orientations du plan d'évolution

Les scénarios retenus dans le plan d'évolution du système d'information s'articulent autour du principe d'adoption de standards qui favorise l'utilisation de logiciels pour les besoins courants de gestion. Concernant le matériel, Il s'agira de migrer des systèmes propriétaires centralisés vers une informatique ouverte et distribuée, avec des équipements plus faciles à maintenir.

Sur le plan fonctionnel, les activités dont l'automatisation renforcera l'efficacité de la gestion de la Banque Centrale constitueront les projets prioritaires. Il s'agit notamment des systèmes comptables, de la gestion des ressources humaines, des processus d'achat, des opérations de guichet, de transfert, de crédit et de refinancement. L'impact de la réalisation de ces projets sera renforcé par la mise en œuvre de la messagerie électronique et par l'ouverture sur le réseau Internet.

2.3.2 Système de télécommunication

Les bouleversements dans l'environnement du travail, liés à l'avènement de nouvelles formes d'organisation et le rôle stratégique que jouent les télécommunications dans ce processus, ont conduit la Banque Centrale à poursuivre la réflexion sur les voies et moyens de se doter d'un système de communication toujours plus performant.

Le choix du réseau de télécommunication prend en compte les particularités et exigences ci-après qui découlent des missions de la Banque Centrale :

- le réseau doit satisfaire les besoins actuels et futurs de la Banque et du système

financier. Il doit, en conséquence, être flexible, disponible, fiable et fortement sécurisé ;

- malgré la dispersion géographique de ses sites et les écarts sensibles entre les offres des opérateurs publics, la Banque doit disposer d'une qualité de service uniforme pour l'efficacité de son fonctionnement.

Les offres des opérateurs publics de télécommunication de l'UMOA présentent des limitations parmi lesquelles on peut noter la faiblesse des débits, la faible disponibilité des réseaux et les difficultés d'uniformisation des échanges de données entre les sites avec le protocole TCP/IP standard en architecture client/serveur. Face à ces contraintes multiples, les réseaux satellitaires (VSAT) sont apparus comme l'alternative susceptible de répondre aux exigences de la Banque Centrale.

Le renforcement des moyens de télécommunication par la mise en œuvre d'une infrastructure privée VSAT offrira l'opportunité d'entamer la modernisation des échanges entre les acteurs du système financier de l'UMOA. Cette modernisation s'opérera à travers la mise en œuvre du système TELIS (Télé-Interventions et Services) dont les fonctionnalités couvriront notamment des services de gestion de trésorerie, de diffusion des soumissions sur le marché interbancaire, d'automatisation des transferts et d'échange de documents informatisés.

2.3.3 Stratégie de mise en œuvre

La mise en œuvre du plan d'évolution s'appuiera sur une démarche qui garantit la prise en compte exhaustive des besoins des utilisateurs, la standardisation des modules diffusés à l'ensemble des sites de même nature et la standardisation des procédures.

La cohérence de cette standardisation nécessite d'une part, une centralisation au Siège des tâches de développement, de paramétrage des progiciels et de maintenance et, d'autre part, la participation des Agences Principales à la mise en œuvre, qui couvrira trois années.

2.4 Réseau

Dans le cadre du renforcement du réseau des Agences de l'Institut d'émission, le Conseil des Ministres de l'UMOA a autorisé, lors de sa réunion du 29 septembre 1995 à Bamako, la construction de deux nouvelles agences auxiliaires, respective-

ment à Daloa en Côte d'Ivoire et à Sikasso au Mali. Les travaux de réalisation de ces agences se sont poursuivis activement en 1997. En outre, à la suite de l'intégration de la Guinée-Bissau dans l'UMOA, d'importants travaux ont été entrepris au niveau des bâtiments de l'Agence Principale de Bissau.

Par ailleurs, dans un souci de sécurité et de meilleure fonctionnalité, il a été également décidé de construire au Siège, un bâtiment pour abriter les ateliers de l'imprimerie, les locaux informatiques et certains services centraux.

3 COMPTES FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE

L'exercice financier de la Banque Centrale s'est déroulé dans un contexte caractérisé par la poursuite de l'amélioration de la situation économique et financière des Etats membres de l'UMOA.

3.1 Analyse du bilan

Le total du bilan de la BCEAO est ressorti à 3.775,0 milliards, en augmentation de

371,2 milliards ou 10,9% par rapport à l'exercice précédent. A l'actif, cette progression est imputable essentiellement aux avoirs en monnaies étrangères. Au passif, les accroissements les plus significatifs ont concerné les billets et monnaies en circulation, les dépôts effectués auprès de l'Institut d'émission et les opérations avec le Fonds Monétaire International.

Evolution comparée du bilan de la BCEAO

	1996	1997	Variations
	Milliards de francs CFA		
A C T I F			
Avoirs en or	169,1	165,3	-3,8
Fonds Monétaire International	25,5	24,4	-1,1
Avoirs en monnaies étrangères	1.418,7	1.695,2	+276,5
Créances de la BCEAO	706,9	754,9	+48,0
Opérations p/c Trésors Nationaux	762,2	777,5	+15,3
Participations	103,8	117,9	+14,1
Autres immobilisations (net)	138,1	134,1	-4,0
Comptes d'ordre et divers	79,5	105,7	+26,2
TOTAL	3.403,8	3.775,0	+371,2
P A S S I F			
Billets et monnaies	1.130,0	1.299,9	+169,9
Dépôts	510,5	593,9	+83,4
Transferts à exécuter	14,0	5,4	-8,6
Engagements en monnaies étrangères	13,5	9,3	-4,2
Fonds Monétaire International	773,1	834,8	+61,7
Capital et réserves	763,5	819,9	+56,4
Provisions pour risques	5,4	19,7	+14,3
Résultat en instance d'affectation	14,3	32,2	+17,9
Comptes d'ordre et divers	179,5	159,9	-19,6
TOTAL	3.403,8	3.775,0	+371,2

3.1.1 Analyse des postes de l'Actif

Les **avoirs en or** ont été évalués à 165,3 milliards, correspondant à 902.231,53 onces (28.062,53754 kg) contre 169,1 milliards ou 859.160,89 onces (26.722,89092 kg) au 31 décembre 1996.

La baisse en valeur de 3,8 milliards ou 2,2 % résulte de la dépréciation du cours moyen de l'once d'or, passé de 196.775, 67 FCFA en 1996 à 183.260 FCFA en 1997.

Les **créances sur le Fonds Monétaire International** se sont repliées de 1,1 milliard, à la suite de cessions de droits de tirage spéciaux (DTS) et de règlements de commissions.

La **position de réserve** s'est établie à 22,6 milliards contre 21,2 milliards à la fin de l'exercice précédent, en raison essentiellement de l'appréciation du cours du DTS qui est passé de 748,59 F CFA à 795,04 FCFA.

Les **disponibilités en droits de tirages spéciaux** ont régressé de 4,3 milliards à 1,8 milliard, en relation avec les opérations ci-après :

	Milliards de F CFA
Acquisitions	+ 45,2
Cessions	- 43,5
Rémunérations perçues	+ 0,4
Commissions payées	- 5,2
Bonifications reçues	+ 0,2
Réévaluation	+ 0,4
TOTAL	- 2,5

Les **avoirs en monnaies étrangères** se sont améliorés de 276,5 ou 19,5 %, en liaison avec l'évolution favorable du solde des

paiements commerciaux et l'afflux de capitaux privés liés aux privatisations d'entreprises publiques.

La ventilation des avoirs en monnaies étrangères à la fin des deux exercices se présente comme suit :

	Milliards de F CFA		
	1996	1997	Variations
Compte d'opérations	1.098,5	1.369,1	+270,6
Avoirs auprès des correspondants de la Zone Franc	8,0	6,5	-1,5
Encaisses en billets de la Zone Franc	5,5	12,2	+6,7
Correspondants en dehors de la Zone Franc	298,6	300,7	+2,1
Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest	8,1	6,7	-1,4
TOTAL	1.418,7	1.695,2	+276,5

Les billets de la zone franc ont connu une progression significative de 6,7 milliards, soit 121,8%.

Les créances de la BCEAO ont enregistré une progression de 48,0 milliards ou 6,8 %, liée essentiellement à la prise en compte de la créance financière au titre du droit d'entrée de la Guinée-Bissau.

En effet, les concours de l'Institut d'émission aux établissements de crédit sont passés de 162,2 milliards au 31 décembre 1996 à 174,7 milliards au 31 décembre 1997, soit une augmentation de 12,5 milliards ou 7,6 % dont 0,3 million de créances rattachées, tandis que les créances sur les Trésors nationaux se sont appréciées de 35,6 milliards, en s'établissant à 580,2 milliards dont 3,0 milliards de créances rattachées, contre 544,6 milliards l'année précédente.

La décomposition des créances de la Banque Centrale au 31 décembre 1997 se présente de la manière suivante :

Milliards de FCFA			
	1996	1997	Variations
Créances sur les banques (1)	146,7	159,8	+13,1
Créances sur les établissements financiers (2)	15,6	14,9	-0,7
Créances sur les établissements de crédit (3) = (1) + (2)	162,3	174,7	+12,4
Créances sur les Trésors nationaux (4)	544,6	580,2	+35,6
dont créances financières	207,5	232,3 ⁽¹⁾	+24,8
TOTAL = (3) + (4)	706,9	754,9	+48,0
(1) dont Guinée-Bissau : 60,2 milliards.			

Les **opérations effectuées pour le compte des Trésors nationaux** se sont élevées à 777,5 milliards, en hausse de 15,3 milliards ou 2 %, induite par l'accroissement des tirages au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée. En effet, l'encours des prêts au titre de ce mécanisme s'est établi à 638,9 milliards contre 577,8 milliards en 1996. Par contre, les encours au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel et des autres concours du FMI ont été ramenés respectivement de 79,3 milliards à 58,2 milliards et de 46 milliards à 21,4 milliards, en raison des remboursements intervenus.

Les autres concours correspondent à un dépôt de 30,0 millions de dinars, effectué par le Koweït en faveur d'un Etat membre de l'UMOA, et ont été comptabilisés pour un montant de 58,9 milliards, déduction faite d'une moins value de 145 millions au titre de la réévaluation annuelle.

Les **participations de l'Institut d'émission** se sont chiffrées à 117,9 milliards, en hausse de 14,1 milliards, en raison de la souscription additionnelle de la Banque Centrale au capital de la BOAD, suite à l'adhésion de la Guinée-Bissau à l'UMOA.

Les **autres immobilisations nettes** des amortissements se sont élevées à 134,1 milliards. La baisse de 4 milliards ou 2,9%

enregistrée, est liée aux amortissements pratiques, partiellement compensés par les acquisitions de nouvelles immobilisations.

3.1.2 Analyse des postes du Passif

Les **billets et monnaies** se sont situés à 1.299,9 milliards, en progression de 169,9 milliards ou 15 %.

Les **dépôts** auprès de l'Institut d'émission se sont élevés à 593,9 milliards, soit une hausse de 83,4 milliards ou 16,3 %, localisée pour l'essentiel au niveau des dépôts de titres publics, en relation avec l'encaissement des revenus de la privatisation de certaines grandes entreprises.

	1996	1997
Milliards de FCFA		
Banques et institutions étrangères	71,7	77,3
Banques et institutions communes de l'UMOA	77,8	86,2
Banques inscrites dans les Etats membres de l'UMOA	124,6	101,3
Trésors nationaux & autres organismes publics	218,5	312,4
Autres comptes de dépôts (y compris établissements financiers dans les Etats membres de l'UMOA)	17,9	16,7
TOTAL	510,5	593,9

Au titre des **opérations avec le Fonds Monétaire International**, les engagements se sont établis à 834,8 milliards, en augmentation de 61,7 milliards ou 7,9 %. Cette progression a été induite par les concours au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée dont le niveau est ressorti à 659,4 milliards contre 565,7 milliards antérieurement.

Le recours au crédit du Fonds est ressorti à 20,9 milliards, en baisse de 22,6 milliards ou 51,9 %, en relation avec l'absence de tirage au titre du compte général. Les allocations de DTS se sont renforcées, en passant de 87,9 milliards à 94,3 milliards.

Le poste **capital et réserves** s'est inscrit en hausse de 56,4 milliards ou 7,4%, pour se situer à 819,9 milliards, en liaison avec l'affectation des résultats de l'exercice 1996.

	1996	1997
	Milliards de F CFA	
Capital	117,4	134,1
Prime de fusion	-	43,6
Réserve statutaire	33,2	35,3
Réserve générale	8,9	14,3
Ecart de réévaluation	106,6	106,6
Réserve spéciale de réévaluation de l'or	68,1	57,3
Réserve de réévaluation	18,9	18,9
Réserve de prévention	41,0	39,9
Report à nouveau	369,4	369,9
TOTAL	763,5	819,9

3.2 Compte de résultat

La gestion de l'exercice 1997 a permis de dégager un bénéfice net de 32,2 milliards, en accroissement de 17,9 milliards par rapport à l'exercice précédent.

	Milliards de F CFA		
	1996	1997	Variation
PRODUITS			
Produits des opérations de crédit	17,7	12,8	- 4,9
Produits sur avoirs extérieurs	69,9	122,9	+53,0
Intérêts sur position extérieure débitrice des Etats membres de l'UMOA	0,2	-	-0,2
Autres produits	63,2	17,5	-45,7
TOTAL	151,0	153,2	+2,2
CHARGES			
Charges financières	19,8	23,0	+3,2
Dépenses de fonctionnement	50,1	60,3	+10,2
Entretien circulat. fiduciaire	11,5	15,6	+4,1
Frais généraux	38,6	44,7	+6,1
Dotations aux amortissements et aux provisions	7,3	29,9	+22,6
Autres charges	59,5	7,8	-51,7
Bénéfice d'exploitation	14,3	32,2	+17,9
TOTAL	151,0	153,2	+ 2,2

3.2.1 Produits

Les produits sont ressortis à 153,2 milliards, en hausse de 2,2 milliards ou 1,5 %, résultant essentiellement d'une importante progression des gains sur les avoirs en devises.

Les **produits des opérations de crédit** se sont inscrits à 12,8 milliards, en recul de 4,9 milliards ou 27,7%, confirmant la tendance amorcée depuis l'entrée en vigueur des nouvelles règles d'intervention de la Banque Centrale en 1989/1990.

	1996	1997
	Milliards de F CFA	
Refinancement en faveur des banques et établissements financiers	3,2	1,4
Marché monétaire	1,3	0,8
Concours aux Trésors nationaux	11,8	8,7
Produits sur titres d'Etat	1,4	1,6
Soldes débiteurs et créances consolidées	-	0,3
TOTAL	17,7	12,8

Les revenus provenant du refinancement direct en faveur des établissements de crédit ont fléchi de 1,8 milliard, en relation essentiellement avec le repli des mobilisations des titres d'Etat PASFI, favorisé par l'amélioration de la liquidité bancaire en Côte d'Ivoire. La baisse des produits des refinancements des titres d'Etat PASFI masque la progression des revenus des opérations sur les autres produits (3,2 milliards) et sur les autres guichets ordinaires de refinancement (27,6 milliards).

Les produits du marché monétaire sont ressortis à 0,8 milliard, en repli de 0,5 milliard du fait de l'amélioration de la trésorerie des banques.

Les intérêts perçus au titre des avances aux Trésors nationaux se sont situés à 8,7 milliards contre 11,8 milliards un an plus tôt, en relation avec la réduction progressive des taux d'intervention de la Banque Centrale.

Les produits sur les titres d'Etat ont progressé de 1,4 milliard à 1,6 milliard.

Les **produits sur les avoirs extérieurs** se sont élevés à 122,5 milliards, s'inscrivant ainsi en augmentation de 52,6 milliards, du fait de l'accroissement des revenus de placements et de l'évolution favorable du cours du dollar des Etats-Unis.

3.2.2 Charges

Les charges ont été arrêtées à 121 milliards au terme de l'exercice 1997, en baisse de 15,7 milliards ou 11,5 %.

Les **charges financières** se sont élevées à 23 milliards, en hausse de 3,2 milliards par rapport à l'exercice 1996. Cet accroissement est lié à l'amélioration de la trésorerie des Etats membres de l'UMOA, aux agios versés au FMI et aux pertes de change subies dans le cadre des transactions avec cette institution.

Dans le cadre de la politique d'open-market, l'Institut d'émission a procédé à des reprises de liquidité qui se sont traduites par des charges financières d'un montant de 1,5 milliard contre 0,7 milliard l'année précédente.

Les **dépenses de fonctionnement** ont atteint 60,3 milliards, enregistrant ainsi une augmentation de 10,2 milliards, résultant des effets conjugués de l'évolution des charges d'entretien de la circulation fiduciaire et des frais généraux. Les dépenses d'entretien de la circulation fiduciaire ont augmenté de 4,1 milliards, pour atteindre 15,6 milliards, sous l'effet de la progression des besoins de financement de la campagne agricole.

Les **dotations aux amortissements et aux provisions** ont été constituées à hauteur de 29,9 milliards, pour assurer la couverture des éléments constitutifs du patrimoine de l'Institut d'émission, ainsi que celle des engagements au titre des départs à la retraite des agents.

3.2.3 Résultat

L'exercice 1997 s'est soldé par un résultat bénéficiaire de 32,2 milliards, en

hausse de 17,9 milliards par rapport à l'exercice précédent.

3.3 Contrôle des comptes

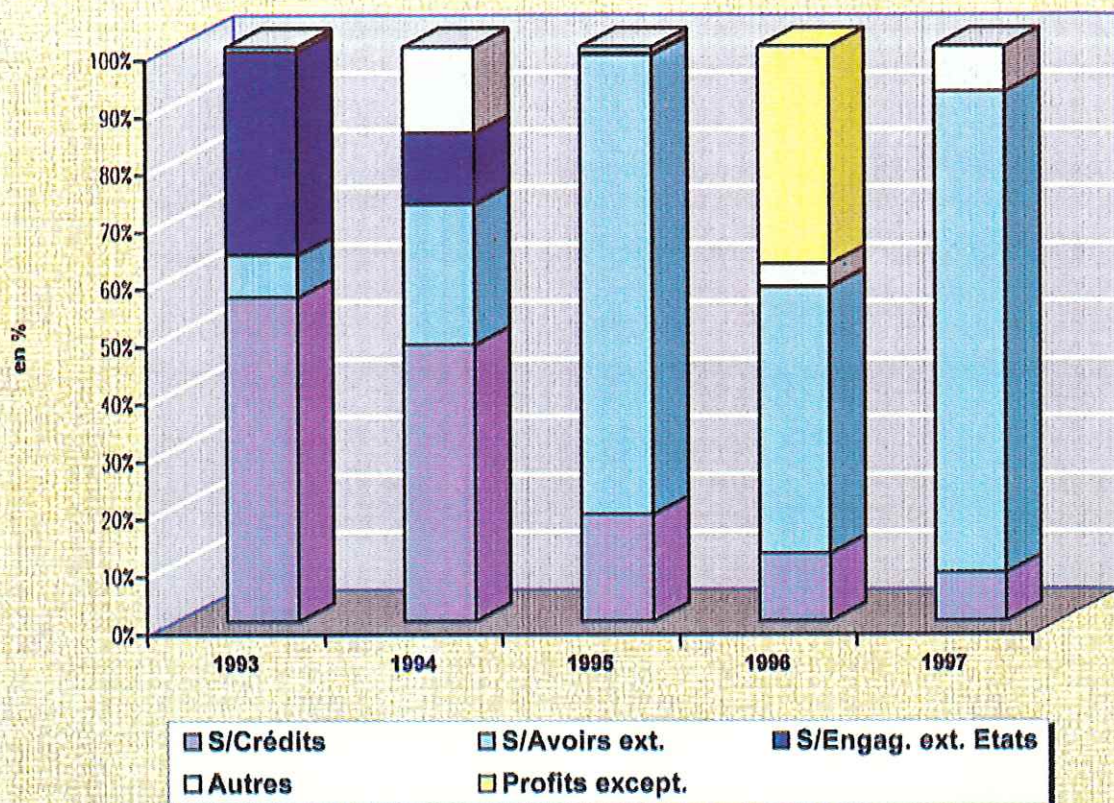
La vérification des comptes des Agences de la BCEAO a été effectuée par les Contrôleurs nationaux désignés par les Ministres chargés des Finances, en application des dispositions de l'article 64 des Statuts de la Banque Centrale, à l'issue d'une procédure d'appel d'offres :

- au Bénin, le cabinet SAFECO, représenté par M. Toidi MOUTAIROU ;
- au Burkina, le cabinet SECCAPI, représenté par Mme Françoise TOE SAWADO ;
- en Côte d'Ivoire, le cabinet DELOITTE & TOUCHE, représenté par M. René EDI ;
- en Guinée-Bissau, le cabinet BDO / MBA (Management Business Audit), représenté par Mme Marie BA ;
- au Mali, le cabinet SARECI, représenté par M. Bourahima SIBY ;
- au Niger, le cabinet EFIC/PRICE-WATERHOUSE, représenté par M. Hadi Goni BOULAMA ;
- au Sénégal, le cabinet ERNST & YOUNG, représenté par M. Libasse DIAGNE ;
- au Togo, le cabinet AFRIQUE AUDIT & CONSULTING, représenté par M. Anani CLOMEGAH.

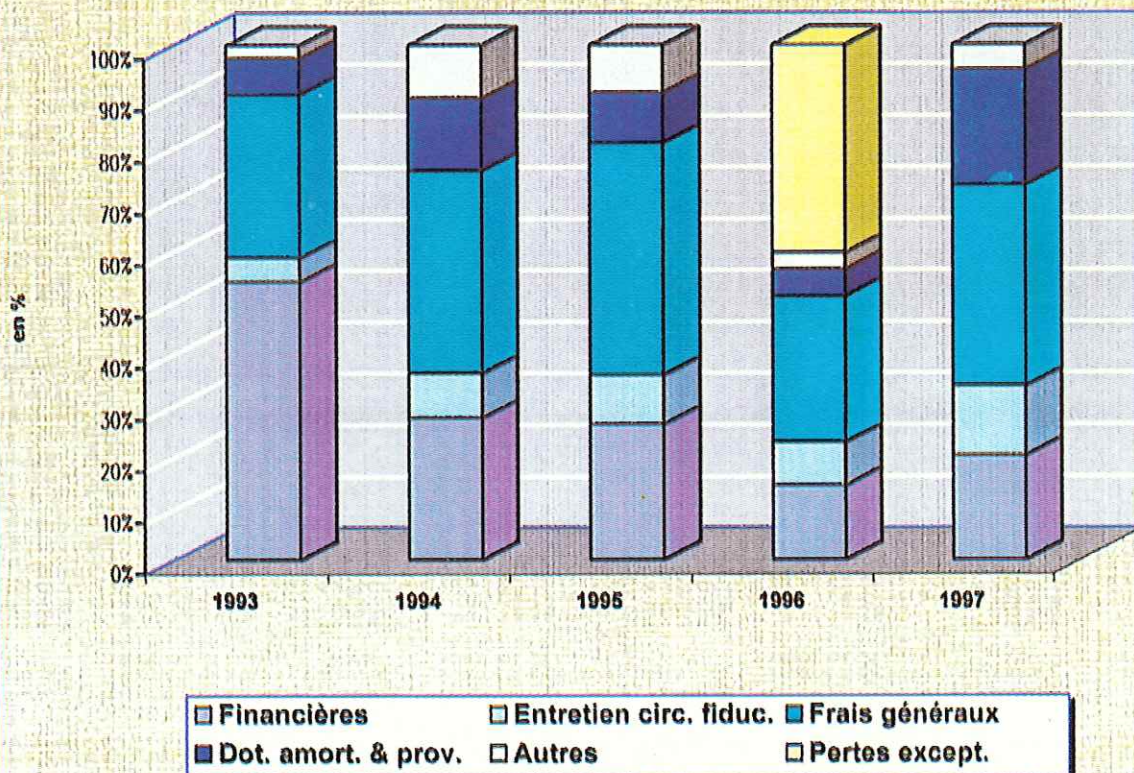
Le contrôle de la comptabilité centralisée a été réalisé par le cabinet COOPERS & LYBRAND / DIEYE représenté par M. Aziz DIEYE.

Le contrôle de l'application des dispositions de la Convention de Compte d'opérations, signée le 4 décembre 1973 entre la France et les Etats membres de l'UMOA, a été effectué, pour la République française, par M. Hervé Le FLOCH LOUBOUTIN et, pour l'UMOA, par le cabinet COOPERS & LYBRAND / DIEYE, Commissaire-Contrôleur.

Ventilation des profits par nature



Ventilation des charges par nature





Rapport sur le contrôle des états financiers de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de L'Ouest

Exercice clos le 31 décembre 1997

RAPPORT D'OPINION DES AUDITEURS

Coopers & Lybrand Dieye

2, Place de l'indépendance

Immeuble BIAO 1er étage

P.P. 188 - Dakar

Tél. : 821.85.88 - 821.86.71

Télex : 61352 CADEXCO

Télécopie : 821.75.94

*Messieurs les Administrateurs de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest - BCEAO
Avenue Abdoulaye FADIGA
DAKAR*

Membre de Coopers & Lybrand (international)

Messieurs les Administrateurs

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil des Ministres en date du 17 février 1996, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle du bilan et du compte de résultat de la BCEAO tels qu'ils sont annexés au présent rapport, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1997.

Notre mission de Commissaire-Contrôleur comporte l'audit des comptes du Siège de la BCEAO et de la centralisation des comptes des agences nationales, eux-mêmes audités par les Contrôleurs Nationaux des différents pays membres de l'UMOA.

La préparation des états financiers est du ressort exclusif du Management de la Banque Centrale, notre rôle étant d'en vérifier la conformité aux normes comptables internationales.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les différentes rubriques des états financiers. Un audit consiste également à apprécier que les principes comptables ont fait l'objet d'une application constante et que les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes sont raisonnables.

Nous pensons que nos travaux de contrôle peuvent valablement servir de base à l'expression d'une opinion sur les états financiers de la Banque Centrale.

Notre audit a été effectué conformément aux normes d'audit admises au plan international et a comporté toutes les diligences que nous avons jugées nécessaires, compte tenu de l'utilisation pour ce qui concerne les directions nationales, des travaux réalisés sous leur responsabilité par les contrôleurs nationaux.

La Banque, à la suite des recommandations formulées dans nos rapports des 17 juin 1996 et 31 décembre 1996, a tenu en considération toutes nos observations et pris les mesures appropriées.

En conclusion de nos travaux, nous sommes d'avis que les comptes de la BCEAO arrêtés au 31 décembre 1997 sont réguliers et sincères et reflètent la situation financière de la Banque ainsi que le résultat de ses opérations closes à la même date.

Fait à Dakar, le 11 juillet 1998

Serigne MBacké FALL
Associé Responsable

Aziz DIEYE
Directeur Associé

RAPPORT SUR LE CHANGEMENT DE METHODE

Conformément aux Principes Comptables Internationaux (Norme IASC 1), les états financiers doivent être établis et présentés d'un exercice à l'autre selon les normes, méthodes et formes fixes en vue de permettre leur comparabilité dans l'espace et dans le temps.

La dérogation à ce principe ne peut se justifier que par la recherche d'une meilleure image fidèle.

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a procédé au cours de l'exercice sous-revue à un changement de méthode relativement à la comptabilisation de la Provision pour Engagement de départ à la retraite, conformément à nos recommandations.

La provision initialement comptabilisée en hors bilan a été selon la norme internationale IASC incluse dans le bilan.

Les normes internationales d'audit font obligation en pareille circonstance au Commissaire Contrôleur d'établir un rapport afin d'émettre un jugement sur la pertinence du changement de méthode et d'en chiffrer les incidences sur les états financiers.

Le changement intervenu s'est traduit comme suit :

	Millions francs CFA	
	31.12.1996	31.12.1997
Résultat	14 346	32 205
(Changement de méthode)		
Incidence		- 10 015

NOTES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (BCEAO)

Annexe aux comptes de l'exercice de douze mois
clos le 31 Décembre 1997

Les états financiers vérifiés au 31 décembre 1997 comprennent :

- les notes relatives aux états financiers ;
- le bilan ;
- le compte de pertes et profits ;
- les comptes hors bilans.

I - FAITS CARACTERISTIQUES

Adhésion de la République de Guinée Bissau

La République de Guinée Bissau a adhéré à l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) le 2 mai 1997. Les comptes arrêtés au 31 décembre 1997 tiennent compte des opérations de la Direction Nationale de la BCEAO pour la Guinée-Bissau à compter de cette date.

II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

La BCEAO tient sa comptabilité selon les procédures et schémas définis dans le règlement de comptabilité, élaboré en 1985. Les opérations sont exécutées et comptabilisées selon les règles et usages commerciaux et bancaires.

Modes et méthodes d'évaluation

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements ont été pratiqués selon le mode linéaire au prorata temporis.

Les dettes et créances libellées en monnaies étrangères sont évaluées au cours du jour de clôture et les différences résultant de l'évaluation des comptes de position de change et les montants inscrits dans les comptes de contre-valeur de position de change, sont portés au compte de résultat.

L'évaluation du stock de fournitures est faite selon la méthode du coût moyen pondéré ou FIFO lorsque des difficultés d'application se sont présentées.

Le stock d'or détenu est évalué sur la base de la moyenne trimestrielle des cours de l'once d'or à la Bourse de Londres. L'écart de réévaluation de l'or est comptabilisé en compte de réserves.

Les titres de participation détenus sont évalués à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur au bilan est inférieure à la quote-part dans la situation nette de la société émettrice, une provision est constituée.

Les indemnités de départ à la retraite précédemment enregistrées en hors bilan, ont été comptabilisées pour la première fois au bilan de la Banque, par imputation sur le résultat de l'exercice en contrepartie d'un compte de provision au passif.

III- NOTES SUR LE BILAN

Fonds propres

Suite à l'adhésion de la République de Guinée-Bissau à l'UMOA, le capital social de la banque a été porté de 117.355 à 134.120 millions de francs CFA. Le montant de la « prime de fusion » enregistré au titre de cette opération, s'élève à 43.587 millions de F.CFA.

Les provisions pour risques généraux ayant un caractère de réserves et qui ont été constituées par prélèvements sur les bénéfices, ont été reclassées dans un compte de « Réserve de prévoyance sur risque de refinancement ».

IV- NOTES SUR LE COMPTE DE PERTES ET PROFITS

Produits financiers

La variation des produits financiers s'explique par l'importance des placements en devises autres que le franc français effectués au cours de l'exercice 1997, ainsi qu'à la hausse du cours du dollar.

Charges exceptionnelles

Les charges exceptionnelles concernent principalement les charges d'adhésion de la Guinée - Bissau à l'UMOA.

ACTIF		PASSIF	
AVOIRS EN OR		BILLETS ET MONNAIES EN CIRCULATION	1 299 931 434 755
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL		BANQUES ET INSTITUTIONS ETRANGERES	77 262 361 099
Position de réserve	22 629 835 641	BANQUES ET INSTITUTIONS COMMUNES DE L'UNION	86 197 503 161
Droits de Tirage Spéciaux détenus	1 818 252 504	BANQUES INSCRITES DANS LES ETATS	101 305 489 295
AVOIRS EN MONNAIES ETRANGERES		ETS. FINANCIERS INSCRITS DANS LES ETATS	1 175 431 073
Compte d'opérations	1 369 079 978 498	TRESORS NATIONAUX ET AUTRES COMPTABLES	312 352 743 779
Correspondants dans la zone franc	6 549 315 133	AUTRES COMPTES DE DEPOTS	15 578 856 932
Billets de la zone franc	12 155 779 485	TRANSFERTS A EXECUTER	5 422 178 532
Correspondants en dehors de la zone franc	299 054 574 144	Transferts Umoa-Extérieur Emis	7 279 361 997
Bons d'Institutions Financières	6 735 764 610	Transferts Extérieur-Umoa Reçus	5 445 482 961
Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest	1 629 500 180	Dispositions Intra-Umoa Emises	2 495 094 413
Créances à rattacher		Dispositions Internes Emises	1 093 205 083
CREANCES SUR LES BANQUES		ENGAGEMENTS EN MONNAIES ETRANGERES	9 299 225 910
Court terme	55 200 430 406	Correspondant dans la zone franc	9 265 385 714
Moyen terme	87 416 000 000	Correspondant en dehors de la zone franc	33 840 196
Long terme	17 145 000 000	FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	834 787 148 197
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS		Recours au crédit du Fonds	20 881 201 304
Court terme	14 231 892 878	Allocations de Droits de Tirage Spéciaux	94 304 658 929
Moyen terme	671 000 000	Concours Facilités d'Ajustement Structurel	60 162 028 940
Long terme		Concours Facilités d'Ajustement Structurel Renforcées	659 439 259 024
CREANCES SUR LES TRESORS NATIONAUX		CAPITAL ET RESERVES	819 983 765 505
Créances monétaires des Trésors Nationaux		PROVISIONS POUR RISQUES	19 564 990 792
Chèques Postaux	347 930 854 060	RESULTAT EN ATTENTE D'AFFECTATION	32 204 720 237
Article 14 : Découvert	1 001 859	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	159 893 958 828
Article 15	325 252 000 000		
Titres d'Etat	680 229 300		
Créances à rattacher	12 344 806 816		
Créances consolidées	3 022 993 786		
Créances financières des Trésors Nationaux	6 629 822 299		
OPERATIONS P/C TRESORS NATIONAUX	232 289 555 686		
Recours au crédit du Fonds			
Facilités d'Ajustement Structurel	21 439 835 983		
Facilités d'Ajustement Structurel Renforcées	58 207 791 712		
Autres concours	638 911 582 306		
PARTICIPATIONS (-Provisions)	58 920 000 000		
AUTRES IMMOBILISATIONS (-Amortissements)			
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS			
	117 875 500 221		
	134 056 351 973		
	105 668 062 487		
	3 774 959 808 095		

**COMPTE DE PERTES ET PROFITS DE LA B.C.E.A.O.
AU 31 DECEMBRE 1997**

CHARGES	MONTANTS en francs CFA
1 - CHARGES FINANCIERES	22 989 593 280
1.1- Banques	8 265 576 909
1.2- Trésors Nationaux	3 024 421 072
1.3- Autres organismes	4 801 116 714
1.4- F.M.I.	6 672 537 383
1.5- Correspondants	225 941 202
2 - ENTRETIEN DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE	15 606 536 256
3 - FRAIS GENERAUX	44 655 467 074
4 - CHARGES / EXERCICES ANTERIEURS	633 652 147
5 - CHARGES EXCEPTIONNELLES	7 177 895 331
6 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	10 524 135 384
7 - DOTATIONS AUX PROVISIONS	19 431 535 338
TOTAL CHARGES	121 018 814 810
PRODUITS	
8 - PRODUITS DES OPERATIONS DE CREDITS	12 820 418 403
8. 1- Refinancement	2 905 411 533
8. 2- Marché monétaire	840 671 401
8. 3- Concours aux Trésors	8 691 652 099
8. 4- Intérêts sur Créances Consolidées	232 903 412
8. 5- Découverts accidentels	1 237 856
8. 6- Produits sur titres d'Etat	94 342 948
8. 7- Pénalités réserves obligatoires	54 199 154
9 - PRODUITS SUR AVOIRS EXTERIEURS	122 915 009 097
9. 1- Compte d'Opérations	56 633 272 493
9. 2- Autres Avoirs en Devises	66 281 736 604
10 - AUTRES PRODUITS	2 089 129 269
11 - PRODUITS / EXERCICES ANTERIEURS	10 655 237 095
12 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 743 741 183
TOTAL PRODUITS	153 223 535 047
RESULTAT	32 204 720 237

COMPTES HORS BILAN DE LA BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 1997 (montants en francs CFA)

ACTIF	1997	1996	PASSIF	1997	1996
EFFETS ET TITRES EN GARANTIE	234 002 255 771	218 964 318 937	EFFETS ET TITRES EN GARANTIE	234 002 255 771	218 964 318 937
BANQUES TITRES DEPOSES EN GARANTIE	120 561 405 676	132 070 006 918	BANQUES DEPOSANTS TITRES	120 561 405 676	132 070 006 918
BANQUES EFFETS DEPOSES EN GARANTIE	63 867 861 557	35 789 199 286	BANQUES DEPOSANTS EFFETS	63 867 861 557	35 789 199 286
ETS FINANCIERS EFFETS DEPOSES EN GARANTIE	20 455 556 680	19 859 938 432	ETS FINANCIERS DEPOSANTS EFFETS	20 455 556 680	19 859 938 432
TRESOR EFFETS DEPOSES EN GARANTIE	0	0	TRESOR DEPOSANTS EFFETS	0	0
BONS DEPOSES EN GARANTIE	6 914 747 321	5 223 170 503	BONS EN GARANTIE	6 275 481 451	4 583 904 633
BONS BIRD DEPOSES	1 343 220 659	2 770 298 920	AUTRES BONS EN GARANTIE	639 265 870	639 265 870
BONS AID DEPOSES	377 545 888	377 545 888	BONS BIRD SOUSCRITS	1 343 220 659	2 770 298 920
BONS BAD DEPOSES	1 082 306 387	1 082 306 387	BONS AID SOUSCRITS	377 545 888	377 545 888
PARTICIP. I.F.C. AU CAP EN IV	249 990 000	249 990 000	BONS BAD SOUSCRITS	1 082 306 387	1 082 306 387
PARTICIP C.I. CAP. I.F.C.	558 424 380	558 424 380	PARTICIP I.F.C. AU CAP. EN IV	249 990 000	249 990 000
BONS TRESOR EN FAV. BIRD	7 641 197 223	10 033 438 223	PARTICIP C.I. CAP. I.F.C.	558 424 380	558 424 380
PARTICIP C.I. CAP. BIRD	10 950 000 000	10 950 000 000	BONS TRESOR EN FAV. BIRD	7 641 197 223	10 033 438 223
OR EN DEPOT	1	1	PARTICIP C.I. CAP. BIRD	10 950 000 000	10 950 000 000
TRESOR OR RECU EN DEPOT	1		OR EN DEPOT	1	1
OPERATIONS / TITRES D'ETAT	739 957 684 725	788 166 510 576	TRESOR OR EN DEPOT	1	1
TITRES D'ETAT CEDES	287 542 810 996	325 996 239 196	OPERATIONS / TITRES D'ETAT	739 957 684 725	788 166 510 576
TITRES D'ETAT UMOA DETENUS	153 950 000 000	161 200 000 000	COMPTES TITRES INVEST.	272 592 810 996	500 000 000
TITRES D'ETAT DEPOSES EN GARANTIE	10 950 000 000	5 000 000 000	COMPTES TITRES INTERM. P / SON CPTE	7 900 000 000	317 896 239 196
ENGTS / TITRES C.C.	287 514 873 729	295 970 271 380	C.TIT. GAG.I.C	4 900 000 000	5 350 000 000
			COMPTES TITRES INTERM TIERS	10 950 000 000	0
			DIV. DEP. TITRES D'ETAT EN GAR.	156 100 000 000	5 000 000 000
			COMPTES TITRES DETENTEURS UEMOA	287 514 873 729	163 450 000 000
			CTRPARTIE ENG.S/TITRISATION CON. CONS	0	295 970 271 380
ACCORDS DE CONSOLIDATION	137 540 011 694	137 540 011 694	ACCORDS DE CONSOLIDATION	137 540 011 694	137 540 011 694
ACCORDS DE CONSOLIDATION	137 540 011 694	137 540 011 694	ACCORDS DE CONSOLIDATION	137 540 011 694	137 540 011 694
ENGAGEMENT RETRAITE AGENTS B.C.E.A.O.	0	10 015 326 356	ENGAGEMENT RETRAITE AGENTS B.C.E.A.O.	0	10 015 326 356
TOTAL	1 111 499 952 191	1 154 686 167 564	TOTAL	1 111 499 952 191	1 154 686 167 564

SOMMAIRE

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A.2
Position nette des Etats vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A.3 à A.6
Commercialisation des principaux produits agricoles d'exportation	A.7 à A.8
Production des principales cultures vivrières	A.9 à A.10
Elevage et pêche	A.11 à A.12
Mines et pétrole	A.13
Prix à la production des cultures d'exportation	A.14
Indice général des prix à la consommation africaine	A.15
Situation des Institutions monétaires	A.16 à A.24
Situation de la Banque Centrale	A.25 à A.33
Situation des banques	A.34 à A.42
Position nette des Gouvernements	A.43 à A.51
Epargne intérieure des particuliers et entreprises privées	A.52 à A.56
Evolution de la base monétaire	A.57 à A.65
Utilisations déclarées aux Centrales des risques :	
- Crédits à court terme	A.66 à A.73
- Crédits à moyen et long termes	A.74 à A.81
Balances des paiements	A.82 à A.86
Décomposition de la circulation fiduciaire	A.87
Mouvements de billets entre agences	A.88
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la B.C.E.A.O.	A.89

COURS MONDIAUX DES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

	1994	1995	1996	1997	1996				1997			
					1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Prix moyens de la période en francs CFA / kg												
Cacao												
Prix indicatif O.I.C.C.	758	740	946	944	660	777	760	763	806	930	1.034	1.014
Café												
Prix indicatif robusta O.I.C.	1.428	916	1.034	1.034	985	1.018	875	785	928	1.137	1.034	1.036
Coton												
Indice A Liverpool	905	883	951	951	916	933	823	860	932	943	1.004	923
Huile d'arachide brute												
Toutes origines												
Rotterdam	560	458	593	591	452	469	458	452	500	578	658	634
Huile de palme												
Sumatra												
C.I.F. N.W. Europe	287	271	318	318	255	279	261	289	319	318	309	324

Sources : Reuters (art.).

INDICES DES COURS MONDIAUX EXPRIMES EN FRANCS CFA DES PRINCIPAUX PRODUITS DE BASE EXPORTES PAR L'UMOA

	1994	1995	1996	1997	1996				1997			
					1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Indices moyens - Base 100 année 1980												
INDICE GENERAL	138,9	125,6	134,9	134,8	125,1	128,8	124,3	124,1	129,9	137,0	139,2	133,3
dont produits végétaux	146,0	133,2	133,2	143,8	132,7	137,1	131,6	131,3	138,0	146,6	148,8	141,8
- Cacao	70,2	67,3	86,0	85,8	60,0	70,6	69,1	69,4	73,2	84,5	94,0	92,2
- Café	105,2	66,8	75,4	75,4	71,9	74,2	63,8	57,3	67,7	83,0	75,4	75,6
- Oléagineux	125,5	117,4	137,6	137,6	111,4	121,5	116,0	120,8	134,3	140,6	142,9	132,4
- Bois	352,8	352,8	352,8	352,8	352,8	352,8	352,8	352,8	352,8	352,8	352,8	352,8

Sources : Cotations des Marchés ; BCEAO.

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU F.M.I.

		30 septembre			31 décembre		
		1993	1994	1994	1995	1996	1997
Millions de D.T.S.							
U.M.O.A. - Position globale							
Département des D.T.S.	- Allocations	117,4	117,4	117,4	117,4	117,4	118,6
	- Disponibilités	9,5	15,5	-	10,2	5,7	2,3
Département général	- Quote-part	618,1	618,1	618,1	618,1	618,1	628,6
	- Positions de réserve	28,0	28,0	-	28,0	28,2	28,5
	- Encours des tirages	189,3	165,9	-	91,1	58,1	26,3
	dont : Tranches de crédits	78,7	94,5	87,7	56,5	42,0	26,3
	.Financt. compensatoire	-	-	-	-	-	-
	.Facilité élargie	-	-	-	-	-	-
	.Financt. supplément.	-	-	-	-	-	-
	.Accès élargi	85,8	59,0	55,5	34,6	16,1	-
	.Financt. stocks régulat.	-	-	-	-	-	-
	.Financt. comp. et pour imprévus	24,8	12,4	9,3	-	-	-
Facilité d'Ajust. Structurel.	- Encours des prêts	167,9	155,8	151,0	129,6	101,4	76,5
Facilité d'Ajust. Struct. Renf.	- Encours des prêts	186,8	285,3	381,9	611,3	755,7	830,6
Fonds fiduciaire	- Encours des prêts	-	-	-	-	-	-
Bénin							
Département des D.T.S.	- Allocations	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4
	- Disponibilités	0,1	0,1	-	0,1	0,2	0,1
Département général	- Quote-part	45,3	45,3	45,3	45,3	45,3	45,3
	- Positions de réserve	2,1	2,1	-	2,1	2,1	2,2
	- Recours au crédit du Fonds	-	-	-	-	-	-
Facilité d'Ajust. Struct. Renf.	- Encours des prêts	8,7	17,7	26,8	35,8	49,4	53,9
Facilité d'Ajust. Struct.	- Encours des prêts	22,6	22,6	22,0	20,8	19,5	16,1
Fonds fiduciaire	- Encours des prêts	-	-	-	-	-	-
Burkina							
Département des D.T.S.	- Allocations	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4
	- Disponibilités	5,6	5,6	-	5,5	1,8	1,6
Département général	- Quote-part	44,2	44,2	44,2	44,2	44,2	44,2
	- Positions de réserve	7,2	7,2	-	7,2	7,2	7,2
	- Recours au crédit du Fonds	-	-	-	-	-	-
Facilité d'Ajust. Struc. Renf.	- Encours des prêts	4,1	8,2	13,9	28,4	35,0	48,3
Facilité d'Ajust. Structurel	- Encours des prêts	11,1	15,8	19,0	22,1	21,5	20,2
Fonds fiduciaire	- Encours des prêts	-	-	-	-	-	-

Source : Fonds Monétaire International.

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU F.M.I.

		30 septembre		31 décembre				
		1993	1994	1994	1995	1996	1997	
Millions de D.T.S.								
Côte d'Ivoire								
Département des D.T.S.	{	- Allocations	37,8	37,8	37,8	37,8	37,8	
		- Disponibilités	0,3	1,2	-	1,2	0,8	-
Département général	{	- Quote-part	238,2	238,2	238,2	238,2	238,2	238,2
		- Positions de réserve	0,1	0,1	-	-	0,1	0,2
		- Recours au crédit du Fds	169,3	118,7	44,7	48,9	16,1	-
		dont : .Tranches de crédits	71,3	50,6	44,7	14,5	-	-
		.Financt. compensatoire	-	-	-	-	-	-
		.Facilité élargie	-	-	-	-	-	-
		.Financt. supplément.	-	-	-	-	-	-
		.Financt. stocks régulat.	-	-	-	-	-	-
		.Accès élargi	73,2	55,7	53,3	34,4	16,1	-
		.Financ. comp. et pour imprévus	24,8	12,4	9,3	-	-	-
Facilité d'Ajust. Struct. Renf.	-Encours des prêts	-	59,6	119,1	238,2	333,5	333,5	
Fonds fiduciaire	-Encours des prêts	-	-	-	-	-	-	
Guinée-Bissau								
Département des D.T.S.	{	- Allocations	-	-	-	-	1,2	
		- Disponibilités	-	-	-	-	-	0,1
Département général	{	- Quote-part	-	-	-	-	-	10,5
		- Positions de réserve	-	-	-	-	-	-
		- Recours au crédit du Fonds	-	-	-	-	-	-
		Dont : .Tranches de crédits	-	-	-	-	-	-
		.Financt. compensatoire	-	-	-	-	-	-
		.Facilité élargie	-	-	-	-	-	-
		.Financt. supplément.	-	-	-	-	-	-
		.Financt stocks régulat.	-	-	-	-	-	-
		.Accès élargi	-	-	-	-	-	-
		.Financ. comp. et pour imprévus	-	-	-	-	-	-
Facilité d'Ajust. Struct. Renf.	- Encours des prêts	-	-	-	-	-	2,4	
Facilité d'Ajust. Structurel	- Encours des prêts	-	-	-	-	-	-	
Fonds fiduciaire	- Encours des prêts	-	-	-	-	-	-	
Source : Fonds Monétaire International.								

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU F.M.I.

		30 septembre		31 décembre				
		1993	1994	1994	1995	1996	1997	
Millions de D.T.S.								
Mali								
Département des D.T.S.	{	- Allocations	15,9	15,9	15,9	15,9	15,9	
		- Disponibilités	0,1	0,1	-	0,3	0,2	0,1
Département général	{	- Quote-part	68,9	68,9	68,9	68,9	68,9	68,9
		- Positions de réserve	8,7	8,7	-	8,7	8,7	8,7
		- Recours au crédit du Fonds	7,0	1,9	1,0	-	-	-
		dont : Tranches de crédits	7,0	1,9	1,0	-	-	-
		Accès élargi	-	-	-	-	-	-
Facilité d'Ajust. Struct. Renf.	- Encours des prêts	10,2	24,9	39,6	69,1	89,7	108,9	
Facilité d'Ajust. Structurel	- Encours des prêts	35,6	33,5	33,5	30,0	24,9	21,3	
Fonds fiduciaire	- Encours des prêts	-	-	-	-	-	-	
Niger								
Département des D.T.S.	{	- Allocations	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4	
		- Disponibilités	0,5	0,1	-	0,2	1,3	-
Département général	{	- Quote-part	48,3	48,3	48,3	48,3	48,3	48,3
		- Positions de réserve	8,6	8,6	-	8,6	8,6	8,6
		- Recours au crédit du Fonds	2,8	11,6	11,1	11,1	11,1	7,0
		dont : Tranches de crédits	-	11,1	11,1	11,1	11,1	7,0
		.Financt. compensatoire	-	-	-	-	-	-
		.Accès élargi	2,8	0,5	-	-	-	-
Facilité d'Ajust. Struct. Renf.	- Encours des prêts	16,9	16,2	15,6	13,6	19,9	35,8	
Facilité d'Ajust. Structurel	- Encours des prêts	20,6	17,0	15,1	10,3	5,6	2,2	
Fonds fiduciaire	- Encours des prêts	-	-	-	-	-	-	
Sénégal								
Département des D.T.S.	{	- Allocations	24,5	24,5	24,5	24,5	24,5	
		- Disponibilités	2,8	8,3	-	2,6	1,2	0,4
Département général	{	- Quote-part	118,9	118,9	118,9	118,9	118,9	118,9
		- Position de réserve	1,1	1,1	-	1,2	1,3	1,3
		- Recours au crédit du Fonds	4,5	30,9	30,9	30,9	30,9	19,3
		dont : Tranches de crédits	-	30,9	30,9	30,9	30,9	19,3
		.Financt. compensatoire	-	-	-	-	-	-
		.Facilité élargie	-	-	-	-	-	-
		.Financt. supplément	-	-	-	-	-	-
		.Accès élargi	4,5	-	-	-	-	-
Facilité d'Ajust. Struct. Renf.	- Encours des prêts	127,7	139,5	137,1	175,8	180,0	191,9	
Facilité d'Ajust. Structurel	- Encours des prêts	51,9	42,3	37,4	26,6	15,5	7,6	
Fonds fiduciaire	- Encours des prêts	-	-	-	-	-	-	

Source : Fonds Monétaire International.

Source : Fonds Monétaire International.

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU F.M.I.

		30 septembre		31 décembre			
		1993	1994	1994	1995	1996	1997
Millions de D.T.S.							
Togo							
Département des D.T.S.	- Allocations	11,0	11,0	11,0	11,0	11,0	11,0
	- Disponibilités	0,1	0,1	-	0,3	0,2	-
Département général	- Quote-part	54,3	54,3	54,3	54,3	54,3	54,3
	- Positions de réserve	0,2	0,2	-	0,2	0,2	0,3
	- Recours au crédit du Fonds	5,7	2,8	2,2	0,2	-	-
	dont : Tranches de crédits	0,4	-	-	-	-	-
	.Financt. supplément.	-	-	-	-	-	-
	.Accès élargi	5,3	2,8	2,2	0,2	-	-
Facilité d'Ajust. Struct. Renf.	- Encours des prêts	19,2	19,2	29,8	50,4	48,1	55,9
Facilité d'Ajust. Structurel	- Encours des prêts	26,1	24,6	24,0	19,8	14,4	9,0
Fonds fiduciaire	- Encours des prêts	-	-	-	-	-	-

Source : Fonds Monétaire International.

U.M.O.A. - COMMERCIALISATION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES D'EXPORTATION

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Tonnes						
BENIN						
Arachides	74 141	73 932	73 822	77 626	57 570	65 532
Coton graine	177 123	161 595	270 530	265 822	349 620	348 793
Karité	8 000	-	-	-	-	-
Régime de palme	49 000	56 200	54 300	25 700	-	-
Palmistes	3 580	-	-	723	-	-
BURKINA						
Arachides	98 800	143 400	206 300	203 200	213 300	260 226
Coton graine	167 200	163 300	117 000	143 000	150 892	214 305
Karité	90 000	82 800	76 200	70 100	75 700	-
Sésame	1 151	2 000	3 500	-	-	-
COTE D'IVOIRE						
Café	259 476	139 512	145 615	197 306	176 063	322 735
Cacao	747 724	696 969	887 474	862 000	1 264 831	1 130 000
Coton graine	193 673	238 784	258 190	209 000	221 785	265 145
Régime de palme	1 117 850	1 430 631	965 453	-	-	-
Palmistes	40 120	42 864	26 760	-	-	-
Caoutchouc	72 410	70 980	71 420	76 918	78 947	-
Canne à sucre	1 445 157	1 212 880	-	-	-	-
Tabac	116	150	214	255	-	-
Bananes(2)	142 255	169 995	155 705	171 830	184 638	168 671
Ananas(2)	130 553	133 389	143 428	146 743	156 863	135 698
Bois en grume (1)	260	344	421	371	318	-
Bois débité (1)	620	642	759	725	497	-
GUINEE-BISSAU						
Arachides	-	-	-	16 326	15 810	15 820
Noix de cajou	-	-	-	24 793	29 007	38 580
Palmistes	-	-	-	1 154	1 786	252
Coton	-	-	-	1 181	784	520
MALI						
Arachides	148 400	141 100	147 070	213 008	155 541	134 000
Coton graine	272 627	320 000	246 362	293 769	405 939	534.128
Karité	-	-	-	-	-	-
Tabac	432	588	1 489	401	-	-
Canne à sucre	312 200	274 655	284 414	262 333	263 600	-
NIGER						
Arachides	46 000	40 200	45 600	67 400	111 100	196 000
Coton graine	5 000	8 000	1 468	4 500	14 000	10 400
SENEGAL						
Arachides	728 368	578 498	627 633	678 040	790 617	588 181
Coton graine	50 577	51 176	38 769	28 664	31 364	38 399
Tomate industrielle	55 700	24 700	34 300	21 700	13 100	3 400

U.M.O.A. - COMMERCIALISATION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES D'EXPORTATION (suite)

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Tonnes						
TOGO						
Café	25 698	5 386	9 804	11 594	5 129	17 265
Cacao	4 157	3 384	3 130	4 370	9 006	11 200
Coton graine	97 541	70 000	125 662	54 939	40 753	52 910
Arachides	21 800	32 100	34 700	38 600	35 100	55 400
Karité	3 000	-	-	-	3 704	-
Régime de palme	-	-	-	-	-	-
Palmistes	14 500	15 100	-	-	-	-
UMOA						
Tomate industrielle	55 700	24 700	34 300	21 700	13 100	3 400
Cacao	751 881	700 353	890 604	866 370	1 273 837	1 141 200
Café	285 174	144 898	155 419	208 900	181 192	340 000
Coton graine	963 741	1 012 855	1 057 981	1 000 875	1 215 137	1 464 600
Régime de palme	1 166 850	1 486 831	1 019 753	25 700	-	-
Palmistes	58 200	57 964	26 760	1 877	1 786	252
Karité	101 000	82 800	76 200	70 100	79 404	-
Sésame	1 151	2 000	3 500	-	-	-
Arachides	1 117 509	1 009 230	1 135 125	1 294 200	1 379 038	1 315 159
Caoutchouc	72 410	70 980	71 420	76 918	78 947	-
Tabac	548	738	1 703	656	-	-
Bananes	142 255	169 995	155 705	171 830	184 638	168 671
Ananas	130 553	133 389	143 428	146 743	156 863	135 698
Bois en grume (1)	260	344	421	371	318	-
Bois débité (1)	620	642	759	725	497	-
Canne à sucre	1 757 357	1 487 535	284 414	262 333	263 600	-
Noix de cajou	-	-	-	24 793	29 007	38 580
(1) : milliers de m3						
(2): Exportations						
Source : Organismes nationaux de commercialisation.						

U.M.O.A. - PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES VIVRIERES

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Milliers de tonnes						
BENIN						
Igname	1 177,5	1 224,9	1 185,1	1 250,5	1 346,1	1 410,1
Manioc	1 046,4	1 040,8	1 146,6	1 045,8	1 456,6	1 856,5
Maïs	431,0	459,5	483,4	491,5	555,7	698,8
Mil et sorgho	142,1	136,5	129,2	137,6	134,6	144,7
Haricot et niébé	55,2	62,2	43,7	48,1	61,0	70,0
Riz paddy	10,5	11,5	11,8	13,7	22,2	25,1
BURKINA						
Maïs	315,1	341,3	270,7	350,3	365,9	293,7
Mil et sorgho	2 086,8	2 075,6	2 209,6	2 063,8	1 985,7	2 065,5
Riz paddy	38,6	46,7	53,8	61,0	81,1	111,9
COTE D'IVOIRE						
Igname	2 666,1	2 765,7	3 999,0	4 091,0	2 975,0	3 400,0
Manioc	1 345,0	1 396,9	1 547,3	1 608,0	1 670,0	1 895,0
Maïs	493,5	512,3	559,4	552,0	575,0	629,0
Mil et sorgho	79,0	91,0	90,0	90,0	90,0	90,0
Bananes plantain	1 241,0	1 553,7	1 707,4	1 844,7	-	1 630,0
Riz paddy	637,4	732,0	854,0	888,5	791,3	935,6
GUINEE-BISSAU						
Riz paddy	-	-	-	131,0	133,3	135,5
Manioc	-	-	-	15,7	16,2	21,1
Patate douce	-	-	-	18,3	18,8	22,5
MALI						
Maïs	226,0	218,8	283,4	322,5	243,3	294,0
Mil et sorgho	1 690,7	1 419,3	1 484,9	1 643,8	1 275,2	1 280,0
Riz paddy	444,5	404,5	427,6	469,1	416,4	617,0
NIGER						
Mil et sorgho	2 380,0	2 174,0	2 766,4	2 368,6	2 306,4	2 270,3
Haricot et niébé	461,2	402,3	162,8	382,6	184,1	295,2
Riz paddy	9,1	40,3	9,1	62,0	51,0	52,5
SENEGAL						
Maïs	102,6	114,6	138,3	108,2	106,5	88,6
Mil et sorgho	670,6	562,7	752,6	670,8	794,1	734,4
Haricot et niébé	16,7	8,7	55,9	29,0	41,9	20,6
Riz paddy	193,9	214,0	193,4	162,2	155,2	148,8
Manioc	-	45,9	43,5	76,9	55,5	37,0
Pastèques	-	-	500,0	122,1	233,0	219,5

U.M.O.A. - PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES VIVRIERES (suite)

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Milliers de tonnes						
TOGO						
Igname	376,5	368,0	530,4	484,0	530,5	604,7
Manioc	510,5	452,1	389,5	430,9	602,2	548,3
Maïs	231,4	278,1	393,1	347,6	290,4	387,6
Mil et sorgho	191,2	187,6	201,5	167,4	246,5	211,4
Haricot et niébé	17,0	23,8	38,6	27,7	29,0	42,6
Riz paddy	39,8	25,3	34,0	50,1	51,2	76,5
UMOA						
Igname	4 220,1	4 358,6	5 714,5	5 825,5	4 851,6	5 414,7
Manioc	2 901,9	2 935,7	3 126,9	3 177,3	3 800,5	4 357,9
Maïs	1 799,6	1 924,6	2 128,3	2 172,1	2 136,8	2 391,7
Mil et sorgho	7 240,4	6 646,7	7 634,2	7 142,0	6 832,5	6 796,3
Haricot et niébé	550,1	497,0	301,0	487,4	316,0	428,4
Bananes plantain	1 241,0	1 553,7	1 707,4	1 844,7	-	1 630,0
Riz paddy	1 373,8	1 474,3	1 583,7	1 837,6	1 701,7	2 102,9
Pastèques	-	-	500,0	122,1	233,0	219,5
Patate douce	-	-	-	18,3	18,8	22,5

Source : Ministère de l'Agriculture des Etats.

U.M.O.A. - ELEVAGE ET PECHE

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Milliers de têtes						
ELEVAGE						
BENIN						
Bovins	1 141	1 140	1 223	1 294	1 350	1 386
Ovins et caprins	1 484	1 540	1 573	1 575	1 607	1 668
Porcins	513	536	555	566	584	-
Volaille	-	-	-	8 944	9 194	9 451
BURKINA						
Bovins	4 096	4 178	4 262	-	-	4 500
Ovins et caprins	12 212	12 546	12 886	-	-	14 121
Porcins	529	541	529	-	-	-
Volailles	18 166	18 620	18 166	-	-	20 518
COTE d'IVOIRE (1)						
Bovins	19 036	19 501	19 791	20 291	20 818	-
Ovins et caprins	5 890	6 038	6 189	6 345	6 502	-
Porcins	7 735	7 969	7 728	7 950	6 491	-
Volailles	20 000	21 000	18 711	19 176	23 036	-
GUINEE-BISSAU						
Bovins	-	-	2 037	2 094	2 199	2 858
Ovins et caprins	-	-	496	510	536	696
Volailles	-	-	772	773	928	1 206
MALI						
Asins	609	627	646	617	-	-
Bovins	5 298	5 285	5 541	5 708	5 879	6 056
Ovins et caprins	11 993	12 300	12 552	13 179	13 838	14 530
Porcins	80	64	65	45	-	-
Equins	90	97	105	116	-	-
Volailles	22 000	22 300	22 500	22 700	-	-
Camelins	247	250	252	364	-	-
NIGER						
Bovins	1 958	2 893	1 947	1 986	2 047	-
Ovins et caprins	8 323	12 326	9 368	9 621	9 976	-
SENEGAL						
Bovins	2 627	2 693	2 760	2 829	2 870	2 913
Ovins et caprins	7 293	6 733	7 034	7 350	7 485	7 811
Porcins	146	154	161	177	171	191
Equins	796	831	800	860	793	831
Volailles	28 049	15 305	15 773	16 656	16 882	17 981

U.M.O.A - ELEVAGE ET PECHE (suite)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Milliers de têtes						
TOGO						
Bovins	260	262	263	268	274	280
Ovins et caprins	2 600	2 610	2 600	2 669	2 742	2 816
Porcins	253	255	290	292	294	296
Volailles	7 000	8 500	5 340	5 579	5 830	6 092
UMOA(*)						
Asins	609	627	646	617	-	-
Camelins	247	250	252	364	-	-
Bovins	15 380	16 451	18 033	14 179	14 619	18 370
Ovins et caprins	49 795	54 093	52 698	41 249	42 686	45 280
Porcins	9 256	9 519	9 328	9 030	7 540	487
Equins	886	928	905	976	793	831
Volailles	95 215	85 725	81 262	73 828	55 870	55 248
PECHE						
Tonnes						
BENIN	32 489	30 217	37 900	44 379	42 175	42 000
BURKINA	-	-	-	-	-	-
COTE D'IVOIRE	39 223	29 012	27 935	25 570	30 229	23 500
GUINEE BISSAU						
MALI	-	-	-	-	-	-
NIGER	2 044	2 962	2 516	-	3 100	-
SENEGAL	367 534	309 273	314 750	356 170	416 682	419 000
TOGO	10 635	16 414	15 551	-	-	-
UMOA	451 925	387 878	398 652	426 119	492 186	484 500
Sources : Rapports périodiques des Agences.						
(*) Non compris les données de la Côte d'Ivoire.						
(1) En tonnes.						

UMOA - MINES ET PETROLE

Périodes	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire		Mali	Niger	Sénégal			Togo
	Pétrole	Or	Pétrole	Or	Or	Uranium	Phosphates	Phosphates	Sel	Phosphates
			Milliers				de calcium	d'alumine	marin	
			de barils	kg			tonnes	tonnes	tonnes	
PRODUCTION										
1988	1 637 443	3 380	77 499	-	-	287	2 245 000	61 300	75 000	3 344 003
1989	1 315 300	2 378	74 422	404	-	2 957	2 189 000	92 700	75 000	3 355 540
1990	1 415 800	3 572	69 108	288	-	2 831	2 039 000	90 800	100 000	2 438 674
1991	1 352 700	2 926	73 050	1 245	4 597	2 777	1 546 000	65 800	100 000	2 964 702
1992	933 300	2 404	69 371	1 776	5 467	2 966	2 110 000	53 800	-	2 030 702
1993	1 061 900	1 857	63 035	1 907	5 939	2 851	1 667 000	21 538	85 000	-
1994	884 577	1 275	-	1 872	4 599	2 956	1 587 300	19 200	87 000	2 121 489
1995	653 615	1 336	2 294	2 008	5 812	2 974	1 473 500	1 500	110 000	2 591 213
1996	552 144	1 024	5 815	2 054	6 584	2 937	1 376 000	-	100 000	2 730 715
1997	455 100	1 067	5 266	2 485	16 323	3 498	1 584 405	-	110 000	2 631 350
VENTES										
1988	1 656 477	3 155	-	-	-	-	1 773 800	68 000	60 300	2 867 486
1989	1 370 400	2 038	-	404	-	-	1 420 900	82 300	83 500	3 013 147
1990	1 265 300	3 471	-	288	-	3 030	1 268 000	98 400	102 400	2 309 313
1991	1 366 600	835	-	1 245	-	2 945	1 183 600	55 100	-	3 046 599
1992	979 700	-	-	1 776	-	2 841	1 054 800	53 400	84 000	2 081 436
1993	1 085 100	723	-	1 907	-	3 748	859 359	23 472	80 200	1 567 391
1994	971 115	533	-	1 872	-	2 787	603 136	26 464	110 600	2 181 489
1995	664 419	1 487	-	2 008	-	3 116	853 594	600	95 247	2 472 319
1996	569 235	878	-	2 054	-	2 748	830 010	-	98 640	2 733 556
1997	408 527	940	-	2 485	-	3 321	598 806	-	915 284	2 686 640

Sources : Rapports périodiques des Agences.

U.M.O.A. - PRIX A LA PRODUCTION DES CULTURES D'EXPORTATION

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
	Francs CFA le kilogramme					
BENIN						
Arachide en coque	74	74	74	78	-	-
Palmistes	30	35	40	40	40	-
Coton graine (allen,1er choix)	95	95	100	140	165	200
Karité	20	10	10	76	-	-
BURKINA						
Arachide décortiquée	95	95	60	libre	libre	libre
Coton graine (allen,1er choix)	95	95	112	112	140	160
Karité	25	20	112	112	-	-
Sésame	92	70	60	libre	libre	libre
COTE D'IVOIRE						
Arachide décortiquée	75	75	-	-	-	-
Cacao	200	200	240	398	320	320
Café (a)	100	170	275	675	700	500
Coton graine (allen,1er choix)	90	90	104	145	155	155
Régime de palme	19	19	19	21	21	-
Caoutchouc	-	138	120	219	-	-
GUINEE-BISSAU						
Arachide	-	-	-	-	-	-
Noix de cajou	-	-	-	-	-	-
Palmiste	-	-	-	-	-	-
Coton	-	-	-	-	-	-
MALI						
Arachide en coque	libre	libre	libre	libre	libre	libre
Coton graine (allen,1er choix)	85	85	97	125	145	155
Karité	-	-	-	-	-	-
NIGER						
Arachide en coque	libre	libre	libre	libre	libre	libre
Coton graine (allen,1er choix)	100	100	77	140	165	175
SENEGAL						
Arachide en coque	80	80	100	120	125	131
Coton graine (allen,1er choix)	100	100	110	150	170	170
TOGO						
Arachide décortiquée	50	116	128	206	227	-
Cacao RP	250	225	550	550	450	460
Café Marchand	185	150	350	650	750	-
Café triage	-	75	200	400	200	430
Coton graine (allen,1er choix)	100	90	110	145	170	180
Karité	40	40	40	40	50	-
Palmistes	40	40	54	59	65	-
Source : Journaux officiels des Etats.						
(a) décortiqué et trié à partir de 1994-1995.						

U.M.O.A. - INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION AFRICAINE

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
COTONOU Base 100 : Décembre 1991						
1er trimestre	101,8	103,7	143,2	164,0	170,7	177,6
2e trimestre	105,8	106,8	144,8	167,5	173,6	181,3
3e trimestre	103,1	105,7	146,2	167,5	176,1	178,0
4e trimestre	104,0	105,8	159,1	169,9	176,4	182,5
Année	103,7	105,4	148,3	167,2	174,2	179,9
OUAGADOUGOU Base 100 : Juillet 1981 - juin 1982						
1er trimestre	120,9	121,9	141,8	163,0	171,6	179,6
2e trimestre	125,2	123,5	156,8	166,8	175,3	181,2
3e trimestre	125,1	124,9	159,2	168,5	181,9	183,1
4e trimestre	122,8	126,3	162,9	169,6	179,8	181,3
Année	123,5	124,2	155,2	167,0	177,2	181,3
ABIDJAN Base 100 : Août 1984 - Juillet 1985 (a)						
1er trimestre	131,0	100,5	115,9	144,4	146,4	153,7
2e trimestre	135,1	100,7	126,4	147,5	150,0	158,9
3e trimestre	137,8	101,6	132,6	146,4	150,3	160,0
4e trimestre	136,1	100,9	134,0	145,4	149,5	157,1
Année	135,0	100,9	127,2	145,3	149,1	157,4
BAMAKO Base 100 : Juillet 1986 - Juin 1987 (b)						
1er trimestre	106,4	103,8	117,9	137,3	150,3	153,3
2e trimestre	105,5	104,0	128,4	146,4	158,2	155,0
3e trimestre	105,7	107,6	136,8	151,2	160,6	156,6
4e trimestre	104,2	105,0	137,7	152,1	155,8	155,9
Année	105,5	105,1	130,2	146,8	156,2	155,2
NIAMEY Base 100 : 1989 (c)						
1er trimestre	93,6	92,7	110,8	136,0	143,0	149,7
2e trimestre	94,6	93,0	128,9	139,4	149,3	154,2
3e trimestre	96,9	96,9	136,0	147,3	155,5	155,8
4e trimestre	92,8	95,0	135,8	143,7	148,7	154,4
Année	94,5	94,4	127,7	141,6	149,1	153,5
DAKAR Base 100 : 1967 ramenée à 1970						
1er trimestre	485,1	475,8	577,9	661,5	688,8	712,1
2e trimestre	483,2	473,0	616,9	669,7	693,4	706,4
3e trimestre	484,3	491,6	667,9	705,9	722,2	722,4
4e trimestre	485,7	486,5	683,1	712,6	721,0	733,9
Année	484,6	481,7	636,5	687,4	706,3	718,7
LOME Base 100 : ramenée à 1970 (d)						
1er trimestre	439,3	431,8	539,7	159,7	166,1	178,9
2e trimestre	442,0	438,7	592,2	170,0	168,1	183,9
3e trimestre	427,2	429,0	604,6	161,6	170,5	184,5
4e trimestre	421,7	428,0	154,1	164,3	172,0	185,2
Année	432,6	431,9	472,7	163,9	169,2	183,1
(a) Indice des prix à la consommation pour les ménages dont le chef est ouvrier, employé et artisan. Nouvelle base 100 : novembre 1992 - octobre 1993 à partir de 1994.						
(b) Indice national des prix à la consommation des ménages.						
(c) Base 100 : 1989 depuis 1992.						
(d) Base 100 : année 1987 à partir d'octobre 1994.						
Source : Directions nationales de la Statistique.						

BENIN - SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
	Millions de francs cfa											
Avoirs extérieurs nets	145 073,1	135 735,4	104 071,6	115 689,5	134 770,6	165 365,8	191 062,2	201 694,8	202 570,3	206 824,3		
Banque Centrale	84 581,6	43 051,1	40 795,2	37 779,4	52 562,4	72 771,5	80 081,2	87 122,8	87 160,3	79 946,3		
Banques	60 491,5	92 684,3	63 276,4	77 910,1	82 208,2	92 594,3	110 981,0	114 572,0	115 410,0	126 878,0		
Crédit intérieur	99 112,8	117 709,6	122 243,1	125 413,4	128 014,6	121 516,9	102 689,0	98 337,0	90 375,2	90 370,5		
Position nette des Gouvernements	23 091,3	36 262,5	29 762,6	31 164,6	32 457,4	19 121,0	34 165,0	32 749,0	24 379,2	18 675,5		
Crédits à l'économie	76 021,5	81 447,1	92 480,5	94 248,8	95 557,2	102 395,9	68 524,0	65 588,0	65 996,0	71 695,0		
Crédits de campagne	0,0	0,0	8 140,0	8 405,0	7 030,0	5 541,0	5 666,0	3 693,0	0,0	0,0		
Crédits ordinaires	76 021,5	81 447,1	84 340,5	85 843,8	88 527,2	96 854,9	62 858,0	61 895,0	65 996,0	71 695,0		
dont : douteux et litigieux	5 190,2	6 480,2	7 006,6	6 511,7	6 674,6	5 736,8	1 768,0	1 019,0	1 372,0	2 198,0		
ACTIF = PASSIF	244 185,9	253 445,0	226 314,7	241 102,9	262 785,2	286 882,7	293 751,2	300 031,8	292 945,5	297 194,8		
Masse monétaire	252 348,7	247 713,6	240 661,1	237 840,2	263 435,3	280 205,3	280 336,0	285 382,1	278 261,6	293 491,1		
Circulation fiduciaire	77 342,0	50 646,7	52 727,2	52 681,7	62 946,7	68 873,5	82 191,0	85 391,1	78 866,4	80 754,7		
Dépôts en CCP	2 035,7	2 844,0	3 526,2	4 990,6	5 729,2	5 294,5	4 513,4	4 680,3	4 232,9	4 412,5		
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Dépôts en banque	172 971,0	194 222,9	184 407,7	180 167,9	194 759,4	206 037,3	193 631,6	195 310,7	195 162,3	208 323,9		
Sociétés d'Etat et EPIC	52 946,8	71 410,9	56 394,8	61 782,1	52 295,9	69 235,9	64 974,6	40 897,7	65 734,8	73 649,2		
- à vue	27 906,2	28 240,1	30 932,8	29 871,1	26 155,9	32 399,9	28 328,6	17 993,7	27 233,8	32 157,2		
- à terme	25 040,6	43 170,8	25 462,0	31 911,0	26 140,0	36 836,0	36 646,0	22 904,0	38 501,0	41 492,0		
Particuliers et entreprises privées	120 024,2	122 812,0	128 012,9	118 385,8	142 463,5	136 801,4	128 657,0	154 413,0	129 427,5	134 674,7		
- à vue	78 936,3	79 999,2	82 210,8	76 479,4	85 950,0	83 167,6	65 661,0	70 420,0	62 126,5	76 549,7		
- à terme	41 087,9	42 812,8	45 802,1	41 906,4	56 513,5	53 633,8	62 996,0	83 993,0	67 301,0	58 125,0		
Autres éléments nets	-8 162,8	5 731,4	-14 346,4	3 262,7	-650,1	6 677,4	13 415,2	14 649,7	14 683,9	3 703,7		
POUR MEMOIRE												
- Crédits à court terme	57 132,1	55 674,0	66 088,0	71 434,0	68 760,8	73 680,8	41 646,0	37 263,0	39 359,0	40 142,0		
- Crédits à moyen et long terme	18 889,4	25 773,1	26 392,5	22 814,8	26 796,4	28 715,1	26 878,0	28 325,0	26 637,0	31 553,0		
Source : BCEAO.												

A.17

COTE D'IVOIRE - SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Juin	Sept.
Millions de francs cfa												
Avoirs extérieurs nets	-169 779,1	-20 311,1	27 493,3	75 275,5	-69 655,7	176,8	250 877,0	119 092,4	50 916,8	53 830,7		
Banque Centrale	-117 537,4	3 248,5	5 592,4	56 642,7	-59 559,7	22 976,8	208 747,0	116 333,4	47 560,8	70 950,7		
Banques	-52 241,7	-23 559,6	21 900,9	18 632,8	-10 096,0	-22 800,0	42 130,0	2 759,0	3 356,0	-17 120,0		
Crédit intérieur	1 381 807,1	1 540 052,3	1 582 773,5	1 465 228,5	1 496 097,1	1 593 062,2	1 541 467,6	1 595 248,4	1 608 681,7	1 722 886,7		
Position nette des Gouvernements	516 546,8	510 099,2	519 192,9	509 443,6	582 403,0	539 977,1	463 256,3	558 244,7	585 706,8	540 062,0		
Crédits à l'économie	865 260,3	1 029 953,1	1 063 580,6	955 784,9	913 694,1	1 053 085,1	1 078 211,3	1 037 003,7	1 022 974,9	1 182 824,7		
Crédits de campagne	173 054,1	236 121,6	250 886,0	163 020,0	99 970,0	178 034,0	229 617,0	165 968,0	142 237,0	248 397,0		
Crédits ordinaires	692 206,2	793 831,5	812 694,6	792 764,9	813 724,1	875 051,1	848 594,3	871 035,7	880 737,9	934 427,7		
dont : douteux et litigieux	44 873,2	36 853,5	23 797,0	6 066,0	33 022,0	42 726,0	40 987,0	51 366,0	49 246,0	64 932,0		
ACTIF = PASSIF	1 212 028,0	1 519 741,2	1 610 266,8	1 540 504,0	1 426 441,4	1 593 239,0	1 792 344,6	1 714 340,8	1 659 598,5	1 776 717,4		
Masse monétaire	1 206 593,5	1 429 857,5	1 462 320,6	1 395 807,5	1 312 096,4	1 486 915,5	1 655 059,2	1 528 615,7	1 460 329,0	1 609 420,8		
Circulation fiduciaire	392 600,4	451 398,7	446 151,3	391 991,4	353 642,1	473 231,0	525 177,3	448 683,3	398 124,0	571 822,8		
Dépôts en CCP	2 096,0	1 500,0	1 922,8	1 944,7	2 716,3	2 416,9	3 370,9	2 416,9	2 416,9	3 600,0		
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Dépôts en banque	811 897,1	976 958,8	1 014 246,5	1 001 871,4	955 738,0	1 011 267,6	1 126 511,0	1 077 515,5	1 059 788,1	1 033 998,0		
Sociétés d'Etat et EPIC	54 103,5	92 867,9	87 828,7	97 899,9	89 442,8	103 936,7	146 639,5	137 737,7	123 736,1	116 556,6		
- à vue	41 856,9	71 040,3	73 898,7	69 460,9	68 462,8	76 184,7	111 347,5	111 877,7	85 985,1	72 140,6		
- à terme	12 246,6	21 827,6	13 930,0	28 439,0	20 980,0	27 752,0	35 292,0	25 860,0	37 751,0	44 416,0		
Particuliers et entreprises privées	757 793,6	884 090,9	926 417,8	903 971,5	866 295,2	907 330,9	979 871,5	939 777,8	936 052,0	917 441,4		
- à vue	362 288,7	420 580,3	428 779,8	401 122,5	361 309,2	414 723,9	466 600,5	430 599,8	423 548,0	432 528,4		
- à terme	395 504,9	463 510,6	497 638,0	502 849,0	504 986,0	492 607,0	513 271,0	509 178,0	512 504,0	484 913,0		
Autres éléments nets	5 434,5	89 883,7	147 946,2	144 696,5	114 345,0	106 323,5	137 285,4	185 725,1	199 269,5	167 296,6		
POUR MEMOIRE												
- Crédits à court terme	541 542,5	689 920,0	745 567,5	645 186,8	585 012,1	718 787,1	765 111,3	707 710,7	688 349,9	837 708,7		
- Crédits à moyen et long terme	323 717,8	340 033,1	318 013,1	310 598,1	328 682,0	334 298,0	313 100,0	329 293,0	334 625,0	345 116,0		

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

	1995		1996		1997			
	Déc.		Déc.		Mars	Juin	Sept.	Déc.

MALI - SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Millions de francs cfa											
Avoirs extérieurs nets	93 640,6	98 805,7	165 254,1	188 163,5	178 922,3	190 467,8	188 633,4	185 883,1	159 312,6	183 391,8	
Banque Centrale	49 095,2	68 658,1	105 022,6	132 357,1	123 096,1	131 855,8	131 964,4	127 471,1	101 523,6	129 835,8	
Banques	44 545,4	30 147,6	60 231,5	55 806,4	55 826,2	58 612,0	56 669,0	58 412,0	57 789,0	53 556,0	
Crédit intérieur	119 194,5	136 883,2	159 556,0	137 536,9	127 678,2	137 567,5	185 441,5	182 706,3	194 297,8	178 017,3	
Position nette des Gouvernements	32 042,4	5 095,8	-12 139,0	-25 403,1	-37 752,1	-35 624,0	-17 303,5	-12 055,7	-4 333,2	-22 396,7	
Crédits à l'économie	87 152,1	131 787,4	171 695,0	162 940,0	165 430,3	173 191,5	202 745,0	194 762,0	198 631,0	200 414,0	
Crédits de campagne	440,1	4 600,6	21 530,0	22 344,0	7 946,0	2 852,0	34 394,0	32 664,0	14 138,0	986,0	
Crédits ordinaires	86 712,0	127 186,8	150 165,0	140 596,0	157 484,3	170 339,5	168 351,0	162 098,0	184 493,0	199 428,0	
dont : douteux et litigieux	18 266,6	17 879,2	13 737,0	12 680,0	11 436,0	10 774,0	11 531,0	11 553,0	11 936,0	13 073,0	
ACTIF = PASSIF	212 835,1	235 688,9	324 810,1	325 700,4	306 600,5	328 035,3	374 074,9	368 589,4	353 610,4	361 409,1	
Masse monétaire	237 006,5	254 555,3	332 827,2	323 635,1	300 667,0	317 752,2	354 350,2	348 308,4	336 671,9	345 331,6	
Circulation fiduciaire	90 348,9	107 537,9	121 382,4	128 765,5	116 461,2	120 252,6	137 984,0	139 496,0	127 103,9	129 464,7	
Dépôts en CCP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Dépôts en banque	146 657,6	147 017,4	211 444,8	194 869,6	184 205,8	197 499,6	216 366,2	208 812,4	209 568,0	215 866,9	
Sociétés d'Etat et EPIC	14 325,0	15 294,7	11 429,8	15 850,8	16 134,7	13 411,3	13 018,0	14 711,0	13 833,0	16 194,0	
- à vue	8 987,8	7 043,7	8 337,8	7 397,4	10 210,0	7 096,3	8 566,0	10 418,0	7 469,0	10 004,0	
- à terme	5 337,2	8 251,0	3 092,0	8 453,4	5 924,7	6 315,0	4 452,0	4 293,0	6 364,0	6 190,0	
Particuliers et entreprises privées	132 332,6	131 722,7	200 015,0	179 018,8	168 071,1	184 088,3	203 348,2	194 101,4	195 735,0	199 672,9	
- à vue	74 796,9	83 613,7	119 876,0	96 020,4	95 843,1	112 957,4	136 786,2	118 168,4	114 998,0	116 816,9	
- à terme	57 535,7	48 109,0	80 139,0	82 998,4	72 228,0	71 130,9	66 562,0	75 933,0	80 737,0	82 856,0	
Autres éléments nets	-24 171,4	-18 866,4	-8 017,1	2 065,3	5 933,5	10 283,1	19 724,7	20 281,0	16 938,5	16 077,5	
POUR MEMOIRE											
- Crédits à court terme	55 299,7	86 641,4	114 592,0	104 725,0	99 473,3	102 387,0	121 428,0	117 057,0	124 252,0	125 292,0	
- Crédits à moyen et long terme	31 852,4	45 146,0	57 103,0	58 215,0	65 957,0	70 804,5	81 317,0	77 705,0	74 379,0	75 122,0	
Source : BCEAO.											

NIGER - SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
	Millions de francs cfa											
Avoirs extérieurs nets	10 435,2	9 547,3	-3 132,6	-1 381,6	6 501,3	2 087,3	10 311,3	4 540,5	2 369,8	-6 691,9		
Banque Centrale	15 370,2	11 208,2	-2 097,0	510,0	4 116,9	5 551,9	11 807,6	3 305,5	-3 312,2	-11 449,9		
Banques	-4 935,0	-1 660,9	-1 035,6	-1 891,6	2 384,4	-3 464,6	-1 496,3	1 235,0	5 682,0	4 758,0		
Crédit intérieur	71 690,8	81 240,9	96 848,0	104 708,5	86 768,1	88 566,5	91 803,7	102 376,0	101 618,0	110 055,4		
Position nette des Gouvernements	26 122,9	39 237,1	54 325,2	54 258,7	44 225,3	45 229,7	55 850,0	68 172,3	67 544,3	74 484,7		
Crédits à l'économie	45 567,9	42 003,8	42 522,8	50 449,8	42 542,8	43 336,8	35 953,7	34 203,7	34 073,7	35 570,7		
Crédits de campagne	391,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Crédits ordinaires	45 176,9	42 003,8	42 522,8	50 449,8	42 542,8	43 336,8	35 953,7	34 203,7	34 073,7	35 570,7		
dont : douteux et litigieux	9 135,9	8 213,8	8 443,0	8 514,0	8 686,0	8 552,0	2 362,0	1 133,0	1 550,0	2 224,0		
ACTIF = PASSIF	82 126,0	90 788,2	93 715,4	103 326,9	93 269,4	90 653,8	102 115,0	106 916,5	103 987,8	103 363,5		
Masse monétaire	129 003,7	133 843,9	131 247,7	133 181,3	125 725,9	125 030,3	93 187,2	101 475,4	102 168,8	99 118,9		
Circulation fiduciaire	48 674,8	59 640,2	56 664,4	56 307,5	50 891,5	57 723,1	45 862,3	45 727,1	45 288,0	41 664,5		
Dépôts en CCP	2 104,0	1 819,2	2 478,2	2 561,4	2 411,1	2 578,1	2 655,3	2 578,1	2 578,1	2 464,2		
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Dépôts en banque	78 224,9	72 384,5	72 105,1	74 312,4	72 423,3	64 729,1	44 669,6	53 170,2	54 302,7	54 990,2		
Sociétés d'Etat et EPIC	4 109,7	4 515,4	5 699,8	5 458,8	5 572,8	5 464,8	3 937,0	4 452,0	2 750,0	4 838,0		
- à vue	1 956,7	2 017,4	2 776,3	2 481,3	1 994,3	2 103,3	2 792,0	3 520,0	1 543,0	2 582,0		
- à terme	2 153,0	2 498,0	2 923,5	2 977,5	3 578,5	3 361,5	1 145,0	932,0	1 207,0	2 256,0		
Particuliers et entreprises privées	74 115,2	67 869,1	66 405,3	68 853,6	66 850,5	59 264,3	40 732,6	48 718,2	51 552,7	50 152,2		
- à vue	39 048,6	36 761,2	30 336,1	33 057,4	33 036,3	28 293,1	20 820,6	26 222,2	26 555,7	27 147,2		
- à terme	35 066,6	31 107,9	36 069,2	35 796,2	33 814,2	30 971,2	19 912,0	22 496,0	24 997,0	23 005,0		
Autres éléments nets	-46 877,7	-43 055,7	-37 532,3	-29 854,4	-32 456,5	-34 376,5	8 927,8	5 441,1	1 819,0	4 244,6		
POUR MEMOIRE												
- Crédits à court terme	26 888,4	19 604,0	19 992,3	29 510,3	22 458,3	23 610,3	22 113,7	22 626,7	24 727,7	27 376,7		
- Crédits à moyen et long terme	18 679,5	22 399,8	22 530,5	20 939,5	20 084,5	19 726,5	13 840,0	11 577,0	9 346,0	8 194,0		

Source : BCEAO.

SENEGAL - SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
	Millions de francs cfa											
Avoirs extérieurs nets	-145 714,5	-112 403,7	-83 046,8	-107 688,6	-89 281,6	-76 201,9	-33 760,3	-40 408,7	4 008,9	13 183,3		
Banque Centrale	-142 958,6	-126 210,7	-110 514,8	-122 120,6	-104 492,6	-98 060,9	-58 793,2	-83 437,7	-35 035,1	-21 124,7		
Banques	-2 755,9	13 807,0	27 468,0	14 432,0	15 211,0	21 859,0	25 032,9	43 029,0	39 044,0	34 308,0		
Crédit intérieur	525 679,2	538 122,4	556 377,8	558 568,3	563 269,7	575 486,8	635 092,0	634 018,9	584 630,1	584 884,2		
Position nette des Gouvernements	171 973,3	179 488,2	175 688,8	169 239,4	163 515,4	160 955,4	239 290,6	239 121,0	179 838,0	153 266,6		
Crédits à l'économie	353 705,9	358 634,2	380 689,0	389 328,9	399 754,3	414 531,4	395 801,4	394 897,9	404 792,1	431 617,6		
Crédits de campagne	12 726,0	441,5	11 930,0	12 197,0	6 111,0	1 692,0	656,0	255,0	71,0	10 410,0		
Crédits ordinaires	340 979,9	358 192,7	368 759,0	377 131,9	393 643,3	412 839,4	395 145,4	394 642,9	404 721,1	421 207,6		
dont : douteux et litigieux	22 199,0	36 968,2	30 251,2	34 896,4	30 406,5	24 643,5	22 427,0	25 348,0	25 330,0	27 075,0		
ACTIF = PASSIF	379 964,7	425 718,7	473 331,0	450 879,7	473 988,1	499 284,9	601 331,7	593 610,2	588 639,0	598 067,5		
Masse monétaire	463 689,3	501 367,4	535 865,5	518 957,0	521 594,8	559 994,6	571 650,6	564 498,2	550 127,3	581 416,7		
Circulation fiduciaire	145 635,2	152 052,4	147 172,1	130 074,7	121 828,5	141 907,8	152 971,5	124 963,0	111 690,5	142 777,5		
Dépôts en CCP	3 943,7	4 325,2	4 221,0	3 254,3	3 852,2	2 835,1	3 790,6	2 260,6	2 610,5	4 000,0		
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Dépôts en banque	314 110,4	344 989,8	384 472,4	385 628,0	395 914,1	415 251,7	414 888,5	437 274,6	435 826,3	434 639,2		
Sociétés d'Etat et EPIC	17 788,1	18 842,5	28 692,4	29 165,7	29 397,9	26 521,6	31 257,7	41 199,3	42 706,4	36 383,3		
- à vue	11 027,2	12 736,9	15 009,0	12 408,4	14 686,0	15 489,7	10 656,7	15 534,3	8 277,4	8 149,3		
- à terme	6 760,9	6 105,6	13 683,4	16 757,3	14 711,9	11 031,9	20 601,0	25 665,0	34 429,0	28 234,0		
Particuliers et entreprises privées	296 322,3	326 147,3	355 780,0	356 462,3	366 516,2	388 730,1	383 630,8	396 075,3	393 119,9	398 255,9		
- à vue	143 503,7	147 642,0	159 755,0	161 300,5	165 842,6	183 390,1	177 631,8	177 776,3	176 789,9	188 805,9		
- à terme	152 818,6	178 505,3	196 025,0	195 161,8	200 673,6	205 340,0	205 999,0	218 299,0	216 330,0	209 450,0		
Autres éléments nets	-83 724,6	-75 648,7	-62 534,5	-68 077,3	-47 606,7	-60 709,7	29 681,1	29 112,0	38 511,7	16 650,8		
POUR MEMOIRE												
- Crédits à court terme	191 884,8	178 998,0	194 290,3	194 502,0	201 641,2	212 579,7	197 701,4	194 293,9	202 236,1	220 743,6		
- Crédits à moyen et long terme	161 821,1	179 636,2	186 398,7	194 826,9	198 113,1	201 951,7	198 100,0	200 604,0	202 556,0	210 874,0		

Source : BCEAO.

TOGO - SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

	1994			1995			1996			1997				
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Millions de francs cfa														
Avoirs extérieurs nets	30 618,0	17 598,9	31 480,1	42 839,0	10 453,2	2 160,0	7 906,7	-581,4	7 872,3	5 732,3				
Banque Centrale	-6 313,5	439,7	18 589,2	32 148,6	6 241,1	-9 770,3	4 548,7	-3 772,4	12 402,3	9 079,3				
Banques	36 931,5	17 159,2	12 890,9	10 690,4	4 212,1	11 930,3	3 358,0	3 191,0	-4 530,0	-3 347,0				
Crédit intérieur	118 128,5	169 769,2	176 327,8	161 260,9	182 235,5	187 102,3	230 322,5	211 687,6	211 915,3	199 973,4				
Position nette des Gouvernements	13 843,5	38 277,8	46 749,4	35 373,1	47 041,3	45 960,8	68 476,7	68 411,8	66 228,8	44 261,4				
Crédits à l'économie	104 285,0	131 491,4	129 578,4	125 887,8	135 194,2	141 141,5	161 845,8	143 275,8	145 686,5	155 712,0				
Crédits de campagne	2 120,2	6 258,4	6 223,2	3 561,1	1 752,2	5 067,9	4 164,0	2 621,0	3 880,0	7 906,0				
Crédits ordinaires	102 164,8	125 233,0	123 355,2	122 326,7	133 442,0	136 073,6	157 681,8	140 654,8	141 806,5	147 806,0				
dont : douteux et litigieux	16 271,8	17 723,5	6 903,1	5 445,6	5 280,2	6 132,8	5 171,0	4 960,0	7 106,0	7 101,0				
ACTIF = PASSIF	148 746,5	187 368,1	207 807,9	204 099,9	192 688,7	189 262,3	238 229,2	211 106,2	219 787,6	205 705,7				
Masse monétaire	163 472,6	199 884,9	215 397,3	208 164,6	198 467,0	187 192,8	217 748,0	202 589,9	221 513,5	196 626,7				
Circulation fiduciaire	44 829,7	73 479,5	95 868,9	86 465,7	74 837,5	59 713,3	72 210,3	66 265,0	64 087,6	59 833,0				
Dépôts en CCP	1 008,4	1 269,2	1 486,9	1 402,3	1 690,9	1 160,0	1 683,2	1 683,2	1 683,2	1 700,0				
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0				
Dépôts en banque	117 634,5	125 136,2	118 041,5	120 296,6	121 938,6	126 319,5	143 854,5	134 641,7	155 742,7	135 093,7				
Sociétés d'Etat et EPIC	26 461,4	25 075,5	20 539,9	18 796,6	18 715,3	19 824,0	18 135,9	19 720,8	26 302,5	15 648,8				
- à vue	11 360,1	9 412,9	10 372,3	11 249,8	10 454,4	11 887,6	8 304,9	9 320,8	14 541,5	10 666,8				
- à terme	15 101,3	15 662,6	10 167,6	7 546,8	8 260,9	7 936,4	9 831,0	10 400,0	11 761,0	4 982,0				
Particuliers et entreprises privées	91 173,1	100 060,7	97 501,6	101 500,0	103 223,3	106 495,5	125 718,6	114 920,9	129 440,2	119 444,9				
- à vue	38 095,5	47 037,4	43 116,1	44 412,2	44 116,0	48 197,1	53 602,6	47 061,9	52 881,2	50 633,9				
- à terme	53 077,6	53 023,3	54 385,5	57 087,8	59 107,3	58 298,4	72 116,0	67 859,0	76 559,0	68 811,0				
Autres éléments nets	-14 726,1	-12 516,8	-7 589,4	-4 064,7	-5 778,3	2 069,5	20 481,2	8 516,3	-1 725,9	9 079,0				
POUR MEMOIRE														
- Crédits à court terme	60 083,3	66 963,5	65 712,8	63 272,0	71 412,5	75 183,0	96 793,8	72 176,8	79 453,5	90 580,0				
- Crédits à moyen et long terme	44 201,7	64 527,9	63 865,6	62 615,8	63 781,7	65 958,5	65 052,0	71 099,0	66 233,0	65 132,0				
Source : BCEAO.														

Source : BCEAO.

UMOA - SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
Millions de francs cfa												
Avoirs extérieurs nets	430 480,4	693 248,9	808 945,9	834 046,0	711 371,9	869 745,7	1 248 387,6	1 133 486,0	1 071 475,2	1 087 804,4		
Banque Centrale	371 680,8	608 738,0	663 614,2	707 024,5	617 483,0	755 164,4	1 061 236,9	969 831,9	941 010,2	961 823,4		
Banques	58 799,6	84 510,9	145 331,7	127 021,5	93 888,9	114 581,3	187 150,7	163 654,1	130 465,0	125 981,0		
Crédit intérieur	2 503 986,5	2 846 408,4	2 950 483,8	2 843 861,0	2 852 618,2	2 989 814,2	3 102 479,2	3 147 227,2	3 124 030,1	3 262 206,0		
Position nette des Gouvernements	897 451,8	985 907,1	967 580,9	965 721,8	1 008 433,0	946 128,0	1 015 794,8	1 133 653,6	1 116 781,4	1 010 948,0		
Crédits à l'économie	1 606 534,7	1 860 501,3	1 982 902,9	1 878 139,2	1 844 185,2	2 043 686,2	2 086 684,4	2 013 573,6	2 007 248,7	2 251 257,0		
Crédits de campagne	190 135,8	247 951,0	312 925,0	217 816,1	123 861,2	196 544,9	295 469,0	222 009,0	160 722,0	286 880,0		
Crédits ordinaires	1 416 398,9	1 612 550,3	1 669 977,9	1 660 323,1	1 720 324,0	1 847 141,3	1 791 215,4	1 791 564,6	1 846 526,7	1 964 377,0		
dont : douteux et litigieux	125 501,4	128 741,2	93 138,0	76 202,7	97 611,3	101 074,1	86 532,0	97 694,0	99 501,0	121 743,0		
ACTIF = PASSIF	2 934 466,9	3 539 657,3	3 759 429,7	3 677 907,0	3 563 990,1	3 859 559,9	4 350 866,8	4 280 713,2	4 195 505,3	4 350 010,0		
Masse monétaire	2 775 528,4	3 166 198,8	3 353 500,2	3 246 377,0	3 137 020,2	3 401 231,3	3 649 318,4	3 518 770,8	3 459 555,1	3 654 082,0		
Circulation fiduciaire	894 334,9	1 018 315,0	1 054 896,6	972 236,7	908 147,8	1 059 718,6	1 162 582,3	1 072 326,1	1 002 675,9	1 216 860,0		
Dépôts en CCP	13 556,4	14 435,5	16 295,0	17 061,8	19 324,0	16 993,9	18 430,5	15 983,2	15 885,7	18 247,0		
Dépôts en CNE	12 838,6	15 043,0	16 503,0	17 087,5	17 109,9	17 874,8	18 426,6	19 206,4	19 289,3	19 260,0		
Dépôts en banque	1 854 798,5	2 118 405,3	2 265 805,6	2 239 991,0	2 192 438,5	2 306 644,0	2 449 879,0	2 411 255,1	2 421 704,2	2 399 714,5		
Sociétés d'Etat et EPIC	254 124,7	331 314,3	314 628,2	334 062,4	312 720,2	343 289,9	380 654,1	359 219,4	381 871,2	367 780,5		
- à vue	174 155,3	214 704,9	220 518,2	213 781,9	208 997,7	226 273,6	252 032,1	247 777,4	231 477,2	220 561,5		
- à terme	79 969,4	116 609,4	94 110,0	120 280,5	103 722,5	117 016,3	128 622,0	111 442,0	150 394,0	147 219,0		
Particuliers et entreprises privées	1 600 673,8	1 787 091,0	1 951 177,4	1 905 928,6	1 879 718,3	1 963 354,1	2 069 224,9	2 052 035,7	2 039 833,0	2 031 934,0		
- à vue	816 361,8	908 215,0	970 742,3	915 217,6	880 577,3	977 186,4	1 040 136,8	985 260,6	982 130,0	1 020 435,0		
- à terme	784 312,0	878 876,0	980 435,1	990 711,0	999 141,0	986 167,7	1 029 088,1	1 066 775,1	1 057 703,0	1 011 499,0		
Autres éléments nets	158 938,5	373 458,5	405 929,5	431 530,0	426 969,9	458 328,6	701 548,4	761 942,4	735 950,2	695 928,1		
POUR MEMOIRE												
- Crédits à court terme	985 001,8	1 156 776,3	1 282 865,9	1 183 520,2	1 116 177,6	1 292 995,0	1 358 752,4	1 260 060,6	1 258 922,7	1 473 177,0		
- Crédits à moyen et long terme	621 532,9	703 725,0	700 037,0	694 619,0	728 007,6	750 691,2	727 932,0	753 513,0	748 326,0	778 080,0		
Source : BCEAO.												

BENIN - SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.
	Millions de francs cfa											
Avoirs extérieurs nets	84 581,6	43 051,1	40 795,2	37 779,4	52 562,4	72 771,5	80 081,2	87 122,8	87 160,3	79 946,3		
Avoirs extérieurs bruts	136 041,5	97 092,0	101 625,5	94 321,7	124 390,5	137 109,9	145 059,4	156 696,1	159 221,4	151 518,1		
Engagements extérieurs	51 459,9	54 040,9	60 830,3	56 542,3	71 828,1	64 338,4	64 978,2	69 573,3	72 061,1	71 571,8		
Créances sur les Etats	30 410,2	41 923,0	44 176,0	43 013,0	42 884,4	42 627,4	53 051,6	52 537,6	55 593,8	55 079,9		
Créances sur les banques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 000,0	2 000,0	0,0	0,0	1 000,0		
Créances sur les établissements financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
ACTIF = PASSIF	114 991,8	84 974,1	84 971,2	80 792,4	95 446,8	117 398,9	135 132,8	139 660,4	142 754,1	136 026,2		
Circulation fiduciaire	77 342,0	50 646,7	52 727,2	52 681,7	62 946,7	68 873,5	82 191,0	85 391,1	78 866,4	80 754,7		
Dépôts des Etats (y compris encaisses)	18 717,7	15 122,0	27 127,3	20 199,5	20 504,9	37 028,2	24 738,0	22 718,9	27 397,5	31 112,9		
Dépôts des banques (y compris encaisses)	31 035,8	29 385,2	14 028,8	12 590,5	18 517,0	18 448,0	21 682,9	30 886,8	36 163,0	23 960,0		
Autres dépôts	521,2	441,2	574,0	415,9	447,3	589,3	433,6	516,7	536,3	671,9		
Autres postes nets	-12 624,9	-10 621,0	-9 486,1	-5 095,2	-6 969,1	-7 540,1	6 087,3	146,9	-209,1	-473,3		

Source : BCEAO.

BURKINA - SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

	1994	1995	1996				1997			
	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Avoirs extérieurs nets	83 476,3	122 138,4	129 089,5	127 064,3	129 619,9	124 522,1	127 872,6	130 044,0	141 058,8	125 823,6
Avoirs extérieurs bruts	127 198,1	170 782,8	177 390,5	178 921,5	184 678,3	177 278,7	186 301,1	192 779,6	208 309,6	206 422,0
Engagements extérieurs	43 721,8	48 644,4	48 301,0	51 857,2	55 058,4	52 756,6	58 428,5	62 735,6	67 250,8	80 598,4
Créances sur les États	44 842,7	55 678,1	56 857,1	60 679,9	59 838,8	59 269,6	73 916,3	74 699,9	80 190,4	80 108,7
Créances sur les banques	0,0	2 505,0	0,0	0,0	500,0	3 950,0	3 800,0	2 500,0	2 100,0	14 603,8
Créances sur les établissements financiers	355,5	308,0	293,0	278,0	428,0	428,0	553,0	553,0	735,0	735,0
ACTIF = PASSIF	128 674,5	180 629,5	186 239,6	188 022,2	190 386,7	188 169,7	206 141,9	207 796,9	224 084,2	221 271,1
Circulation fiduciaire	94 903,9	123 559,6	132 712,5	125 987,3	124 174,3	138 017,1	146 073,7	148 647,8	159 754,0	170 107,1
Dépôts des États (y compris encaisses)	19 455,5	37 299,4	34 995,7	41 164,5	43 595,4	38 052,6	35 656,1	31 070,9	29 672,1	29 474,9
Dépôts des banques (y compris encaisses)	22 283,6	19 822,2	18 548,8	16 359,1	21 164,2	11 437,2	15 733,4	22 991,0	26 017,1	16 970,2
Autres dépôts	3 211,4	5 996,3	5 197,5	6 264,3	6 437,0	6 131,3	6 961,4	6 913,8	7 182,0	6 026,8
Autres postes nets	-11 179,9	-6 048,0	-5 214,9	-1 753,0	-4 984,2	-5 468,5	1 717,3	-1 826,6	1 459,0	-1 307,9

Source : BCEAO.

COTE D'IVOIRE - SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.		Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
	Millions de francs cfa											
Avoirs extérieurs nets	-117 537,4		3 248,5	5 592,4	56 642,7	-59 559,7	22 976,8	208 747,0	116 333,4	47 560,8	70 950,7	
Avoirs extérieurs bruts	98 898,7		259 276,8	249 306,4	321 634,0	198 804,9	317 239,4	495 652,8	430 068,3	348 761,1	372 964,3	
Engagements extérieurs	216 436,1		256 028,3	243 714,0	264 991,3	258 364,6	294 262,6	286 905,8	313 734,9	301 200,3	302 013,6	
Créances sur les Etats	433 207,0		382 569,7	354 855,8	419 325,4	416 674,9	439 750,8	436 553,0	447 548,3	432 101,6	449 291,9	
Créances sur les banques	130 049,0		140 830,4	116 502,0	57 529,0	54 145,0	125 753,8	47 318,0	38 799,4	15 595,0	104 700,7	
Créances sur les établissements financiers	5 099,0		12 251,2	14 127,0	14 272,0	13 363,2	14 423,6	14 308,0	14 601,6	13 317,8	13 437,1	
ACTIF = PASSIF	450 817,6		538 899,8	491 077,2	547 769,1	424 623,4	602 905,0	706 926,0	617 282,7	508 575,2	638 380,4	
Circulation fiduciaire	392 600,4		451 398,7	446 151,3	391 991,4	353 642,1	473 231,0	525 177,3	448 683,3	398 124,0	571 822,8	
Dépôts des Etats (y compris encaisses)	45 766,1		42 997,6	27 377,4	56 709,6	23 944,9	49 547,1	128 482,3	47 160,4	19 970,6	27 834,3	
Dépôts des banques (y compris encaisses)	68 922,0		63 710,6	29 741,4	95 494,5	47 338,9	75 756,2	38 523,1	127 195,4	95 701,7	42 098,7	
Autres dépôts	843,5		911,3	876,5	1 701,4	1 747,0	1 771,6	1 966,0	1 033,5	1 575,1	1 792,0	
Autres postes nets	-57 314,4		-20 118,4	-13 069,4	1 872,2	-2 049,5	2 599,1	12 777,3	-6 789,9	-6 796,2	-5 167,4	
Source : BCEAO.												

GUINEE BISSAU - SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

	1995	1996	1997			
	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sépt.	Déc.
Avoirs extérieurs nets	-10 200,0	-6 289,3	1 047,1	14 184,1	19 842,6	16 292,4
Avoirs extérieurs bruts	10 600,0	6 000,0	1 298,4	17 588,3	22 882,7	20 191,6
Engagements extérieurs	20 800,0	12 289,3	251,3	3 404,2	3 040,1	3 899,2
Créances sur les États	5 300,0	6 624,9	6 889,1	7 006,3	8 870,1	10 689,5
Créances sur les banques	6 300,0	94,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Créances sur les établissements financiers	1 400,0	883,9	901,8	0,0	0,0	0,0
ACTIF = PASSIF	2 800,0	1 314,1	8 838,0	21 190,4	28 712,7	26 981,9
Circulation fiduciaire	6 400,0	6 242,7	6 838,1	12 879,9	17 328,8	20 535,5
Dépôts des États (y compris encaisses)	11 200,0	8 879,4	9 858,4	5 972,4	6 602,8	5 710,9
Dépôts des banques (y compris encaisses)	3 700,0	3 221,7	3 383,9	1 485,5	2 071,5	1 727,8
Autres dépôts	0,0	0,0	0,0	4,9	4,9	57,5
Autres postes nets	-18 500,0	-17 029,7	-11 242,4	847,7	2 704,7	-1 049,8

Source : BCEAO.

MALI - SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.			Déc.			Mars	Juin	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
Millions de francs cfa												
Avoirs extérieurs nets	49 095,2			68 658,1			105 022,6	132 357,1	123 096,1	131 855,8	127 471,1	101 523,6
Avoirs extérieurs bruts	127 903,0			158 648,9			193 456,5	225 156,7	214 152,7	225 958,3	240 442,3	214 261,0
Engagements extérieurs	78 807,8			89 990,8			88 433,9	92 799,6	91 056,6	94 102,5	112 971,2	112 737,4
Créances sur les Etats	58 698,6			65 118,9			64 161,2	72 397,8	66 190,1	76 988,6	93 476,3	91 460,7
Créances sur les banques	0,0			0,0			2 000,0	0,0	0,0	0,0	18 000,0	13 000,0
Créances sur les établissements financiers	0,0			0,0			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ACTIF = PASSIF	107 793,8			133 777,0			171 183,8	204 754,9	189 286,2	208 844,4	238 947,4	205 984,3
Circulation fiduciaire	90 348,9			107 537,9			121 382,4	128 765,5	116 461,2	120 252,6	137 984,0	127 103,9
Dépôts des Etats (y compris encaisses)	12 774,2			27 124,6			34 537,9	51 667,9	55 642,8	63 013,6	63 026,0	50 601,9
Dépôts des banques (y compris encaisses)	25 479,9			20 039,3			36 079,2	37 627,1	28 593,2	30 186,4	31 049,3	30 904,1
Autres dépôts	34,7			168,5			84,6	56,7	620,1	625,6	1 131,4	992,0
Autres postes nets	-20 843,9			-21 093,3			-20 900,3	-13 362,3	-12 031,1	-5 233,8	4 244,7	-3 617,6
Source : BCEAO.												

NIGER - SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
Millions de francs cfa												
Avoirs extérieurs nets	15 370,2	11 208,2	-2 097,0	510,0	4 116,9	5 551,9	11 807,6	3 305,5	-3 312,2	-11 449,9		
Avoirs extérieurs bruts	59 201,8	46 807,0	33 418,4	40 950,7	38 794,0	41 057,6	52 981,2	46 034,2	43 431,1	32 112,1		
Engagements extérieurs	43 831,6	35 598,8	35 515,4	40 440,7	34 677,1	35 505,7	41 173,6	42 728,7	46 743,3	43 562,0		
Créances sur les Etats	47 259,8	52 537,3	61 771,1	70 939,9	52 511,6	57 185,3	64 620,4	60 374,8	67 006,8	67 671,0		
Créances sur les banques	1 102,0	4 852,0	4 602,0	4 402,0	3 102,0	4 600,0	1 212,0	1 212,0	6 112,0	3 212,0		
Créances sur les établissements financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
ACTIF = PASSIF	63 732,0	68 597,5	64 276,1	75 851,9	59 730,5	67 337,2	77 640,0	64 892,3	69 806,6	59 433,1		
Circulation fiduciaire	48 674,8	59 640,2	56 664,4	56 307,5	50 891,5	57 723,1	45 862,3	45 727,1	45 288,0	41 664,5		
Dépôts des Etats (y compris encaisses)	15 568,5	8 262,5	6 031,3	12 313,8	5 317,6	8 097,9	21 542,0	6 395,9	11 592,9	8 454,8		
Dépôts des banques (y compris encaisses)	11 097,0	8 364,0	9 229,0	5 112,4	5 606,3	6 455,2	8 329,1	12 584,6	12 370,0	8 809,0		
Autres dépôts	753,4	363,3	207,5	168,8	183,7	177,5	65,6	69,2	117,7	178,2		
Autres postes nets	-12 361,7	-8 032,5	-7 856,1	1 949,4	-2 268,6	-5 116,5	1 841,0	115,5	438,0	326,6		
Source : BCEAO.												

SENEGAL - SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
	Millions de francs cfa											
Avoirs extérieurs nets	-142 958,6	-126 210,7	-110 514,8	-122 120,6	-104 492,6	-98 060,9	-58 793,2	-83 437,7	-35 035,1	-21 124,7		
Avoirs extérieurs bruts	121 244,7	133 346,3	147 289,0	122 400,2	148 534,0	150 971,6	203 066,6	176 564,0	235 090,4	231 265,3		
Engagements extérieurs	264 203,3	259 557,0	257 803,8	244 520,8	253 026,6	249 032,5	261 859,8	260 001,7	270 125,5	252 390,0		
Créances sur les Etats	265 549,2	271 368,2	230 557,2	229 224,5	228 616,0	229 737,0	290 987,7	292 755,5	299 615,0	293 698,8		
Créances sur les banques	11 500,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 600,0	1 620,0	1 440,0	1 440,0	31 725,0		
Créances sur les établissements financiers	615,0	650,0	650,0	650,0	650,0	471,0	471,0	471,0	471,0	471,0		
ACTIF = PASSIF	134 705,6	145 807,5	120 692,4	107 753,9	124 773,4	134 747,1	234 285,5	211 228,8	266 490,9	304 770,1		
Circulation fiduciaire	145 635,2	152 052,4	147 172,1	130 074,7	121 828,5	141 907,8	152 971,5	124 963,0	111 690,5	142 777,5		
Dépôts des Etats (y compris les dépôts des banques)	13 796,0	19 205,0	24 426,9	24 959,6	24 296,2	26 841,2	61 142,3	67 916,2	127 917,4	141 623,6		
Dépôts des banques (y compris encaisses)	42 808,1	44 273,5	24 160,1	18 148,7	37 201,9	26 459,8	11 836,0	20 465,4	28 949,4	31 346,9		
Autres dépôts	415,8	228,7	529,7	358,3	380,6	333,6	617,5	676,6	743,3	627,2		
Autres postes nets	-67 949,5	-69 952,1	-75 596,4	-65 787,4	-58 933,8	-60 795,3	7 718,2	-2 791,8	-2 809,7	-11 605,1		
Source : BCEAO.												

TOGO - SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

1994			1995			1996			1997				
Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Millions de francs cfa													
Avoirs extérieurs nets	-6 313,5	439,7	18 589,2	32 148,6	6 241,1	-9 770,3	4 548,7	-3 772,4	12 402,3	9 079,3			
Avoirs extérieurs bruts	50 482,3	63 916,8	82 334,7	90 046,6	66 119,6	46 343,6	63 504,4	53 435,4	78 286,8	71 190,4			
Engagements extérieurs	56 795,8	63 477,1	63 745,5	57 898,0	59 878,5	56 113,9	58 955,7	57 207,8	65 884,5	62 111,1			
Créances sur les Etats	49 820,7	71 050,2	75 969,8	71 516,4	70 045,0	70 202,6	78 048,8	75 523,8	74 976,3	66 017,9			
Créances sur les banques	7 179,3	2 047,9	1 427,0	1 211,0	3 473,0	7 461,0	6 060,0	4 881,0	865,0	4 209,0			
Créances sur les établissements financiers	1 310,7	250,0	230,0	225,0	230,0	230,0	250,0	250,0	250,0	250,0			
ACTIF = PASSIF	51 997,2	73 787,8	96 216,0	105 101,0	79 989,1	68 123,3	88 907,5	76 882,4	88 493,6	79 556,2			
Circulation fiduciaire	44 829,7	73 479,5	95 868,9	86 465,7	74 837,5	59 713,3	72 210,3	66 265,0	64 087,6	59 833,0			
Dépôts des Etats (y compris encaisses)	9 615,0	8 059,4	5 618,4	16 966,3	7 044,9	8 357,2	3 458,5	4 814,4	5 474,2	10 345,5			
Dépôts des banques (y compris encaisses)	17 877,9	7 360,9	9 465,8	11 082,5	9 138,6	10 833,5	10 346,5	6 211,4	18 558,8	10 250,2			
Autres dépôts	110,1	81,1	87,7	88,9	121,6	139,5	157,5	386,7	567,7	703,7			
Autres postes nets	-20 435,5	-15 193,1	-14 824,8	-9 502,4	-11 153,5	-10 920,2	2 734,7	-795,1	-194,7	-1 576,2			
Source : BCEAO.													

UMOA - SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
	Millions de francs cfa											
Avoirs extérieurs nets	371 680,8	608 738,0	663 614,2	707 024,5	617 483,0	755 164,4	1 061 236,9	969 831,9	941 010,2	961 823,4		
Avoirs extérieurs bruts	1 138 237,7	1 417 288,0	1 466 246,1	1 527 615,3	1 454 797,7	1 611 740,2	1 938 073,4	1 894 390,6	1 965 354,7	1 889 109,9		
Engagements extérieurs	766 556,9	808 550,0	802 631,9	820 590,8	837 314,7	856 575,8	876 836,5	924 558,7	1 024 344,5	927 286,5		
Créances sur les Etats	927 704,4	940 245,4	888 348,2	967 096,9	936 760,8	975 761,3	1 082 442,0	1 103 923,1	1 109 814,7	1 122 386,7		
Créances sur les banques	149 830,3	150 235,3	124 531,0	63 142,0	61 220,0	146 364,8	64 710,0	66 832,4	39 112,0	159 450,5		
Créances sur les établissements financiers	7 380,2	13 459,2	15 300,0	15 425,0	14 671,2	15 552,6	15 582,0	15 875,6	14 773,8	14 893,1		
ACTIF = PASSIF	1 456 595,7	1 712 677,9	1 691 793,4	1 752 688,4	1 630 135,0	1 892 843,1	2 223 970,9	2 156 463,0	2 104 710,7	2 258 553,7		
Circulation fiduciaire	894 334,9	1 018 315,0	1 054 896,6	972 236,7	908 147,8	1 059 718,6	1 162 582,3	1 072 326,1	1 002 675,9	1 231 278,4		
Dépôts des Etats (y compris encaisses)	135 693,0	158 070,5	160 114,9	223 981,2	180 346,7	230 937,8	313 884,9	249 095,1	279 229,4	310 782,2		
Dépôts des banques (y compris encaisses)	219 504,3	192 955,7	141 252,8	196 414,8	167 560,1	179 576,3	148 291,4	252 596,5	250 302,9	168 080,4		
Autres dépôts	83 592,3	95 000,5	90 106,5	89 343,7	93 243,3	95 509,4	100 962,9	97 359,0	103 873,2	102 236,5		
Autres postes nets	123 471,2	248 336,2	245 422,6	270 712,0	280 837,1	327 101,0	498 249,4	485 086,3	468 629,3	446 176,2		
Source : BCEAO.												

BENIN - SITUATION DES BANQUES

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
	Millions de francs cfa											
Avoirs extérieurs nets	60 491,5	92 684,3	63 276,4	77 910,1	82 208,2	92 594,3	110 981,0	114 572,0	115 410,0	126 878,0		
Avoirs extérieurs bruts	76 914,4	117 265,6	90 457,2	115 944,2	117 842,1	145 993,3	156 156,0	147 568,0	155 741,0	158 664,0		
Engagements extérieurs	16 422,9	24 581,3	27 180,8	38 034,1	35 633,9	53 399,0	45 175,0	32 996,0	40 331,0	31 786,0		
Réserves	30 207,3	32 355,3	18 649,6	14 266,6	23 401,7	17 116,6	19 413,0	24 104,0	34 587,0	31 926,0		
Créances sur les Etats	44 387,6	40 603,3	42 696,8	43 425,9	41 262,5	44 151,6	37 685,0	37 651,0	32 742,0	32 934,0		
Crédits à l'économie	76 021,5	81 447,1	92 480,5	94 248,8	95 557,2	102 395,9	68 524,0	65 588,0	65 996,0	71 695,0		
Crédits à court terme	57 132,1	55 674,0	66 088,0	71 434,0	68 760,8	73 680,8	41 646,0	37 263,0	39 359,0	40 142,0		
Crédits de campagne	0,0	0,0	8 140,0	8 405,0	7 030,0	5 541,0	5 666,0	3 693,0	0,0	0,0		
Crédits ordinaires	57 132,1	55 674,0	57 948,0	63 029,0	61 730,8	68 139,8	35 980,0	33 570,0	39 359,0	40 142,0		
Crédits à moyen terme	17 833,2	22 974,7	24 641,1	22 782,2	26 759,0	28 585,8	26 711,0	27 965,0	26 279,0	31 181,0		
Crédits à long terme	1 056,2	2 798,4	1 751,4	32,6	37,4	129,3	167,0	360,0	358,0	372,0		
ACTIF = PASSIF	211 107,9	247 090,0	217 103,3	229 851,4	242 429,6	256 258,4	236 603,0	241 915,0	248 735,0	263 433,0		
Dépôts des particuliers et entreprises	172 449,8	193 781,7	183 833,7	179 752,0	194 312,1	205 448,0	193 198,0	194 794,0	194 626,0	207 652,0		
Sociétés d'Etat et EPIC*	52 467,5	71 023,2	55 874,7	61 415,4	51 952,3	68 770,2	64 592,0	40 464,0	65 317,0	73 110,0		
- à vue	27 426,9	27 852,4	30 412,7	29 504,4	25 812,3	31 934,2	27 946,0	17 560,0	26 816,0	31 618,0		
- à terme	25 040,6	43 170,8	25 462,0	31 911,0	26 140,0	36 836,0	36 646,0	22 904,0	38 501,0	41 492,0		
Particuliers et entreprises privées	119 982,3	122 758,5	127 959,0	118 336,6	142 359,8	136 677,8	128 606,0	154 330,0	129 309,0	134 542,0		
- à vue	78 894,4	79 945,7	82 156,9	76 430,2	85 846,3	83 044,0	65 610,0	70 337,0	62 008,0	76 417,0		
- à terme	41 087,9	42 812,8	45 802,1	41 906,4	56 513,5	53 633,8	62 996,0	83 993,0	67 301,0	58 125,0		
Dépôts de l'Etat	35 024,5	33 985,8	33 509,1	40 065,4	36 913,8	35 924,3	36 347,0	39 401,0	40 792,0	42 638,0		
Crédits de la Banque Centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4 000,0	3 089,0	0,0	500,0	1 000,0		
Autres postes nets	3 633,6	19 322,5	-239,5	10 034,0	11 203,7	10 886,1	3 969,0	7 720,0	12 817,0	12 143,0		
*EPIC : Etablissements publics à caractère industriel et commercial.												
Source : BCEAO.												

[illegible]

COTE D'IVOIRE - SITUATION DES BANQUES

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Jun	Sept.	Déc.	Jun	Sept.
Millions de francs cfa												
Avoirs extérieurs nets	-52 241,7	-23 559,6	21 900,9	18 632,8	-10 096,0	-22 800,0	42 130,0	2 759,0	3 356,0	-17 120,0		
Avoirs extérieurs bruts	108 021,8	172 755,2	162 965,9	154 577,8	140 066,0	140 598,0	195 295,0	163 075,0	160 868,0	159 780,0		
Engagements extérieurs	160 263,5	196 314,8	141 065,0	135 945,0	150 162,0	163 398,0	153 165,0	160 316,0	157 512,0	176 900,0		
Réserves	66 599,5	58 051,7	25 991,0	90 209,0	43 679,9	74 681,0	31 628,0	78 409,0	57 029,0	45 440,0		
Créances sur les Etats	329 188,4	371 124,3	414 416,3	372 349,0	434 017,6	413 355,0	418 686,0	439 893,0	463 419,0	415 931,0		
Crédits à l'économie	833 427,2	998 737,7	1 028 715,0	919 812,0	882 377,0	1 016 008,0	1 046 420,0	1 007 939,0	995 194,0	1 147 398,0		
Crédits à court terme	509 709,4	658 704,6	710 701,9	609 213,9	553 695,0	681 710,0	733 320,0	678 646,0	660 569,0	802 282,0		
Crédits de campagne	173 054,1	236 121,6	250 886,0	163 020,0	99 970,0	178 034,0	229 617,0	165 968,0	142 237,0	248 397,0		
Crédits ordinaires	336 655,3	422 583,0	459 815,9	446 193,9	453 725,0	503 676,0	503 703,0	512 678,0	518 332,0	553 885,0		
Crédits à moyen terme	233 961,4	259 841,2	257 497,7	236 864,7	258 366,0	269 800,0	255 692,0	273 620,0	280 520,0	291 412,0		
Crédits à long terme	89 756,4	80 191,9	60 515,4	73 733,4	70 316,0	64 498,0	57 408,0	55 673,0	54 105,0	53 704,0		
ACTIF = PASSIF	1 176 973,4	1 404 354,1	1 491 023,2	1 401 002,8	1 349 978,5	1 481 244,0	1 538 864,0	1 529 000,0	1 518 998,0	1 591 649,0		
Dépôts des particuliers et entreprises	811 053,6	976 047,5	1 013 370,0	1 000 170,0	953 991,0	1 009 496,0	1 124 545,0	1 076 482,0	1 058 213,0	1 032 206,0		
Sociétés d'Etat et EPIC*	53 417,2	92 746,1	87 600,0	97 266,0	89 058,0	103 220,0	145 667,0	137 280,0	123 479,0	116 293,0		
- à vue	41 170,6	70 918,5	73 670,0	68 827,0	68 078,0	75 468,0	110 375,0	111 420,0	85 728,0	71 877,0		
- à terme	12 246,6	21 827,6	13 930,0	28 439,0	20 980,0	27 752,0	35 292,0	25 860,0	37 751,0	44 416,0		
Particuliers et entreprises privées	757 636,4	883 301,4	925 770,0	902 904,0	864 933,0	906 276,0	978 878,0	939 202,0	934 734,0	915 913,0		
- à vue	362 131,5	419 790,8	428 132,0	400 055,0	359 947,0	413 669,0	465 607,0	430 024,0	422 230,0	431 000,0		
- à terme	395 504,9	463 510,6	497 638,0	502 849,0	504 986,0	492 607,0	513 271,0	509 178,0	512 504,0	484 913,0		
Dépôts de l'Etat	175 444,4	183 133,0	203 886,0	205 765,0	229 107,0	243 345,0	249 388,0	269 990,0	277 797,0	278 937,0		
Crédits de la Banque Centrale	134 397,6	152 183,6	116 868,0	62 423,0	54 145,0	124 321,0	52 800,0	38 799,0	15 595,0	104 700,0		
Autres postes nets	56 077,8	92 990,0	156 899,2	132 644,8	112 735,5	104 082,0	112 131,0	143 729,0	167 393,0	175 806,0		
*EPIC : Etablissements publics à caractère industriel et commercial.												
Source : BCEAO.												

GUINEE-BISSAU - SITUATION DES BANQUES

	1994		1995		1996				1997		
	Déc.		Déc.		Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
AGREGAT											
	Millions de francs cfa										
Avoirs extérieurs nets	5 700,0	1 011,9	-329,0	1 843,5	4 051,2	4 480,3					
Avoirs extérieurs bruts	9 100,0	7 808,1	8 135,8	8 893,4	12 968,2	11 478,9					
Engagements extérieurs	3 400,0	6 796,2	8 464,8	7 049,9	8 917,0	6 998,6					
Réserves	4 700,0	2 891,7	3 816,6	5 479,7	4 841,5	4 391,9					
Créances sur les Etats	0,0	132,6	488,0	92,0	169,1	21,4					
Crédits à l'économie	5 742,0	6 500,0	6 700,0	9 747,7	7 184,8	7 651,1					
Crédits à court terme	5 700,0	5 819,8	6 000,0	9 056,0	6 489,5	6 781,5					
Crédits de campagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0					
Crédits ordinaires	5 700,0	5 819,8	6 000,0	9 056,0	6 489,5	6 781,5					
Crédits à moyen et long terme	42,0	680,2	700,0	691,7	695,3	869,6					
ACTIF = PASSIF	16 142,0	10 536,2	10 675,6	17 162,9	16 246,6	15 675,1					
Dépôts des particuliers et entreprises	10600	11379,1	12291,9	13474	16891,3	17 562,6					
Sociétés d'Etat et EPIC*	424,0	455,2	491,7	539,0	675,7	617,7					
- à vue	360,4	386,9	417,9	458,1	574,3	525,8					
- à terme	63,6	68,3	73,8	80,8	101,3	91,9					
Particuliers et entreprises privées	10 176,0	10 923,9	11 800,2	12 935,0	16 215,6	16 944,9					
- à vue	9 500,0	10 743,5	11 677,8	12 718,7	15 242,7	15 905,2					
- à terme	1 100,0	635,6	614,1	755,3	972,9	1 039,7					
Dépôts de l'Etat	0,0	595,3	580,1	1 120,8	1 124,9	819,8					
Crédits de la Banque Centrale	6 300,0	94,6	0,0	0,0	0,0	0,0					
Autres postes nets	-758,0	-1 532,8	-2 196,4	2 568,1	-1 769,6	-2 707,3					
*EPIC : Etablissements publics à caractère industriel et commercial.											
Source : BCEAO.											

MALI - SITUATION DES BANQUES

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
Millions de francs cfa												
Avoirs extérieurs nets	44 545,4	30 147,6	60 231,5	55 806,4	55 826,2	58 612,0	56 669,0	58 412,0	57 789,0	53 556,0		
Avoirs extérieurs bruts	63 622,1	80 168,3	76 437,5	69 887,4	67 551,2	71 570,0	73 561,0	78 936,0	75 991,0	70 434,0		
Engagements extérieurs	19 076,7	50 020,7	16 206,0	14 081,0	11 725,0	12 958,0	16 892,0	20 524,0	18 202,0	16 878,0		
Réserves	26 107,8	17 146,2	39 452,4	35 943,4	24 528,4	29 476,6	41 068,0	28 450,0	28 892,0	32 108,0		
Créances sur les Etats	28 024,9	19 382,3	19 991,0	20 142,0	26 405,0	23 973,0	21 758,0	22 931,0	22 124,0	21 119,0		
Crédits à l'économie	85 092,1	130 270,4	170 456,0	161 060,0	163 455,3	171 153,5	201 179,0	193 078,0	195 850,0	195 893,0		
Crédits à court terme	53 239,7	85 124,4	113 353,0	102 845,0	97 498,3	100 349,0	119 862,0	115 373,0	121 471,0	120 771,0		
Crédits de campagne	440,1	4 600,6	21 530,0	22 344,0	7 946,0	2 852,0	34 394,0	32 664,0	14 138,0	986,0		
Crédits ordinaires	52 799,6	80 523,8	91 823,0	80 501,0	89 552,3	97 497,0	85 468,0	82 709,0	107 333,0	119 785,0		
Crédits à moyen terme	29 101,9	40 184,0	49 061,0	50 492,0	58 386,0	62 461,2	72 800,0	69 596,0	67 991,0	68 897,0		
Crédits à long terme	2 750,5	4 962,0	8 042,0	7 723,0	7 571,0	8 343,3	8 517,0	8 109,0	6 388,0	6 225,0		
ACTIF = PASSIF	183 770,2	196 946,5	290 130,9	272 951,8	270 214,9	283 215,1	320 674,0	302 871,0	304 655,0	302 676,0		
Dépôts des particuliers et entreprises	146 622,9	146 848,9	211 360,2	194 812,9	183 585,7	196 874,0	215 829,0	207 681,0	208 576,0	215 497,0		
Sociétés d'Etat et EPIC*	14 323,7	15 293,1	11 428,5	15 848,8	16 134,7	13 411,3	13 018,0	14 711,0	13 833,0	16 194,0		
- à vue	8 986,5	7 042,1	8 336,5	7 395,4	10 210,0	7 096,3	8 566,0	10 418,0	7 469,0	10 004,0		
- à terme	5 337,2	8 251,0	3 092,0	8 453,4	5 924,7	6 315,0	4 452,0	4 293,0	6 364,0	6 190,0		
Particuliers et entreprises privées	132 299,2	131 555,8	199 931,7	178 964,1	167 451,0	183 462,7	202 811,0	192 970,0	194 743,0	199 303,0		
- à vue	74 763,5	83 446,8	119 792,7	95 965,7	95 223,0	112 331,8	136 249,0	117 037,0	114 006,0	116 447,0		
- à terme	57 535,7	48 109,0	80 139,0	82 998,4	72 228,0	71 130,9	66 562,0	75 933,0	80 737,0	82 856,0		
Dépôts de l'Etat	39 846,9	50 763,8	60 514,3	64 395,0	72 729,4	71 534,0	83 894,0	63 753,0	64 535,0	68 180,0		
Crédits de la Banque Centrale	0,0	0,0	2 010,0	0,0	0,0	90,0	0,0	18 115,0	13 005,0	5,0		
Autres postes nets	-2 699,6	-666,2	16 246,4	13 743,9	13 899,8	14 717,1	20 951,0	13 322,0	18 539,0	18 994,0		
*EPIC : Etablissements publics à caractère industriel et commercial.												
Source : BCEAO.												

NIGER - SITUATION DES BANQUES

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
	Millions de francs cfa											
Avoirs extérieurs nets	-4 935,0	-1 660,9	-1 035,6	-1 891,6	-1 891,6	-3 464,6	-1 496,3	1 235,0	5 682,0	4 758,0		
Avoirs extérieurs bruts	21 731,1	20 341,9	17 556,1	18 202,1	23 888,1	18 391,1	17 456,7	16 437,0	21 771,0	24 471,0		
Engagements extérieurs	26 666,1	22 002,8	18 591,7	20 093,7	21 503,7	21 855,7	18 953,0	15 202,0	16 089,0	19 713,0		
Réserves	9 660,6	8 310,6	8 163,2	3 694,2	4 915,2	5 938,2	8 087,3	11 250,0	12 431,0	8 126,0		
Créances sur les Etats	13 363,0	12 421,5	14 135,3	12 522,3	14 582,3	14 136,3	13 478,0	14 842,0	13 408,0	16 749,0		
Crédits à l'économie	45 544,2	41 980,1	42 499,1	50 426,1	42 519,1	43 313,1	35 930,0	34 180,0	34 050,0	35 547,0		
Crédits à court terme	26 864,7	19 580,3	19 968,6	29 486,6	22 434,6	23 586,6	22 090,0	22 603,0	24 704,0	27 353,0		
Crédits de campagne	391,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Crédits ordinaires	26 473,7	19 580,3	19 968,6	29 486,6	22 434,6	23 586,6	22 090,0	22 603,0	24 704,0	27 353,0		
Crédits à moyen terme	17 341,5	21 079,3	21 599,7	20 042,7	19 207,7	18 725,7	12 895,0	10 489,0	8 707,0	7 492,0		
Crédits à long terme	1 338,0	1 320,5	930,8	896,8	876,8	1 000,8	945,0	1 088,0	639,0	702,0		
ACTIF = PASSIF	63 632,8	61 051,3	63 762,0	64 751,0	64 401,0	59 923,0	55 999,0	61 507,0	65 571,0	65 180,0		
Dépôts des particuliers et entreprises	77 471,5	72 021,2	71 897,6	74 143,6	72 239,6	64 551,6	44 604,0	53 101,0	54 185,0	54 812,0		
Sociétés d'Etat et EPIC*	3 700,6	4 515,4	5 699,8	5 458,8	5 572,8	5 464,8	3 937,0	4 452,0	2 750,0	4 838,0		
- à vue	1 547,6	2 017,4	2 776,3	2 481,3	1 994,3	2 103,3	2 792,0	3 520,0	1 543,0	2 582,0		
- à terme	2 153,0	2 498,0	2 923,5	2 977,5	3 578,5	3 361,5	1 145,0	932,0	1 207,0	2 256,0		
Particuliers et entreprises privées	73 770,9	67 505,8	66 197,8	68 684,8	66 666,8	59 086,8	40 667,0	48 649,0	51 435,0	49 974,0		
- à vue	38 704,3	36 397,9	30 128,6	32 888,6	32 852,6	28 115,6	20 755,0	26 153,0	26 438,0	26 969,0		
- à terme	35 066,6	31 107,9	36 069,2	35 796,2	33 814,2	30 971,2	19 912,0	22 496,0	24 997,0	23 005,0		
Dépôts de l'Etat	21 011,7	19 254,7	18 004,4	19 427,4	19 938,4	20 548,4	3 338,0	3 203,0	3 832,0	3 921,0		
Crédits de la Banque Centrale	1 929,5	4 852,0	4 639,0	4 402,0	3 103,0	4 600,0	1 212,0	0,0	2 500,0	2 000,0		
Autres postes nets	-36 779,9	-35 076,6	-30 779,0	-33 222,0	-30 880,0	-29 777,0	6 845,0	5 203,0	5 054,0	4 447,0		
*EPIC : Etablissements publics à caractère industriel et commercial.												
Source : BCEAO.												

SENEGAL - SITUATION DES BANQUES

	1994			1995			1996			1997				
	Déc.			Déc.			Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Millions de francs cfa														
Avoirs extérieurs nets	-2 755,9			13 807,0			27 468,0	14 432,0	15 211,0	21 859,0	25 032,9	43 029,0	39 044,0	34 308,0
Avoirs extérieurs bruts	70 226,5			78 359,1			78 850,6	67 799,6	74 285,6	76 848,6	68 522,0	88 551,0	95 231,0	90 626,0
Engagements extérieurs	72 982,4			64 552,1			51 382,6	53 367,6	59 074,6	54 989,6	43 489,1	45 522,0	56 187,0	56 318,0
Réserves	31 836,9			31 059,2			20 118,9	19 726,9	28 150,9	24 920,9	15 635,0	18 969,0	27 592,0	32 380,0
Créances sur les Etats	57 854,7			61 510,2			108 309,6	109 331,6	112 756,6	119 986,6	121 506,0	116 332,0	114 432,0	109 639,0
Crédits à l'économie	350 792,1			355 789,2			377 879,1	386 102,7	396 672,3	411 045,5	392 764,0	391 734,0	401 365,0	428 299,0
Crédits à court terme	188 971,0			176 153,0			191 480,4	191 275,8	198 559,2	209 093,8	194 664,0	191 130,0	198 809,0	217 425,0
Crédits de campagne	12 726,0			441,5			11 930,0	12 197,0	6 111,0	1 692,0	656,0	255,0	71,0	10 410,0
Crédits ordinaires	176 245,0			175 711,5			179 550,4	179 078,8	192 448,2	207 401,8	194 008,0	190 875,0	198 738,0	207 015,0
Crédits à moyen terme	99 073,5			117 731,7			118 412,3	129 162,5	132 408,7	133 620,7	129 935,0	129 977,0	131 311,0	140 864,0
Crédits à long terme	62 747,6			61 904,5			67 986,4	65 664,4	65 704,4	68 331,0	68 165,0	70 627,0	71 245,0	70 010,0
ACTIF = PASSIF	437 727,8			462 165,6			533 775,6	529 593,2	552 790,8	577 812,0	554 937,9	570 064,0	582 433,0	604 626,0
Dépôts des particuliers et entreprises	313 694,6			344 761,1			383 942,7	385 269,7	395 533,5	414 918,1	414 271,0	436 598,0	435 083,0	434 012,0
Sociétés d'Etat et EPIC*	17 662,2			18 762,8			28 468,3	29 016,7	29 318,3	26 514,3	31 168,0	41 124,0	42 556,0	36 272,0
- à vue	10 901,3			12 657,2			14 784,9	12 259,4	14 606,4	15 482,4	10 567,0	15 459,0	8 127,0	8 038,0
- à terme	6 760,9			6 105,6			13 683,4	16 757,3	14 711,9	11 031,9	20 601,0	25 665,0	34 429,0	28 234,0
Particuliers et entreprises privées	296 032,4			325 998,3			355 474,4	356 253,0	366 215,2	388 403,8	383 103,0	395 474,0	392 527,0	397 740,0
- à vue	143 213,8			147 493,0			159 449,4	161 091,2	165 541,6	183 063,8	177 104,0	177 175,0	176 197,0	188 290,0
- à terme	152 818,6			178 505,3			196 025,0	195 161,8	200 673,6	205 340,0	205 999,0	218 299,0	216 330,0	209 450,0
Dépôts de l'Etat	139 279,5			136 315,4			140 812,2	145 035,2	154 981,2	161 747,2	113 285,0	101 618,0	105 946,0	109 600,0
Crédits de la Banque Centrale	11 500,0			0,0			0,0	7,0	0,0	3 600,0	1 620,0	1 440,0	1 482,0	31 725,0
Autres postes nets	-26 746,3			-18 910,9			9 020,7	-718,7	2 276,1	-2 453,3	25 761,9	30 407,4	39 922,0	29 289,0
*EPIC : Etablissements publics à caractère industriel et commercial.														
Source : BCEAO.														

[illegible]

UMOA - SITUATION DES BANQUES

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
Millions de francs cfa												
Avoirs extérieurs nets	58 799,6	84 510,9	145 331,7	127 021,5	93 888,9	114 581,3	187 150,7	163 654,1	130 465,0	125 981,0		
Avoirs extérieurs bruts	305 335,8	398 632,4	393 046,0	366 900,6	373 308,3	391 051,2	438 168,7	407 288,0	387 736,0	388 701,0		
Engagements extérieurs	246 536,2	314 121,5	247 714,3	239 879,1	279 419,4	276 469,9	251 018,0	243 633,9	257 271,0	262 720,0		
Réserves	200 487,7	177 104,1	140 588,0	192 441,2	157 417,4	178 227,6	145 584,3	192 221,0	211 119,0	187 814,0		
Créances sur les Etats	623 106,1	724 288,5	791 292,1	786 806,5	847 179,6	827 189,0	799 511,0	823 505,0	847 518,0	807 080,0		
Crédits à l'économie	1 565 724,6	1 821 447,5	1 941 223,0	1 834 165,9	1 804 827,5	1 998 155,1	2 047 553,0	1 977 116,0	1 970 694,0	2 204 458,0		
Crédits à court terme	944 191,7	1 117 722,5	1 241 186,0	1 139 546,9	1 076 819,9	1 247 463,9	1 319 621,0	1 223 603,0	1 222 368,0	1 426 378,0		
Crédits de campagne	190 135,8	247 951,0	312 925,0	217 816,1	123 861,2	196 544,9	295 469,0	222 009,0	160 722,0	286 880,0		
Crédits ordinaires	754 055,9	869 771,5	928 261,0	921 730,8	952 958,7	1 050 919,0	1 024 152,0	1 001 594,0	1 061 646,0	1 139 498,0		
Crédits à moyen terme	459 026,7	549 293,3	556 871,0	542 835,4	579 634,3	604 821,2	589 303,0	614 149,0	611 577,0	641 492,0		
Crédits à long terme	162 506,2	154 431,7	143 166,0	151 783,6	148 373,3	145 870,0	138 629,0	139 364,0	136 749,0	136 588,0		
ACTIF = PASSIF	2 448 118,0	2 807 351,0	3 018 434,8	2 940 435,1	2 903 313,4	3 118 153,0	3 179 799,0	3 156 496,1	3 159 796,0	3 325 333,0		
Dépôts des particuliers et entreprises	1 771 206,2	2 023 404,8	2 175 699,1	2 150 647,3	2 099 195,2	2 211 134,6	2 348 916,1	2 313 896,1	2 317 831,0	2 297 478,0		
Sociétés d'Etat et EPIC*	192 752,1	262 521,9	251 029,0	272 405,2	248 902,6	277 948,7	310 297,0	293 283,0	310 494,0	294 811,0		
- à vue	112 782,7	145 912,5	156 919,0	152 124,7	145 180,1	160 932,4	181 675,0	181 841,0	160 100,0	147 592,0		
- à terme	79 969,4	116 609,4	94 110,0	120 280,5	103 722,5	117 016,3	128 622,0	111 442,0	150 394,0	147 219,0		
Particuliers et entreprises privées	1 578 454,1	1 760 882,9	1 924 670,1	1 878 242,1	1 850 292,6	1 933 185,9	2 038 619,1	2 020 613,1	2 007 337,0	2 002 667,0		
- à vue	794 142,1	882 006,9	944 235,0	887 531,1	851 151,6	947 018,2	1 009 531,0	953 838,0	949 634,0	991 168,0		
- à terme	784 312,0	878 876,0	980 435,1	990 711,0	999 141,0	986 167,7	1 029 088,1	1 066 775,1	1 057 703,0	1 011 499,0		
Dépôts de l'Etat	510 630,8	524 440,2	558 362,6	569 801,4	606 908,1	630 774,7	565 581,0	559 287,0	574 716,0	598 919,0		
Crédits de la Banque Centrale	155 229,1	161 578,6	125 302,0	68 047,0	62 354,5	148 175,0	70 472,0	63 314,0	35 686,0	158 747,0		
Autres postes nets	11 051,9	97 927,4	159 071,1	151 939,4	134 855,6	128 068,7	194 829,9	219 999,0	231 563,0	270 189,0		
*EPIC : Etablissements publics à caractère industriel et commercial.												
Source : BCEAO.												

BENIN - POSITION NETTE DES GOUVERNEMENTS

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
	Millions de francs cfa											
Créances sur la Banque Centrale	18 717,7	15 122,0	27 127,3	20 199,5	20 504,9	37 028,2	24 738,0	22 718,9	27 397,5	31 112,9		
Billets et monnaies	796,9	1 365,1	1 419,9	1 402,9	1 696,5	1 510,9	474,8	234,5	1 851,6	1 833,6		
Dépôts	17 920,8	13 756,9	25 707,4	18 796,6	18 808,4	35 517,3	24 263,2	22 484,4	25 545,9	29 279,3		
Créances sur les banques	35 024,5	33 985,8	33 509,1	40 065,4	36 913,8	35 924,3	36 347,0	39 401,0	40 792,0	42 638,0		
Dépôts	35 024,5	33 985,8	33 509,1	40 065,4	36 913,8	35 924,3	36 347,0	39 401,0	40 792,0	42 638,0		
Autres												
Obligations cautionnées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
TOTAL DES CREANCES (-)	53 742,2	49 107,8	60 636,4	60 264,9	57 418,7	72 952,5	61 085,0	62 119,9	68 189,5	73 750,9		
Concours de la Banque Centrale	30 410,2	41 923,0	44 176,0	43 013,0	42 884,4	42 627,4	53 051,6	52 537,6	55 593,8	55 079,9		
Escompte d'obligations cautionnées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Escompte d'effets publics (art.15)												
Découvert en compte courant (art. 14)	3 808,8	8 861,0	3 711,0	3 505,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Compte courant postal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Titres d'Etat	0,0	0,0	700,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Concours du FMI	26 601,4	33 062,0	39 765,0	39 508,0	42 884,4	42 627,4	53 051,6	52 537,6	55 593,8	55 079,9		
Autres concours	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Concours des banques	44 387,6	40 603,3	42 696,8	43 425,9	41 262,5	44 151,6	37 685,0	37 651,0	32 742,0	32 934,0		
Compte courant postal *	38,1	30,0	32,7	36,9	19,9	13,1	14,0	15,0	23,0	23,0		
Effets publics et emprunts	37 336,9	32 930,6	35 081,0	35 281,0	34 080,0	35 480,0	36 979,0	37 579,0	32 478,0	32 478,0		
Autres	7 012,6	7 642,7	7 583,1	8 108,0	7 162,6	8 658,5	692,0	57,0	241,0	433,0		
Dépôts en CCP des particuliers et entreprises	2 035,7	2 844,0	3 526,2	4 990,6	5 729,2	5 294,5	4 513,4	4 680,3	4 232,9	4 412,5		
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
TOTAL DES DETTES (+)	76 833,5	85 370,3	90 399,0	91 429,5	89 876,1	92 073,5	95 250,0	94 868,9	92 568,7	92 426,4		
POSITION NETTE DES GOUVERNEMENTS	23 091,3	36 262,5	29 762,6	31 164,6	32 457,4	19 121,0	34 165,0	32 749,0	24 379,2	18 675,5		

Source : BCEAO.

BURKINA - POSITION NETTE DES GOUVERNEMENTS

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	
Millions de francs cfa												
Créances sur la Banque Centrale	19 455,5	37 299,4	34 995,7	41 164,5	43 595,4	38 052,6	35 656,1	31 070,9	29 672,1	29 474,9		
Billets et monnaies	743,9	1 687,3	2 135,3	1 837,9	2 050,0	2 248,0	2 430,1	971,0	971,0	1 132,9		
Dépôts	18 711,6	35 612,1	32 860,4	39 326,6	41 545,4	35 804,6	33 226,0	30 099,9	28 701,1	28 342,0		
Créances sur les banques	60 663,1	63 323,7	59 075,2	54 832,7	60 202,7	61 722,7	55 351,2	58 103,5	56 407,5	59 322,4		
Dépôts	58 998,8	61 280,4	57 615,8	53 117,7	58 659,7	60 162,7	53 884,0	56 828,0	55 132,0	57 498,0		
Autres												
Obligations cautionnées	1 664,3	2 043,3	1 459,4	1 715,0	1 543,0	1 560,0	1 467,2	1 275,5	1 275,5	1 824,4		
TOTAL DES CREANCES (-)	80 118,6	100 623,1	94 070,9	95 997,2	103 798,1	99 775,3	91 007,3	89 174,4	86 079,6	88 797,3		
Concours de la Banque Centrale	44 842,7	55 678,1	56 857,1	60 679,9	59 838,8	59 269,6	73 916,3	74 699,9	80 190,4	80 108,7		
Escompte d'obligations cautionnées	371,0	138,0	316,0	46,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Escompte d'effets publics (art.15)												
Découvert en compte courant (art. 14)	23 136,0	22 591,0	23 591,0	22 733,0	22 182,0	21 613,0	25 929,0	26 713,0	27 339,0	27 258,0		
Compte courant postal	0,0	0,1	1,0	1,0	0,9	0,7	0,7	0,3	0,7	0,0		
Titres d'Etat	1 650,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Concours du FMI	19 685,7	32 949,0	32 949,1	37 899,9	37 655,9	37 655,9	47 986,6	47 986,6	52 850,7	52 850,7		
Autres concours	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Concours des banques	35 324,3	27 302,0	24 310,0	24 461,7	23 599,7	26 216,7	25 818,0	27 734,0	26 946,0	28 105,0		
Compte courant postal	8 164,9	1 346,9	299,5	394,4	120,4	230,4	310,0	348,0	189,0	241,0		
Effets publics et emprunts	18 850,0	20 050,0	19 600,0	19 600,0	19 200,0	18 696,0	18 346,0	19 899,0	18 863,0	18 509,0		
Autres	8 309,4	5 905,1	4 410,5	4 467,3	4 279,3	7 290,3	7 162,0	7 487,0	7 894,0	9 355,0		
Dépôts en CCP des particuliers et entreprises	2 368,6	2 677,9	2 659,9	2 908,5	2 924,3	2 709,3	2 417,1	2 364,1	2 364,1	2 070,7		
Dépôts en CNE	12 838,6	15 043,0	16 503,0	17 087,5	17 109,9	17 874,8	18 426,6	19 206,4	19 289,3	19 260,3		
TOTAL DES DETTES (+)	95 374,2	100 701,0	100 330,0	105 137,6	103 472,7	106 070,4	120 578,0	124 004,4	128 789,8	129 544,7		
POSITION NETTE DES GOUVERNEMENTS	15 255,6	77,9	6 259,1	9 140,4	-325,4	6 295,1	29 570,7	34 830,0	42 710,2	40 747,4		

Source : BCEAO.

Source : BCEAO.

COTE D'IVOIRE - POSITION NETTE DES GOUVERNEMENTS

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
	Millions de francs cfa											
Créances sur la Banque Centrale	45 766,1	42 997,6	27 377,4	56 709,6	23 944,9	49 547,1	128 482,3	47 160,4	19 970,6	27 834,3		
Billets et monnaies	1 173,7	1 500,0	1 410,7	1 828,1	1 600,0	964,6	2 221,9	964,6	964,6	1 400,0		
Dépôts	44 592,4	41 497,6	25 966,7	54 881,5	22 344,9	48 582,5	126 260,4	46 195,8	19 006,0	26 434,3		
Créances sur les banques	202 178,5	202 097,2	224 624,6	227 465,9	247 060,9	265 998,5	266 871,3	284 453,1	292 260,1	300 926,6		
Dépôts	175 444,4	183 133,0	203 886,0	205 765,0	229 107,0	243 345,0	249 388,0	269 990,0	277 797,0	278 937,0		
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Obligations cautionnées	26 734,1	18 964,2	20 738,6	21 700,9	17 953,9	22 653,5	17 483,3	14 463,1	14 463,1	21 989,6		
TOTAL DES CREANCES (-)	247 944,6	245 094,8	252 002,0	284 175,5	271 005,8	315 545,6	395 353,6	331 613,5	312 230,7	328 760,9		
Concours de la Banque Centrale	433 207,0	382 569,7	354 855,8	419 325,4	416 674,9	439 750,8	436 553,0	447 548,3	432 101,6	449 291,9		
Escompte d'obligations cautionnées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Escompte d'effets publics (art.15)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Découvert en compte courant (art. 14)	171 508,0	141 525,0	127 926,0	187 109,0	188 523,0	149 205,0	174 572,0	187 002,0	175 096,0	181 759,0		
Compte courant postal	0,3	1,0	0,7	0,6	0,7	0,2	0,1	0,7	0,8	0,5		
Titres d'Etat	127 777,3	38 726,4	28 675,5	1 025,5	1 024,6	29 474,5	23,6	23,6	22,6	12 322,6		
Concours du FMI	133 921,4	202 317,3	198 253,6	231 190,3	227 126,6	261 071,1	261 957,3	260 522,0	256 982,2	255 209,8		
Autres concours	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Concours des banques	329 188,4	371 124,3	414 416,3	372 349,0	434 017,6	413 355,0	418 686,0	439 893,0	463 419,0	415 931,0		
Compte courant postal	2 525,6	2 403,2	2 284,2	2 162,0	1 956,2	1 859,0	1 782,0	1 746,0	1 868,0	1 850,0		
Effets publics et emprunts	189 993,6	183 250,1	224 615,6	208 016,0	218 776,9	182 053,0	193 515,0	182 986,0	176 784,0	161 122,0		
Autres	136 669,2	185 471,0	187 516,5	162 171,0	213 284,5	229 443,0	223 389,0	255 161,0	284 767,0	252 959,0		
Dépôts en CCP des particuliers et entreprises	2 096,0	1 500,0	1 922,8	1 944,7	2 716,3	2 416,9	3 370,9	2 416,9	2 416,9	3 600,0		
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
TOTAL DES DETTES (+)	764 491,4	755 194,0	771 194,9	793 619,1	853 408,8	855 522,7	858 609,9	889 858,2	897 937,5	868 822,9		
POSITION NETTE DES GOUVERNEMENTS	516 546,8	510 099,2	519 192,9	509 443,6	582 403,0	539 977,1	463 256,3	558 244,7	585 706,8	540 062,0		

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - POSITION NETTE DES GOUVERNEMENTS

[illegible]

MALI - POSITION NETTE DES GOUVERNEMENTS

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
	Millions de francs cfa											
Créances sur la Banque Centrale	12 774,2	27 124,6	34 537,9	51 667,9	55 642,8	63 013,6	38 865,7	63 026,0	50 601,9	70 643,7		
Billets et monnaies	3 035,9	5 200,0	5 611,0	5 328,0	6 090,0	6 588,0	8 918,0	6 949,5	7 417,0	7 642,0		
Dépôts	9 738,3	21 924,6	28 926,9	46 339,9	49 552,8	56 425,6	29 947,7	56 076,5	43 184,9	63 001,7		
Créances sur les banques	100 605,5	117 399,7	125 914,5	138 672,8	140 894,5	150 560,6	170 724,2	158 913,3	158 776,7	172 530,0		
Dépôts	39 846,9	50 763,8	60 514,3	64 395,0	72 729,4	71 534,0	83 894,0	63 753,0	64 535,0	68 180,0		
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Obligations cautionnées	2 060,0	1 517,0	1 239,0	1 880,0	1 975,0	2 038,0	1 566,0	1 684,0	2 781,0	4 521,0		
TOTAL DES CREANCES (-)	54 681,1	79 405,4	96 291,2	117 942,9	130 347,2	136 585,6	124 325,7	128 463,0	117 917,9	143 344,7		
Concours de la Banque Centrale	58 698,6	65 118,9	64 161,2	72 397,8	66 190,1	76 988,6	85 264,2	93 476,3	91 460,7	99 829,0		
Escompte d'obligations cautionnées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Escompte d'effets publics (art.15)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Découvert en compte courant (art. 14)	18 446,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Compte courant postal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Titres d'Etat	0,0	4 650,0	4 700,0	5 200,0	0,0	3 050,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Concours du FMI	40 252,6	60 468,9	59 461,2	67 197,8	66 190,1	73 938,6	85 264,2	93 476,3	91 460,7	99 829,0		
Autres concours	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Concours des banques	28 024,9	19 382,3	19 991,0	20 142,0	26 405,0	23 973,0	21 758,0	22 931,0	22 124,0	21 119,0		
Compte courant postal	6,5	0,0	237,0	-24,0	128,0	76,0	37,0	164,0	55,0	910,0		
Effets publics et emprunts	24 907,6	19 140,2	17 236,0	16 288,0	20 961,0	16 595,0	19 595,0	20 898,0	18 447,0	18 755,0		
Autres	3 110,8	242,1	2 518,0	3 878,0	5 316,0	7 302,0	2 126,0	1 869,0	3 622,0	1 454,0		
Dépôts en CCP des particuliers et entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
TOTAL DES DETTES (+)	86 723,5	84 501,2	84 152,2	92 539,8	92 595,1	100 961,6	107 022,2	116 407,3	113 584,7	120 948,0		
POSITION NETTE DES GOUVERNEMENTS	32 042,4	5 095,8	-12 139,0	-25 403,1	-37 752,1	-35 624,0	-17 303,5	-12 055,7	-4 333,2	-22 396,7		

Source : BCEAO.

NIGER - POSITION NETTE DES GOUVERNEMENTS

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
Millions de francs cfa												
Créances sur la Banque Centrale	15 568,5	8 262,5	6 031,3	12 313,8	5 317,6	8 097,9	21 542,0	6 395,9	11 592,9	8 454,8		
Billets et monnaies	507,8	398,9	398,9	398,9	398,9	398,9	398,9	398,9	398,9	398,9		
Dépôts	15 060,7	7 863,6	5 632,4	11 914,9	4 918,7	7 699,0	21 143,1	5 997,0	11 194,0	8 055,9		
Créances sur les banques	21 035,4	19 278,4	18 028,1	19 451,1	19 962,1	20 572,1	3 361,7	3 226,7	3 855,7	3 944,7		
Dépôts	21 011,7	19 254,7	18 004,4	19 427,4	19 938,4	20 548,4	3 338,0	3 203,0	3 832,0	3 921,0		
Autres												
Obligations cautionnées	23,7	23,7	23,7	23,7	23,7	23,7	23,7	23,7	23,7	23,7		
TOTAL DES CREANCES (-)	36 603,9	27 540,9	24 059,4	31 764,9	25 279,7	28 670,0	24 903,7	9 622,6	15 448,6	12 399,5		
Concours de la Banque Centrale	47 259,8	52 537,3	61 771,1	70 939,9	52 511,6	57 185,3	64 620,4	60 374,8	67 006,8	67 671,0		
Escompte d'obligations cautionnées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Escompte d'effets publics (art.15)	3 463,9	2 169,3	1 822,0	1 722,0	1 374,8	1 374,8	1 027,5	1 027,5	680,2	680,2		
Découvert en compte courant (art. 14)	16 985,0	24265,5	31247,8	32699,9	27620	30 544,0	28 631,0	26 980,0	28 186,0	31 445,0		
Compte courant postal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Titres d'Etat	5 626,8	7 625,9	10 825,0	12 425,0	24,1	2 774,1	23,1	23,2	22,2	22,2		
Concours du FMI	21 184,1	18 476,6	17 876,3	24 093,0	23 492,7	22 492,4	34 938,8	32 344,1	38 118,4	35 523,6		
Autres concours	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Concours des banques	13 363,0	12 421,5	14 135,3	12 522,3	14 582,3	14 136,3	13 478,0	14 842,0	13 408,0	16 749,0		
Compte courant postal	144,5	619,6	299,2	325,2	388,2	263,2	50,0	255,0	355,0	415,0		
Effets publics et emprunts	6 250,0	4 325,8	7 998,0	4 706,0	8 664,0	7 291,0	6 954,0	6 770,0	6 410,0	8 370,0		
Autres	6 968,5	7 476,1	5 838,1	7 491,1	5 530,1	6 582,1	6 474,0	7 817,0	6 643,0	7 964,0		
Dépôts en CCP des particuliers et entreprises	2 104,0	1 819,2	2 478,2	2 561,4	2 411,1	2 578,1	2 655,3	2 578,1	2 578,1	2 464,2		
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
TOTAL DES DETTES (+)	62 726,8	66 778,0	78 384,6	86 023,6	69 505,0	73 899,7	80 753,7	77 794,9	82 992,9	86 884,2		
POSITION NETTE DES GOUVERNEMENTS	26 122,9	39 237,1	54 325,2	54 258,7	44 225,3	45 229,7	55 850,0	68 172,3	67 544,3	74 484,7		

Source : BCEAO.

SENEGAL - POSITION NETTE DES GOUVERNEMENTS

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	
Millions de francs cfa												
Créances sur la Banque Centrale	13 796,0	19 205,0	24 426,9	24 959,6	24 296,2	26 841,2	61 142,3	67 916,2	127 917,4	141 623,6		
Billets et monnaies	943,3	1 217,5	1 663,7	1 648,9	2 016,9	1 244,9	1 873,7	1 756,1	1 464,0	1 111,0		
Dépôts	12 852,7	17 987,5	22 763,2	23 310,7	22 279,3	25 596,3	59 268,6	66 160,1	126 453,4	140 512,6		
Créances sur les banques	141 578,3	138 510,4	142 972,1	147 611,4	157 413,2	164 762,1	115 851,4	104 310,9	108 902,1	112 447,6		
Dépôts	139 279,5	136 315,4	140 812,2	145 035,2	154 981,2	161 747,2	113 285,0	101 618,0	105 946,0	109 600,0		
Autres												
Obligations cautionnées	2 298,8	2 195,0	2 159,9	2 576,2	2 432,0	3 014,9	2 566,4	2 692,9	2 956,1	2 847,6		
TOTAL DES CREANCES (-)	155 374,3	157 715,4	167 399,0	172 571,0	181 709,4	191 603,3	176 993,7	172 227,1	236 819,5	254 071,2		
Concours de la Banque Centrale	265 549,2	271 368,2	230 557,2	229 224,5	228 616,0	229 737,0	290 987,7	292 755,5	299 615,0	293 698,8		
Escompte d'obligations cautionnées	1 288,0	1 723,0	1 589,0	1 269,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Escompte d'effets publics (art.15)												
Découvert en compte courant (art. 14)	57 766,0	44 346,0	50 748,0	56 008,0	55 250,0	60 031,0	37 879,0	60 913,0	58 431,0	66 797,0		
Compte courant postal	0,2	0,1	0,8	0,5	0,4	0,2	0,2	0,6	0,1	0,1		
Titres d'Etat	74 337,9	62 650,0	16 800,0	15 000,0	0,0	1 500,0	7 200,0	0,0	0,0	0,0		
Concours du FMI	100 146,1	130 638,1	129 408,4	124 936,0	141 354,6	136 194,8	186 843,9	172 777,9	182 119,3	167 981,7		
Autres concours	32 011,0	32 011,0	32 011,0	32 011,0	32 011,0	32 011,0	59 064,6	59 064,0	59 064,6	58 920,0		
Concours des banques	57 854,7	61 510,2	108 309,6	109 331,6	112 756,6	119 986,6	121 506,0	116 332,0	114 432,0	109 639,0		
Compte courant postal	258,2	207,2	304,1	1 373,1	317,1	240,1	486,0	630,0	654,0	256,0		
Effets publics et emprunts	24 650,6	46 621,5	93 482,8	92 293,8	95 911,8	102 856,8	105 105,0	108 405,0	104 188,0	103 062,0		
Autres	32 945,9	14 681,5	14 522,7	15 664,7	16 527,7	16 889,7	15 915,0	7 297,0	9 590,0	6 321,0		
Dépôts en CCP des particuliers et entreprises	3 943,7	4 325,2	4 221,0	3 254,3	3 852,2	2 835,1	3 790,6	2 260,6	2 610,5	4 000,0		
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
TOTAL DES DETTES (+)	327 347,6	337 203,6	343 087,8	341 810,4	345 224,8	352 558,7	416 284,3	411 348,1	416 657,5	407 337,8		
POSITION NETTE DES GOUVERNEMENTS	171 973,3	179 488,2	175 688,8	169 239,4	163 515,4	160 955,4	239 290,6	239 121,0	179 838,0	153 266,6		

Source : BCEAO.

Source : BCEAO.

TOGO - POSITION NETTE DES GOUVERNEMENTS

	1994			1995			1996			1997				
	Déc.		Déc.	Déc.		Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
	Millions de francs cfa													
Créances sur la Banque Centrale	9 615,0		8 059,4	5 618,4	16 966,3	7 044,9	8 357,2	3 458,5	4 814,4	5 474,2	10 345,5			
Billets et monnaies	357,0		727,1	596,3	942,3	398,0	357,1	483,3	483,3	118,5	900,0			
Dépôts	9 258,0		7 332,3	5 022,1	16 024,0	6 646,9	8 000,1	2 975,2	4 331,1	5 355,7	9 445,5			
Créances sur les banques	39 724,6		38 242,6	39 240,3	38 612,5	32 603,5	33 536,7	20 432,8	20 165,8	20 982,5	30 533,0			
Dépôts	39 075,6		37 391,2	38 481,0	37 960,0	31 844,6	32 848,3	19 990,0	19 723,0	20 701,0	29 833,0			
Autres														
Obligations cautionnées	649,0		851,4	759,3	652,5	758,9	688,4	442,8	442,8	281,5	700,0			
TOTAL DES CREANCES (-)	49 339,6		46 302,0	44 858,7	55 578,8	39 648,4	41 893,9	23 891,3	24 980,2	26 456,7	40 878,5			
Concours de la Banque Centrale	49 820,7		71 050,2	75 969,8	71 516,4	70 045,0	70 202,6	78 048,8	75 523,8	74 976,3	66 017,9			
Escompte d'obligations cautionnées	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Escompte d'effets publics (art.15)														
Découvert en compte courant (art. 14)	24 015,0		28 568,0	32 800,0	33 618,0	32 734,0	33 273,0	31 115,0	30 669,0	21 930,0	15 915,0			
Compte courant postal	0,3		0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3			
Titres d'Etat	0,0		3 300,0	4 287,5	287,5	0,0	800,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Concours du FMI	25 805,4		39 181,9	38 882,0	37 610,6	37 310,7	36 129,3	46 933,5	44 854,5	53 046,0	50 102,6			
Autres concours	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Concours des banques	12 354,0		12 260,4	14 151,4	18 033,2	14 953,8	16 492,1	12 636,0	16 185,0	16 026,0	17 422,0			
Compte courant postal	20,4		10,8	36,3	24,1	21,2	10,6	62,0	93,0	200,0	107,0			
Effets publics et emprunts	11 337,5		11 363,1	10 242,7	11 121,1	10 699,0	11 701,7	5 902,0	6 227,0	8 452,0	9 002,0			
Autres	996,1		886,5	3 872,4	6 888,0	4 233,6	4 779,8	6 672,0	9 865,0	7 374,0	8 313,0			
Dépôts en CCP des particuliers et entreprises	1 008,4		1 269,2	1 486,9	1 402,3	1 690,9	1 160,0	1 683,2	1 683,2	1 683,2	1 700,0			
Dépôts en CNE	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
TOTAL DES DETTES (+)	63 183,1		84 579,8	91 608,1	90 951,9	86 689,7	87 854,7	92 368,0	93 392,0	92 685,5	85 139,9			
POSITION NETTE DES GOUVERNEMENTS	13 843,5		38 277,8	46 749,4	35 373,1	47 041,3	45 960,8	68 476,7	68 411,8	66 228,8	44 261,4			

Source : BCEAO.

Source : BCEAO.

UMOA - POSITION NETTE DES GOUVERNEMENTS

1994		1995		1996			1997			
Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Millions de francs cfa										
Créances sur la Banque Centrale	135 693,0	158 070,5	160 114,9	223 981,2	180 346,7	230 937,8	313 884,9	249 095,1	279 229,4	325 200,6
Billets et monnaies	7 558,5	12 095,9	13 235,8	13 387,0	14 250,3	13 312,4	16 800,7	11 757,9	13 185,6	14 418,4
Dépôts	128 134,5	145 974,6	146 879,1	210 594,2	166 096,4	217 625,4	297 084,2	237 337,2	266 043,8	310 782,2
Créances sur les banques	544 060,7	550 034,8	584 742,5	598 349,7	631 594,6	660 753,2	589 130,4	579 869,0	596 496,9	630 825,0
Dépôts	510 630,8	524 440,2	558 362,6	569 801,4	606 908,1	630 774,7	565 581,0	559 287,0	574 716,0	598 919,0
Autres										
Obligations cautionnées	33 429,9	25 594,6	26 379,9	28 548,3	24 686,5	29 978,5	23 549,4	20 582,0	21 780,9	31 906,0
TOTAL DES CREANCES (-)	679 753,7	708 105,3	744 857,4	822 330,9	811 941,3	891 691,0	903 015,3	828 964,1	875 726,3	956 025,6
Concours de la Banque Centrale	927 704,4	940 245,4	888 348,2	967 096,9	936 760,8	975 761,3	1 082 442,0	1 103 923,1	1 109 814,7	1 122 386,7
Escompte d'obligations cautionnées	1 659,0	1 861,0	1 905,0	1 315,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Escompte d'effets publics (art.15)	3 463,9	2 169,3	1 822,0	1 722,0	1 374,8	1 374,8	1 027,5	1 027,5	680,2	680,2
Découvert en compte courant (art. 14)	313 581,0	270 156,5	270 023,8	335 672,9	326 309,0	294 666,0	298 126,0	332 577,4	311 419,4	325 252,0
Compte courant postal	0,8	1,5	2,8	2,4	2,3	1,4	1,3	1,9	1,9	0,9
Titres d'Etat	209 392,0	116 952,3	65 988,0	33 938,0	1 048,7	37 598,6	7 246,7	6 752,7	6 674,6	18 974,6
Concours du FMI	367 596,7	517 093,8	516 595,6	562 435,6	576 015,0	610 109,5	716 975,9	704 499,0	731 974,0	718 559,0
Autres concours	32 011,0	32 011,0	32 011,0	32 011,0	32 011,0	32 011,0	59 064,6	59 064,6	59 064,6	58 920,0
Concours des banques	623 106,1	724 288,5	791 292,1	786 806,5	847 179,6	827 189,0	799 511,0	823 505,0	847 518,0	807 080,0
Compte courant postal	11 158,2	4 617,7	3 493,0	4 291,7	2 951,0	2 692,4	2 741,0	3 251,0	3 344,0	3 802,0
Effets publics et emprunts	415 607,8	496 731,3	561 538,0	573 846,7	587 894,9	543 551,2	534 340,0	530 701,0	524 043,0	516 458,0
Autres	196 340,1	222 939,5	226 261,1	208 668,1	256 333,7	280 945,4	262 430,0	289 553,0	320 131,0	286 820,0
Dépôts en CCP des particuliers et entreprises	13 556,4	14 435,5	16 295,0	17 061,8	19 324,0	16 993,9	18 430,5	15 983,2	15 885,7	18 247,0
Dépôts en CNE	12 838,6	15 043,0	16 503,0	17 087,5	17 109,9	17 874,8	18 426,6	19 206,4	19 289,3	19 260,3
TOTAL DES DETTES (+)	1 577 205,5	1 694 012,4	1 712 438,3	1 788 052,7	1 820 374,3	1 837 819,0	1 918 810,1	1 962 617,7	1 992 507,7	1 966 974,6
POSITION NETTE DES GOUVERNEMENTS	897 451,8	985 907,1	967 580,9	965 721,8	1 008 433,0	946 128,0	1 015 794,8	1 133 653,6	1 116 781,4	1 010 949,0

Source : BCEAO.

Source : BCEAO.

BENIN - EPARGNE INTERIEURE DES PARTICULIERS ET ENTREPRISES PRIVEES

1994			1995			1996			1997			
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Millions de francs cfa												
Dépôts dans les banques	41 087,9	42 812,8	45 802,1	41 906,4	56 513,5	53 633,8	62 996,0	83 993,0	67 301,0	58 125,0		
- Dépôts à terme	20 370,8	22 673,1	25 849,0	20 928,0	35 059,0	32 155,0	40 817,0	60 146,0	43 055,0	33 128,0		
- Comptes à régime spécial	20 717,1	20 139,7	19 953,1	20 978,4	21 454,5	21 478,8	22 179,0	23 847,0	24 246,0	24 997,0		
. Comptes sur livret	20 455,4	19 600,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
. Comptes d'épargne logement	169,1	375,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
. Autres comptes d'épargne	92,6	164,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Dépôts en caisse d'épargne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
TOTAL	41 087,9	42 812,8	45 802,1	41 906,4	56 513,5	53 633,8	62 996,0	83 993,0	67 301,0	58 125,0		
EPARGNE / MASSE MONETAIRE	16,3	17,3	19,0	17,6	21,5	19,1	22,5	29,4	24,2	19,8		
NB : L'épargne ici retracée est considérée uniquement sous son aspect financier.												
Source : BCEAO.												

BURKINA - EPARGNE INTERIEURE DES PARTICULIERS ET ENTREPRISES PRIVEES

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	
Millions de francs cfa												
Dépôts dans les banques	49 220,7	51 906,0	56 344,9	55 239,7	53 386,7	53 770,7	61 094,0	66 590,0	66 369,0	64 109,0.		
- Dépôts à terme	19 864,8	23 292,3	26 261,5	26 370,7	24 605,7	25 062,7	31 290,0	33 599,0	33 446,0	32 470,0		
- Comptes à régime spécial	29 355,9	28 613,7	30 083,4	28 869,0	28 781,0	28 708,0	29 804,0	32 991,0	32 923,0	31 639,0		
. Comptes sur livret	29 077,6	28 524,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
. Comptes d'épargne logement	278,3	88,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
. Autres comptes d'épargne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Dépôts en caisse d'épargne	12 838,6	15 043,0	16 503,0	17 087,5	17 109,9	17 874,8	18 426,6	19 206,4	19 289,3	19 260,3		
TOTAL	62 059,3	66 949,0	72 847,9	72 327,2	70 496,6	71 645,5	79 520,6	85 796,4	85 658,3	83 369,3		
EPARGNE / MASSE MONETAIRE	25,3	22,3	22,1	22,5	22,7	21,8	22,7	23,5	23,3	22,4		
NB : L'épargne ici retracée est considérée uniquement sous son aspect financier.												
Source : BCEAO.												

COTE D'IVOIRE - EPARGNE INTERIEURE DES PARTICULIERS ET ENTREPRISES PRIVEES

1994			1995			1996			1997		
Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.
Millions de francs cfa											
Dépôts dans les banques											
-	Dépôts à terme	214 335,9	250 916,8	281 143,0	284 102,0	275 273,0	259 929,0	285 698,0	276 661,0	284 374,0	252 906,0
-	Comptes à régime spécial	181 169,0	212 593,8	216 195,0	218 447,0	229 358,0	231 878,0	227 273,0	231 817,0	227 430,0	230 379,0
	Comptes sur livret	151 877,8	182 727,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Comptes d'épargne logement	12 148,4	12 118,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Autres comptes d'épargne	17 142,8	17 749,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en caisse d'épargne											
TOTAL											
		395 504,9	463 510,6	497 338,0	502 549,0	504 631,0	491 807,0	512 971,0	508 478,0	511 804,0	483 285,0
EPARGNE / MASSE MONETAIRE											
		32,8	32,4	34,0	36,0	38,5	33,1	31,0	33,3	35,0	30,0
NB : L'épargne ici retracée est considérée uniquement sous son aspect financier.											
Source : BCEAO.											

MALI - EPARGNE INTERIEURE DES PARTICULIERS ET ENTREPRISES PRIVEES

[illegible]

NIGER - EPARGNE INTERIEURE DES PARTICULIERS ET ENTREPRISES PRIVEES

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	
Millions de francs cfa												
Dépôts dans les banques	35 066,6	31 107,9	36 069,2	35 796,2	33 814,2	30 971,2	19 912,0	22 496,0	24 997,0	23 005,0		
- Dépôts à terme	27 438,5	24 140,6	29 487,3	28 678,3	26 427,3	23 978,3	12 906,0	14 536,0	16 207,0	15 223,0		
- Comptes à régime spécial	7 628,1	6 967,3	6 581,9	7 117,9	7 386,9	6 992,9	7 006,0	7 960,0	8 790,0	7 782,0		
. Comptes sur livret	7 614,6	6 525,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
. Comptes d'épargne logement	13,5	12,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
. Autres comptes d'épargne	0,0	429,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Dépôts en caisse d'épargne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
TOTAL	35 066,6	31 107,9	36 069,2	35 796,2	33 814,2	30 971,2	19 912,0	22 496,0	24 997,0	23 005,0		
EPARGNE / MASSE MONETAIRE	27,2	23,2	27,5	26,9	26,9	24,8	21,4	22,2	24,5	23,2		
NB : L'épargne ici retracée est considérée uniquement sous son aspect financier.												
Source : BCEAO.												

SENEGAL - EPARGNE INTERIEURE DES PARTICULIERS ET ENTREPRISES PIVEES

	1995				1996				1997			
	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
Millions de francs cfa												
Dépôts dans les banques	152 818,6	178 505,3	196 025,0	195 161,8	199 833,6	205 340,0	205 999,0	218 299,0	216 330,0	209 450,0		
- Dépôts à terme	64 365,4	74 789,5	88 653,1	85 924,1	87 020,3	89 402,1	88 887,0	99 880,0	92 799,0	84 718,0		
- Comptes à régime spécial	88 453,2	103 715,8	107 371,9	109 237,7	112 813,3	115 937,9	117 112,0	118 419,0	123 531,0	124 732,0		
. Comptes sur livret	70 064,1	80 462,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
. Comptes d'épargne logement	16 437,0	21 194,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
. Autres comptes d'épargne	1 952,1	2 062,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Dépôts en caisse d'épargne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
TOTAL	152 818,6	178 505,3	196 025,0	195 161,8	199 833,6	205 340,0	205 999,0	218 299,0	216 330,0	209 450,0		
EPARGNE / MASSE MONETAIRE	33,0	35,6	36,6	37,6	38,3	36,7	36,0	38,7	39,3	36,0		
NB : L'épargne ici retracée est considérée uniquement sous son aspect financier.												
Source : BCEAO.												

TOGO - EPARGNE INTERIEURE DES PARTICULIERS ET ENTREPRISES PIVEES

	1995				1996				1997			
	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
Millions de francs cfa												
Dépôts dans les banques	53 077,6	53 023,3	54 385,5	57 087,8	59 107,3	58 298,4	72 116,0	67 859,0	76 559,0	68 811,0		
- Dépôts à terme	23 471,3	20 535,9	19 808,7	21 419,7	23 358,1	22 757,1	39 162,0	34 662,0	43 754,0	36 364,0		
- Comptes à régime spécial	29 606,3	32 487,4	34 576,8	35 668,1	35 749,2	35 541,3	32 954,0	33 197,0	32 805,0	32 447,0		
. Comptes sur livret	29 330,4	32 257,3	34 334,4	35 350,7	35 531,3	35 103,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
. Comptes d'épargne logement	46,9	44,2	52,6	132,6	45,1	39,5	0,0	0,0	0,0	0,0		
. Autres comptes d'épargne	229,0	185,9	189,8	184,8	172,8	139,5	0,0	0,0	0,0	0,0		
Dépôts en caisse d'épargne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
TOTAL	53 077,6	53 023,3	54 385,5	57 087,8	59 107,3	58 298,4	72 116,0	67 859,0	76 559,0	68 811,0		
EPARGNE / MASSE MONETAIRE	32,5	26,5	25,2	27,4	29,8	31,1	33,1	33,5	34,6	35,0		
NB : L'épargne ici retracée est considérée uniquement sous son aspect financier.												
Source : BCEAO.												

UMOA - EPARGNE INTERIEURE DES PARTICULIERS ET ENTREPRISES PRIVEES

1994			1995			1996			1997		
Déc.			Déc.			Juin			Sept.		
						Mars			Déc.		

BENIN - EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
Millions de francs cfa												
Base monétaire (BM)	108 899,0	80 473,1	67 330,0	65 688,1	81 911,0	87 910,8	104 307,5	116 794,6	115 565,7	105 386,6		
Circulation fiduciaire	77 342,0	50 646,7	52 727,2	52 681,7	62 946,7	68 873,5	82 191,0	85 391,1	78 866,4	80 754,7		
Réserves des banques	31 035,8	29 385,2	14 028,8	12 590,5	18 517,0	18 448,0	21 682,9	30 886,8	36 163,0	23 960,0		
Autres dépôts	521,2	441,2	574,0	415,9	447,3	589,3	433,6	516,7	536,3	671,9		
Contreparties de la base monétaire	108 899,0	80 473,1	67 330,0	65 688,1	81 911,0	87 910,8	104 307,5	116 794,6	115 565,7	105 386,6		
Avoirs extérieurs nets	84 581,6	43 051,1	40 795,2	37 779,4	52 562,4	72 771,5	80 081,2	87 122,8	87 160,3	79 946,3		
Position nette du Gouvernement	11 692,5	26 801,0	17 048,7	22 813,5	22 379,5	5 599,2	28 313,6	29 818,7	28 196,3	23 967,0		
Concours aux banques et établ. fin.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 000,0	2 000,0	0,0	0,0	1 000,0		
Autres éléments nets	12 624,9	10 621,0	9 486,1	5 095,2	6 969,1	7 540,1	-6 087,3	-146,9	209,1	473,3		
Masse monétaire (M2)	252 348,7	247 713,6	240 661,1	237 840,2	263 435,3	280 205,3	280 336,0	285 382,1	278 261,6	293 491,1		
Multiplicateur (M2/BM)	2,3	3,0	3,5	3,5	3,1	3,1	2,6	2,4	2,3	2,7		
Composition de la masse monétaire (%)												
Circulation fiduciaire	30,6	20,4	21,9	22,1	23,8	24,5	29,3	29,9	28,3	27,5		
Dépôts en banque	68,5	78,4	76,6	75,7	73,9	73,5	69,0	68,4	70,1	70,9		
Dépôts en CCP	0,8	1,1	1,4	2,0	2,1	1,8	1,6	1,6	1,5	1,5		
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Coefficient de réserves (a)	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1		
(a) Rapport des réserves des banques aux dépôts dans les banques.												
Source : BCEAO.												

BURKINA - EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
Millions de francs cfa												
Base monétaire (BM)	120 398,9	149 378,1	156 458,8	148 610,7	151 775,5	155 585,6	168 768,5	178 552,6	192 953,1	193 104,1		
Circulation fiduciaire	94 903,9	123 559,6	132 712,5	125 987,3	124 174,3	138 017,1	146 073,7	148 647,8	159 754,0	170 107,1		
Réserves des banques	22 283,6	19 822,2	18 548,8	16 359,1	21 164,2	11 437,2	15 733,4	22 991,0	26 017,1	16 970,2		
Autres dépôts	3 211,4	5 996,3	5 197,5	6 264,3	6 437,0	6 131,3	6 961,4	6 913,8	7 182,0	6 026,8		
Contreparties de la base monétaire	120 398,9	149 378,1	156 458,8	148 610,7	151 775,5	155 585,6	168 768,5	178 552,6	192 953,1	193 104,1		
Avoirs extérieurs nets	83 476,3	122 138,4	129 089,5	127 064,3	129 619,9	124 522,1	127 872,6	130 044,0	141 058,8	125 823,6		
Position nette du Gouvernement	25 387,2	18 378,7	21 861,4	19 515,4	16 243,4	21 217,0	38 260,2	43 629,0	50 518,3	50 633,8		
Concours aux banques et établ. fin.	355,5	2 813,0	293,0	278,0	928,0	4 378,0	4 353,0	3 053,0	2 835,0	15 338,8		
Autres éléments nets	11 179,9	6 048,0	5 214,9	1 753,0	4 984,2	5 468,5	-1 717,3	1 826,6	-1 459,0	1 307,9		
Masse monétaire (M2)	245 711,9	299 814,2	329 984,9	321 924,5	309 951,2	328 548,4	350 296,8	365 664,1	368 049,4	371 784,9		
Multiplicateur (M2/BM)	2,0	1,9	2,0	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	1,8	1,9		
Composition de la masse monétaire (%)												
Circulation fiduciaire	38,6	41,2	40,2	39,1	40,0	42,0	41,6	40,6	43,4	45,7		
Dépôts en banque	55,1	52,8	53,9	54,6	53,4	51,7	52,3	53,4	50,7	48,5		
Dépôts en CCP	0,9	0,8	0,8	0,9	0,9	0,8	0,6	0,6	0,6	0,5		
Dépôts en CNE	5,2	5,0	5,0	5,3	5,5	5,4	5,2	5,2	5,2	5,1		
Coefficient de réserves (a)	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0		
(a) Rapport des réserves des banques aux dépôts dans les banques.												
Source : BCEAO.												

COTE D'IVOIRE - EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE

	1994.				1995				1996				1997			
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Millions de francs cfa																
Base monétaire (BM)	462 365,9	516 020,6	476 769,2	489 187,3	402 728,0	550 758,8	565 666,4	576 912,2	495 400,8	615 713,5						
Circulation fiduciaire	392 600,4	451 398,7	446 151,3	391 991,4	353 642,1	473 231,0	525 177,3	448 683,3	398 124,0	571 822,8						
Réserves des banques	68 922,0	63 710,6	29 741,4	95 494,5	47 338,9	75 756,2	38 523,1	127 195,4	95 701,7	42 098,7						
Autres dépôts	843,5	911,3	876,5	1 701,4	1 747,0	1 771,6	1 966,0	1 033,5	1 575,1	1 792,0						
Contreparties de la base monétaire	462 365,9	516 020,6	476 769,2	489 187,3	402 728,0	550 758,8	565 666,4	576 912,2	495 400,8	615 713,5						
Avoirs extérieurs nets	-117 537,4	3 248,5	5 592,4	56 642,7	-59 559,7	22 976,8	208 747,0	116 333,4	47 560,8	70 950,7						
Position nette du Gouvernement	387 440,9	339 572,1	327 478,4	362 615,8	392 730,0	390 203,7	308 070,7	400 387,9	412 131,0	421 457,6						
Concours aux banques et établi. fin.	135 148,0	153 081,6	130 629,0	71 801,0	67 508,2	140 177,4	61 626,0	53 401,0	28 912,8	118 137,8						
Autres éléments nets	57 314,4	20 118,4	13 069,4	-1 872,2	2 049,5	-2 599,1	-12 777,3	6 789,9	6 796,2	5 167,4						
Masse monétaire (M2)	1 206 593,5	1 429 857,5	1 462 320,6	1 395 807,5	1 312 096,4	1 486 915,5	1 655 059,2	1 528 615,7	1 460 329,0	1 609 420,8						
Multiplicateur (M2/BM)	2,6	2,7	3,0	2,8	3,2	2,6	2,9	2,6	2,9	2,6						
Composition de la masse monétaire (%)																
Circulation fiduciaire	32,5	31,5	30,5	28,0	26,9	31,8	31,7	29,3	27,2	35,5						
Dépôts en banque	67,2	68,3	69,3	71,7	72,8	68,0	68,0	70,4	72,5	64,2						
Dépôts en CCP	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2						
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0						
Coefficient de réserves (a)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0						
(a) Rapport des réserves des banques aux dépôts dans les banques.																
Source : BCEAO.																

GUINEE-BISSAU - EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE

	1994			1995			1996			1997				
	Déc.			Déc.			Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Millions de francs cfa														
Base monétaire (BM)	10 100,0			9 464,4			10 222,0	14 370,3	19 405,2	22 320,8				
Circulation fiduciaire	6 400,0			6 242,7			6 838,1	12 879,9	17 328,8	20 535,5				
Réserves des banques	3 700,0			3 221,7			3 383,9	1 485,5	2 071,5	1 727,8				
Autres dépôts	0,0			0,0			0,0	4,9	4,9	57,5				
Contreparties de la base monétaire	10 100,0			9 464,4			10 222,0	14 370,3	19 405,2	22 320,8				
Avoirs extérieurs nets	-10 200,0			-6 289,3			1 047,1	14 184,1	19 842,6	16 292,4				
Position nette du Gouvernement	-5 900,0			-2 254,5			-2 969,3	1 033,9	2 267,3	4 978,6				
Concours aux banques et établ. fin.	7 700,0			978,5			901,8	0,0	0,0	0,0				
Autres éléments nets	18 500,0			17 029,7			11 242,4	-847,7	-2 704,7	1 049,8				
Masse monétaire (M2)	17 000,0			17 621,8			19 130,0	26 358,8	34 224,9	38 155,6				
Multiplieur (M2/BM)	1,7			1,9			1,9	1,8	1,8	1,7				
Composition de la masse monétaire (%)														
Circulation fiduciaire	37,6			35,4			35,7	48,9	99,9	53,8				
Dépôts en banque	62,4			64,6			64,3	51,1	49,4	46,1				
Dépôts en CCP	0,0			0,0			0,0	0,0	0,0	0,0				
Dépôts en CNE	0,0			0,0			0,0	0,0	0,0	0,0				
Coefficient de réserves (a)	0,0			0,0			0,0	0,0	0,0	0,0				
(a) Rapport des réserves des banques aux dépôts dans les banques.														
Source : BCEAO.														

MALI - EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
Millions de francs cfa												
Base monétaire (BM)	115 863,5	127 745,7	157 546,2	166 449,3	145 674,5	151 064,6	180 361,6	171 676,7	159 000,0	162 752,4		
Circulation fiduciaire	90 348,9	107 537,9	121 382,4	128 765,5	116 461,2	120 252,6	137 984,0	139 496,0	127 103,9	129 464,7		
Réserves des banques	25 479,9	20 039,3	36 079,2	37 627,1	28 593,2	30 186,4	41 840,4	31 049,3	30 904,1	32 917,8		
Autres dépôts	34,7	168,5	84,6	56,7	620,1	625,6	537,2	1 131,4	992,0	369,9		
Contreparties de la base monétaire	115 863,5	127 745,7	157 546,2	166 449,3	145 674,5	151 064,6	180 361,6	171 676,7	159 000,0	162 752,4		
Avoirs extérieurs nets	49 095,2	68 658,1	105 022,6	132 357,1	123 096,1	131 855,8	131 984,4	127 471,1	101 523,6	129 835,8		
Position nette du Gouvernement	45 924,4	37 994,3	29 623,3	20 729,9	10 547,3	13 975,0	46 398,5	30 450,3	40 858,8	29 185,3		
Concours aux banques et établ. fin.	0,0	0,0	2 000,0	0,0	0,0	0,0	2 700,0	18 000,0	13 000,0	0,0		
Autres éléments nets	20 843,9	21 093,3	20 900,3	13 362,3	12 031,1	5 233,8	-701,3	-4 244,7	3 617,6	3 731,3		
Masse monétaire (M2)	237 006,5	254 555,3	332 827,2	323 635,1	300 667,0	317 752,2	354 350,2	348 308,4	336 671,9	345 331,6		
Multiplieur (M2/BM)	1,9	1,9	2,0	1,8	1,9	2,0	1,8	1,9	2,0	2,0		
Composition de la masse monétaire (%)												
Circulation fiduciaire	38,1	42,2	36,4	39,7	38,7	37,8	38,9	40,0	37,7	37,4		
Dépôts en banque	61,8	57,7	63,5	60,2	61,2	62,1	61,0	59,9	62,2	62,5		
Dépôts en CCP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Coefficient de réserves (a)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1		
(a) Rapport des réserves des banques aux dépôts dans les banques.												
Source : BCEAO.												

NIGER - EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	
Millions de francs cfa												
Base monétaire (BM)	60 525,2	68 367,5	66 100,9	61 588,7	56 681,5	64 355,8	54 257,0	58 380,9	57 775,7	50 651,7		
Circulation fiduciaire	48 674,8	59 640,2	56 664,4	56 307,5	50 891,5	57 723,1	45 862,3	45 727,1	45 288,0	41 664,5		
Réserves des banques	11 097,0	8 364,0	9 229,0	5 112,4	5 606,3	6 455,2	8 329,1	12 584,6	12 370,0	8 809,0		
Autres dépôts	753,4	363,3	207,5	168,8	183,7	177,5	65,6	69,2	117,7	178,2		
Contreparties de la base monétaire	60 525,2	68 367,5	66 100,9	61 588,7	56 681,5	64 355,8	54 257,0	58 380,9	57 775,7	50 651,7		
Avoirs extérieurs nets	15 370,2	11 208,2	-2 097,0	510,0	4 116,9	5 551,9	11 807,6	3 305,5	-3 312,2	-11 449,9		
Position nette du Gouvernement	31 691,3	44 274,8	55 739,8	58 626,1	47 194,0	49 087,4	43 078,4	53 978,9	55 413,9	59 216,2		
Concours aux banques et établ. fin.	1 102,0	4 852,0	4 602,0	4 402,0	3 102,0	4 600,0	1 212,0	1 212,0	6 112,0	3 212,0		
Autres éléments nets	12 361,7	8 032,5	7 856,1	-1 949,4	2 268,6	5 116,5	-1 841,0	-115,5	-438,0	-326,6		
Masse monétaire (M2)	129 003,7	133 843,9	131 247,7	133 181,3	125 725,9	125 030,3	93 187,2	101 475,4	102 168,8	99 118,9		
Multiplicateur (M2/BM)	2,1	1,9	1,9	2,1	2,2	1,9	1,7	1,7	1,7	1,9		
Composition de la masse monétaire (%)												
Circulation fiduciaire	37,7	44,5	43,1	42,2	40,4	46,1	49,2	45,0	44,3	42,0		
Dépôts en banque	60,6	54,0	54,9	55,7	57,6	51,7	47,9	52,3	53,1	55,4		
Dépôts en CCP	1,6	1,3	1,8	1,9	1,9	2,0	2,8	2,5	2,5	2,4		
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Coefficient de réserves (a)	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1		
(a) Rapport des réserves des banques aux dépôts dans les banques.												
Source : BCEAO.												

SENEGAL - EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE

	1994				1995				1996				1997			
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Millions de francs cfa																
Base monétaire (BM):	188 859,1	196 554,6	171 861,9	148 581,7	159 411,0	168 701,2	165 425,0	146 105,0	141 383,2	174 751,6						
Circulation fiduciaire	145 635,2	152 052,4	147 172,1	130 074,7	121 828,5	141 907,8	152 971,5	124 963,0	111 690,5	142 777,5						
Réserves des banques	42 808,1	44 273,5	24 160,1	18 148,7	37 201,9	26 459,8	11 836,0	20 465,4	28 949,4	31 346,9						
Autres dépôts	415,8	228,7	529,7	358,3	380,6	333,6	617,5	676,6	743,3	627,2						
Contreparties de la base monétaire	188 859,1	196 554,6	171 861,9	148 581,7	159 411,0	168 701,2	165 425,0	146 104,4	141 383,2	174 751,6						
Avoirs extérieurs nets	-142 958,6	-126 210,7	-110 514,8	-122 120,6	-104 492,6	-98 060,9	-58 793,2	-83 437,7	-35 035,1	-21 124,7						
Position nette du Gouvernement	251 753,2	252 163,2	206 130,3	204 264,9	204 319,8	202 895,8	229 845,4	224 839,3	171 697,6	152 075,2						
Concours aux banques et établ. fin.	12 115,0	650,0	650,0	650,0	650,0	3 071,0	2 091,0	1 911,0	1 911,0	32 196,0						
Autres éléments nets	67 949,5	69 952,1	75 596,4	65 787,4	58 933,8	60 795,3	-7 718,2	2 791,8	2 809,7	11 605,1						
Masse monétaire (M2)	463 689,3	501 367,4	535 865,5	518 957,0	521 594,8	559 994,6	571 650,6	564 498,2	550 127,3	581 416,7						
Multiplicateur (M2/BM)	2,4	2,5	3,0	3,4	3,2	3,2	3,4	3,8	3,8	3,3						
Composition de la masse monétaire (%)																
Circulation fiduciaire	31,4	30,3	27,4	25,0	23,3	25,3	26,7	22,1	20,3	24,5						
Dépôts en banque	67,7	68,8	71,7	74,3	75,9	74,1	72,5	77,4	79,2	74,7						
Dépôts en CCP	0,8	0,8	0,7	0,6	0,7	0,5	0,6	0,4	0,4	0,6						
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0						
Coefficient de réserves (a)	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0						
(a) Rapport des réserves des banques aux dépôts dans les banques.																
Source : BCEAO.																

TOGO - EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE

	1994			1995			1996			1997				
	Déc.			Déc.			Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Millions de francs cfa														
Base monétaire (BM)	62 817,7	80 921,5	105 422,4	97 637,1	84 097,7	70 686,3	82 714,3	72 863,1	83 214,1	70 786,9				
Circulation fiduciaire	44 829,7	73 479,5	95 868,9	86 465,7	74 837,5	59 713,3	72 210,3	66 265,0	64 087,6	59 833,0				
Réserves des banques	17 877,9	7 360,9	9 465,8	11 082,5	9 138,6	10 833,5	10 346,5	6 211,4	18 558,8	10 250,2				
Autres dépôts	110,1	81,1	87,7	88,9	121,6	139,5	157,5	386,7	567,7	703,7				
Contreparties de la base monétaire	62 817,7	80 921,5	105 422,4	97 637,1	84 097,7	70 686,3	82 714,3	72 863,1	83 214,1	70 786,9				
Avoirs extérieurs nets	-6 313,5	439,7	18 589,2	32 148,6	6 241,1	-9 770,3	4 548,7	-3 772,4	12 402,3	9 079,3				
Position nette du Gouvernement	40 205,7	62 990,8	70 351,4	54 550,1	63 000,1	61 845,4	74 590,3	70 709,4	69 502,1	55 672,4				
Concours aux banques et établ. fin.	8 490,0	2 297,9	1 657,0	1 436,0	3 703,0	7 691,0	6 310,0	5 131,0	1 115,0	4 459,0				
Autres éléments nets	20 435,5	15 193,1	14 824,8	9 502,4	11 153,5	10 920,2	-2 734,7	795,1	194,7	1 576,2				
Masse monétaire (M2)	163 472,6	199 884,9	215 397,3	208 164,6	198 467,0	187 192,8	217 748,0	202 589,9	221 513,5	196 626,7				
Multiplieur (M2/BM)	2,5	2,4	2,0	2,1	2,3	2,6	2,6	2,7	2,6	2,7				
Composition de la masse monétaire (%)														
Circulation fiduciaire	27,4	36,7	44,5	41,5	37,7	31,8	33,1	32,7	28,9	30,4				
Dépôts en banque	71,9	62,6	54,8	57,7	61,4	67,4	66,0	66,4	70,3	68,7				
Dépôts en CCP	0,6	0,6	0,6	0,6	0,8	0,6	0,7	0,8	0,7	0,8				
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0				
Coefficient de réserves (a)	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0				
(a) Rapport des réserves des banques aux dépôts dans les banques.														
Source : BCEAO.														

UMOA - EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE

	1994			1995			1996			1997		
	Déc.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	
Millions de francs cfa												
Base monétaire (BM)	1 197 431,5	1 306 271,2	1 286 255,9	1 257 995,2	1 168 951,2	1 334 804,3	1 411 836,6	1 422 281,6	1 356 852,0	1 501 595,3		
Circulation fiduciaire	894 334,9	1 018 315,0	1 054 896,6	972 236,7	908 147,8	1 059 718,6	1 162 582,3	1 072 326,1	1 002 675,9	1 231 278,4		
Réserves des banques	219 504,3	192 955,7	141 252,8	196 414,8	167 560,1	179 576,3	148 291,4	252 596,5	250 302,9	168 080,4		
Autres dépôts	83 592,3	95 000,5	90 106,5	89 343,7	93 243,3	95 509,4	100 962,9	97 359,0	103 873,2	102 236,5		
Contreparties de la base monétaire	1 197 431,5	1 306 271,2	1 286 255,9	1 257 995,2	1 168 951,2	1 334 804,3	1 411 836,6	1 422 281,6	1 356 852,0	1 501 595,3		
Avoirs extérieurs nets	371 680,8	608 738,0	663 614,2	707 024,5	617 483,0	755 164,4	1 061 236,9	969 831,9	941 010,2	961 823,4		
Position nette du Gouvernement	792 011,4	782 174,9	728 233,3	743 115,7	756 414,1	744 823,5	768 557,1	854 828,0	830 585,3	811 604,5		
Concours aux banques et établ. fin.	157 210,5	163 694,5	139 831,0	78 567,0	75 891,2	161 917,4	80 292,0	82 708,0	53 885,8	174 343,6		
Autres éléments nets	-123 471,2	-248 336,2	-245 422,6	-270 712,0	-280 837,1	-327 101,0	-498 249,4	-485 086,3	-468 629,3	-446 176,2		
Masse monétaire (M2)	2 775 528,4	3 166 198,8	3 353 500,2	3 246 377,0	3 137 020,2	3 401 231,3	3 649 318,4	3 518 770,8	3 459 555,1	3 630 992,9		
Multiplicateur (M2/BM)	2,3	2,4	2,5	2,5	2,5	2,6	2,5	2,5	2,4	2,5	2,4	
Composition de la masse monétaire (%)												
Circulation fiduciaire	32,2	32,1	31,4	29,9	28,9	31,1	31,8	-30,4	28,9	33,3		
Dépôts en banque	66,8	66,9	67,5	68,9	69,8	67,8	67,1	68,5	70,0	65,6		
Dépôts en CCP	0,4	0,4	0,4	0,5	0,6	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4		
Dépôts en CNE	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5		
Coefficient de réserves (a)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0		
(a) Rapport des réserves des banques aux dépôts dans les banques.												
Source : BCEAO.												

U.M.O.A. - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

Secteurs d'activités	1995				1996				1997			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
	Millions de francs CFA											
Agriculture, sylviculture et pêche	58 790	56 556	41 149	59 421	87 029	82 368	61 168	62 204	82 684	82 855	49 296	89 791
- Agriculture, chasse	35 813	35 541	23 294	36 115	57 231	56 016	40 502	40 952	64 086	62 987	39 268	64 919
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	22 977	21 015	17 855	23 306	29 798	26 352	20 666	21 252	18 598	19 868	10 028	24 872
Industries extractives	34 654	38 344	46 235	44 136	32 086	38 260	31 058	28 813	25 918	29 432	28 231	32 972
- Pétrole brut et gaz naturel	7 468	11 847	16 165	14 370	5 547	8 687	3 914	120	52	54	-	1 460
- Autres	27 186	26 497	30 070	29 766	26 539	29 573	27 144	28 693	25 866	29 378	28 231	31 512
Industries manufacturières	225 679	234 073	200 476	244 624	267 649	278 200	212 125	242 897	234 316	229 790	106 632	217 248
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	92 002	84 038	65 030	88 573	101 239	90 479	70 772	94 450	84 272	81 835	32 234	69 172
- Textiles, habillement, cuir	34 866	37 165	30 700	35 385	37 541	41 222	25 475	25 543	23 864	24 953	16 692	28 297
- Industries chimiques	35 517	45 849	44 130	43 578	42 685	55 487	47 771	57 340	66 632	59 474	25 444	54 604
- Autres	63 294	67 021	60 616	77 088	86 184	91 012	68 107	65 564	59 548	63 528	32 262	65 175
Electricité, gaz, eau	10 812	12 426	7 033	11 618	15 947	12 693	8 827	10 598	10 419	13 037	13 343	6 905
Bâtiment, travaux publics	69 557	67 991	57 408	65 497	69 434	76 614	64 475	65 433	65 968	68 174	65 332	72 437
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	763 255	655 768	506 364	822 579	982 726	871 340	581 697	675 406	788 504	675 725	675 292	807 262
- Commerce de gros	610 821	502 313	370 467	658 980	795 660	682 262	429 227	529 555	630 490	529 525	518 629	646 656
- Commerce de détail	138 285	141 044	124 873	149 076	172 884	174 549	140 141	134 130	146 350	140 619	145 191	148 646
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	14 149	12 411	11 024	14 253	14 182	14 529	12 329	11 721	11 664	11 581	11 472	11 960
Transports, entrepôts et communications	64 202	64 795	58 130	77 074	65 444	72 800	63 645	64 950	63 660	60 337	68 326	62 994
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	62 224	60 900	53 129	64 944	70 291	69 074	50 545	51 310	50 848	46 150	49 511	45 661
- Etablissements financiers, assurances	19 059	19 036	19 631	20 781	14 936	15 850	15 516	16 984	18 229	12 871	17 284	14 363
- Affaires immobilières, service aux entreprises	43 165	41 864	33 498	44 163	55 355	53 224	35 029	34 326	32 619	33 279	32 227	31 298
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	179 195	178 879	195 050	116 584	179 305	132 112	113 599	150 877	166 065	175 204	173 443	194 425
- Services divers fournis à la collectivité	66 911	65 444	75 916	10 282	53 571	12 667	10 684	22 349	38 346	49 615	49 799	66 220
- Prêts aux particuliers	41 767	40 992	34 795	42 853	49 999	50 848	36 819	37 574	39 080	37 308	43 844	37 532
- Autres	70 517	72 443	84 339	63 449	75 735	68 597	66 096	90 954	88 639	88 281	79 800	90 673
TOTAL	1 468 368	1 369 732	1 164 974	1 506 477	1 769 911	1 633 461	1 187 139	1 352 488	1 488 382	1 386 704	1 229 406	1 529 695
Source : B.C.E.A.O.												

BENIN - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

Secteurs d'activités	1995				1996				1997			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
	Millions de francs CFA											
Agriculture, sylviculture et pêche	381	334	326	376	322	317	362	360	329	561	302	130
- Agriculture, chasse	175	173	171	196	167	162	175	203	174	223	147	130
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	206	161	155	180	155	155	187	157	155	338	155	-
Industries extractives	730	678	651	650	212	211	245	275	218	288	59	72
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	730	678	651	650	212	211	245	275	218	288	59	72
Industries manufacturières	5 761	5 358	5 766	5 917	4 470	4 341	4 607	4 708	4 085	4 841	2 391	4 610
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	2 366	2 146	2 295	2 372	1 138	1 063	1 392	1 411	1 260	1 268	394	1 526
- Textiles, habillement, cuir	1 348	1 083	1 277	1 361	1 238	968	1 118	1 190	1 125	1 277	842	2 159
- Industries chimiques	156	228	225	208	200	201	157	165	210	282	97	190
- Autres	1 891	1 901	1 969	1 976	1 894	2 109	1 940	1 942	1 490	2 014	1 058	735
Electricité, gaz, eau	-	-	-	-	-	-	-	-	27	-	-	-
Bâtiment, travaux publics	3 260	3 227	3 347	3 415	3 322	3 293	3 372	3 462	3 807	4 801	1 138	2 687
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	16 210	16 764	18 337	18 788	34 024	35 010	32 940	27 198	33 886	29 171	8 268	20 229
- Commerce de gros	9 490	10 020	10 477	10 874	26 452	27 773	25 265	19 700	23 675	20 180	4 142	14 952
- Commerce de détail	6 470	6 440	7 516	7 600	7 426	7 091	7 529	7 352	10 066	8 819	3 981	5 301
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	250	304	344	314	146	146	146	146	145	172	145	46
Transports, entrepôts et communications	1 193	1 100	1 094	1 069	961	961	932	1 014	1 106	796	173	1 074
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	529	486	499	502	340	355	376	631	385	383	159	232
- Etablissements financiers, assurances	34	34	19	19	17	-	-	251	-	-	-	10
- Affaires immobilières, services aux entreprises	495	452	480	483	323	355	376	380	385	383	159	222
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	9 354	10 354	10 137	10 653	9 866	10 217	11 523	11 818	13 759	10 155	969	11 621
- Services divers fournis à la collectivité	384	411	396	404	362	374	372	190	190	297	18	279
- Prêts aux particuliers	419	417	389	545	208	348	324	327	201	528	106	373
- Autres	8 551	9 524	9 352	9 704	9 296	9 495	10 827	11 301	13 368	9 330	845	10 969
TOTAL	37 418	38 299	40 157	41 370	53 517	54 676	54 439	49 644	57 602	50 996	13 459	40 725

Source : B.C.E.A.O.

BURKINA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

Secteurs d'activités	1995				1996				1997			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
	Millions de francs CFA											
Agriculture, sylviculture et pêche	1 022	885	1 359	3 241	2 743	2 926	2 137	6 014	5 771	4 743	4 686	3 139
- Agriculture, chasse	1 022	885	1 359	3 241	2 743	2 926	2 137	6 014	5 771	4 743	4 686	3 139
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries extractives	29	116	149	150	108	486	83	21	453	34	18	12
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	29	116	149	150	108	486	83	21	453	34	18	12
Industries manufacturières	9 221	7 083	5 995	8 512	6 341	6 244	6 761	8 379	7 714	9 424	10 192	10 445
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	4 960	3 174	2 317	4 614	3 091	3 171	3 805	3 812	3 460	3 841	5 016	4 973
- Textiles, habillement, cuir	722	814	912	475	213	345	203	162	240	226	341	260
- Industries chimiques	649	511	748	939	818	820	406	1 029	1 033	1 900	515	588
- Autres	2 890	2 584	2 018	2 484	2 219	1 908	2 347	1 033	2 981	3 457	4 320	4 624
Electricité, gaz, eau	-	7	17	16	20	66	39	104	209	129	496	1 120
Bâtiment, travaux publics	7 042	6 618	7 267	4 922	1 700	7 507	9 884	11 245	10 526	12 247	14 262	17 938
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	22 644	14 657	12 876	12 773	27 362	26 640	12 272	17 324	43 926	33 106	19 998	40 740
- Commerce de gros	18 038	9 514	7 350	7 059	21 933	21 621	7 272	12 631	38 214	28 118	14 502	35 351
- Commerce de détail	4 562	5 082	5 486	5 597	5 368	4 877	4 874	4 606	5 614	4 847	5 339	5 256
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	44	61	40	117	61	142	126	87	98	141	157	133
Transports, entrepôts et communications	1 129	680	601	736	691	828	788	956	2 828	1 627	2 870	2 058
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	274	351	456	500	514	470	559	623	554	477	389	584
- Etablissements financiers, assurances	-	6	-	-	-	28	28	47	42	43	61	103
- Affaires immobilières, services aux entreprises	274	7 883	7 068	10 834	514	442	531	576	512	434	328	481
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	10 304	7 883	7 068	10 834	14 465	12 664	14 199	28 574	29 902	26 006	35 651	23 954
- Services divers fournis à la collectivité	756	787	345	917	868	1 021	392	321	398	219	80	94
- Prêts aux particuliers	513	622	878	1 155	1 640	1 384	2 207	3 663	4 311	3 754	11 051	5 093
- Autres	9 035	6 474	5 845	8 762	11 957	10 259	11 600	24 590	25 193	22 033	24 520	18 767
TOTAL	51 665	38 280	35 788	41 684	53 944	57 831	46 722	73 240	101 883	87 793	88 562	99 990

Source : B.C.E.A.O.

COTE D'IVOIRE - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

Secteurs d'activités	1995				1996				1997			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Millions de francs CFA												
Agriculture, sylviculture et pêche	27 398	25 382	16 503	29 026	40 603	37 875	19 811	22 389	18 909	21 192	20 720	25 159
- Agriculture, chasse	14 812	14 807	8 728	14 773	19 854	20 365	8 689	10 258	10 151	10 303	8 431	9 751
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	12 586	10 575	7 775	14 253	20 749	17 510	11 122	12 131	8 758	10 889	12 289	15 408
Industries extractives	8 970	13 348	17 234	15 942	7 476	10 694	4 993	1 185	1 117	1 052	1 052	2 430
- Pétrole brut et gaz naturel	7 468	11 847	16 165	14 370	5 547	8 687	3 914	120	52	54	55	1 460
- Autres	1 502	1 501	1 069	1 572	1 929	2 007	1 079	1 065	1 065	998	997	970
Industries manufacturières	126 790	133 672	100 384	134 427	165 734	172 673	106 624	129 126	119 179	122 260	132 336	104 669
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	50 128	47 846	33 514	49 043	62 517	55 802	31 463	53 751	47 321	47 170	48 907	38 220
- Textiles, habillement, cuir	20 576	22 891	14 358	18 195	20 343	25 070	10 954	9 873	7 809	8 686	8 287	8 494
- Industries chimiques	17 121	21 953	19 100	17 451	22 733	29 523	25 968	27 737	31 802	33 792	39 432	25 183
- Autres	38 965	40 982	33 412	49 738	60 141	62 278	38 239	37 765	32 247	32 612	35 710	32 772
Electricité, gaz, eau	7 866	8 580	3 864	7 579	9 990	9 462	6 489	5 289	7 068	7 017	6 946	1 131
Bâtiment, travaux publics	24 538	24 082	17 114	25 518	33 093	32 784	16 395	16 368	17 256	15 795	13 420	13 524
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	506 092	405 266	263 577	570 707	685 002	574 141	307 500	400 600	463 174	380 951	400 608	477 570
- Commerce de gros	442 595	343 546	226 697	506 641	594 931	484 435	261 500	351 686	417 716	331 181	348 168	425 045
- Commerce de détail	55 867	55 666	32 177	56 802	81 294	81 089	40 214	43 159	39 565	43 858	46 524	46 650
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	7 630	6 054	4 703	7 264	8 777	8 617	5 786	5 755	5 893	5 912	5 916	5 875
Transports, entrepôts et communications	32 588	34 041	27 906	40 134	23 055	39 532	29 532	31 126	26 621	28 374	33 198	25 317
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	28 220	26 756	17 971	28 568	42 639	41 603	23 658	23 819	20 570	17 290	20 834	16 240
- Etablissements financiers, assurances	2 847	2 009	16 932	2 111	4 344	5 595	5 478	6 642	5 550	1 136	5 602	1 842
- Affaires immobilières, services aux entreprises	25 373	24 747	16 278	26 457	38 345	36 008	18 180	17 177	15 020	16 154	15 232	14 398
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	97 732	103 032	121 120	35 128	96 121	43 922	30 922	47 921	56 935	74 992	75 201	90 676
- Services divers fournis à la collectivité	60 305	60 455	71 891	5 890	48 858	6 541	4 975	16 783	33 797	45 309	45 952	62 555
- Prêts aux particuliers	24 957	24 524	17 301	26 077	32 908	33 250	18 153	18 024	17 421	16 093	15 636	15 026
- Autres	12 470	18 053	31 928	3 171	14 355	4 131	7 154	13 114	5 717	13 590	13 613	13 095
TOTAL	860 194	774 159	585 673	887 039	1 113 773	962 686	545 318	677 863	730 829	668 923	704 315	756 716

Source : B.C.E.A.O.

MALI - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

Secteurs d'activités	1995				1996				1997			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Millions de francs CFA												
Agriculture, sylviculture et pêche	10 708	10 381	4 215	8 448	25 412	23 165	22 641	17 209	40 856	40 540	27 079	44 662
- Agriculture, chasse	10 598	10 264	4 098	8 338	25 302	23 068	22 544	17 112	40 856	40 540	27 079	44 662
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	110	117	117	110	110	97	97	97	-	-	-	-
Industries extractives	104	45	45	45	45	126	105	75	741	93	93	93
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	104	45	45	45	45	126	105	75	741	93	93	93
Industries manufacturières	8 933	6 350	7 978	10 671	11 098	10 180	11 274	11 042	9 325	8 944	10 937	11 111
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	6 225	4 379	4 105	5 389	6 429	4 481	4 955	4 739	4 199	2 800	3 617	2 822
- Textiles, habillement, cuir	754	451	999	1 274	1 346	1 335	1 533	1 776	932	1 039	1 091	1 344
- Industries chimiques	527	459	1 139	1 770	1 845	1 953	1 620	1 861	1 774	1 499	1 984	2 254
- Autres	1 427	1 061	1 735	2 238	1 478	2 411	3 166	2 666	2 420	3 606	4 245	4 691
Electricité, gaz, eau	230	236	283	110	323	292	309	881	209	459	578	399
Bâtiment, travaux publics	2 496	1 978	2 210	2 984	2 641	3 176	3 251	4 011	2 809	2 773	2 330	2 565
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	24 441	28 328	33 429	37 404	41 765	43 782	44 185	39 867	40 503	37 708	41 501	40 856
- Commerce de gros	14 934	17 261	19 952	26 019	29 443	29 266	25 476	27 110	29 522	26 665	29 476	29 647
- Commerce de détail	9 044	10 585	13 218	11 034	11 942	13 839	17 667	12 432	10 504	10 583	11 593	10 715
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	463	482	259	351	380	677	1 042	325	477	460	432	494
Transports, entrepôts et communications	2 142	2 905	2 993	2 742	3 611	3 498	4 151	4 002	3 729	3 340	3 655	2 953
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	568	706	688	754	703	1 024	887	1 148	3 660	1 960	2 111	2 968
- Etablissements financiers, assurances	64	221	208	252	195	92	27	189	2 681	1 464	1 744	2 445
- Affaires immobilières, services aux entreprises	504	485	480	502	508	932	860	959	979	496	367	523
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	7 326	7 758	8 540	8 435	10 889	10 823	9 002	6 508	8 999	8 206	7 549	9 022
- Services divers fournis à la collectivité	377	196	214	296	372	512	519	308	372	342	271	475
- Prêts aux particuliers	670	696	879	1 034	1 620	1 578	1 550	1 463	2 711	2 329	1 974	1 981
- Autres	6 279	6 866	7 447	7 105	8 897	8 733	6 933	4 737	5 916	5 535	5 304	6 566
TOTAL	56 948	58 687	60 381	71 593	96 487	96 066	95 805	84 743	110 831	104 023	95 833	114 629

Source : B.C.E.A.O.

NIGER - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

Secteurs d'activités	1995				1996				1997			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
	Millions de francs CFA											
Agriculture, sylviculture et pêche	1 224	1 196	1 196	1 202	1 240	1 207	1 108	1 308	1 262	1 268	1 289	1 205
- Agriculture, chasse	1 224	1 196	1 196	1 202	1 240	1 207	1 108	1 308	1 262	1 268	1 289	1 205
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries extractives	975	1 303	3 185	2 748	2 046	3 126	3 388	1 880	657	4 657	6 213	5 441
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	975	1 303	3 185	2 748	2 046	3 126	3 388	1 880	657	4 657	6 213	5 441
Industries manufacturières	7 662	7 676	7 379	7 465	7 409	7 455	7 353	7 321	7 335	7 412	7 293	6 574
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	3 460	3 485	3 295	3 381	3 206	3 293	3 227	3 252	3 260	3 300	3 198	2 911
- Textiles, habillement, cuir	883	872	872	872	872	872	879	878	878	874	854	146
- Industries chimiques	1 131	1 149	1 122	1 118	1 130	1 136	1 130	1 129	1 140	1 193	1 135	1 103
- Autres	2 188	2 170	2 090	2 094	2 201	2 154	2 117	2 062	2 057	2 045	2 106	2 414
Electricité, gaz, eau	441	510	497	280	340	338	561	215	219	135	199	310
Bâtiment, travaux publics	10 123	9 393	6 838	6 961	7 064	7 047	7 259	6 792	6 697	6 906	6 822	7 014
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	42 236	41 853	26 114	26 650	25 347	28 187	27 692	27 584	27 852	28 125	28 410	26 137
- Commerce de gros	27 155	27 307	12 020	12 279	11 543	14 518	13 560	13 437	13 177	13 014	14 654	11 612
- Commerce de détail	14 239	13 757	13 422	13 699	13 131	12 991	13 449	13 479	14 030	14 472	13 120	13 887
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	842	789	672	672	673	678	683	668	645	639	636	638
Transports, entrepôts et communications	5 361	4 286	3 135	3 492	3 592	3 230	3 266	3 422	3 008	3 069	3 330	3 134
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	558	475	787	783	472	515	217	227	253	281	292	218
- Etablissements financiers, assurances	386	300	612	603	305	314	42	-	74	105	123	53
- Affaires immobilières, services aux entreprises	172	175	175	180	167	201	175	227	179	176	169	165
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	9 620	5 388	4 450	7 256	7 849	8 438	7 155	9 348	9 245	8 798	6 307	9 018
- Services divers fournis à la collectivité	77	87	86	69	84	72	79	96	97	103	71	94
- Prêts aux particuliers	410	396	430	401	406	407	647	695	671	729	641	834
- Autres	9 133	4 905	3 934	6 786	7 359	7 959	6 429	8 557	8 477	7 966	5 595	8 090
TOTAL	78 200	72 080	53 581	56 837	55 359	59 543	57 999	58 097	56 528	60 631	60 155	59 051

Source : B.C.E.A.O.

SENEGAL - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

Secteurs d'activités	1995				1996				1997			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
	Millions de francs CFA											
Agriculture, sylviculture et pêche	17 639	17 979	17 063	16 320	16 253	16 382	14 721	14 580	15 191	14 157	15 562	15 102
- Agriculture, chasse	7 663	7 916	7 270	7 572	7 484	7 891	5 560	5 728	5 521	5 531	5 704	5 653
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	9 976	10 063	9 793	8 748	8 769	8 491	9 161	8 852	9 670	8 626	9 858	9 449
Industries extractives	233	291	198	384	277	889	806	1 907	1 164	1 285	1 277	1 522
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	233	291	198	384	277	889	806	1 907	1 164	1 285	1 277	1 522
Industries manufacturières	59 315	65 723	64 993	68 611	65 058	68 432	66 272	71 883	74 909	65 743	66 137	71 411
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	21 212	19 423	16 279	19 980	21 996	18 782	21 624	22 448	19 575	20 249	19 207	17 759
- Textiles, habillement, cuir	10 147	10 598	11 487	12 335	12 841	11 978	10 093	10 725	11 201	11 081	11 156	13 609
- Industries chimiques	14 350	19 838	20 260	20 132	13 945	19 781	17 082	23 788	28 526	18 163	19 256	22 233
- Autres	13 606	15 864	16 967	16 164	16 276	17 891	17 473	14 922	15 607	16 250	16 518	17 810
Electricité, gaz, eau	1 731	1 655	1 457	1 378	3 720	979	1 011	3 569	2 498	5 294	4 541	3 936
Bâtiment, travaux publics	20 711	21 392	19 056	19 977	19 689	21 049	22 060	21 636	22 768	24 154	25 652	27 147
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	127 917	125 213	124 730	123 175	136 087	135 885	127 014	131 115	132 940	133 267	133 610	156 418
- Commerce de gros	91 271	88 628	87 200	84 631	100 256	98 286	89 849	95 047	95 912	96 877	95 923	116 803
- Commerce de détail	32 049	32 179	32 861	33 077	32 010	33 630	33 056	31 770	33 073	32 596	33 953	35 352
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	4 597	4 406	4 669	5 467	3 821	3 969	4 109	4 298	3 955	3 794	3 734	4 263
Transports, entrepôts et communications	19 992	19 946	20 066	26 836	21 034	21 849	20 809	18 711	20 052	18 509	19 344	19 632
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	31 609	31 776	32 365	33 445	25 069	24 645	24 336	24 483	24 251	24 595	24 829	24 519
- Etablissements financiers, assurances	15 726	16 464	17 097	17 790	10 073	9 795	9 880	9 838	9 874	10 105	9 742	9 891
- Affaires immobilières, service aux entreprises	15 883	15 312	15 268	15 655	14 996	14 850	14 456	14 645	14 377	14 490	15 087	14 628
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	43 383	42 929	41 850	42 329	38 048	43 568	38 543	43 619	44 652	43 942	44 772	47 282
- Services divers fournis à la collectivité	5 130	3 410	2 814	2 495	2 856	3 949	4 126	4 228	3 171	2 961	3 079	2 313
- Prêts aux particuliers	13 947	13 493	13 888	12 650	12 209	12 723	12 788	12 312	12 645	12 375	12 939	12 700
- Autres	24 306	26 026	25 148	27 184	22 983	26 896	21 629	27 079	28 836	28 606	28 754	32 269
TOTAL	322 530	326 904	321 778	332 455	325 235	333 678	315 572	331 503	338 425	330 946	335 724	366 969

Source : B.C.E.A.O.

TOGO - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

Secteurs d'activités	1995				1996				1997			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Millions de francs CFA												
Agriculture, sylviculture et pêche	418	399	487	808	456	496	388	344	366	394	378	394
- Agriculture, chasse	403	384	472	793	441	481	373	329	351	379	363	379
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15
Industries extractives	23 613	22 563	24 773	24 217	21 922	22 728	21 438	23 470	21 568	22 043	20 571	23 402
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	23 613	22 563	24 773	24 217	21 922	22 728	21 438	23 470	21 568	22 043	20 571	23 402
Industries manufacturières	7 997	8 211	7 981	9 021	7 555	8 875	9 234	10 438	11 769	11 166	9 682	8 428
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	3 651	3 585	3 225	3 794	2 878	3 887	4 306	5 037	5 197	3 207	802	961
- Textiles, habillement, cuir	436	456	795	873	688	654	695	939	1 679	1 770	2 408	2 285
- Industries chimiques	1 583	1 711	1 536	1 960	2 014	2 073	1 408	1 631	2 147	2 645	2 457	3 053
- Autres	2 327	2 459	2 425	2 394	1 975	2 261	2 825	2 831	2 746	3 544	4 015	2 129
Electricité, gaz, eau	544	1 438	915	2 255	1 554	1 556	418	540	189	3	583	9
Bâtiment, travaux publics	1 387	1 301	1 576	1 720	1 925	1 758	2 254	1 919	2 105	1 498	1 708	1 562
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	23 715	23 687	27 301	33 082	33 139	27 695	30 102	31 718	46 223	39 397	42 897	45 242
- Commerce de gros	7 338	6 037	6 771	11 477	11 102	6 363	6 305	9 944	12 274	13 490	11 764	13 246
- Commerce de détail	16 054	17 335	20 193	20 267	21 713	21 032	23 352	21 332	33 498	25 444	30 681	31 485
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	323	315	337	338	324	300	445	442	451	463	452	511
Transports, entrepôts et communications	1 797	1 837	2 335	2 065	2 470	2 931	4 051	5 501	6 316	4 622	5 756	8 826
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	466	350	363	392	504	462	512	379	1 175	1 164	897	900
- Etablissements financiers, assurances	2	2	2	6	2	26	61	17	8	18	12	19
- Affaires immobilières, service aux entreprises	464	348	361	386	502	436	451	362	1 167	1 146	885	881
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	1 476	1 537	1 885	1 939	2 067	2 480	2 895	3 089	2 573	3 105	2 994	2 852
- Services divers fournis à la collectivité	149	98	170	188	171	198	221	423	321	384	328	410
- Prêts aux particuliers	851	844	1 030	991	1 008	1 158	1 150	1 090	1 120	1 500	1 497	1 525
- Autres	476	595	685	760	888	1 124	1 524	1 576	1 132	1 221	1 169	917
TOTAL	61 413	61 323	67 616	75 499	71 592	68 981	71 292	77 398	92 284	83 392	85 466	91 615

Source : B.C.E.A.O.

UMOA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERMES

Secteurs d'activités	1995				1996				1997			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
	Millions de francs CFA											
Agriculture, sylviculture et pêche	9 703	9 074	11 376	13 753	12 319	18 397	18 052	24 138	35 683	35 599	26 873	75 373
- Agriculture, chasse	5 314	5 025	6 722	9 320	8 384	13 419	13 332	18 945	30 172	27 400	21 147	69 223
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	4 389	4 049	4 654	4 433	3 935	4 978	4 720	5 193	5 511	5 199	5 726	6 150
Industries extractives	11 005	17 417	16 781	19 876	25 637	21 455	21 207	21 011	20 791	19 828	4 302	13 197
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	3 500	6 100	6 464	6 464	6 429	6 429	5 993		7 843
- Autres	11 005	17 417	16 781	16 376	19 537	14 991	14 743	14 582	14 362	13 835	4 302	5 354
Industries manufacturières	116 152	132 057	16 781	16 376	157 804	163 618	137 182	133 409	130 369	129 442	60 904	116 911
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	61 086	66 223	56 366	65 257	89 638	90 825	68 288	61 786	57 114	59 975	21 876	50 775
- Textiles, habillement, cuir	12 167	14 351	13 428	15 373	15 117	14 124	12 094	13 464	13 298	13 857	7 016	10 308
- Industries chimiques	16 625	21 968	18 484	19 589	22 802	24 990	26 227	28 582	29 750	27 241	15 093	26 779
- Autres	26 274	29 515	28 324	30 542	30 247	33 679	30 573	29 577	30 207	28 369	16 919	29 049
Electricité, gaz, eau	48 711	47 506	39 111	54 418	53 596	55 950	42 289	40 827	41 710	42 651	10 131	42 972
Bâtiment, travaux publics	16 137	16 313	16 221	17 673	15 897	16 001	16 042	15 998	15 924	17 465	16 173	20 043
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	254 848	271 325	247 675	267 027	298 797	311 305	245 200	241 482	243 240	234 972	138 543	223 153
- Commerce de gros	218 262	235 436	209 766	230 548	261 508	273 730	208 735	203 421	204 605	195 166	105 963	184 877
- Commerce de détail	24 776	24 082	25 999	23 656	23 239	24 829	24 358	25 102	25 211	25 069	20 253	23 492
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	11 810	11 807	11 910	12 823	14 050	12 746	12 107	12 959	13 424	14 737	12 327	14 784
Transports, entrepôts et communications	22 945	23 007	27 023	24 354	36 672	34 833	33 800	34 691	33 602	36 805	24 765	38 353
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	24 852	24 885	24 948	28 198	26 327	27 226	25 928	25 846	26 681	26 266	15 741	24 205
- Etablissements financiers, assurances	1 265	1 235	1 324	1 256	1 974	1 069	1 028	1 014	1 018	1 019	33	306
- Affaires immobilières, service aux entreprises	23 587	23 650	23 624	26 942	24 353	26 157	24 900	24 832	25 663	25 247	15 708	23 899
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	93 438	94 340	94 898	61 443	100 015	70 259	74 901	203 379	177 801	200 908	54 312	175 312
- Services divers fournis à la collectivité	4 994	5 140	5 180	5 765	5 944	5 450	3 908	104 006	103 942	106 472	4 250	105 808
- Prêts aux particuliers	36 910	36 220	37 088	37 190	37 789	37 967	36 337	36 568	38 290	38 538	31 581	39 300
- Autres	51 534	52 980	52 630	18 488	56 282	26 842	34 656	62 805	35 569	55 898	18 481	30 204
TOTAL	597 791	635 924	594 635	617 503	727 064	719 044	614 601	740 781	725 801	740 936	351 744	729 519

Source : B.C.E.A.O.

BENIN - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERMES

Secteurs d'activités	1995				1996				1997			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Millions de francs CFA												
Agriculture, sylviculture et pêche	166	160	159	173	130	130	126	119	119	313	75	462
- Agriculture, chasse	84	84	83	97	83	83	79	79	79	279	75	191
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	82	76	76	76	47	47	47	40	40	34	-	271
Industries extractives	715	775	813	803	791	783	781	753	753	753	388	300
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	715	775	813	803	791	783	781	753	753	753	388	300
Industries manufacturières	10 196	11 121	11 131	9 176	8 489	8 738	8 561	8 740	8 205	11 210	5 773	5 305
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	3 518	4 461	4 471	4 469	3 794	3 872	3 730	4 316	3 345	3 328	2 165	1 026
- Textiles, habillement, cuir	37	37	37	37	37	237	196	179	470	456	282	127
- Industries chimiques	932	923	902	880	869	857	868	485	4 211	4 489	3 289	1 609
- Autres	5 709	5 700	5 721	3 790	3 789	3 772	3 767	3 760	-	-	-	-
Electricité, gaz, eau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bâtiment, travaux publics	1 037	1 018	1 104	2 702	1 080	1 052	1 020	911	926	909	885	1 014
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	10 466	10 416	12 511	12 430	12 367	12 197	12 557	12 432	12 525	14 330	10 204	4 053
- Commerce de gros	6 504	6 512	8 216	8 177	8 147	8 168	8 492	8 416	8 536	8 412	6 718	1 584
- Commerce de détail	3 291	3 239	3 474	3 437	3 414	3 232	3 275	3 231	3 209	3 394	2 846	645
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	671	665	821	816	806	797	790	785	780	2 524	640	1 824
Transports, entrepôts et communications	296	288	282	370	368	378	954	997	976	992	131	706
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	872	864	1 444	1 634	887	917	910	899	941	1 156	797	375
- Etablissements financiers, assurances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Affaires immobilières, services aux entreprises	872	864	1 444	1 634	887	917	910	899	941	1 156	797	375
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	5 605	6 404	6 898	7 032	9 853	10 029	11 754	15 135	17 073	13 330	1 171	13 574
- Services divers fournis à la collectivité	385	383	400	344	341	338	439	431	428	2 898	16	2 812
- Prêts aux particuliers	1 090	1 102	1 163	1 154	1 101	1 197	1 153	1 275	1 339	1 651	614	1 224
- Autres	4 130	4 919	5 335	5 534	8 411	8 494	10 162	13 429	15 306	8 751	541	9 538
TOTAL	29 353	31 046	34 342	34 320	33 965	34 244	36 663	39 986	41 518	42 963	19 424	25 789

Source : B.C.E.A.O.

BURKINA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERMES

Secteurs d'activités	1995				1996				1997			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Millions de francs CFA												
Agriculture, sylviculture et pêche	608	592	1 410	1 943	427	1 321	1 208	1 276	999	971	1 065	965
- Agriculture, chasse	608	592	1 410	1 943	427	1 321	1 208	1 276	999	971	1 065	965
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries extractives	1 085	1 085	468	411	411	-	-	-	-	-	-	-
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	1 085	1 085	468	411	411	-	-	-	-	-	-	-
Industries manufacturières	6 964	8 245	7 827	7 788	5 291	5 940	5 354	5 089	5 897	5 697	5 377	4 853
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	2 827	2 708	2 496	2 472	2 260	2 089	1 874	1 755	2 516	3 246	2 423	2 122
- Textiles, habillement, cuir	1 346	1 348	1 279	1 271	18	17	15	14	13	20	10	25
- Industries chimiques	1 840	1 853	1 873	1 789	1 399	1 633	1 237	1 162	1 073	930	907	874
- Autres	951	2 336	2 179	2 256	1 614	2 201	2 228	2 158	2 295	1 501	2 037	1 832
Electricité, gaz, eau	22	22	21	19	19	18	16	15	15	15	15	12
Bâtiment, travaux publics	1 581	1 578	1 150	1 146	1 081	1 007	954	798	476	325	226	292
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	7 314	7 635	7 715	6 799	6 311	7 180	6 587	6 315	5 462	4 223	5 073	5 895
- Commerce de gros	3 089	3 532	3 758	3 477	3 120	3 695	3 226	6 315	2 848	1 843	2 542	3 175
- Commerce de détail	3 104	2 975	2 828	2 455	2 335	2 560	2 533	2 428	1 808	1 585	1 744	1 686
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	1 121	1 128	1 129	867	856	925	828	815	806	795	787	1 034
Transports, entrepôts et communications	2 594	3 064	3 971	5 084	4 708	4 718	4 392	8 139	8 195	10 087	9 522	12 161
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	3 868	3 581	3 820	3 804	3 657	3 576	3 427	3 284	5 751	5 574	2 968	4 723
- Etablissements financiers, assurances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Affaires immobilières, services aux entreprises	3 868	3 581	3 820	3 804	3 657	3 576	3 427	3 284	5 751	5 574	2 968	4 723
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	8 550	8 326	5 215	6 517	9 669	10 128	10 002	9 964	7 280	6 717	8 081	9 216
- Services divers fournis à la collectivité	378	374	643	663	669	489	614	564	511	472	603	543
- Prêts aux particuliers	2 341	2 227	2 373	2 185	2 362	2 489	2 505	2 515	2 746	2 712	3 094	3 257
- Autres	5 831	5 725	2 199	3 669	6 638	7 150	6 883	6 885	4 023	3 533	4 384	5 416
TOTAL	32 586	34 128	31 597	33 511	31 574	33 888	31 940	34 880	34 075	33 609	32 327	38 117

Source : B.C.E.A.O.

COTE D'IVOIRE - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERMES

Secteurs d'activités	1995				1996				1997			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
	Millions de francs CFA											
Agriculture, sylviculture et pêche	1 275	841	795	1 786	2 115	1 092	617	561	445	401	381	1 227
- Agriculture, chasse	621	445	420	1 127	1 496	658	432	395	299	273	255	1 149
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	654	396	375	659	619	434	185	166	146	128	126	78
Industries extractives	-	-	-	3 500	6 100	6 464	6 464	6 429	6 429	5 993	6 393	7 843
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	6 100	6 464	6 464	6 429	6 429	5 993	6 393	7 843
- Autres	-	-	-	3 500	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries manufacturières	61 594	72 267	51 870	65 637	93 078	97 644	63 642	62 469	61 469	57 060	53 134	52 090
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	44 106	47 092	34 153	41 986	63 125	67 416	41 677	34 877	33 120	31 000	27 804	25 997
- Textiles, habillement, cuir	4 502	5 325	3 010	4 016	5 339	4 472	2 395	2 916	2 744	2 319	2 335	2 257
- Industries chimiques	4 335	9 047	5 630	6 898	9 957	10 573	7 567	12 575	13 412	12 402	12 208	12 466
- Autres	8 651	10 803	9 077	12 737	14 657	15 183	12 003	12 101	12 193	11 339	10 787	11 370
Electricité, gaz, eau	46 421	45 259	36 890	52 345	51 229	48 543	34 115	33 525	32 774	32 084	31 595	30 729
Bâtiment, travaux publics	1 078	1 041	1 003	1 091	1 284	1 719	1 453	1 630	1 434	1 387	3 903	3 784
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	119 055	129 801	100 502	122 422	152 358	162 637	93 468	90 673	93 779	91 946	90 584	89 052
- Commerce de gros	112 006	124 672	95 665	116 509	146 619	157 684	90 277	86 746	88 658	86 978	85 700	84 072
- Commerce de détail	5 453	3 903	3 724	4 076	4 121	3 956	2 870	3 569	4 802	4 655	4 580	4 662
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	1 596	1 226	1 113	1 837	1 618	997	321	358	319	313	304	318
Transports, entrepôts et communications	8 880	8 284	10 860	6 638	19 364	19 286	17 244	11 113	10 928	10 130	10 135	8 920
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	7 699	8 075	7 330	10 128	9 281	9 316	7 853	8 507	7 509	7 102	6 892	6 884
- Etablissements financiers, assurances	104	134	225	210	1 078	173	109	111	117	118	109	277
- Affaires immobilières, services aux entreprises	7 595	7 941	7 105	9 918	8 203	9 143	7 744	8 396	7 392	6 984	6 783	6 607
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	43 176	44 084	45 850	12 324	45 254	12 094	9 109	138 510	107 359	136 783	136 551	105 941
- Services divers fournis à la collectivité	1 675	1 549	1 343	1 793	2 145	1 887	78	100 057	100 028	99 967	99 928	99 194
- Prêts aux particuliers	10 602	9 826	9 204	9 946	10 187	9 712	7 398	6 941	7 046	6 466	6 292	6 401
- Autres	30 899	32 709	35 303	585	32 922	495	1 633	31 512	285	30 350	30 331	346
TOTAL	289 178	309 652	255 100	275 871	380 063	358 795	233 965	353 417	322 126	342 886	339 568	306 470

Source : B.C.E.A.O.

MALI - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERMES

Secteurs d'activités	1995				1996				1997			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
	Millions de francs CFA											
Agriculture, sylviculture et pêche	1 174	1 152	1 348	2 726	2 635	8 577	8 546	14 136	25 782	23 095	17 332	64 392
- Agriculture, chasse	1 174	1 152	1 348	2 726	2 635	8 577	8 546	14 136	25 776	23 090	17 307	64 371
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	6	5	25	21
Industries extractives	151	151	151	151	151	151	151	151	151	151	-	-
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	151	151	151	151	151	151	151	151	151	151	-	-
Industries manufacturières	11 703	11 930	13 944	16 215	13 787	13 993	16 571	14 503	12 037	8 674	5 358	5 539
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	2 006	2 512	5 135	6 684	6 765	4 622	7 254	7 797	5 141	5 286	3 765	3 702
- Textiles, habillement, cuir	4 097	4 097	3 497	4 364	4 363	4 097	4 097	4 097	4 440	2 585	447	328
- Industries chimiques	864	832	902	749	921	856	806	563	970	706	913	855
- Autres	4 736	4 489	4 410	4 418	1 738	4 418	4 414	1 778	1 486	97	233	654
Electricité, gaz, eau	54	53	144	126	482	1 054	1 139	721	2 776	2 728	2 499	1 668
Bâtiment, travaux publics	1 176	1 176	1 173	1 169	1 169	1 169	1 169	1 158	1 618	1 435	2 001	2 462
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	13 777	13 684	14 697	15 916	16 340	16 280	16 240	15 585	16 267	9 842	8 829	7 410
- Commerce de gros	10 857	10 813	11 755	12 532	12 953	12 839	13 120	11 517	12 626	6 499	5 567	5 010
- Commerce de détail	2 689	2 641	2 681	2 858	2 864	2 895	2 883	3 247	2 806	2 590	2 239	1 218
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	231	230	261	526	523	546	237	821	835	753	1 023	1 182
Transports, entrepôts et communications	2 373	3 051	3 646	3 852	3 732	3 280	3 267	2 765	2 363	2 053	1 842	2 767
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	1 389	1 501	1 454	1 435	1 528	2 010	1 959	1 765	1 774	1 673	761	761
- Etablissements financiers, assurances	887	880	880	880	880	880	880	864	868	868	4	-
- Affaires immobilières, services aux entreprises	502	621	574	555	648	1 130	1 079	901	906	805	757	761
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	5 761	5 655	4 110	4 237	4 219	6 505	9 316	6 096	9 935	6 271	6 325	6 249
- Services divers fournis à la collectivité	26	27	15	103	101	88	84	122	74	73	439	466
- Prêts aux particuliers	990	989	1 014	1 068	1 110	1 507	1 465	1 341	2 239	2 290	2 209	2 248
- Autres	4 745	4 639	3 081	3 066	3 008	4 910	7 767	4 633	7 622	3 908	3 677	3 535
TOTAL	37 558	38 353	40 667	45 827	44 043	53 019	58 358	56 880	72 703	55 922	44 947	91 248

Source : B.C.E.A.O.

NIGER - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERMES

Secteurs d'activités	1995				1996				1997			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Millions de francs CFA												
Agriculture, sylviculture et pêche	56	56	56	56	56	56	56	56	56	56	51	51
- Agriculture, chasse	56	56	56	56	56	56	56	56	56	56	51	51
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries extractives	814	759	702	644	1 169	520	455	388	320	249	-	-
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	814	759	702	644	1 169	520	455	388	320	249	-	-
Industries manufacturières	170	163	154	150	135	101	124	121	109	326	135	296
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	89	88	87	86	86	86	86	86	92	86	91	86
- Textiles, habillement, cuir	29	25	18	15	4	2	-	-	-	-	7	7
- Industries chimiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	52	50	49	49	45	13	38	35	17	240	37	203
Electricité, gaz, eau	35	33	33	33	31	31	28	28	26	24	19	19
Bâtiment, travaux publics	151	154	163	154	141	167	166	153	170	183	3	58
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	599	555	549	544	428	406	403	405	315	829	406	1 008
- Commerce de gros	549	515	509	505	389	385	377	377	290	770	350	895
- Commerce de détail	50	40	40	39	39	21	26	28	25	59	56	113
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transports, entrepôts et communications	402	377	384	508	488	563	541	540	731	699	180	511
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	47	45	53	50	49	16	30	43	5	19	7	19
- Etablissements financiers, assurances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Affaires immobilières, services aux entreprises	47	45	53	50	49	16	30	43	5	19	7	19
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	1 855	1 818	1 788	1 867	1 932	1 841	1 870	1 864	1 700	2 491	1 701	1 360
- Services divers fournis à la collectivité	13	13	10	10	8	35	43	48	9	26	15	7
- Prêts aux particuliers	1 323	1 305	1 253	1 228	1 214	1 188	1 195	1 189	1 072	1 153	1 155	699
- Autres	519	500	525	629	710	618	632	627	619	1 312	531	654
TOTAL	4 129	3 960	3 882	4 006	4 429	3 701	3 673	3 598	3 432	4 876	2 502	3 322

Source : B.C.E.A.O.

SENEGAL - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERMES

Secteurs d'activités	1995			1996			1997		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Déc.	Sept.	Juin	Déc.
Millions de francs CFA									
Agriculture, sylviculture et pêche	6 049	5 890	7 065	6 524	6 598	7 153	7 651	7 408	8 024
- Agriculture, chasse	2 404	2 326	2 875	2 839	2 776	2 678	2 651	2 389	2 226
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	3 645	3 564	4 190	3 685	3 822	4 475	4 974	5 019	5 688
Industries extractives	383	390	390	508	578	918	967	480	1 130
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	383	390	390	508	578	918	967	480	1 130
Industries manufacturières	20 689	22 858	23 884	24 374	28 584	34 102	33 927	33 852	35 783
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	7 306	8 179	8 908	8 508	11 398	11 618	11 075	11 201	11 583
- Textiles, habillement, cuir	1 914	2 643	2 116	2 454	2 352	2 564	3 237	3 206	4 004
- Industries chimiques	6 895	7 538	7 463	7 591	8 013	13 395	11 479	10 468	10 289
- Autres	4 574	4 498	5 397	5 821	6 821	6 525	8 434	8 977	11 884
Electricité, gaz, eau	1 829	1 839	1 723	1 645	1 557	5 935	5 755	7 675	10 419
Bâtiment, travaux publics	10 094	10 158	10 438	10 274	10 005	9 789	10 215	12 157	11 451
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	93 944	98 694	99 937	99 567	102 106	105 410	104 297	102 606	102 403
- Commerce de gros	81 760	85 974	86 758	86 247	87 558	89 338	87 778	86 622	86 000
- Commerce de détail	4 365	4 541	4 968	4 918	4 669	6 024	6 224	6 013	6 360
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	7 819	8 179	8 211	8 402	9 879	9 835	9 784	9 971	10 043
Transports, entrepôts et communications	6 848	6 438	6 470	6 442	6 531	5 912	5 958	6 162	6 331
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	10 140	9 993	10 120	10 384	10 175	10 588	10 307	10 345	11 048
- Etablissements financiers, assurances	263	210	208	155	5	5	5	5	5
- Affaires immobilières, service aux entreprises	9 877	9 783	9 912	10 229	10 170	10 948	10 476	10 340	11 043
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	22 661	22 112	24 845	23 356	23 023	26 204	27 630	27 791	29 596
- Services divers fournis à la collectivité	1 804	2 032	2 019	2 126	1 947	1 879	1 989	2 058	2 182
- Prêts aux particuliers	15 662	15 799	16 785	16 399	16 670	17 006	17 386	17 967	18 841
- Autres	51 995	4 281	6 041	4 831	4 406	7 319	5 453	7 766	10 501
TOTAL	172 637	178 372	184 872	183 074	189 157	206 802	207 244	208 476	217 741

Source : B.C.E.A.O.

TOGO - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERMES

Secteurs d'activités	1995				1996				1997			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Millions de francs CFA												
Agriculture, sylviculture et pêche	375	383	543	545	358	355	346	339	325	355	326	283
- Agriculture, chasse	367	370	530	532	338	342	333	326	312	342	313	270
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	8	13	13	13	20	13	13	13	13	13	13	13
Industries extractives	7 857	14 257	14 257	13 859	16 437	12 859	12 438	12 438	12 171	12 202	3 036	3 924
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	7 875	14 257	14 257	13 859	16 437	12 859	12 438	12 438	12 171	12 202	3 036	3 924
Industries manufacturières	4 836	5 473	7 792	7 421	8 441	8 611	8 828	8 560	8 411	12 623	8 877	13 045
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	1 234	1 183	1 116	1 052	2 210	2 161	2 049	1 934	1 825	5 828	1 849	6 817
- Textiles, habillement, cuir	242	876	3 471	3 216	3 004	3 093	2 827	2 753	2 677	2 790	2 511	2 255
- Industries chimiques	1 759	1 775	1 714	1 682	1 643	1 793	2 354	2 312	2 338	2 279	2 702	2 476
- Autres	1 601	1 639	1 491	1 471	1 584	1 564	1 598	1 555	1 571	1 726	1 815	1 497
Electricité, gaz, eau	350	300	300	250	278	225	1 056	783	552	125	125	125
Bâtiment, travaux publics	1 020	1 188	1 190	1 137	1 137	1 098	1 065	1 060	980	1 069	1 020	982
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	9 693	10 540	11 764	9 349	8 887	9 888	10 535	10 924	10 595	11 196	11 419	13 332
- Commerce de gros	3 497	3 418	3 105	3 101	2 722	3 184	3 905	3 953	3 869	4 042	4 156	4 141
- Commerce de détail	5 824	6 743	8 284	5 873	5 797	6 434	6 534	6 575	6 337	6 773	6 878	8 808
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	372	379	375	375	368	270	96	396	389	381	385	383
Transports, entrepôts et communications	1 552	1 505	1 410	1 460	1 481	1 424	1 490	4 988	4 451	6 682	6 674	6 957
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	837	826	727	763	750	803	796	867	394	397	396	395
- Etablissements financiers, assurances	11	11	11	11	11	11	34	34	28	28	24	24
- Affaires immobilières, service aux entreprises	826	815	716	752	739	792	762	833	366	369	372	371
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	5 830	5 941	6 192	6 110	6 065	6 353	6 646	6 982	6 824	7 555	7 438	7 789
- Services divers fournis à la collectivité	709	765	750	726	733	746	771	805	968	978	995	945
- Prêts aux particuliers	4 902	4 972	5 296	5 210	5 145	5 395	5 615	5 921	5 623	6 299	6 169	6 630
- Autres	219	204	146	174	187	212	260	256	233	278	274	214
TOTAL	32 350	40 413	44 175	40 894	43 834	41 616	43 200	46 941	44 703	52 204	39 311	46 832

Source : B.C.E.A.O.

BENIN - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE 1994 A 1997

	1994	1995	1996*	1997*
Milliards de francs CFA				
Balance commerciale	-33,5	-104,2	-63,5	-83,1
Exportations FOB	217,2	206,5	216,7	233,5
<i>dont : coton</i>	70,6	66,6	112,8	128,0
Importations FOB	-250,7	-310,7	-280,2	-316,6
<i>dont : pétrole</i>	-26,2	23,7	-33,3	-37,6
Services	-19,7	-39,6	-51,3	-41,4
Transferts sans contrepartie	101,3	105,0	94,1	107,3
Privés	41,7	39,4	34,3	37,7
Publics	59,6	65,6	59,8	69,6
Balance des paiements courants	48,1	-38,8	-20,7	-17,2
Mouvements de capitaux non monétaires à LT	17,7	29,2	29,1	26,2
<i>dont : financement exceptionnel</i>	-2,4	3,4	0,0	0,0
Balance de base	65,8	-9,6	8,4	9,0
Mouvements de capitaux non monétaires à CT	29,6	8,1	16,5	21,0
Erreurs et omissions nettes	-1,8	1,9	0,0	0,0
Balance globale	93,6	0,4	24,9	30,0
* Données provisoires				
N.B. : Le signe (+) indique un excédent, le signe (-) un déficit.				

BURKINA - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE 1994 A 1997

	1994	1995	1996*	1997*
Milliards de francs CFA				
Balance commerciale	-71,5	-104,7	-167,9	-131,5
Exportations FOB	119,7	137,6	118,4	149,2
<i>dont : Coton</i>	32,8	47,9	49,6	74,6
<i>Or</i>	12,2	11,6	9,5	10,6
Importations FOB	-191,2	-242,3	-286,3	-280,7
<i>dont : Biens d'équipement</i>	-44,2	-55,2	-95,4	-94,9
Services	-61,9	-54,7	-60,0	-57,6
Transferts sans contrepartie	141,6	163,7	182,3	170,6
Privés	38,6	40,4	57,9	60,6
Publics	103,0	123,3	124,4	110,0
Balance des paiements courants	8,2	4,3	-45,6	-18,5
Mouvements de capitaux non monétaires à LT	30,1	57,9	42,9	45,5
<i>dont : financement exceptionnel</i>	-0,4	4,8	0,0	0,0
Balance de base	38,3	62,2	-2,7	27,0
Mouvements de capitaux non monétaires à CT	13,6	2,3	2,0	3,0
Erreurs et omissions nettes	2,8	1,1	0,0	0,0
Balance globale	54,7	65,6	-0,7	30,0
* Données provisoires				
N.B. : Le signe (+) indique un excédent, le signe (-) un déficit.				

COTE-D'IVOIRE - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE 1994 A 1997

	1994	1995	1996*	1997*
Milliards de francs CFA				
Balance commerciale	679,4	671,5	949,4	938,7
Exportations FOB	1 522,4	1 819,3	2 236,2	2 375,8
<i>dont : café</i>	115,7	199,1	163,0	214,3
<i>cacao</i>	500,2	627,3	837,6	786,6
Importations FOB	-843,0	-1 147,8	-1 286,8	-1 437,1
Services	-624,5	-771,9	-735,6	-762,8
Transferts sans contrepartie	228,6	27,3	-149,4	-182,2
Privés	-171,3	-219,2	-230,6	-245,6
Publics	399,9	246,5	81,2	63,4
Balance des paiements courants	283,5	-73,1	64,4	-6,3
Mouvements de capitaux non monétaires à LT	242,9	280,0	266,3	244,5
<i>dont : financement exceptionnel</i>	67,0	230,5	191,5	62,0
Balance de base	526,4	206,9	330,7	238,2
Mouvements de capitaux non monétaires à CT	-22,5	-103,6	-301,8	-271,1
Erreurs et omissions nettes	16,9	-19,7	-15,0	0,0
Balance globale	520,8	83,6	13,9	-32,9
* Données provisoires				
N.B. : Le signe (+) indique un excédent, le signe (-) un déficit.				

GUINEE-BISSAU : EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE 1994 A 1997

	1994	1995	1996*	1997*
Milliards de francs CFA				
Balance commerciale	-10,2	-18,3	-18,0	-1,0
Exportations FOB	16,6	12,3	11,0	28,5
<i>dont noix d'anacarde</i>	15,5	10,6	9,5	26,9
Importations FOB	-26,8	-30,6	-29,0	-29,5
<i>dont produits pétroliers</i>	-2,6	-3,5	-3,9	-3,0
Services	-11,9	-15,9	-13,9	-13,1
Transferts sans contrepartie	32,3	41,7	32,4	30,7
Privés	3,1	3,3	3,4	2,7
Publics	29,2	38,4	29,0	28,0
Balance des paiements courants	10,2	7,5	0,5	16,5
Mouvements de capitaux non monétaires à LT	9,1	-0,2	11,4	16,4
<i>dont : financement exceptionnel</i>	21,2	8,1	14,7	14,4
Balance de base	19,3	7,3	11,9	32,9
Mouvements de capitaux non monétaires à CT	0,0	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	-24,9	-4,4	-6,9	-9,1
Balance globale	-5,6	2,9	5,0	23,8
* Données provisoires				
N.B. : Le signe (+) indique un excédent, le signe (-) un déficit.				

MALI - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE 1994 A 1997

	1994	1995	1996*	1997*
Milliards de francs CFA				
Balance commerciale	-63,5	-57,4	-44,9	29,1
Exportations FOB	185,9	220,5	235,5	316,6
<i>dont coton</i>	79,7	126,8	132,6	152,8
Importations FOB	-249,4	-277,9	-280,4	-287,5
<i>dont produits pétroliers</i>	-22,8	-30,5	-37,3	-38,7
Services	-160,1	-193,5	-180,3	-180,9
Transferts sans contrepartie	188,3	172,2	203,7	161,5
Privés	47,1	47,8	46,0	42,0
Publics	141,2	124,4	157,7	119,5
Balance des paiements courants	-35,3	-78,7	-21,5	9,7
Mouvements de capitaux non monétaires à LT	62,0	144,0	75,0	27,8
<i>dont : financement exceptionnel</i>	32,0	44,8	41,0	33,0
Balance de base	26,7	65,3	53,5	37,5
Mouvements de capitaux non monétaires à CT	15,6	-22,1	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	3,3	-2,3	5,9	0,0
Balance globale	45,6	40,9	59,4	37,5
* Données provisoires				
N.B. : Le signe (+) indique un excédent, le signe (-) un déficit.				

NIGER - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE 1994 A 1997

	1994	1995	1996*	1997*
Milliards de francs CFA				
Balance commerciale	-20,8	-5,5	4,9	-17,2
Exportations FOB	125,1	143,0	143,5	156,7
<i>dont uranium</i>	78,4	75,6	70,0	72,7
Importations FOB	-145,9	-148,5	-138,6	-173,9
Services	-86,2	-87,0	-79,5	-87,3
Transferts sans contrepartie	86,0	48,3	44,9	73,3
Privés	-22,7	-11,1	-15,0	-15,0
Publics	108,7	59,4	59,9	88,3
Balance des paiements courants	-21,0	-44,2	-29,7	-31,2
Mouvements de capitaux non monétaires à LT	44,4	30,9	25,8	31,2
<i>dont : financement exceptionnel</i>	23,2	28,7	25,9	8,7
Balance de base	23,4	-13,3	-3,9	0,0
Mouvements de capitaux non monétaires à CT	-6,8	5,6	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	-3,3	6,7	-3,4	0,0
Balance globale	13,3	-1,0	-7,3	0,0
* Données provisoires				
N.B. : Le signe (+) indique un excédent, le signe (-) un déficit.				

SENEGAL - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE 1994 A 1997

	1994	1995	1996*	1997*
Milliards de francs CFA				
Balance commerciale	-128,3	-136,9	-143,9	-154,7
Exportations FOB	439,1	483,5	504,5	539,6
Importations FOB	-567,4	-620,4	-648,4	-694,3
<i>dont produits pétroliers</i>	-88,2	-93,0	-90,2	-111,5
Services	-85,3	-78,7	-57,8	-58,2
Transferts sans contrepartie	215,4	190,7	169,3	170,4
Privés	21,4	19,8	20,5	21,2
Publics	194,0	170,9	148,8	149,2
Balance des paiements courants	1,8	-24,9	-32,4	-42,5
Mouvements de capitaux non monétaires à LT	143,5	74,5	63,1	62,8
<i>dont : financement exceptionnel</i>	60,2	21,5	29,2	16,0
Balance de base	145,3	49,6	30,7	20,3
Mouvements de capitaux non monétaires à CT	40,8	2,1	-6,8	68,0
Erreurs et omissions nettes	2,3	-10,9	-9,3	0,0
Balance globale	188,4	40,8	14,6	88,3
* Données provisoires				
N.B. : Le signe (+) indique un excédent, le signe (-) un déficit.				

TOGO - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE 1994 A 1997

	1994	1995	1996*	1997*
Milliards de francs CFA				
Balance commerciale	-20,6	-64,4	-29,7	-32,1
Exportations FOB	182,3	188,4	188,3	201,4
<i>dont : café</i>	5,1	10,5	4,6	17,7
<i>cacao</i>	3,9	2,9	8,2	9,4
<i>coton</i>	27,6	45,0	49,4	44,3
Importations FOB	-202,9	-252,8	-218,0	-233,5
Services	-55,1	-55,2	-60,0	-60,0
Transferts sans contrepartie	44,5	58,7	32,6	35,9
Privés	6,1	4,9	4,9	5,4
Publics	38,4	53,8	27,7	30,5
Balance des paiements courants	-31,2	-60,9	-57,1	-56,2
Mouvements de capitaux non monétaires à LT	53,4	53,3	30,8	64,5
<i>dont : financement exceptionnel</i>	49,8	40,4	17,3	8,9
Balance de base	22,2	-7,6	-26,3	8,3
Mouvements de capitaux non monétaires à CT	12,8	7,7	10,9	6,6
Erreurs et omissions nettes	5,1	1,3	0,0	0,0
Balance globale	40,1	1,4	-15,4	14,9
* Données provisoires				
N.B. : Le signe (+) indique un excédent, le signe (-) un déficit.				

UMOA - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE 1994 A 1997

	1994	1995	1996*	1997*
Milliards de francs CFA				
Balance commerciale	331,0	180,1	486,4	548,2
Exportations FOB	2 808,3	3 211,1	3 654,1	4 001,3
Importations FOB	-2 477,3	-3 031,0	-3 167,7	-3 453,1
Services	-1 104,7	-1 296,5	-1 238,4	-1 261,3
Transferts sans contrepartie	1 038,0	807,6	609,9	567,5
Privés	-36,0	-74,7	-78,6	-91,0
Publics	1 074,0	882,3	688,5	658,5
Balance des paiements courants	264,3	-308,8	-142,1	-145,7
Mouvements de capitaux non monétaires à LT	603,1	669,6	544,4	518,9
<i>dont : financement exceptionnel</i>	<i>250,6</i>	<i>382,2</i>	<i>319,6</i>	<i>143,0</i>
Balance de base	867,4	360,7	402,3	373,2
Mouvements de capitaux non monétaires à CT	83,1	-99,9	-279,2	-172,5
Erreurs et omissions nettes	0,4	-26,3	-28,7	-9,1
Balance globale	950,9	234,5	94,4	191,6
* Données provisoires				
N.B. : Le signe (+) indique un excédent, le signe (-) un déficit.				

UMOA : IMPORTATIONS DE PRODUITS PETROLIERS ANNEES 1996 - 1997

	1996	1997
BENIN	33,3	37,6
BURKINA	23,7	26,2
COTE D'IVOIRE	332,4	337,0
GUINEE-BISSAU	3,9	3,0
MALI	37,3	38,7
NIGER	10,1	11,0
SENEGAL	90,2	111,5
TOGO	14,6	20,3

UMOA : IMPORTATIONS DE RIZ ANNEES 1996-1997

	1996	1997
BENIN	ND	ND
BURKINA	ND	ND
COTE D'IVOIRE	44,7	62,6
GUINEE-BISSAU	5,8	10,3
MALI	ND	ND
NIGER	ND	ND
SENEGAL	89,6	63,0
TOGO	ND	ND

UMOA - DECOMPOSITION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE

Coupures	30/09/94	30/09/95	31/12/95	31/12/96	31/12/97
Millions de francs CFA					
Billets	712 609	829 430	1 024 981	1 080 624	1 247 578
10 00	307 542	375 717	479 847	520 483	674 012
5 000	235 647	280 621	336 463	369 493	379 372
2 500	48 204	47 883	78 843	52 011	37 017
1 000	88 698	90 961	93 841	06 819	108 621
500	32 518	34 248	35 987	31 818	48 556
Pièces	38 608	42 898	43 462	46 795	50 141
250	1 830	3 677	3 977	5 346	6 044
100	19 943	21 319	21 477	22 452	23 826
50	6 790	7 347	7 376	7 868	8 560
25	3 672	3 911	3 944	4 174	4 461
10	3 774	3 962	3 991	4 176	4 393
5	2 599	2 682	2 698	2 779	2 858
Autres	2 316	2 316	2 294	2 586	2 312
Total	753 533	874 644	1 070 737	1 130 005	1 300 031

UMOA - MOUVEMENTS DES BILLETS ENTRE AGENCES

Exercice 1995								
Agences de	Agences d'émission							Total des
retrait	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Mali	Niger	Sénégal	Togo	entrées
Millions de francs CFA								
Bénin	-	15 861	57 593	12 642	48 119	3 783	24 801	162 799
Burkina	1 538	-	74 723	6 271	1 568	1 438	31 907	117 445
Côte d'Ivoire	29 506	9 290	-	16 312	23 230	45 405	5 681	129 424
Mali	1 479	5 309	14 430	-	1 363	4 422	450	27 453
Niger	3 455	4 924	20 383	4 165	-	1 031	1 994	35 952
Sénégal	6 406	6 118	40 859	9 966	4 476	-	3 114	70 939
Togo	5 698	29 294	28 644	13 051	41 175	10 104	-	127 966
Total des sorties	48 082	70 796	236 632	62 407	119 931	66 183	67 947	671 978
Exercice 1996								
Agences de	Agences d'émission							Total des
retrait	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Mali	Niger	Sénégal	Togo	entrées
Millions de francs CFA								
Bénin	-	9 329	41 713	6 117	21 513	1 743	26 212	106 627
Burkina	1 929	-	44 996	7 248	2 887	1 638	2 460	61 158
Côte d'Ivoire	25 216	17 077	-	13 498	17 486	4 562	19 323	97 162
Mali	1 295	5 615	23 774	-	1 751	4 618	539	37 592
Niger	5 055	5 294	10 828	3 287	-	781	2 420	27 665
Sénégal	1 767	3 301	16 912	14 160	1 755	-	990	38 885
Togo	13 089	8 687	34 648	2 594	6 054	672	-	65 744
Total des sorties	48 351	49 303	172 871	46 904	51 446	14 014	51 944	434 833
Exercice 1997								
Agences de	Agences d'émission							Total des
retrait	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Mali	Niger	Sénégal	Togo	entrées
Millions de francs CFA								
Bénin	-	13 342	41 740	8 848	20 799	1 254	23 589	109 572
Burkina	3 474	-	50 464	11 436	4 897	1 324	4 555	76 150
Côte d'Ivoire	15 692	24 409	-	23 840	7 004	6 639	11 190	88 774
Mali	2 569	7 934	36 150	-	835	2 855	2 319	52 662
Niger	10 575	9 881	20 922	5 822	-	1 169	4 646	53 015
Sénégal	3 229	6 246	32 759	26 967	2 172	-	1 946	73 318
Togo	33 300	40 125	58 511	9 340	13 575	2 482	-	157 333
Total des sorties	68 839	101 937	240 546	86 253	49 282	15 723	48 245	610 825
Source : BCEAO								

UMOA. - MOUVEMENTS DE BILLETS ET PIECES AUX GUICHETS DE LA BCEAO

Coupures	Prélèvements		Versements	
	31/12/1996	31/12/1997	31/12/1996	31/12/1997
Milliers de signes monétaires				
Billets	465 356	520 191	458 902	508 310
10 000	109 378	151 263	107 918	136 010
5 000	154 744	151 387	148 291	149 950
2 500	39 540	27 163	50 291	34 033
1 000	90 954	99 475	84 708	99 769
500	70 740	90 903	67 808	88 550
Pièces	73 334	78 694	7 193	7 929
250	5 891	3 856	576	909
100	11 567	15 810	2 524	3 520
50	10 916	12 582	1 219	1 467
25	9 082	11 087	626	1 050
10	18 215	19 630	1 930	859
5	14 798	12 483	273	96
1	2 865	3 246	45	28
Total	538 690	598 885	466 095	516 239
Millions de francs CFA				
Billets	2 092 674	482 396	2 064 689	2 338 962
10 000	1 093 780	1 512 629	1 079 180	1 360 097
5 000	773 720	756 934	741 455	749 749
2 500	98 850	67 907	125 442	85 083
1 000	90 954	99 475	84 708	99 769
500	35 370	45 455	33 904	44 274
Pièces	3 665	3 712	493	687
250	1 476	964	144	227
100	1 157	1 581	252	352
50	546	629	61	72
25	227	277	16	26
10	182	196	19	9
5	74	62	1	1
1	3	3	-	-
Total	2 096 339	2 486 108	2 065 182	2 339 649

Imprimerie de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest

DAKAR - Sénégal - BP 3108

BCEAO - SIEGE

Avenue Abdoulaye FADIGA - BP 3108 - Dakar-Sénégal
Tél. : (221) 839.05.00 - Téléfax : (221) 823 93 35 / 822 61 09
Télex : BCEAO 21833 SG / 21815 SG / 21530 SG / 21597 SG
Site internet : <http://www.bceao.int>